

Avec ce numéro : « Initiatives » et « Ile-de-France »

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14423 - 6 F

MERCREDI 12 JUIN 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LÉSCOURNE

Retard pour les START

SOVIÉTIQUES et Américains ne sont pas prêts à signer un traité sur la réduction de leurs armements stratégiques (START), et ce retard renvoie à la fin juillet au plus tôt le sommet Bush-Gorbatchev prévu à Moscou. Telle est la conclusion qu'a fait connaître, lundi 10 juin, la Maison Blanche, sans être contredite par Moscou : un porte-parole soviétique a admis le même jour qu'il ne convenait pas de « brusquer les choses », l'essentiel étant de rédiger « un bon traité ».

Pour le moment, ce retard ne devrait pas avoir de conséquences sur les relations soviéto-américaines (les deux présidents se rencontreront de toute manière au sommet londonien des sept pays industrialisés, auquel M. Gorbatchev a été invité), et il n'a d'ailleurs rien d'étonnant. Le traité START, plus encore que ses devanciers (le traité SALT-1 de 1972 et SALT-2 de 1979, signé mais jamais ratifié), s'annonce comme un monument de technicité diplomatique, puisque le projet compte déjà quatre cent cinquante pages et des milliers de dispositions dont une centaine, selon Washington, sont encore en discussion.

SANS doute les deux Grands ont-ils acquis une expérience positive, en matière de contrôle notamment, grâce au traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) qui vient de conclure, tout récemment, à la liquidation des derniers missiles de ce type. Mais il s'agit cette fois de limiter et de contrôler l'ensemble des arsenaux stratégiques : cinq grandes catégories de lanceurs, des milliers d'engins de tous types et plus de dix mille charges nucléaires dans chaque camp.

A cela s'ajoutent les disparités bien connues entre l'URSS, empire continental qui a mis l'accent depuis le début sur ses missiles terrestres, et les Etats-Unis, grande puissance maritime et aérienne, qui a privilégié ses sous-marins et bombardiers. Les stratégies du Pentagone ont d'ailleurs réussi à imposer en partie leur philosophie : il est déjà acquis que les Soviétiques devront réduire de moitié le nombre de leurs missiles lourds, et les contraintes imposées aux engins balistiques de tous types seront nettement plus sévères que celles qui frapperont les avions et les missiles de croisière.

M. GORBATCHEV ne devrait pas trop se plaindre pour autant, car peu qu'il réussisse à convaincre ses militaires des sacrifices nécessaires. D'abord parce que ceux-ci pourront poursuivre le déploiement de leurs missiles intercontinentaux mobiles SS-24 et 25, une catégorie d'armement dont les Etats-Unis ne disposent pas pour le moment.

Ensuite et surtout parce que, dans l'état où se trouve l'URSS, la négociation START est en elle-même un succès : prérogative incontestée du pouvoir fédéral (aucune République n'a revendiqué jusqu'à présent le contrôle de l'arsenal stratégique soviétique), elle reconnaît à l'URSS à la fois son statut de superpuissance et, au moins dans un domaine, la parité avec les Etats-Unis. Même si la bombe a perdu beaucoup de sa signification dans cette période de l'après-guerre froide, elle est toujours ce « beau reste ».

M0147 - 0612 0 - 6.00 F



L'élection présidentielle en Russie

Les conservateurs accentuent leurs attaques contre M. Boris Eltsine

La campagne pour la première élection au suffrage universel, mercredi 12 juin, d'un président de Russie s'est achevée à Moscou par un meeting, place du Manège. Il a rassemblé quelques milliers de partisans de M. Boris Eltsine, qui reste de loin, selon différents sondages, le favori du scrutin. M. Eltsine est suivi par l'ex-premier ministre Nikolaï Ryjkov, qui est soutenu par l'appareil du Parti communiste et par l'armée, dont les médias ont lancé une nouvelle campagne contre le candidat des réformateurs. Plusieurs journaux évoquaient ainsi, mardi, sa « soif de pouvoir », son « instabilité » ou ses « liens avec la mafia ».

Seul face aux autres

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Même campagne... L'offensive des dernières heures lancée par la presse conservatrice soviétique contre l'homme à abattre, Boris Eltsine, n'aura pas réussi à mobiliser les partisans du bouillonnant dirigeant russe. Pourtant, si M. Eltsine reste, d'après toutes les estimations, le favori de la première élection présidentielle au suffrage universel de l'histoire de la Russie, mercredi 12 juin, nul ne peut prédire s'il sera élu dès le premier tour en remportant plus de 50 % des suffrages exprimés ou s'il devra affronter l'un des cinq autres candidats lors d'un second tour, deux semaines plus tard : les sondages varient parfois du simple au

double. Ils ne furent donc qu'une dizaine de milliers d'inconditionnels d'Eltsine à se retrouver lundi soir sur cette fameuse place du Manège au pied du Kremlin qui a vu plus d'une fois ces deux dernières années des centaines de milliers de Moscovites accourir à la défense du mouvement démocratique.

Le meeting de lundi avait quelque chose de déjà routinier avec ses orateurs juchés sur de vieux camions à benne servis par une sonne efficace, ses policiers bons enfants, ses fonctionnaires venus à la sortie des bureaux, l'attaché-case en plastique à la main, et ses couples d'amoureux profitant de cette atmosphère de liberté pour voler quelques heures à l'éternelle tâche de se

trouver un lieu plus intime dans une ville où les appartements sont surpeuplés. Au micro, les habitués du mouvement Russie démocratique, le père Gleb Iakounine, le champion d'échecs Gary Kasparov et le maire de Moscou Gavrill Popov, ont promis une ère nouvelle si Boris Eltsine était élu mercredi. Mais, déjà confiants sans doute dans la victoire, les gros des Moscovites n'étaient pas au rendez-vous place du Manège.

La presse conservatrice pourtant n'a pas ménagé ses efforts, ces derniers jours, pour tenter de porter l'estocade à leur héros. La Pravda et Sovetskaja Russia se sont particulièrement distinguées.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 6

Limogeage à la FEN, contestation à la CGT

La crise du syndicalisme secoue les états-majors

La crise du syndicalisme, qui se traduit par un affaiblissement des principales organisations, secoue aussi les directions syndicales. M. Simbron, secrétaire général de la FEN, a été démissionné le 10 juin par le bureau exécutif de sa fédération. A la CGT, M. Krasucki, sept mois avant son départ, devait présenter le 12 juin un rapport sur les défauts de sa centrale, dénonçant un monolithisme qui l'appauvrit dangereusement.



Lire l'article de MICHEL NOBLECOURT, page 23
et celui de CHRISTINE GARIN, page 38

Mort de l'écrivain Jean Vercors

L'écrivain Jean Vercors est mort, lundi 10 juin, à son domicile parisien, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

De son vrai nom Jean Brullier, Vercors est resté l'écrivain symbole de la Résistance intellectuelle en France, en écrivant le Silence de la mer et en fondant avec Pierre de Lescure les Editions de Minuit. Mais il est également l'auteur de nombreux romans et d'essais, en particulier de trois volumes de Cent Ans d'histoire de France, construits autour du personnage d'Aristide Brand.

Faut-il rétablir la proportionnelle ?

Un changement, ou une correction, du mode de scrutin pour les législatives se heurterait à de sérieuses difficultés

par Thierry Bréhier

« Au cas où nous voudrions faire une nouvelle loi électorale, je ne vois vraiment pas pourquoi nous l'annoncerions à l'avance. » L'auteur de ce conseil de patience à ceux qui voudraient connaître les règles du jeu d'une prochaine bataille législative n'est pas M. François Mitterrand. Il s'agit de Georges Pompidou, qui, le 1^{er} juin 1966, à moins d'un an du renouvellement de l'Assemblée nationale de 1967, se refusait à révéler ses

intentions, en se plaçant, disait-il, « dans la meilleure tradition des gouvernements démocratiques et parlementaires, qui consiste à tenir l'opposition en suspens et à choisir soi-même le moment, les circonstances et les modalités selon lesquelles on l'attend sur le terrain électoral ».

S'il est un domaine dans lequel le débat politique donne l'impression du déjà-vu, c'est bien celui des réformes de modes de scrutin. Du moins en France. Car si les grandes démocraties occidentales sont fidèles à la façon dont sont élus leurs par-

lementaires, il n'en va pas de même chez nous. Depuis l'installation de la République — hors la parenthèse du régime de Vichy — en janvier 1957, la France a connu trente-cinq élections législatives générales et onze lois électorales. Avec une sérieuse accélération depuis dix ans, puisque, en 1985, les socialistes ont imposé le scrutin proportionnel de liste départementale, et qu'une des premières décisions du gouvernement de M. Jacques Chirac, en avril 1986, a été de rétablir le scrutin de circonscription majoritaire à deux tours.

Lire la suite page 12

Manifestation des professions de santé

Plusieurs milliers de personnes étaient attendues à Paris pour protester contre les projets du gouvernement.

page 23

Le procès des socialistes grecs

Graves accusations contre M. Papandréou

page 6

Banlieues

Un entretien avec le maire de Mantes-la-Jolie

page 14

Italie : la réforme électorale plébiscitée

Plus de 95 % des électeurs italiens ont approuvé, dimanche 9 et lundi 10 juin, par référendum, un projet de réforme de la loi électorale visant à réduire les risques de fraude et de manipulations par la Mafia.

page 6

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ L'homme indéterminé ■ Des mégapoles en mégacris ■ Carbone de rêve ■ Nos ancêtres les forgerons ■ L'air des bébés.

pages 19 à 21

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ La France à la recherche d'une politique industrielle ■ Concevoir une action globale ■ Définir une stratégie ■ A quel Saint-Simon se vouer ? ■ La chronique de Paul Fabra : une industrie ou un ministère de l'industrie.

pages 25 à 28

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38

LA BOUTIQUE

Cartier

L'ART D'ÊTRE UNIQUE

23, PLACE VENDÔME-PARIS 40.15.03.51

Codifier la bioéthique

Remis au chef de l'Etat, le rapport de M^{me} Lenoir préconise une loi-cadre

M^{me} Noëlle Lenoir devait rendre public, mardi 11 juin à l'hôtel Matignon, son rapport intitulé « Aux frontières de la vie : pour une démarche française en matière d'éthique biomédicale » qu'elle avait remis, ces derniers jours, au président de la République, M. François Mitterrand, et au premier ministre, M^{me} Edith Cresson (1).

Ce rapport propose l'adoption d'une loi-cadre sur l'éthique biomédicale, ainsi que de trois autres textes de loi instituant des sanctions pénales en cas d'utilisation commerciale du corps humain, un contrôle de l'identification génétique par analyse de l'ADN et une légalisation du recueil des données individuelles exploitées à des fins de recherche en épidémiologie. Sur les

415 pages de son rapport, M^{me} Noëlle Lenoir en consacre moins de trente à ses conclusions et à ses principales propositions. Ainsi, au terme d'un large « panorama international de l'éthique biomédicale », l'auteur observe une grande prudence quant aux formes dans lesquelles pourrait demain se traduire, dans la loi, la réflexion éthique.

JEAN-YVES NAU
Lire la suite et l'article de FRANCK NOUCHI, page 15
ainsi que la chronique de FRÉDÉRIC GAUSSEN « Guérir l'humanité », page 2

(1) Ce rapport a été rédigé par M^{me} Noëlle Lenoir, maître des requêtes au Conseil d'Etat, en collaboration avec M. Bruno Sturlese, magistrat.

DÉBATS

Education

Universités : l'Etat, mais aussi les régions

par Alain Touraine

Les plus sceptiques doivent se rendre à l'évidence : l'éducation nationale bouge. Ce fut d'abord une arrivée importante d'argent frais. Mais ces efforts ne furent qu'à demi concluants, tant la machine administrative est grippée, de sorte que les effets d'une augmentation, même massive, de crédits, ne se font sentir que tardivement et partiellement. Puis vint une bataille sur les programmes, où le ministre joua constamment le beau rôle, lançant des idées nouvelles, mais c'était encore conforme à la logique d'un système hypercentralisé où les initiatives ne peuvent venir que du centre.

Claude Allègre, « conseiller spécial » de M. Jospin, joua parfaitement ce rôle classique mais difficile du centralisateur qui lance une perestroïka dont il espère qu'elle ira plus loin que prévu et lui ouvrira de nouveaux espaces d'initiative. Enfin nous entrons dans le problème central, celui du pouvoir de décision. Et c'est là qu'apparaît en toute lumière le chemin parcouru.

Un nouveau statut pour les enseignants

La guerre du pouvoir central et des pouvoirs locaux, présente souvent à une querelle d'influence entre le gouvernement et l'opposition, est largement dépassée devant l'évidence de la nécessité de faire appel à diverses sources de financement pour répondre à des besoins immenses. Et à la place de déclarations aussi creuses que sensationnelles, on voit apparaître un débat précis, sérieux, et qui n'indit d'aucun côté des évolutions et des négociations, entre le minis-

tre, d'un côté, et Charles Millon, porte-parole en fait de l'opposition, de l'autre.

Le ministre parle de partenariat avec les départements et les régions mais veut préserver le rôle d'arbitre que l'Etat veut exercer surtout en faveur des régions et des catégories les plus défavorisées. Charles Millon ne cherche pas à enlever à l'Etat le pouvoir de décision, mais a obtenu de la région Rhône-Alpes un ensemble d'initiatives qui visent à renforcer le rôle d'éducation et pas seulement d'enseignement des lycées. Comment prendre une attitude négative à l'égard d'un conseil régional qui veut dépenser davantage pour l'éducation et se soucie d'améliorer l'aide aux élèves en difficulté ? Il n'y a rien d'incompréhensible entre ces deux préoccupations ; elles semblent même faites pour se compléter.

A ceux qui se soucient de l'unité de l'enseignement et du corps social, les déclarations de Lionel Jospin ont apporté de grandes satisfactions : l'Etat ne va pas se décharger de ses responsabilités sur les pouvoirs locaux au nom du respect des différences entre régions et catégories sociales. A ceux qui pensent que le lycée, le collège et l'université doivent être aussi des milieux de vie en rapport avec la réalité de l'environnement social comme avec les problèmes personnels des adolescents et des jeunes gens qui y passent leur jeunesse, Charles Millon apporte l'idée nouvelle qu'il faut financer en toute priorité l'amélioration du milieu scolaire.

Il est normal qu'on lie le contenu de l'enseignement avec le statut national des enseignants et tout aussi souhaitable qu'on asso-

cie une action plus directement éducative à des initiatives plus décentralisées et prenant en compte plus directement les caractéristiques du milieu concerné.

Ce n'est qu'un début. Si les barrières élevées par la méfiance et la tradition commencent à céder, on découvrira vite que tout enseignement doit associer - comme il l'a souvent fait en réalité - l'universelle de la connaissance avec la compréhension de la situation particulière de ceux qui l'acquiescent comme de ceux qui sont chargés de la transmettre.

Un droit d'initiative aux établissements

Pourquoi n'envisagerait-on pas, dans un avenir proche, que le ministère de l'Éducation nationale, gestionnaire des personnels enseignants et autres, les mette à la disposition d'universités ou de lycées qui seraient gérés par des pouvoirs locaux, voire par des associations, et, pourquoi pas, par des coopératives d'enseignants ? Les propositions de Lionel Jospin et de Charles Millon sont différentes sur bien des points importants, et il est souhaitable qu'il en soit ainsi, car les problèmes de l'enseignement doivent être l'objet de vrais débats politiques. Mais le passé a été dominé par des refus plus que par des débats, par des procès d'intention plus que par des projets concurrents. C'est pourquoi il faut saluer comme importantes des déclarations et des initiatives qui annoncent la recherche de solutions concrètes à des problèmes

enfuis reconnus comme incontournables.

Le dernier pas à franchir, pour éviter que maintenant l'Etat, régions et départements ne se disputent le pilotage des lycées ou des universités, est de reconnaître un droit d'initiative à ce qu'on nomme encore d'un mot vieillissant les établissements, et, plus concrètement, à leurs responsables, proviseurs ou présidents, qui doivent avoir des moyens de proposer des programmes d'activité et surtout d'intervenir dans la formation des équipes enseignantes. Dans ce domaine, il semblerait plutôt que d'attendre des solutions générales bien équilibrées qui ne seront vraisemblablement trouvées que trop tard, quand d'autres problèmes se seront posés, de lancer des expérimentations. La création de nouvelles universités, dans la région parisienne, dans le Pas-de-Calais et à La Rochelle, en offre l'occasion. Pourquoi ne pas encourager leurs responsables à proposer des formules qui pourraient être très variées et dont les mérites et les inconvénients apparaîtraient clairement à l'expérience ?

Que ces nouvelles perspectives suscitent des résistances et des objections, quoi de plus normal ? Mais les résistances ne deviennent aveugles que quand la volonté de changement n'est pas ferme et que la nécessité des transformations n'est pas évidente. Le principal progrès de ces dernières années est que la volonté d'agir est indiscutable et que la nécessité d'intervenir est reconnue par tous. C'est dans cet espace élargi que les récentes initiatives de Lionel Jospin et de Charles Millon représentent deux pas en avant importants.

Lycées : la demi-réforme de M. Jospin

par Guy Coq

Le changement de premier ministre a été l'occasion d'une esquisse de débat sur la politique scolaire menée par la gauche. Mais, cohérence gouvernementale oblige, on ne peut aller au fond des choses ? Les premiers propos de M. Cresson laissent percevoir qu'un réexamen de la politique scolaire était possible : c'est pourquoi il importe de revenir sur les propositions de Lionel Jospin pour la rénovation des lycées, car elles contiennent à la fois le meilleur et le pire.

Le meilleur, ce sont les trois heures hebdomadaires de « modules », c'est-à-dire d'un travail en groupes restreints, portant sur l'apprentissage du travail personnel et le traitement des lacunes. Ces activités seront obligatoirement intégrées aux emplois du temps de tous les lycéens et des professeurs concernés. C'est officialiser des pratiques déjà expérimentées par des professeurs dans des projets pédagogiques, et parfois rémunérées partiellement. Dire qu'il aura fallu dix ans pour

en arriver là ! A quand la reconnaissance du besoin urgent d'un monitorat scolaire ? Ce véritable ballon d'oxygène que sont les « modules », ne constitue cependant en rien la solution miracle du problème explosif qu'est devenue la gestion d'une invivable hétérogénéité des élèves en classe de seconde. Ce problème est l'objet d'une hypocrisie et d'une déniégation de la part des responsables politiques : refoulé, il demeure sans solution autre que des bricolages plus ou moins habiles de lycées qui contournent la loi sur la seconde égilaire pour tous, sans le dire.

La sélection par les mathématiques

Espérons qu'il n'arrivera pas aux modules le sort désastreux subi par le soutien instantané autrefois dans les lycées par René Haby. Regrettons que l'arrivée des « modules » serve à dissimuler des restrictions d'heures de cours significatives des pénuries (en

mathématiques) ou incohérentes (laminage des heures de philosophie en terminale B). Le pire tient au fait que les propositions de Lionel Jospin constituent un durcissement du système unique d'excellence à la française, et par conséquent sont un mauvais service rendu à la culture scientifique dans ce pays.

Le remplacement des baccalauréats D, E (technique) et C par un seul bac scientifique risque de freiner globalement la nécessaire croissance des bacheliers de profil scientifique, dans la mesure où ce bac S unifié devra, c'est prévu, accentuer la sélection des élus par un poids accru des disciplines scientifiques. On justifie cette évolution par l'urgence de mieux identifier chaque filière, et notamment celle des sciences, mais ce sera un vœu pieux. Pourquoi ?

On oublie en fait qu'un trait décisif du système scolaire français consiste en ce que le bac C aujourd'hui, le bac S demain, sont la voie unique d'excellence avant d'être une pépinière de scientifiques. On y entre avant tout pour avoir sa chance dans les grands concours et les formations supérieures les meilleures. Rien ne permet de penser que le bac S fonctionnera autrement que le bac C. Au contraire, la pression sélective par les maths, la physique, les sciences naturelles ou la technologie sera plus forte. Ce type de dispositif déséquilibre déjà l'ensemble du système scolaire au détriment d'une expansion de la culture scientifique et d'une réévaluation des formations littéraires.

Blocage sur l'apprentissage

Il fallait plutôt, à côté de la filière C votée en pratique à préparer le vivier des classes préparatoires aux grandes écoles, instituer, après négociations entre des professeurs du secondaire et des professeurs de l'université, une ou deux filières scientifiques adaptées au rythme, à la forme d'esprit, d'une frange de la population lycéenne allergique aux concours mais capables d'une culture scientifique supérieure.

Cette hypothèse de travail avait été clairement rejetée par la Commission nationale des programmes. Elle est mal vue par un certain nombre d'universitaires plus soucieux de rapprocher le « niveau » des DEUG scientifiques des classes préparatoires aux grandes écoles que d'imaginer, à côté de celles-ci, et jouant sur une nette distinction, une voie universitaire vers l'enseignement supérieur

scientifique qui serait bien secondarisée, voire clairement identifiée. La culture scientifique de ce pays aurait tout à y gagner, alors qu'on est en train d'accroître la perversion du système français.

Quant aux changements envisagés dans l'enseignement technique, certaines restrictions d'horaires ne vont-elles pas soulever le problème de la formation pratique ? Certes la passerelle envisagée entre la classe de seconde et la deuxième année de BEP est en soi intéressante, sauf qu'elle risque d'être inopérante... puisqu'elle suppose une véritable priorisation technologique dès le début de la seconde par le choix d'une option appropriée ! Ne menace-t-on pas le BEP par une dérive générale qui pose pour les diplômés technologiques le DUT, le problème redoutable d'un défaut d'adaptation aux entreprises ?

Le choc produit récemment par les premières déclarations de M. Cresson sur l'apprentissage et les allusions au système allemand entraîne la réurgence soudaine de blocages idéologiques dans la réflexion de certains responsables, notamment au PS. Pourtant, l'idéologie égalitariste et illusoire de la parité des 80 % de bacheliers se faisait plus discrète, par les maths, la physique, les sciences naturelles ou la technologie sera plus forte. Ce type de dispositif déséquilibre déjà l'ensemble du système scolaire au détriment d'une expansion de la culture scientifique et d'une réévaluation des formations littéraires.

On est loin, dans ce projet, d'une vraie pluralité des filières d'excellence, car il faudrait, pour y arriver, non un remodelage hâtif et hasardeux des filières internes au lycée, mais un sérieux et global réexamen des articulations entre filières de formation supérieure et filières du baccalauréat. Que le gouvernement soit conséquent, qu'il ouvre complètement le débat. Hélas ! déjà le PS se crise contre cette perspective. Et, il faut le dire, une opposition gauche-droite sur le thème de l'apprentissage serait bien commode pour conforter les immobilismes de tout bord !

► Guy Coq est professeur de philosophie, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Guérir l'humanité...

Les médecins - comme les politiques et les militaires... - rêvent de guérir la société. Mais les progrès foudroyants de la science posent en termes nouveaux le pouvoir d'améliorer l'humanité.

Le concept de « guerre chirurgicale », apparu pendant les opérations du Golfe, a paru symboliser l'avènement de la guerre high tech de l'avenir. Une guerre « propre », réglée à distance par les calculs des ordinateurs, et dont la précision toute scientifique rappelle les prouesses de la médecine moderne. La parallèle entre la stratégie et la thérapeutique satisfait assurément une opinion fascinée par le progrès scientifique. Mais la rhétorique consistant à associer le guerrier au chirurgien et l'adversaire à un cancer ou un virus n'est pas vraiment neuve, comme on peut le constater en lisant le numéro de la revue *Mots* sur le thème « Médecine, santé et politique ».

Gabriel Périès relève, par exemple, que la référence médicale était largement utilisée dans le discours militaire des années 50 sur la « guerre révolutionnaire ». Mis en présence de la réalité nouvelle de la subversion, les responsables des années ont eu spontanément recours à cette métaphore pour décrire l'« infection » qui minait le corps sain des colonies françaises, les opérations militaires devant « éradiquer l'abcès » pour enrayer l'épidémie. « Cette chirurgie, pouvait-on lire dans *l'Enseignement de la guerre d'Indochine* édité en 1955, fondée sur le diagnostic des localités les plus contaminées et de villages ennemis relativement sains, doit amener l'ablation des tissus gangrenés et ouvrir la voie à cette convalescence, qui sera la pacification proprement dite. »

La tentation eugéniste

Gabriel Périès note que cette référence à la médecine marque une évolution par rapport au discours du début du siècle, dont les références étaient plutôt paysannes : Lyauté, qui s'adressait à des soldats d'origine rurale, aimait comparer l'ennemi à une mauvaise herbe qu'il fallait arracher. Avec le progrès scientifique, le soldat-laboureur a fait place au soldat-médecin...

Si le vocabulaire militaire s'adapte au public auquel il s'adresse, la propension à assimiler l'ennemi à un malade et son élimination à une purification semble bien être de tous les temps. Ainsi Jean-Paul Rassinier explique comment saint Augustin voyait dans l'hérésie une folie contagieuse, contre laquelle il fallait faire appel à la médecine du Christ. L'idée que les impies et les déviants relèvent de l'hôpital psychiatrique a une longue tradition...

Si le prêtre a longtemps été le mieux placé pour purger les hommes de leurs mauvaises humeurs, il a progressivement fait place au médecin et au savant, auxquels la science garantissait une plus grande efficacité. C'est ainsi que s'est peu à peu constituée une autorité ayant compétence sur les individus, mais aussi sur la société tout entière.

Daniel Teyssière date de la deuxième moitié du dix-huitième siècle la constitution d'un pouvoir médical, s'efforçant de réglementer la vie publique pour le bien de l'humanité et de dicter à tous des règles de vie et de comportement. Cette « médecine du peuple », en améliorant le sort des paysans, devait permettre de lutter contre ce qui apparaissait comme les principaux fléaux de l'époque : la mortalité précoce et surtout la dépopulation des campagnes. Elle exprimait l'optimisme des Lumières, pour qui l'espèce humaine était perfectible, pour peu qu'elle se laisse conduire par les enseignements de la Science.

Poussé à son terme, cet optimisme scientifique allait déboucher, au siècle suivant,

sur l'eugénisme et la conviction qu'une politique volontariste et éclairée pouvait produire une amélioration de la race humaine, en éliminant les dégénérescences et en favorisant le croisement et le développement des éléments les plus sains. Pierre-André Taguieff raconte comment l'eugénisme a divergé entre une tendance aristocratique, élitiste et raciste, qui a fait le lit du nazisme, et un « humanisme médical », républicain et moralisant, pour qui l'hygiène sociale permettrait d'améliorer la population.

Ces deux versants du projet eugéniste sont-ils totalement antithétiques ? Dans un texte inédit, intitulé « Faire vivre et laisser mourir : la naissance du racisme », récemment publié par les *Temps modernes*, le philosophe Michel Foucault soulignait le contraire. Pour lui, l'apparition d'un « bio-pouvoir », régissant l'ensemble des conduites humaines et s'arrogeant un droit de vie et de mort sur les groupes et les individus, conduit directement au totalitarisme.

La peur de la biotechnique

Le souci de normaliser la population, d'enfermer son pouvoir au biologique, de réglementer les corps et la vie, revient, estime Foucault, à « établir une coupure entre ce qui doit vivre et ce qui doit mourir », à élaborer des distinctions et des hiérarchies - c'est-à-dire à institutionnaliser le racisme.

Si le radicalisme de la pensée de Foucault laisse le lecteur un peu perplexe, sa réflexion n'en est pas moins d'une singularité accrue avec les débats autour de la biotechnique, qui font l'objet d'un numéro spécial d'*Esprit*. Nombreux sont les scientifiques qui s'affrètent eux-mêmes des conséquences de leurs travaux, notamment sur les manipulations génétiques. La maîtrise de l'homme sur le vivant peut-il conduire à modifier l'espèce, à éliminer les erreurs de la nature et à créer de nouveaux types humains ? La décision de justice récente interdisant les « mères porteuses » montre à quel point les conditions nouvelles dans lesquelles peut s'opérer la transmission de la vie posent des problèmes éthiques et sociaux et transforment la notion même de responsabilité.

C'est pourquoi le philosophe Hans Jonas, auteur d'un livre à succès, *Le Principe responsabilité*, plaide pour la modération expérimentale et demande aux hommes de renoncer à l'idée qu'ils peuvent changer l'humanité et le monde. « Dans son essence, dans sa substance, l'homme tel qu'il a été créé, tel qu'il est issu soit de la volonté créatrice divine ou du hasard de l'évolution, n'a pas besoin d'être amélioré. Chacun peut développer les possibilités les plus profondes de son être. Mais il n'a pas à chercher à dépasser cela, car l'homme est indéchiffrable. »

Alors, arrêter tout ? Planter là ordinateurs et éprouvettes et rentrer en soi-même, plutôt que de chercher à repousser toujours plus avant les frontières de la connaissance ? Il est peu probable que les hommes s'y résoudront. Dominique Bourg se demande d'ailleurs pourquoi il faudrait avoir peur de la biotechnique. En améliorant, par exemple, le diagnostic prénatal, elle évite bien des souffrances. Quant à la domestication de l'humanité par des expérimentateurs mégalomanes, elle est bien improbable.

Il n'empêche... Tous ces savants qui travaillent pour le bien de l'humanité ne sont pas entièrement rassurants. Et l'histoire nous montre que la sollicitude des médecins - et surtout l'usage que font les politiques de leur science - n'est pas toujours innocente.

► *Mots*, n° 28, Mars 1991. 80 F. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

► *Les Temps modernes*, février 1991, 52 F. ► *Esprit*, mai 1991, 70 F.

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

Juin 1991

1980-1990

MUTATIONS
ÉCONOMIQUES
ET POLITIQUES
DANS LE MONDE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الأمل

ÉTRANGER

Après les entretiens de M. David Lévy à Paris

Les relations politiques et économiques s'améliorent entre Israël et les Douze

Après des mois de grogne et de mauvaise humeur réciproques, les relations entre Israël et la Communauté européenne paraissent devoir retrouver un cours plus serein. Du moins était-ce là le vœu que l'on formulait à Jérusalem au lendemain des entretiens que le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a eus avec les Européens lors d'une récente visite à Paris (le Monde du 6 juin).

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Israéliens et Européens se sont entendus sur un ensemble couvrant le politique et l'économique. Les deux domaines ne sont pas indépendants même si les responsables de l'Etat hébreu contestent ce lien. Pour les Européens, il est clair que le développement des relations avec Israël dépend aussi des progrès du processus de paix au Proche-Orient. C'est une question de climat politique ou d'atmosphère générale.

Depuis longtemps, les Israéliens entendaient discuter d'un réaménagement du régime de leurs relations économiques et commerciales avec la CEE afin d'aborder en meilleure posture le grand marché européen de 1993. Et, depuis longtemps, les pourparlers étaient au point mort pour des raisons

jamais ouvertement avouées mais bel et bien connues de tous : détérioration de la situation dans les territoires occupés et processus de paix au point mort. Israël n'avait bonne presse ni à la Commission ni au Parlement européen et la cote des Douze — du moins de certains grands pays européens — était en chute libre à Jérusalem.

La guerre du Golfe, et notamment les attaques de missiles contre Israël, ont changé ce climat. Même s'ils restent partisans d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient, les Européens ne veulent pas, pour autant, compliquer la tâche des Etats-Unis et entraver les efforts de M. James Baker. Dès l'instant où les Européens acceptaient de donner sa chance à l'initiative du secrétaire d'Etat américain, expliquait un haut fonctionnaire à Jérusalem, Israël ne pouvait pas vraiment s'opposer à la participation au processus de paix d'une Europe dont les liens avec le Proche-Orient sont nombreux et qui est aussi, de loin, le principal partenaire commercial de l'Etat hébreu (1).

La présence de l'Europe des Douze à l'éventuelle conférence régionale que les Etats-Unis cherchent à réunir est donc acquise. La formule précise de la participation européenne est encore assez vague à l'image du projet américain. Selon M. Joseph Hadass, directeur général adjoint du ministère israélien des affaires étrangères, l'Europe participera à la conférence régionale « aux côtés

des deux parrains de ladite assemblée, les Etats-Unis et l'URSS. « Aux côtés », cela veut dire que le statut de l'Europe ne sera pas exactement celui d'un parrain mais sera plus celui d'un observateur : la participation européenne sera assurée par le pays exerçant la présidence des Communautés.

Renégociation
du traité de libre-échange

Assurant qu'il ne faut voir aucun lien — horrible pensée ! — entre les deux sujets, les Israéliens indiquent que les Européens ont maintenant accepté de débattre de « l'intégration de l'Etat hébreu dans le nouvel espace économique européen », celui de l'après-1993, du grand marché. En clair, cela veut dire que la Commission de Bruxelles et les Israéliens vont renégocier ou réaménager l'accord de libre-échange conclu entre les deux parties en 1975. Réclamés depuis de longs mois par les Israéliens, qui veulent améliorer leur situation dans la perspective de 1993, ces pourparlers doivent commencer en juillet prochain à Bruxelles.

Les Européens ayant accepté cette demande des Israéliens, ceux-ci ont, à leur tour, fait un geste en direction d'une des revendications des Douze : la création d'un poste de délégué de l'Europe auprès des Palestiniens des territoires occupés. Sujet éminemment politique : on touche là au principe du contrôle d'Israël sur la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Il y aura un « délégué de la Commission européenne chargé de l'aide humanitaire aux populations palestiniennes » des territoires, étant entendu, ont insisté les Israéliens, que cette mission « sera purement technique (la gestion de l'aide) et n'impliquera aucune considération politique ». Là encore, les formules convenues à Paris sont floues et les détails devront être fixés le mois prochain lors d'une visite à Jérusalem de M. Abel Matutes, le commissaire européen chargé du Proche-Orient.

Négocié par M. David Lévy, cet ensemble politico-économique sur les relations entre Israël et l'Europe a été approuvé dimanche dernier par le gouvernement israélien. Cela n'a pas été sans mal. Lors d'une réunion houleuse du conseil des ministres, M. Shamir est venu à l'aide de M. Lévy accusé par l'extrême droite d'avoir multiplié les concessions aux Européens. Dans cette affaire, M. Lévy est fidèle à la ligne qu'il a adoptée depuis le début de la mission Baker en mars : qu'il aille à l'encontre des « durs » de son parti, le Likoud, voire, parfois, du premier ministre, M. Lévy prend des risques dans le sens d'une plus grande souplesse et d'une ouverture des positions israéliennes.

ALAIN FRACHON

(1) Plus de la moitié des importations israéliennes viennent de la CEE (quelque 7 milliards de dollars), où l'Etat hébreu exporte pour près de 4 milliards de dollars (35 % de ses exportations).

IRAN

M. Rafsandjani félicite M. Waldheim pour son « antisionisme »

Le président iranien, M. Hachemi Rafsandjani, a félicité lundi 10 juin M. Kurt Waldheim pour son « antisionisme et son antiaméricanisme ». Le président iranien a rendu hommage à l'action de M. Waldheim en tant que secrétaire général de l'ONU dans les années 70. « Vous faites l'objet de l'antipathie et de la rancœur des sionistes et des Etats-Unis au point d'être interdit de séjour aux Etats-Unis, ce qui constitue un honneur pour vous », a déclaré M. Rafsandjani, avant d'ajouter : « L'explication de cette hostilité réside à notre avis dans le

fait que, durant votre mandat à l'ONU, votre attitude n'a pas été d'agir en faveur du sionisme ni au détriment du peuple opprimé de Palestine ». M. Waldheim, qui avait auparavant déposé une gerbe de fleurs sur la tombe de l'imam Khomeiny, a déclaré à la presse qu'il « avait essayé de soulever » la question des otages occidentaux détenus au Liban. « Mais, a-t-il ajouté, il est prématuré de donner maintenant une réponse claire. Il est dans l'intérêt d'une solution à ce problème de ne pas épiloguer. » — (AFP)

Téhéran met en garde Bagdad contre une opération militaire dans le Sud irakien

L'Iran, visiblement inquiet d'un éventuel exode massif de la population chiite irakienne vers ses frontières, a durci le ton vis-à-vis du gouvernement irakien en le mettant fermement en garde contre une opération militaire « pour massacrer les chiites » réfugiés dans les régions marécageuses du Sud.

La plus haute instance dirigeante en Iran, le Conseil suprême de sécurité nationale, a exprimé « sa préoccupation » devant « la situation grave et dangereuse » des chiites irakiens, et lancé samedi un appel pressant à l'ONU lui demandant de prendre des mesures pour préserver la vie des millions de chiites encerclés dans le sud de l'Irak.

A Washington, le porte-parole du Pentagone, Pete Williams, a affirmé qu'il y avait bien eu dans cette région des heurts militaires mineurs entre l'armée irakienne et

les chiites au cours des dernières semaines, mais qu'il n'existait aucune preuve indiquant qu'une attaque irakienne était en préparation. — (AFP-AP)

M. Talabani souhaite la main-
d'œuvre provisoire des forces alliées en Irak. — Le président de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Jalal Talabani, a déclaré lundi 10 juin à Istanbul que « les forces alliées devraient rester en Irak du Nord jusqu'à ce qu'un accord soit réalisé entre les Kurdes et le gouvernement d'Irak » à l'issue des négociations qui se poursuivent à Bagdad. « Si les forces alliées se retirent avant le rétablissement de la démocratie en Irak ou avant la réalisation d'un accord entre les deux parties, les Kurdes d'Irak du Nord quitteront encore leurs villes pour les montagnes », a-t-il ajouté. — (AFP)

Devant le conseil de l'Internationale socialiste réuni à Istanbul

M. Mauroy déplore l'« intransigeance » du gouvernement israélien

Le Conseil de l'Internationale socialiste, réuni pour la première fois en Turquie afin de marquer le « retour » de ce pays « à la démocratie », a ouvert ses travaux mardi matin 11 juin sous la présidence de M. Willy Brandt, en débattant des conséquences de la guerre du Golfe, qui a divisé ses membres (1).

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, est intervenu très tôt dans la discussion pour évoquer la question palestinienne. Il a exprimé l'inquiétude des socialistes au sujet des risques d'enlèvement du processus de paix au Proche-Orient. M. Mauroy a déploré l'« enlèvement » du gouvernement israélien : « La question palestinienne, a-t-il dit, cristallise tant de passions dans le monde arabe que l'ignorer serait réduire la paix à un simple surris (...). Il n'existe qu'une voie, le dialogue, qu'une méthode, la négociation, qu'une politique, celle des indispensables compromis (...). »

« Avant le conflit du Golfe, a poursuivi M. Mauroy, les socia-

listes ont défendu avec foi la paix. A l'époque des pays arabes, ils ont témoigné pour qu'il n'y ait pas deux poids deux mesures dans l'application des résolutions de l'ONU (...). Pendant le conflit, je me suis rendu en Israël avec une délégation du Parti socialiste français, soucieux de faciliter et de soutenir la tâche des socialistes israéliens qui mènent contre la droite un combat essentiel pour la paix. »

« Les socialistes français, avec beaucoup d'autres, ont condamné l'alignement du leader de l'OLP sur Saddam Hussein. Je n'en suis que plus à l'aise aujourd'hui pour souligner combien l'intransigeance de M. Shamir et celle de la droite israélienne qui continue les implantations dans les territoires occupés, alarment tous les socialistes. « La paix contre les territoires » ce vieux slogan de la gauche israélienne trace les chemins d'une paix possible et durable. »

Le premier secrétaire du PS a été encouragé à intervenir en ce sens par les contacts informels qu'il a eus, dès son arrivée à Istanbul lundi soir, avec les délégués palestiniens ainsi que par le dialogue noué, le jour même, à huis clos, et pour la première fois, entre les délégués du Parti travailliste israélien et les invités palestiniens.

Cet échange entre les deux délégations, arrivées en même temps de façon concertée, a d'autant plus fait sensation que la délégation palestinienne était composée à parité de représentants des territoires occupés, conduits par M. Fayçal Hussein, et de représentants des Palestiniens « de l'extérieur » venus de Tunisie à la demande de M. Yasser Arafat, sous la direction de M. Nabil Shaath, président du Conseil politique de l'OLP. La délégation israélienne était conduite par M. Israël Fat, secrétaire international du Parti travailliste.

M. Hussein s'est entretenu avec M. Mauroy sans lui faire grief des propos sévères que celui-ci avait tenus pendant la guerre du Golfe sur M. Arafat. M. Hussein n'a d'ailleurs pas caché qu'il ne partageait pas le point de vue de M. Arafat sur M. Saddam Hussein.

ALAIN ROLLAT

(1) L'Internationale socialiste est composée actuellement de cinquante-sept partis auxquels se joignent une vingtaine de formations « consensuelles », plusieurs des nouveaux partis socialistes créés en Europe de l'Est et différentes organisations « fraternelles ».

La grande parade de New-York

Les vainqueurs du Golfe dans le « canyon des héros »

NEW-YORK

de notre correspondant

« Je n'ai pas l'impression d'être un héros. Je n'ai fait que mon métier. Mais il est vrai que je suis très impressionné et très honoré par l'accueil que nous réserve New-York aujourd'hui. » Pour cette jeune femme saumon et pour ses 8 800 camarades des armées de terre, de mer, de l'air, du corps des marines, et des gardes-côtes américains, dont le moi-même ont participé à la guerre du Golfe, cette journée du 10 juin restera « un moment inoubliable ».

Damant le pion aux 200 000 habitants de Washington qui, deux jours plus tôt, avaient célébré le retour des troupes américaines (le Monde daté 9-10 juin), plusieurs milliers de New-Yorkais s'étaient massés dans le fameux « canyon des héros » — la partie la plus resserrée de Broadway qui, partant du bas de la ville, permet de rejoindre la mairie au milieu d'immenses buildings — pour assister à la plus grande parade que la cité ait connue à ce jour, selon ses organisateurs.

Conformément à une tradition qui remonte à plus d'un siècle,

lorsqu'en 1888 les supporters démocrates du président Grover Cleveland, candidat à un nouveau mandat, avaient organisé la première « ticker-tape parade », on a déversé sur le parcours 4 000 tonnes de rubans de tulle et de rouleaux de papier en tout genre, ainsi que des milliers de rubans jaunes.

Opération
« Welcome Home »

En tête de « parade des parades », chacun dans une voiture décapotable mais isolée de la foule par un véritable bouclier humain composé d'agents de sécurité, figuraient M. Dick Cheney, secrétaire à la défense, et les généraux Colin Powell, chef d'état-major inter-armes et l'enfant de la ville (il est né à Harlem et a vécu dans le Bronx), et Norman Schwarzkopf, le vainqueur de l'opération « Tempête du désert ».

Tous trois ont reçu un accueil chaleureux. Mais c'est surtout aux simples soldats américains en battle-dress qu'allaient les vivats de la foule, ainsi qu'aux représentants des pays alliés ayant participé à la coalition anti-irakienne et qui avaient répondu présent à l'opération « Welcome Home » — « Bien-

venue à la maison », — la première organisée sur fonds privés, la ville de New-York étant actuellement incapable de financer les quelque 3 à 4 millions de dollars qu'ont coûté ces quatre heures de défilé.

Parmi la quinzaine d'autres armées qui ont emboîté le pas aux troupes américaines et au fameux missile Patriot monté sur une plate-forme de camion, figurait une délégation française. Elle était composée de la musique de l'air, de détachements de fusiliers marins des commandos Jaubert, Trepel et Hubert, de l'escadron des fusiliers commando de l'air et de légionnaires du 2^e régiment étranger d'infanterie de Nîmes.

La veille, des représentants de ces corps armés s'étaient recueillis, en présence de MM. Cheney, Powell et Schwarzkopf, dans la cathédrale St-John, en hommage aux disparus. Un service parfois interrompu par des contestataires clamant que la « victoire » des troupes alliées dans le Golfe avait fait aussi 110 000 morts dans les rangs de l'armée irakienne et des dizaines de milliers de victimes parmi les populations civiles irakiennes, koweïtiennes et kurdes.

SERGE MARTI

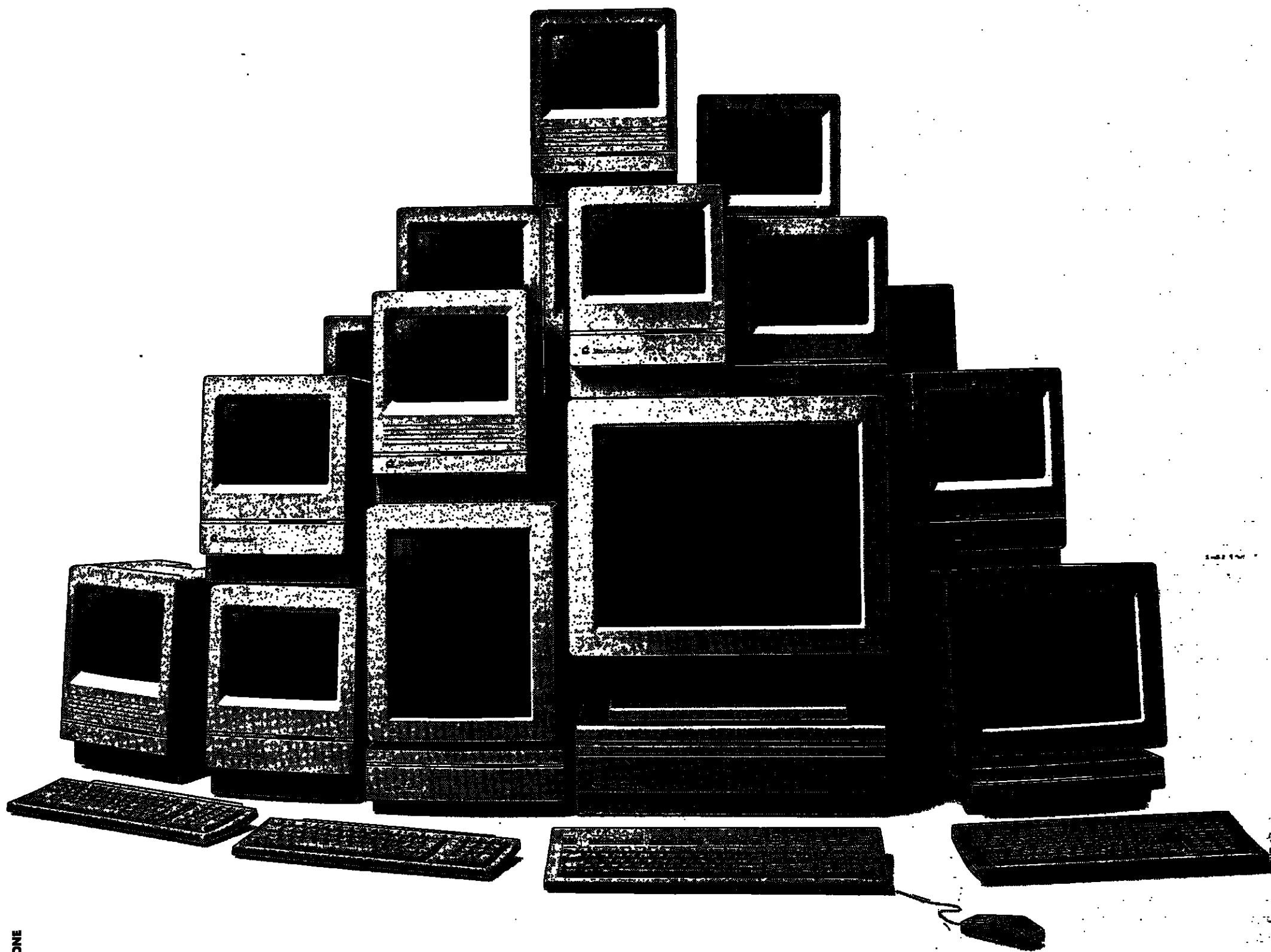
« Un jour, j'ai décidé de changer.
J'avais alors un an. »

L'AUTRE
JOURNAL

Nouvelle formule.

N° 13. 30 francs.

C'est parce que IC vend des montagnes d'Apple que ses prix sont aussi petits que des souris.

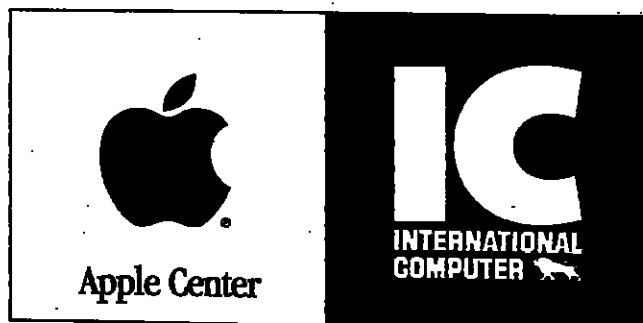


WELDON

L'équation est simple: IC possède une puissance d'achat en volume qui lui permet de vous faire bénéficier des meilleures conditions et d'une disponibilité optimale sur l'ensemble de la gamme Apple (et déjà sur les nouvelles imprimantes Personal Laserwriter LS et Stylewriter). IC vous propose également un système de chèques de maintenance très économique et très efficace. 10 ans d'Apple, ça compte. A Paris, comme à Nantes, Toulouse, Marseille ou Lyon, IC met à votre disposition toute son expérience de l'univers Apple. En 10 ans, IC a installé plus

de 20.000 machines dans tous les secteurs d'activité et réussi donc à bien cerner les besoins réels des entreprises comme ceux des professions libérales. Nous avons des prix petits comme des souris soit, mais surtout une compétence de service et de conseil. Voyez-vous, on peut être le premier distributeur Apple d'Europe et continuer de penser que rien ne sert d'être le premier si on n'est pas le meilleur. Venez vite nous rendre visite, nous ne tarderons pas à vous le prouver.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON

LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE. RENSEIGNEZ-VOUS.

مكتبة الأهل

AFRIQUE

ETHIOPIE : en attendant la formation du nouveau gouvernement

Le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, qui est arrivé, lundi 10 juin, à Addis-Abeba, avec 33 tonnes de vivres et de médicaments, a dû annuler, à la demande du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL), sa visite à Asmara, capitale de l'ancienne province rebelle.

Cette décision du FPL est signe « du rituel bureaucratique qui s'installe » en Erythrée, a déclaré M. Bernard Kouchner. Selon notre envoyé spécial en Ethiopie, Jean

Hélène, qui a recueilli des témoignages de voyageurs, des militants fédéralistes, hostiles à l'indépendance de l'Erythrée, auraient manifesté, jeudi 6 juin, à Asmara, où des échauffourées auraient eu lieu, opposés musulmans et chrétiens.

Quatre journalistes occidentaux avaient été expulsés d'Asmara, la veille de ces incidents.

A Addis-Abeba, le président du gouvernement provisoire a promis, lundi, de former

un gouvernement sur « une base large ». M. Meles Zenawi, qui dirige le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE), au pouvoir depuis la chute de l'ex-président Mengistu, a précisé que son mouvement, favorable à une « économie mixte » et à la « démocratie », n'a jamais été une organisation marxiste.

Ces propos cadrent mal avec l'histoire de la guérilla tigréenne.

Contradictions tigréennes

La coiffure en queue de cheval d'un jeune coopérant européen a longtemps défrayé la chronique d'Adigrat. Devait-on imposer à cet étranger de sacrifier ses cheveux longs ou supporter cet accroc aux coutumes ? La question fit l'objet, en avril 1990, de palabres au sein du *baïto* (comité de base) local. Finalement, la queue de cheval fut sauvée. L'autorité du *baïto* aussi, qui avait démontré — une fois encore — son droit à se mêler de tout, au nom du pouvoir « populaire » dont il est « démocratiquement » investi, selon le credo marxisant des « barbudos » tigréens.

C'est en 1980, alors que les combats faisaient rage entre les soldats du colonel Mengistu et les « combattants » du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), que le système des *baïtos* fut installé dans les premières zones « libérées ». Dix ans plus tard, la quasi-totalité de la province était aux mains des rebelles et le système des *baïtos* étendu au moindre recoin du Tigré. Du comité de village ou de quartier (*kebele*) à celui du groupe de villages (*les tabias*), puis du sous-district (*les waradas*), toute la province, découpée en onze zones administratives, est quadrillée. Les « représentants » du FPLT, présents à tous les étages, trônent au sommet de la pyramide.

Coincé entre l'Erythrée et le centre de l'Ethiopie, sans débouché maritime, le Tigré souffre de son isolement autant que du sous-développement où l'ont maintenu, pendant des décennies, les régimes

qui se sont succédé à Addis-Abeba. En 1949, il y avait sept médecins pour les quatre à cinq millions d'habitants de la province. Plus de quarante ans plus tard, les choses se sont aggravées. Aux calamités de la guerre civile — qui a débuté au milieu des années 70 — se sont ajoutées celles de la sécheresse, des disettes et de la famine.

Morale taillonnée

Les militants tigréens, ces lointains descendants de la reine de Saba entichée de marxisme à la sauce albanaise, affichent volontiers un puritanisme ombrageux. Au sein du FPLT, les mariages entre « combattants » sont restés interdits jusqu'en 1985. Loin de vraiment heurter les traditions moyenâgeuses héritées de l'époque Roudale, cette morale taillonnée ne semble, bien souvent, que les prolonger.

Ainsi, la coutume qui veut que les fillettes soient mariées avant la puberté n'a-t-elle été que dérisoirement modifiée, certains « conseils » de districts « réussissant » à ramener l'âge du mariage à quinze ans pour les filles, à vingt-quatre ans pour les garçons. De même, la pratique de la circoncision, toujours largement appliquée au Tigré, n'a-t-elle pas encore succombé aux foudres « révolutionnaires » des marxistes-léninistes du FPLT.

Ces derniers, traditionnellement soupçonneux vis-à-vis des « étran-

gers » et de tout ce qui relève d'un « néocolonialisme » théoriquement honni, n'en sont pas moins sensibles aux gadgets de la société occidentale. Cigarettes américaines, Pepsi-Cola et orchestre de jazz avaient agréablement le congrès du FPLT, en 1989, les participants ayant droit, en prime, à des *teleshows* et des *stylos* au sigle de leur mouvement. Et c'est sans scrupule apparent que ces farouches pourfendeurs de l'« impérialisme » ont accepté l'appui des Etats-Unis pour renverser le régime du colonel Mengistu et prendre le pouvoir à Addis-Abeba, le 28 mai. Tributaires des pesanteurs héritées du sous-développement, mais soucieux d'efficacité, les militants tigréens ont souvent bien du mal à dépasser leurs contradictions.

Orientations fédérales

Ceux que l'on dépeint, en Occident, comme les futurs « Khmers rouges » de l'Ethiopie, sont loin, en effet, de composer un bloc homogène. Entre les doctrinaires de la Ligue marxiste-léniniste du Tigré (LMLT) et, par exemple, les militants du REST (l'association de secours du FPLT) confrontés aux urgences de la lutte contre la famine, les points de vue diffèrent voire divergent. Un des slogans du REST, gravé sur les petits vases en bois peints offerts aux visiteurs étrangers, ne proclame-t-il pas que « Les considérations humaines priment les considérations politiques » ?

Malgré la souplesse affichée aujourd'hui par les nouveaux maîtres d'Addis-Abeba, bien des doutes subsistent quant à leur réelle volonté d'ouverture. Le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE), dominé par les Tigréens du FPLT (1), avait proclamé haut et fort, lors de son dernier congrès, en février 1991, son intention de « ne pas accorder le droit de former des partis politiques » à ceux qu'il qualifie de « reliquats de la classe féodale antidémocratique et du DERG fasciste ».

La conférence nationale, qui doit prochainement réunir l'ensemble de la classe politique pour former un « gouvernement de transition » et arrêter un calendrier électoral, risque d'être peu animée. Le FDRE vient de faire savoir que le Parti des travailleurs d'Ethiopie (PTE), l'ancien parti unique, serait exclu des débats. Quant aux autres groupes de l'opposition — notamment les universitaires contestataires, hostiles au régime du colonel Mengistu — rien n'indique qu'ils ne seront pas, eux aussi, écartés.

Le congrès du FDRE a répondu en termes ambigus : « La nouvelle Ethiopie, unifiée et démocratique, doit être organisée selon des orientations fédérales ou confédérales, sur la base du désir et de la volonté des peuples concernés ».

Parmi ces « peuples concernés », l'Erythrée reçoit, bien sûr, un traitement de faveur. Pas question, pour les Tigréens, de se mettre à dos leurs puissants voisins du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL).

La question de l'Erythrée, souligne le congrès du FDRE, « est une question coloniale, par son caractère et ses origines historiques », et doit se régler « de manière pacifique et démocratique ». En donnant leur accord à l'organisation d'un « référendum d'autodétermination supervisé par des instances internationales », les dirigeants tigréens répondent donc aux vœux exprimés par les indépendantistes du FPL.

En revanche, les maquisards du Front de libération oromo (FLO), qui rêvent aussi d'indépendance, se sont vus opposer une fin de non-recevoir brutale et sans appel. « Le FLO considère que le peuple oromo fait partie des peuples colonisés », explique le FPLT. Si les dirigeants tigréens concèdent aux Oromos le droit de s'exprimer à travers un référendum, ils en indiquent, toutefois, le résultat souhaité : que « le peuple oromo vote en faveur de l'unité ». Pour faire bonne mesure, le FPLT ajoute, non sans hypocrisie, qu'il « n'a aucun désir de s'engager dans une confrontation armée avec le FLO ». Cette menace à peine voilée ne semble pas, cependant, avoir totalement convaincu les combattants oromos. Les affrontements qui continuent dans l'ouest du pays en témoignent.

Bien moins puissante que ses cousines tigréenne et érythréenne, la guérilla oromo « représentée » une seule fois parmi les plus importantes, dit-on, le FLO et ses alliés (dont le Front de libération de l'Oromo islamique), ne baisseront sans doute pas les armes de sitôt. Frustrés de ne pouvoir suivre l'exemple de l'Erythrée ou du Somaliland, ils risquent de pousser d'autres ethnies sur la pente de la surenchère sécessionniste. Casse-tête périlleux pour les nouveaux dirigeants tigréens et pour l'Ethiopie toute entière, désormais menacée d'implosion.

CATHERINE SIMON

(1) Le FDRE rassemble le FPLT, le Mouvement démocratique du peuple d'Ethiopie (MDPE), l'Organisation démocratique du peuple oromo (ODPO) et le Mouvement révolutionnaire des officiers démocrates éthiopiens (MRODE).

ALGERIE : une semaine après l'instauration de l'état de siège

Les forces de l'ordre ont arrêté de nombreux islamistes

Les arrestations se sont multipliées, ces derniers jours, dans les milieux islamistes. La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme a demandé, lundi 10 juin, la levée de l'état de siège en vigueur depuis le 5 juin et a dénoncé le « caractère prémédité et inopportuniste » du décret présidentiel qui l'a instauré. Elle s'est aussi inquiétée des « risques de dérapage » et d'une éventuelle « dérive de l'autorité militaire ».

D'après un membre du Majlis Echoua, la direction collégiale du Front islamique du salut (FIS), ces arrestations qui sont le fait de la police et non de l'armée, se comptent par « centaines » dans tout le pays. Ces arrestations de militants intégristes, souvent en tenue militaire et parfois armés de pistolets ou de couteaux, ont été opérées dans l'Algérois et en province, aussi bien à l'est, comme à Batna ou à Oum-el-Bouaghi, que dans l'Ouest, à Oran, à Mascara et à Tiaret, a précisé un communiqué officiel.

La main de l'étranger

Ce communiqué a, d'autre part, fait état de l'arrestation à Oran, dans les locaux du FIS, d'un ressortissant français, M. Dominique Perron, « portant une barbe et accoutumé d'une tenue militaire ». Selon le quotidien du soir *El Massa*, un autre ressortissant étranger, revêtu d'un uniforme de capitaine de l'armée algérienne, dont on ignore la nationalité et l'identité, aurait été interpellé au moment où il tentait de poser une bombe au palais de justice d'Alger.

Parmi les personnes arrêtées figurent des membres du mouvement extrémiste islamique Al Takfir wal Hijra (Expiation et renouement), connu pour ses méthodes

violentes et dont les responsables sont souvent d'anciens moudjahidin d'Afghanistan. Ce mouvement, impliqué dans plusieurs vols d'explosifs, représenterait l'aile militaire clandestine de la mouvance islamique.

A Djelfa, sur les hauts plateaux du Centre, un lot d'armes, dont des cocktails Molotov, a été découvert dans une mosquée dont les occupants ont été arrêtés. L'évacuation de cette mosquée, où le président du FIS a tenté en vain de se rendre, aurait fait des blessés, selon l'agence de presse APS. M. Abassi Madani a, d'autre part, été empêché de se rendre sur le site gazier de Hassi R'Mel, au Sahara, où il voulait négocier la réintégration des grévistes islamistes licenciés. Son escorte qui tentait d'éviter un barrage de gendarmerie, aurait même essuyé des coups de feu. — (AFP)

□ L'AIEA pourrait contrôler le réacteur de recherches algérien. — L'Algérie serait sur le point de soumettre le réacteur de recherches qu'elle construit avec l'aide de la Chine aux contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne (AIEA). C'est ce que vient d'annoncer un porte-parole de l'Agence qui a précisé que cette intention faisait suite à la visite, la semaine dernière, d'une délégation algérienne au siège de l'Agence. Cette acceptation, si elle se confirme, devrait rassurer ceux qui craignent que ce réacteur de 15 mégawatts ne soit utilisé à d'autres fins que pacifiques. L'Algérie, qui comme la Chine, n'a pas signé le traité de non-prolifération (TNP), soumet déjà aux contrôles de l'AIEA le petit réacteur expérimental « Nur » que l'Argentine lui a récemment fourni. — (AFP)

CONGO

Réconciliation autour d'un jet d'eau

C'est par la cérémonie dite du « lavement des mains » que s'est conclue, lundi 10 juin, autour du jet d'eau du Palais des congrès de Brazzaville, la conférence nationale qui aura réuni, pendant presque trois mois, les délégués de 67 partis politiques, de 134 associations et une trentaine de personnalités choisies en fonction de leur compétence.

Principale victime de cette conférence, le président Denis Sassou Nguesso, désormais privé de tous ses pouvoirs, s'est prêté de bonne grâce à la cérémonie, se lavant les mains le premier, en signe de pardon, avant d'embrasser l'ancien chef de l'Etat, M. Joachim Youmbi Opango, qu'il avait renversé en 1979 et laissé en détention

sans jugement pendant près de onze ans. Le chef de l'Etat et le président de la conférence, Mgr Ernest Kombo, se sont félicités du résultat de ces travaux, qui ont réussi à « reconcilier les Congolais ».

M. Sassou Nguesso s'est engagé à apporter « tout son concours » au nouveau premier ministre, M. André Miliango. Ce dernier dirigera le pays pendant une période de douze mois, sous le contrôle d'un Conseil supérieur de la République de 153 membres. Ensuite, les élections municipales auront lieu en janvier 1992, les législatives en mars et l'élection présidentielle en juin. Ces scrutins seront précédés d'un référendum constitutionnel, en novembre prochain. — (AFP)

MAURITANIE

Référendum pour une nouvelle Constitution

Un référendum sera organisé le 12 juillet pour approuver une nouvelle Constitution dont le projet a été dévoilé, lundi 10 juin, par le Comité militaire de salut national. Ce texte prévoit la « liberté d'association, de conscience et d'expression » et institue une « République islamique arabe et africaine » où l'arabe, le poular, le wolof et le soninké (trois langues de la communauté négro-africaine) seront langues nationales. L'arabe étant langue officielle.

Le président de la République sera élu au suffrage universel pour un mandat de six ans renouvelable sans restriction. Le gouvernement sera dirigé par un premier ministre. Le Parlement sera composé d'une Assemblée nationale et d'un

Sénat. La mise en place des nouvelles institutions aura lieu neuf mois au plus tard et trois mois au plus tôt après l'adoption de cette Constitution. Les lois sur les partis politiques et sur la presse seront promulguées deux semaines après le référendum.

Cette annonce intervient après la diffusion de nombreuses lettres ouvertes au chef de l'Etat demandant la démocratisation du pays. Plusieurs dirigeants, dont deux anciens ministres, ont été récemment assignés à résidence. Par ailleurs, l'Union des travailleurs de Mauritanie a déposé un préavis de grève de quarante-huit heures à partir du 19 juin pour soutenir ses revendications salariales. — (AFP)

EN BREF

□ AFRIQUE DU SUD : entretiens à Bruxelles entre M. Mandela et M. Delors. — Le vice-président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a été reçu, lundi 10 juin, à Bruxelles, par le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, à qui il a réaffirmé le vœu de l'ANC de voir la CEE maintenir ses sanctions contre Pretoria. Un porte-parole de la Commission a indiqué que M. Delors « n'avait pris aucun engagement précis », même s'il avait « pris note avec intérêt » des avis de M. Mandela. — (AFP)

□ MADAGASCAR : dix mille manifestants dans les rues de la capitale. — A l'appel de l'opposition, dix mille personnes ont défilé dans le calme, lundi 10 juin, dans le centre d'Antananarivo, en faveur de la démocratie. D'importantes forces de police étaient présentes, mais aucun incident n'a été rapporté. Un nouveau rassemblement était prévu, mardi, place du 13 mai, tandis qu'en province, les mouvements de mécontentement se multiplient contre le régime du président Ratsiraka. — (Reuters)

□ MAURICE : le premier ministre reçu par M. Mitterrand. — Le premier ministre, M. Anerood Jugnauth, a été reçu, lundi 10 juin, à Paris, par M. François Mitterrand. A l'issue de son entretien, M. Jugnauth s'est félicité des « relations » entre les deux pays et a souhaité, à la veille de la réunion de la commission mixte franco-mauricienne, que la France puisse jouer un rôle important dans l'effort d'industrialisation engagé par son pays.

□ TCHAD : M. Goukouni Oueddei réclame une conférence nationale.

— Selon l'ancien président, M. Goukouni Oueddei, des « troubles » pourraient éclater au Tchad si une conférence nationale ne se réunit pas avant décembre. Dans cette déclaration, faite lundi 10 juin sur les ondes d'une radio algérienne, M. Oueddei a indiqué qu'il envisageait de retourner à N'Djamena d'ici un ou deux mois. — (AFP)

□ TOGO : violentes échauffourées à l'issue d'un rassemblement de l'opposition. — Des incidents ont éclaté, lundi 10 juin, à Lomé, à l'issue d'une réunion publique du Front de l'opposition démocratique (FOD), ont rapporté des témoins. Les quelque 50 000 participants à ce meeting, organisé dans un stade de la capitale, ont été pris à partie par des membres de l'ethnie kabys — dont est originaire le président Eyadéma — qui les ont attaqués à coups de gourdin, de bâtons et de coupe-coupe. Au moins deux personnes auraient été blessées. L'opposition réclame la tenue d'une conférence nationale, à laquelle le chef de l'Etat s'est déclaré hostile. — (AFP, Reuters)

□ Report de la réunion ministérielle entre l'Union européenne et l'Europe du Sud. — Le ministre libyen des affaires étrangères a annoncé que la réunion ministérielle, prévue lundi 10 juin à Tripoli entre les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et quatre pays de l'Europe du Sud (France, Espagne, Italie et Portugal), a été « reportée » à une date non précisée « en raison de la situation dans certains pays du Maghreb », faisant ainsi référence aux événements d'Algérie. Ce même ministre a aussi annoncé le report du sommet des chefs d'Etat des pays membres de l'UMA, qui aurait dû avoir lieu, dimanche dernier, à Tripoli. — (AFP)

POUR MEUX COMPRENDRE LE MONDE D'AUJOURD'HUI

RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES

LA POUSSE EN DEHORS

LE DERNIER

LE MONDE

LE MONDE

DISTRIBUTION HACHETTE

CULTURE GENERALE

Les bases de la réussite

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Documentation gratuite à :

Institut Culturel Français
Soc 7162, 35, rue Collange
92303 Paris Levallois
Tél. : (1) 42 70 73 63

INFORMATIQUE

La synthèse de l'info !

Collection Rapido des explications claires et concises pour éviter toute erreur, toute hésitation.

EXCEL 3 • QUATRO PRO 3 • WORD 5.5 • PC TOOLS 6 • WORKS 2 • MS-DOS 5.0...

AU TOTAL PLUS DE 20 OUVRAGES.

MICRO APPLICATION

EN VENTE A LA FNAC ET LIBRAIRIES SPECIALISEES TEL. (1) 47 70 32 44

Des prix à vous faire partir !

VENISE 1100⁰

ROME 1100⁰

Prix à partir de 100 000 F + taxes

Tél. : 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

(1) 42 72 26 26

IC

10 ANS D'APPLE

COMPTON

ITALIE : un « oui » massif à la réforme de la loi électorale

Le président Cossiga envisage des élections anticipées

Près de trente millions d'électeurs italiens (62,5 % des inscrits), se sont rendus aux urnes, dimanche 9 et lundi 10 juin, malgré les appels à l'abstention lancés par certains partis. 95,6 %, des votants ont dit « oui » à une simplification, parce que comme un assainissement, des mécanismes électoraux. Les « préférences » que les électeurs pouvaient indiquer sur les bulletins de vote aux législatives devaient ainsi être ramenées de quatre à une.

ROME

de notre correspondant

« Le peuple a parlé, il ne comprendrait pas qu'il ne se passe rien. » Trois heures à peine après la publication des surprenants résultats du référendum, le président de la République, M. Francesco Cossiga, toujours prompt à saisir les occasions d'enfoncer le clou réformiste dans la tête des partis, a clairement laissé entendre, lundi soir, sur les trois chaînes de télévision publique, qu'il étudiait désormais l'éventualité de dissoudre la Chambre des députés pour convoquer des élections générales anticipées. « Mon devoir est de tirer les conséquences de ce grand succès référendaire », a poursuivi le chef de l'Etat, annonçant qu'il allait « consulter le chef du gouvernement et les présidents

de l'Assemblée et du Sénat » avant de prendre sa décision. Son raisonnement, qui a immédiatement donné naissance à une nouvelle polémique, se fonde sur la constatation suivante : « Les gens ayant rejeté non pas la Chambre elle-même, mais un système électoral qui, à leurs yeux, permettait la victoire de « cordées » politiques et, dans certains cas, de la corruption et même de la Mafia, la suspicion pèse désormais sur cette Chambre. (...) La loi avec laquelle les députés ont été élus (il y a quatre ans) a été rejetée. Cela, personne ne peut le contester, et donc, un problème se pose. » Il se pose avec d'autant plus d'acuité, selon M. Cossiga, que les électeurs « ont couru voter malgré » ce qu'il appelle pudiquement « les hésitations des partis » qui, dans le cas du Parti socialiste (PSI), des ligues autonomistes, et d'une partie de la Démocratie chrétienne (DC), étaient carrément des appels à la désertion des urnes.

Pour éviter de se trouver en porte-à-faux vis-à-vis de ses électeurs et d'une proportion notable de ses élus réformistes, le parti qui commande la coalition au pouvoir (DC) avait certes laissé la liberté de choix, mais aucun de ses grands ténors n'a fait campagne pour la participation au scrutin. Les communistes, « anciens » du PDS et nouveaux « fondateurs » ont certes mis en branle, pour le « oui », une machine militante qui a encore de beaux restes mais cela n'a suffi pas à expliquer le véritable triomphe fait à une proposition de réforme somme toute

mineure par rapport à l'ampleur de la crise institutionnelle qui secoue le pays. Tout le monde est à peu près d'accord : si la diminution de quatre à une, des « préférences » accordées aux votants lors des élections législatives peut affaiblir légèrement l'influence électorale directe du phénomène mafieux dans le sud du pays, elle ne remet nullement en cause les fondements d'un système qui reste, par essence, clientéliste (le Monde date 9-10 juin). Une fois n'est pas coutume, après s'être battu bec et ongles pendant des semaines sur l'opportunité de voter, puis de voter « oui » ou « non », tous les partis ou presque avaient la même interprétation générale des résultats : les Italiens veulent du changement.

« Nouveau » institutionnelle

« Ils veulent de la progrès dans la vie politique », disait M. Claudio Martelli, garde des sceaux, ils veulent de la nouveauté institutionnelle et leur volonté est si forte qu'ils profitent de toutes les occasions pour la manifester. » C'est ce qui s'appelle un mea culpa en règle de la part d'un homme qui est aussi le numéro deux d'un parti, le PSI, qui prônait l'abstention...

Mais l'écho est identique à la Démocratie chrétienne, divisée en deux pour l'occasion - c'est d'ailleurs un mémo-chrétien réformiste, M. Mario Segni, qui fut le promoteur de ce référendum - chez les radicaux et les sociaux-démocrates

qui ont fait campagne pour le « non », au MSI néofasciste et chez les républicains, les Verts et les libéraux qui, tous ont soutenu les communistes, la gauche indépendante et les organisations civiques qui furent parmi les premiers à élargir l'initiative de M. Segni. Une belle unanimité qui exposera bien sûr lorsqu'il s'agira de transformer ce coup d'envoi aux réformes institutionnelles en un projet plus ambitieux.

Mais l'Italie n'en est pas encore là. Même si, à en croire M. Cossiga, « d'un point de vue politique et culturel, nous sommes entrés dans une phase constitutive », il reste à déterminer comment traduire le débat en cours en propositions concrètes. Chaque parti a désormais son idée sur ce qu'il convient de faire et, entre le régime présidentiel proposé par les uns et la simple retouche des lois électorales prônée par d'autres, toutes les variantes d'un régime de démocratie sont discutées.

Le président de la République a été très clair : « Le système en vigueur, basé sur la médiation des partis, des lobbies, des groupes de pression et d'intérêt, se retrouve condamné par le référendum d'aujourd'hui. (...) Les gens ont voulu donner un signal : ils ont l'intention de décider toujours plus par eux-mêmes des grandes questions du pays. Ils veulent, à-t-il martelé, décider sans intermédiaire, directement. »

PATRICE CLAUDE

GRÈCE : devant une cour spéciale à Athènes

M. Georges Koskotas accuse M. Papandréou d'avoir organisé un vaste détournement de fonds publics

Georges Koskotas, l'ancien patron de la Banque de Crète qui a provoqué le plus gros scandale politico-financier de la Grèce moderne et entraîné en 1989 la chute des socialistes au pouvoir depuis huit ans, a commencé, lundi 10 juin, sa déposition devant la cour spéciale d'Athènes qui juge depuis le 11 mars les anciens responsables socialistes. Il a notamment mis en cause le leader du PASOK, M. Andreas Papandréou.

ATHÈNES

de notre correspondant

Georges Koskotas, trente-six ans, entré à dix jours des Etats-Unis où il s'était réfugié en novembre 1988, a commencé le « grand déballage » dans une atmosphère lourde et des mesures de sécurité draconiennes, devant toutes les télévisions grecques qui retransmettent en direct sa déposition. Pendant une heure et demie, l'ex-banquier, accusé d'avoir détourné quelque 230 millions de dollars (environ 1,4 milliard de francs), a lancé de vives attaques contre le PASOK et son chef, M. Andreas Papandréou, l'actuel chef de l'opposition.

Avoir osé ? Il faut avouer que le niveau du débat électoral n'était pas de nature à les encourager. Les candidats se sont donc très peu de mal pour toucher leurs électeurs qui ne se sont d'ailleurs guère dérangés pour les rencontrer.

Les affiches dans les rues étaient pratiquement inexistantes et les candidats ont souvent donné l'impression de boycotter les médias plutôt que d'essayer de les utiliser à leur avantage. Enfin, deux candidatures originales, celles du général Malachov et de M. Jirnovski, très révélatrices du faible niveau de culture politique du pays, ont largement contribué à discréditer le jeu électoral : le général Malachov par exemple prônait encore lundi soir que l'on « fouette les gens sur la place Rouge » pour les faire travailler, tandis que M. Jirnovski se lançait dans un délire de démagogie et d'autoritarisme à faire froid dans le dos.

Ce candidat promet à la fois de vendre de la vodka à tous les coins de rue, de baisser tous les prix et de fermer tous les journaux qui le gênent. On pourrait en rire s'il n'y avait eu en Pologne l'année dernière un candidat du même genre qui fit trembler Lech Walesa : il s'appelait Stanislaw Tyminski.

SYLVIE KAUFFMANN

Russie : M. Eltsine seul face aux autres

Suite de la première page

La Pravda publiant lundi un « portrait socio-psychologique » du candidat réformateur sur la base de l'analyse de ses discours, écrit par d'honorables universitaires dont on aurait aimé qu'ils fussent aussi scientifiquement attentifs aux œuvres des dirigeants communistes.

On y apprend que le président du Parlement de Russie est un être instable, guidé par une obsession « hypertrophée » du pouvoir manifestée « 397 fois », « aussi émotif qu'une femme » et qui a même fait une tentative de suicide lorsqu'il a compris que sa carrière au Parti communiste était ruinée.

L'historien Roy Medvedev, qui fit en d'autres temps figure de contestataire et qui appelle aujourd'hui à voter pour Nikolaï Ryjkov, renchérit en « révélant » dans les colonnes de *Sovetskaja Rossiia* ce que « les comptes rendus des plénums du parti ne disent pas » : que Boris Eltsine avait tenté de se suicider « à l'aide de ciseaux à papier pointus ». Le même journal revient à la charge, mardi, en

renouvelant ses allégations - documents à l'appui - sur de prétendus liens de M. Eltsine avec la mafia italienne. Il affirme également que, bien qu'il s'en défende, M. Eltsine jouit d'un nombre important de privilèges : datcha, médecin privé, avion privé, etc.

Un autre quotidien, *Rabotchnaïa Tribouna*, faisait preuve d'un talent de journalisme d'investigation qu'on ne lui connaissait guère, révèle qu'en quittant Novokouznetsk, où il était venu négocier avec les mineurs en grève le 1^{er} mai, M. Eltsine et sa délégation ont laissé une note impayée de plus de six mille roubles pour leurs abondantes consommations, essentiellement d'alcool.

Si les règles du jeu étaient un peu floues au départ, la fin de la campagne électorale a permis de clarifier les choses : c'est Boris Eltsine, seul contre tous. Les cinq autres candidats - l'ancien premier ministre Nikolaï Ryjkov, le conseiller de M. Gorbatchev Vadim Bakatine, le général Malachov, le responsable régional de Sibirie Amangueldy Touléev et le chef du Parti libéral démocrate Vladimir Jirnovski -



s'opposent tous à lui à des degrés divers. M. Eltsine n'a d'ailleurs rien fait pour dissiper cette impression, refusant, sous des prétextes assez peu convaincants, de participer à l'ultime émission télévisée qui devait réunir lundi soir les six candidats : ils ne furent finalement que cinq pour cinq ennuyeux monologues.

Le plus modéré dans son opposition à M. Eltsine aura été M. Bakatine, ancien ministre de l'Intérieur écarté à l'automne dernier lors de l'offensive des conservateurs, mais il n'a pas caché non plus qu'il « roulait » directement pour M. Gorbatchev et s'est adjoint comme candidat à la vice-présidence un adversaire notoire de M. Eltsine, M. Abdoulatipov.

Défères...

Avant d'annoncer sa candidature à la présidence de Russie, M. Bakatine avait d'ailleurs décliné une offre de se présenter comme coadjuteur de M. Eltsine. Ce front commun contre le candidat réformateur fait craindre à son entourage qu'en cas de ballottage, l'ensemble des candidats ne décident d'appeler à voter Ryjkov contre Eltsine.

Une autre caractéristique de cette campagne aura été le peu d'intérêt manifesté par le public russe. L'heure est certes moins

o M. Chevardnadze favorable à la création d'un nouveau parti. L'ancien ministre des affaires étrangères soviétiques, M. Edouard Chevardnadze, a préconisé pour la première fois, lundi 10 juin, la création d'un nouveau parti « parallèle » au Parti communiste, qui amènerait des élus « plus progressistes » au Parlement soviétique. Dans une conférence de presse à Vienne, il a en outre estimé que la victoire de M. Eltsine aux élections russes « serait un pas dans la bonne direction (...) qui facilitera le travail de coopération » avec M. Gorbatchev. (Reuter, AFP.)

Des paysans désabusés

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Le kolchoze du village d'Ostrov répond naturellement au nom de Gorki, comme le sovkhos qui le précède sur la route de Moscou s'appelle naturellement Lénine. En attendant l'arrivée du candidat Nikolaï Ryjkov, ce dimanche 9 juin, le directeur du kolchoze, Vassili Marrov explique fièrement que ce « complexe d'élevage de bétail » abrite trois mille cinq cents vaches et emploie un millier de personnes.

A en juger par l'affluence cependant, la campagne électorale est bien le dernier soul de ces ouvriers agricoles : au moment le plus fort de la visite du candidat ils seront tout au plus une cinquantaine à se déranter pour le saluer, lui poser des questions ou lui présenter leurs doléances.

Il ne faut pas croire pour autant que ceux qui se sont déplacés sont particulièrement motivés : sur un groupe d'une dizaine d'hommes et de femmes interrogés, pas un seul ne se déclare prêt à voter Ryjkov, le mieux placé des candi-

dates conservateurs. Voteront-ils alors pour Eltsine, le réformateur ? Guère plus. « Ils ont déjà tout promis, on a déjà tout vu », rétorque un homme peu vaillamment habillé.

« Il n'y en a pas un qui me plaise vraiment »

Un autre affirme n'être sûr que d'une chose : qu'il ne se déplacera pas pour aller voter mercredi. Sa voisine aux traits burinés par le soleil écarte tous les noms d'un air dégouté : « Il n'y en a pas un qui me plaise vraiment... ou peut-être Malachov. » Tous sont beaucoup plus volubiles sur la dureté de la vie, les prix trop élevés, la mauvaise répartition, l'absence de transports en commun, les enfants qui vont à pied à l'école en hiver. M. Ryjkov arrive dans un cortège de Voïga noires en compagnie du général Gromov et paraît à mille lieues de tout cela.

Rendant visite à d'autres paysans près de Sverdlovsk dans l'Oural M. Eltsine a rencontré les mêmes réticences et les mêmes doutes.

S. K.

Les six candidats et leur « ticket »

Aux termes de la loi votée le 24 avril dernier par le Parlement de la République, il fallait, pour se présenter à la présidence de Russie, recueillir 100 000 signatures ou le soutien de 20 % des voix au congrès des députés russes. Six candidats ont franchi cette première épreuve :

- M. Boris Eltsine : actuel président du Parlement russe, a choisi comme candidat à la vice-présidence le colonel Alexandre Routskot ;

- M. Nikolaï Ryjkov : ancien chef du gouvernement fédéral, présente sur son « ticket » le général Boris Gromov, premier vice-ministre de l'Intérieur ;

- M. Vadim Bakatine : ancien ministre de l'Intérieur nommé par M. Gorbatchev, membre du Conseil de sécurité nationale, avec, comme vice-président, M. Ramzan Abdoulipov, député du Daghestan ;

- le général Albert Malachov : commandant de la région militaire Volga-Oural, avec M. Alexei Sergueev, dirigeant du Front uni des travailleurs de Russie ;

- M. Vladimir Jirnovski : président du Parti libéral-démocrate, avec M. Andreï Zavidia, « homme d'affaires ».

- M. Aman-Gueldy Touléev : de nationalité kazake, chef du gouvernement régional de Kemerovo en Sibirie occidentale, avec M. Viktor Botcharov, député de la même région.

Sera élu le 12 juin le candidat qui aura recueilli 50 % des suffrages exprimés. A défaut, un second tour sera organisé deux semaines plus tard. Une participation de 50 % des électeurs inscrits est toutefois nécessaire pour que l'élection soit validée. Le président est élu pour cinq ans et n'est rééligible qu'une seule fois.

Les électeurs de Moscou et de Leningrad votent également le 12 juin pour désigner leur maire au suffrage universel. Les électeurs de cette dernière ville sont encore invités à se prononcer sur le retour au nom de Saint-Petersbourg, qu'elle portait jusqu'en 1914.

La République de Russie s'étend sur 17 millions de kilomètres carrés (les trois quarts de l'URSS) et a une population de 145 millions d'habitants (82 % du total soviétique), dont 80 % de Russes. De structure fédérative, comme l'URSS elle-même, elle comporte 16 Républiques autonomes et 5 régions autonomes.

Pots-de-rin au PASOK

« J'ai en face de moi un Papandréou différent de celui que je risquais deux ans et demi de prison et de perdre ma banque », assure Georges Koskotas. Pour éviter la prison, il s'engage à verser 5 milliards de drachmes aux socialistes (150 millions de francs) et à acheter l'Olympiakos, le club de football le plus populaire de Grèce pour servir l'image du PASOK.

Pour trouver les sommes nécessaires, Georges Koskotas demande que les entreprises publiques déposent leur argent dans sa banque. Le premier ministre le mettra en contact avec son adjoint, M. Agamemnon Koutsyorgas - autre accusé dans le procès - qui devait succomber à une congestion cérébrale survenue en pleine audience, le 18 avril dernier. M. Papandréou lui facilitera également la tâche pour étendre son empire de presse, en donnant l'ordre à ses ministres de l'aider à acheter son vaste complexe de Pallini, au nord d'Athènes.

Avant la fin de cette première audition, le banquier a autorisé le tribunal à ouvrir tous ses comptes personnels répartis dans plusieurs banques à Genève, Londres et New-York. Pressé de questions par le député de gauche qui joue le rôle de procureur avec deux autres députés conservateurs, sur le contenu de ses comptes, l'ex-banquier n'a livré que des affaires connues, notamment le versement d'un « pot-de-vin » de 12 millions de francs à M. Koutsyorgas.

Georges Koskotas devrait poursuivre sa déposition le 12 juin, si les avocats, en grève le mardi 11, ne continuent pas leur mouvement. M. Papandréou a décidé, quant à lui, de pratiquer la politique de la chaise vide refusant d'assister à ce qu'il appelle « une parodie de justice ».

DIDIER KUNZ



192 PAGES 132Frs.

EUROPE

ESPAGNE

Ouverture du procès de deux policiers membres présumés du GAL

Le procès du Groupe antiterroriste de libération (GAL), l'organisation clandestine « anti-ETA », s'ouvre enfin à Madrid. Près de cinq ans après la disparition de ce mystérieux groupe qui a assassiné vingt-deux personnes au Pays basque français entre décembre 1983 et juillet 1986, deux responsables de la police espagnole, soupçonnés d'en avoir été les commanditaires, comparaissent devant la justice. Le sous-commissaire Jose Amedo et l'inspecteur Miguel Dominguez (longtemps affectés à Bilbao) sont jugés à partir de mardi 11 juin par l'Audiencia nacional, la juridiction centrale compétente en matière de terrorisme.

MADRID

de notre correspondant

Le procès a trait à trois attentats : les mitraillages, en février 1986, des bars Batzoki de Bayonne et Consolacion de Saint-Jean-de-Luz, qui avaient fait six blessés, et l'assassinat, en juillet 1986, d'un Basque espagnol réfugié en France, Juan Carlos Garcia Goena. Parmi les témoins appelés à déclarer figurent notamment le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, et le ministre de l'Intérieur, M. Jose Luis Corcuera, qui bénéficieraient toutefois d'une disposition législative permettant aux membres de l'exécutif de témoigner par écrit.

C'est en 1987 qu'étaient apparus les premiers indices, faisant état d'une possible participation des deux accusés aux activités du GAL. En avril de cette année, plusieurs mercenaires de l'organisation, arrêtés, les avaient reconnus sur des photographies présentées par le juge.

Les soupçons allaient rapidement se concentrer sur un mystérieux voyage effectué par les deux policiers, en janvier et février 1986, à Lisbonne, où ils auraient rencontré un « recruteur » habituel du GAL, Mario Correia da Cunha. Arrêté par la suite, celui-ci n'hésiterait pas à « manger le morceau ». Il aurait présenté aux deux visiteurs trois mercenaires portugais disposés, moyennant rémunération, à participer à la lutte clandestine contre l'ETA au nord des Pyrénées.

Selon le témoignage de l'un d'entre eux, Paulo Figueiredo Fontes, aujourd'hui en prison en France, policiers et mercenaires se seraient ensuite rendus ensemble à Bilbao (où le sous-commissaire Amedo leur aurait remis de faux papiers d'identité). Les Portugais auraient ensuite été conduits de l'autre côté de la frontière afin de commettre les attentats contre les deux bars. Fontes affirme qu'un policier français, qui se faisait appeler « Jean-Louis », avait égale-

ment participé à la préparation des deux attentats.

La justice française allait commencer à réagir face aux accusations de plus en plus insistantes lancées contre les deux policiers. A deux reprises, en novembre 1987 puis en février 1988, un juge de Bayonne lançait contre eux un mandat d'arrêt. La justice espagnole, à son tour, allait s'intéresser à l'affaire : en juillet 1988, un juge d'instruction de Madrid convoquait les deux hommes, qui se refusaient à répondre. Ils étaient alors incarcérés sur le champ, avant d'être formellement inculpés trois mois plus tard.

Manque d'empressement

L'instruction, longue et délicate, allait donner lieu à de sérieuses tensions entre le gouvernement et la justice. Apparemment décidés à « couvrir » leurs subordonnés, les responsables de la police affirmèrent que le voyage des deux hommes à Lisbonne avait été effectué dans le cadre d'une mission professionnelle, et qu'ils avaient même disposé à cet effet de « fonds réservés ». Malgré l'insistance de la justice, les responsables du ministère de l'Intérieur se sont toujours refusés depuis à en déclarer davantage à ce propos.

La polémique allait également affecter le ministère public, accusé par la presse de ne guère faire preuve d'empressement. Le premier procureur chargé du dossier, qui s'était montré très actif, fut rapidement écarté. Son successeur a fait preuve de moins de dynamisme. Il requiert aujourd'hui contre chacun des deux policiers soixante ans de prison pour tentative d'assassinat et appartenance à une « bande armée ».

Il n'accuse pas toutefois le sous-commissaire Amedo et l'inspecteur Dominguez d'avoir été les organisateurs du GAL, mais simplement d'avoir mené des actions « qui coïncident » avec les objectifs de cette organisation, une formule singulièrement plus bénigne. Quant à l'assassinat de Garcia Goena, le ministère public estime qu'il n'existe à cet égard que des « indices » et pas de preuves, malgré le témoignage des anciens compagnons des deux policiers, qui ont affirmé toutes deux avoir été témoins de la préparation de l'attentat.

Le procès des deux hommes permettra-t-il malgré tout de faire la lumière sur ce dossier du GAL qui reste à l'heure actuelle bien mystérieux ? Permettra-t-il notamment de déterminer si un simple sous-commissaire et un simple inspecteur de police ont pu agir en la matière de leur propre chef ou s'ils répondaient aux instructions de personnes plus haut placées ? Plusieurs avocats qui se sont constitués partie civile entendent bien faire en sorte qu'une réponse soit apportée durant le procès à ces délicates questions.

THIERRY MALINIAK

POLOGNE

M. Walesa obtient une suspension de la grève des contrôleurs aériens

Le président Walesa a persuadé, lundi 10 juin, les deux cents contrôleurs aériens polonais de suspendre une grève qui avait paralysé le trafic sur l'ensemble du pays pendant douze heures. Alors que le gouvernement refusait de négocier, le chef de l'Etat a proposé aux grévistes de venir discuter mercredi de leurs revendications.

Outre une réduction des heures de travail et une retraite anticipée, ils réclament une multiplication par dix de leurs salaires, pour les amener au niveau ouest-européen. Un porte-parole de la compagnie d'Etat qui gère les aéroports a qualifié cette revendication d'« absurde », tout en reconnaissant que les contrôleurs « détiennent un monopole », à l'exemple des contrôleurs soviétiques, qui ont récemment obtenu gain de cause.

Les aéroports perdraient 40 000 dollars par jour si le mou-

vement devait se poursuivre. L'intervention directe de M. Lech Walesa dans ce conflit s'est doublée d'une déclaration, lundi, de son chef de cabinet, M. Jaroslaw Kaszynski, demandant que le poste de vice-premier ministre chargé de l'économie soit retiré à son titulaire, le « père » de la réforme polonaise, M. Leszek Balcerowicz. Il devrait, a-t-il dit, « limiter son action aux questions financières ». — (Reuters, AFP, AP)

■ **YOUgoslavie** : réunion des présidents des trois Républiques. — Les présidents des trois plus grandes Républiques de Yougoslavie (Serbie, Croatie et Bosnie-Herzégovine) se réuniront, mercredi 12 juin à Split, pour tenter de nouveau de trouver une solution à la crise constitutionnelle que traverse le pays et dans laquelle la Bosnie essaye de jouer un rôle de médiateur. — (Reuters)

ASIE

CAMBODGE : la visite à Paris du « numéro un » de Phnom-Penh

M. Chea Sim « estime hautement » le rôle joué par la France

M. Chea Sim, président de l'Assemblée nationale cambodgienne et principal dirigeant du régime de Phnom-Penh, est arrivé à Paris, lundi 10 juin, pour une visite privée d'une semaine. Il devrait être reçu par M. Laurent Fabius, ainsi qu'au Quai d'Orsay. Avant son départ pour la France, il a accordé un entretien au « Monde ».

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

M. Chea Sim ne s'étant jamais rendu dans un pays non communiste, sa visite illustre, s'il en est besoin, un réchauffement des relations entre Paris et Phnom-Penh, qui va de pair avec les « regrets » manifestés par la France, la semaine dernière, après l'échec des pourparlers de Djakarta, devant la « fermeté » des Khmers rouges.

Elle intervient, en outre, à un moment où la négociation sur l'avenir du Cambodge prend un tournant nettement plus sérieux avec l'acceptation, par le régime vietnamien, de la réunion, le 24 juin à Pattaya, en Thaïlande, du Conseil national suprême (CNS) khmer. Le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, a en effet donné son

accord à la proposition du prince Sihanouk. Auparavant, M. Hun Sen aura rencontré, le 12 juin à Ho-Chi-Minh-Ville, le ministre japonais des affaires étrangères.

Pourquoi, après avoir piétiné depuis au moins deux ans, la négociation franchirait-elle un nouveau pas ? Selon certaines sources, le prince Sihanouk se serait convaincu que la guérilla khmère rouge, de loin la plus importante, serait en fait moins forte qu'il ne l'avait pensé. Il en aurait tiré la conclusion qu'il faut discuter avec Phnom-Penh, et c'est pourquoi il aurait fait le voyage de Djakarta.

C'est dans ce contexte que Paris reçoit M. Chea Sim, un homme de cinquante-neuf ans, au passé de militant communiste remontant aux années 60. Chef de district et membre de l'Assemblée populaire sous les Khmers rouges, il s'était réfugié au Vietnam en 1978 pour échapper aux purges sanglantes dont furent victimes, à l'époque, de nombreux cadres de l'Est cambodgien.

« Les Khmers rouges sont tétus »

Vice-président du Front installé au pouvoir après l'intervention militaire vietnamienne de décembre 1978, ministre de l'Intérieur, il devint, en juin 1981, président de l'Assemblée nationale. Après une passe difficile, son autorité s'est renforcée ces dernières années, et on dit que c'est lui

qui tient le Parti populaire révolutionnaire (PPRK, communiste), parti unique à Phnom-Penh.

« Qu'attendez-vous de votre séjour à Paris ? »

— C'est une visite privée, avant tout pour des raisons médicales. Mais j'espère que mes entretiens avec certaines personnalités françaises contribueront à la recherche d'une solution politique au conflit cambodgien. Le Cambodge estime hautement la position française sur ce problème. A Djakarta, la France a joué avec dignité son rôle de coprésident de la conférence de Paris.

— Que pensez-vous du nouvel accord entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen ?

— Le sens essentiel de cet accord est de surmonter l'impasse dans le fonctionnement du CNS. Si cet arrangement avait été approuvé par tous les membres du CNS, cet organisme aurait pu commencer à travailler et donner rapidement de bons résultats.

— Le plan de paix des Nations unies demeure-t-il, à vos yeux, une base de négociation viable ?

— Notre position est nette : nous approuvons le document-cadre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Nous avons donné notre accord sur plusieurs points. Nous sommes prêts à discuter des points restants, à condition de préserver les intérêts réels du

peuple cambodgien. Notre position, en ce qui concerne le prince Sihanouk, est qu'il doit jouer avec dignité son rôle dans la solution du conflit.

— Peut-on aboutir à un règlement valable sans les Khmers rouges ?

— Le peuple cambodgien hait les auteurs du génocide et lutte contre leur retour. Si la communauté internationale continue de prendre des mesures efficaces pour condamner les criminels et dissoudre leurs organisations, politique et militaire, une solution sera vite trouvée.

— Quel est le poids des Khmers rouges ?

— Ils ont essayé pendant douze ans de reprendre le pouvoir par des moyens militaires. Ils ont subi des échecs. Mais ils sont tétus. Ils ont renoncé à poursuivre un cessez-le-feu alors que leurs alliés l'avaient accepté. Il faut empêcher aujourd'hui leur retour politique.

— Votre régime connaît de graves problèmes sociaux et économiques...

— Certes, nous rencontrons de sérieuses difficultés. Mais nos problèmes sont moins graves que ceux que nous avons connus en 1979, quand le pays était dévasté. Nos problèmes actuels sont surmontables. La libéralisation économique est très appréciée, ici comme à l'étranger.

Propos recueillis par JEAN-CLAUDE POMONTI

P O M M E R Y

CHAPITRE II

OÙ CHEZ POMMERY, DESCENDRE A LA CAVE CHERCHER
UNE BOUTEILLE PEUT PRENDRE DES ALLURES D'EXPÉDITION.



UN ESCALIER DE 116 MARCHES S'ENFONCE DANS LA CRAIE À 30 MÈTRES, LA OÙ, PAR 11° DE TEMPÉRATURE CONSTANTE,

S'ÉTENDENT 18 KM DE GALERIES S'Y BONIFANT LENTEMENT, OÙ TOURNENT CHAQUE JOUR D'UN QUART DE TOUR, BOUTEILLES, MAGNUMS.

JEROBOAMS ET SALMANAZARS ATTENDENT DANS LE SILENCE MONACAL DE POUVOIR UN JOUR, HABILÉS D'OR, REMONTER VERS LA LUMIÈRE.



CHAMPAGNE
POMMERY

CRÉER POMMERY C'EST TOUT UN ART.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

AMÉRIQUES

Brésil : misère et violence dans une banlieue de Rio

La Baixada Fluminense, immense quartier de la métropole brésilienne bat tous les records de chômage et de criminalité

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Jadis, l'endroit était couvert d'orangers, ils poussaient dit-on à perte de vue. C'était au temps de l'empereur Don Pedro II, il y a plus d'un siècle. Aujourd'hui cet espace grand comme douze fois Paris, à quelques kilomètres au nord du centre de Rio-de-Janeiro, la Baixada Fluminense, est l'un des plus pauvres et des plus dangereux du Brésil. Trois rivières nauséabondes, des milliers de ruelles plantées à même la terre et régulièrement ravagées par les pluies, une ligne à haute tension, deux autoroutes et une voie de chemin de fer, voilà pour le décor. Dans ce cloaque à l'échelle du Brésil qui s'étend entre les municipalités de Nova-Iguazu, Duque de Caxias, San-Joaquim-de-Meriti et Nilópolis, ils sont deux millions et demi à vivre. A survivre.

En circulant le long des grandes artères qui traversent la Baixada, la misère est d'abord invisible. Aux abords des rues commerçantes de Nova-Iguazu, à quelques mètres de la station de train et du palais de justice, on peut voir de ravissantes et cosues villas, entourées de jardins, et même un country-club de belle facture. L'absence de hauts murs, de grillages, de chiens et de gardiens - incongrue dans l'importune quelle autre partie de Rio-de-Janeiro - surprend. Mais à quoi bon ces protections dérisoires quand on habite au confins d'un empire sans lois ?

La Baixada, c'est avant tout cela. Un immense oubli, et une indigence sans limites. Dès que l'on s'enfonce quelque peu dans le dédale intérieur des rues poussiéreuses, l'évidence s'impose. L'odeur dégagée par les caniveaux ne laisse pas de doute sur l'origine de leurs noires eaux. L'automobile se fait rare, la charrette à cheval est omniprésente. Point de commerces avancés, mais de petites échoppes bar-tabac-épicerie trônant au coin des rues. Une « discothèque » aussi, simple dalle de béton entourée de grillages échelonnés par des sacs plastiques. La distribution d'eau est aléatoire, les branchements électriques défilants, les écoles rarissimes. Et partout des montagnes de détritus par moment brûlés, rarement ramassés. En été, s'y ajoutent des mûres de moustiques et des crues dévastatrices.

Les emplois sont rares

Faut-il le préciser, les emplois sont rares en dehors de ceux fournis par les industries chimiques et pétrochimiques présentes dans la région. Les plus chanceux travaillent à Rio-de-Janeiro, et s'enfouissent dès 4 heures du matin dans les wagons de train ou les bus vieillissants qui les ramèneront tard dans la soirée. Mais une grande partie de la population - souvent des habitants du Nordeste attirés par les lumières de la ville - vit d'expédients, de petits trafics et de quelques poules ou cochons. « Ce qui est incroyable, c'est la résis-

tance des gens qui survivent ici », résume Ricardo Oliveira, marbrier à Nova-Iguazu.

Au palais de justice de cette ville - la sixième du pays par sa population - la misère se confond en termes juridiques. « Dans les procédures de divorce, dit le juge Mario Guimarães Neto, vous ne pouvez vous imaginer le temps que l'on passe pour régler le problème de propriété de ce qui constitue souvent la seule richesse des époux : une bouteille de gaz. » « Ici, poursuit-il, deux mille cruzeiros (1) représentent une somme importante. »

Le juge des mineurs, qui est une femme, et se retrouve seule pour assumer ses fonctions face à une ville de près d'un million et demi d'habitants, ne dispose que d'une assistante sociale, d'une voiture, et d'un abri de quelques dizaines de places. « Nous représentons une goutte d'eau dans cet océan de détresse et sommes condamnés à gérer cette misère avec des bouts de ficelle, quand on en a. » Le palais, composé d'une quinzaine de chambres civiles et criminelles, ne dispose même pas d'une photocopieuse.

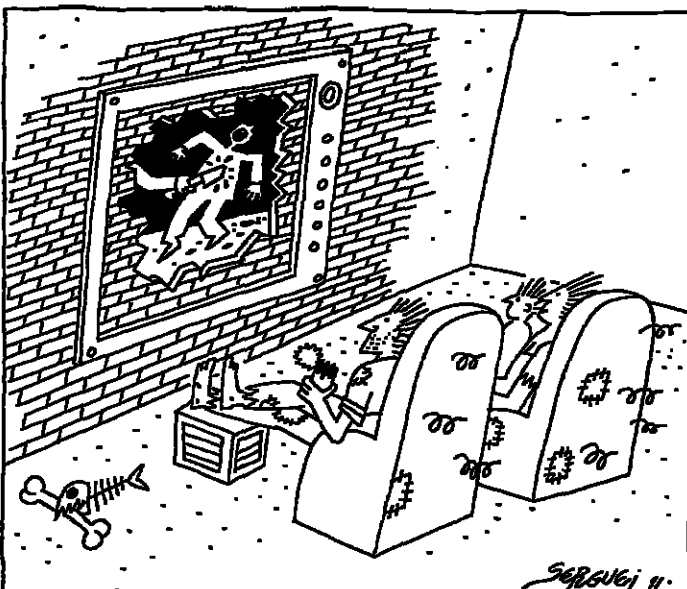
Cité hors la loi

Même dénuement dans le seul hôpital général qui compte la Baixada. A La Posse n'exercent qu'une trentaine de médecins sur les deux cents qui devraient être présents. Les autres, une fois leur concours réussi, préfèrent porter leurs pas vers d'autres lieux moins précaires. Aux urgences pédiatriques, pour ne parler que d'elles, la queue est longue et plus encore l'attente. Solange Gomez, après une heure et demie de transport, restera ainsi quatre heures et demie dans la cour recouverte d'un simple toit de tôle, son bébé de neuf mois vomissant dans ses bras, avant de pouvoir être reçue. En été la chaleur peut ici être infernale, et des milliers de gens ne se déplacent même pas. Maladie et dénutrition font ainsi leurs ravages.

Le précédent gouvernement de M. Moreira Franco avait installé six postes de santé, dit « de proximité ». Près de deux ans après leur création, l'un est déjà fermé et les autres réduisent leur activité. « Nous étions au départ ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre, raconte le docteur Ruben Obando, maintenant nous fonctionnons seulement de jour. Les médecins ne veulent pas travailler ici pour 40 000 cruzeiros par mois, deux fois le salaire minimum. La salle de radio a été fermée, faute de pièce pour réparer notre vieux appareil, et nous manquons des médicaments les plus élémentaires. On n'a bientôt les trois mille personnes que nous recevions chaque mois ». Devant l'entrée du poste de santé, indifférentes aux inquiétudes du médecin, de maigres vaches broutent les quelques plantes ornementales qui restent encore.

Dans ce contexte, la violence et l'insécurité règnent de tous côtés. Les deux polices présentes, civile et militaire, ne totalisent pour toute la Baixada qu'environ six mille hommes. Dix fois moins, proportionnellement, que pour la ville de Rio-de-Janeiro. La criminalité bat donc régulièrement des records nationaux et internationaux : 2 572 homicides pour la seule année 1990, et plus de 25 000 vols, viols et agressions caractérisés. Dans le quartier de Belford Roxo, le plus touché, plus d'un meurtre est perpétré en moyenne chaque jour. « Et encore, affirme l'avocat Carlos Morais Costa, ces statistiques ne valent pas grand-chose et minimisent la réalité. » En fait, assure-t-il, la moitié des familles a été victime d'une agression, et l'autre moitié le sera un jour ou l'autre.

Devant cette menace permanente, la population s'organise. Epicier à Belford Roxo, Carlim Tavares, avoue « s'être groupé avec quelques autres pour pouvoir se payer un groupe de défenseurs ». Ces « justiciers » ne font pas de détail : un voleur est tout simplement condamné à mort, quel que soit son âge. De garants de la sécurité, ces groupes sont peu à peu devenus de véritables organisations criminelles. Selon le directeur général de la police civile de la Baixada, Helio Luz, « trente cinq groupes exterminateurs sont clairement identifiés, mais des centaines d'autres



« apprentis » opèrent de tous côtés.

Un meurtre sans « abonnement » préalable coûte 10 000 cruzeiros, quatre fois moins qu'un revolver. Des policiers sont régulièrement impliqués, mais le plus souvent jamais inquiétés, même s'ils sont

parfois arrêtés, « il est pratiquement impossible de condamner ces groupes, dit un juge d'une chambre criminelle, en cour d'assises jurés, par peur ou par nécessité, demandent toujours leur acquittement. » Cela sans compter les ravages de la corruption. Un haut

fonctionnaire affirme ainsi, sous couvert de l'anonymat, que dans cette zone elle touche 75 % de son personnel... Une cité hors la loi donc, où, dans certains quartiers, un droit de passage est perçu à chaque entrée ou sortie. « De nuit, il est même inutile de tenter de rentrer chez soi », glisse cette femme inquiète à la simple idée de donner son nom. Parmi les ferrailleurs qui bordent l'autoroute entre Rio-de-Janeiro et Sao-Paulo - ceux qui ont la réputation de pouvoir déssosser complètement une voiture volée en moins d'une journée, - certains ont trouvé une défense originale. Pas de chiens de garde mais tout simplement... un lion, que l'on peut voir confiné dans une cage le jour, avant de régner en liberté sur la propriété dès la nuit tombée. Il en existe - au moins - un autre exemplaire, tous deux vraisemblablement achetés à un cirque.

Face à ce chaos qui ne cesse de grandir le vice-gouverneur de l'Etat de Rio-de-Janeiro, qui est aussi chargé du secrétariat de la justice et de celui de la police, Nilo Batista, a décidé de passer prochainement plusieurs semaines à l'intérieur même de la Baixada pour tenter d'étudier les remèdes possibles. « Ces cités-dortoirs, dit-il, se sont constituées dans l'impro-

vision, la nécessité, et ont engendré la catastrophe que vit cette population complètement marginalisée. » Les politiciens locaux réclament, et ont déjà en partie obtenu, un découpage des municipalités pour permettre une gestion plus pragmatique.

Sans illusions, une grande partie de la population de la Baixada tente de trouver aide et consolation auprès des sectes protestantes, qui, dans certains endroits, multiplient les offices « permanents » et... les recettes. Le choix est simple : il faut survivre ou fuir. Les émigrants du Nordeste essayent ainsi, après quelques mois d'un séjour qu'ils imaginaient prometteur, de retourner dans leur province : « Tous les jours, dit le directeur de la Radio Maua-Sol-moos, Zuelzer Poubel Filho, nous recevons des appels de Nordestins qui souhaitent une aide pour retourner dans leur province, n'ayant pas de quoi payer leur billet d'autobus. »

Mais ici le plus souvent, comme le dit le directeur de la police Helio Luz, « la vie humaine ne vaut pas grand chose, et le mot séjour ne fait pas partie du vocabulaire ».

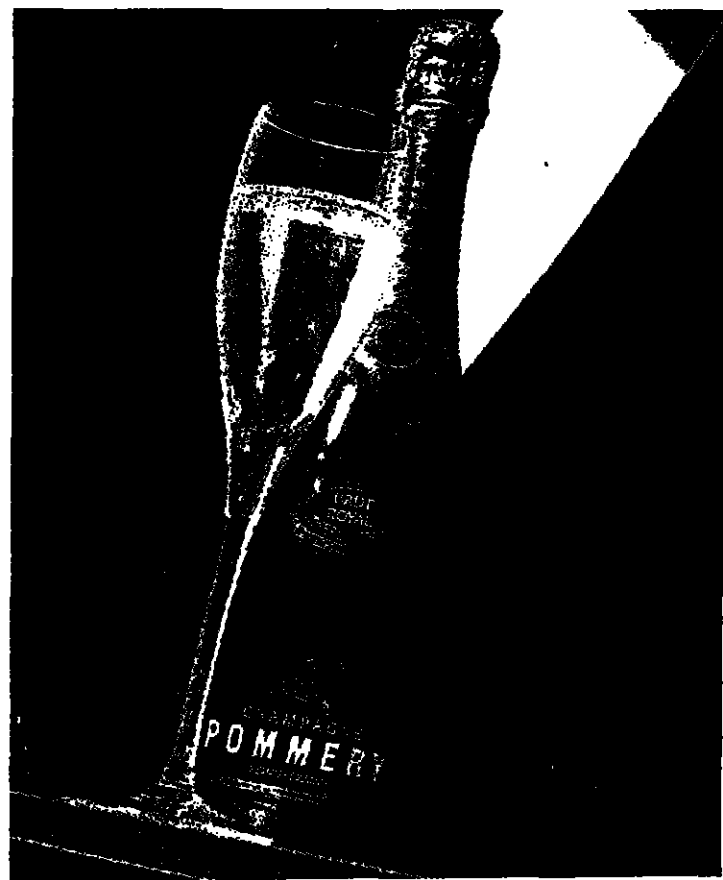
DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) 50 cruzeiros valent environ 1 franc.

P O M M E R Y

CHAPITRE III

OÙ IL EST DÉMONTRÉ QUE L'ON PEUT ÊTRE A LA FOIS BRUT ET ROYAL.



L

LE BRUT ROYAL REFLÈTE L'ART DE CRÉER POMMERY. SECRET TRANSMIS À TRAVERS NOS GÉNÉRATIONS D'ŒNOLOGUES.

ASSEMBLAGE DÉLICAT DE CRUS CHOISIS UN À UN POUR PÉPÉTER LA PERSONNALITÉ POMMERY : PARFUMS RAFFINÉS, TOUJOURS DISCRETS.

FRAÎCHEUR ET VIVACITÉ EN BOUCHE, SUITE LONGUE ET SOUPLE. UN CHAMPAGNE TOUT D'ÉLÉGANCE NATURELLE ET DE CLARTÉ : POMMERY.

CHAMPAGNE
POMMERY

CRÉER POMMERY C'EST TOUT UN ART.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lassus, gérant

directeur de la publication

Bruno Freppart

directeur de la rédaction

Jacques Guis

directeur de la gestion

Marcus Loubert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Anselmi

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(départ du directeur de la rédaction)

Thomas Farnet

Philippe Hermand

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faurel (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

94052 NOUVOV-SUR-SEINE CEDEX

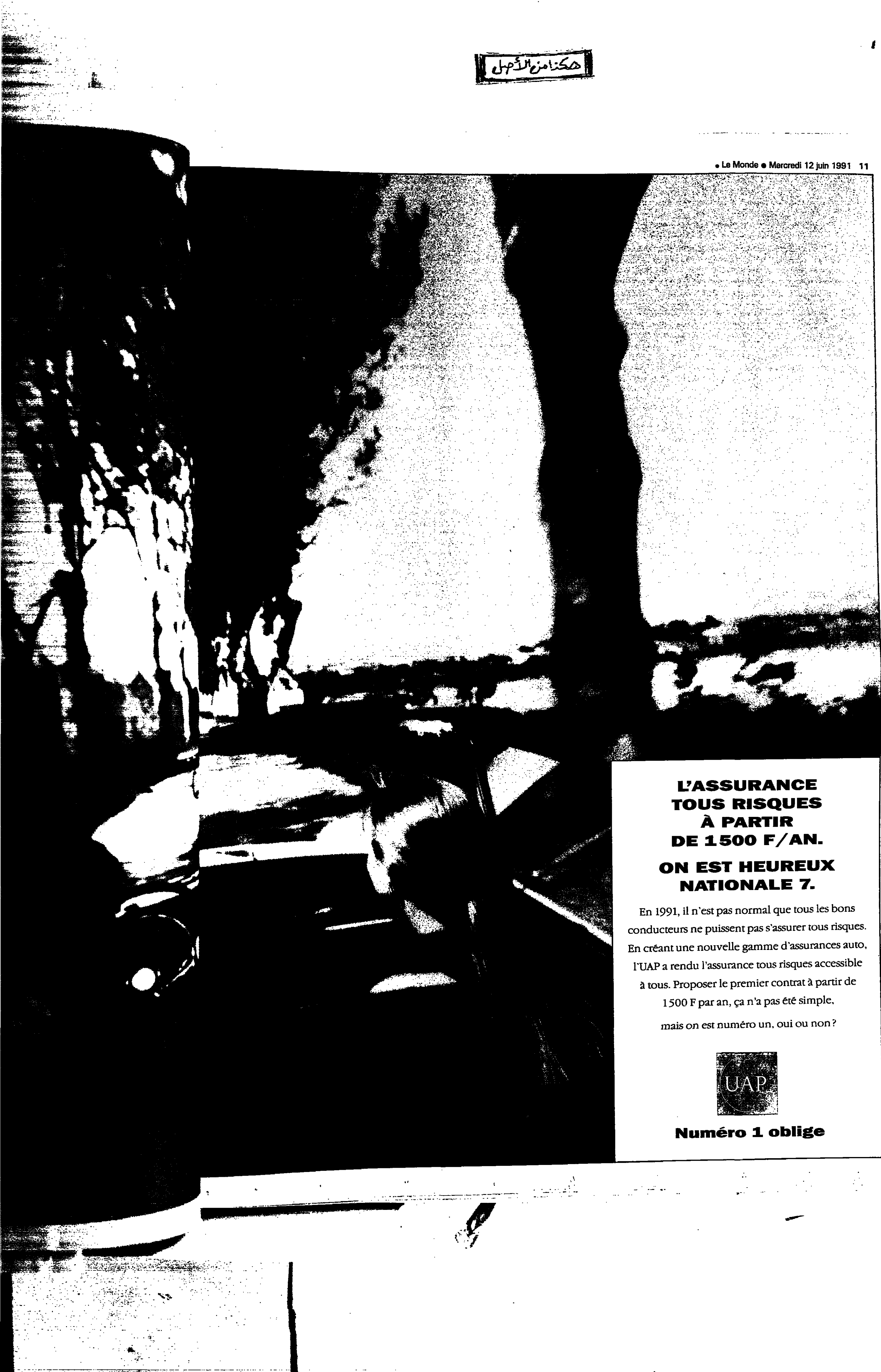
Tél : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-60-30-10

BDDP



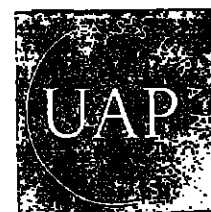
هكذا من الأهل



**L'ASSURANCE
TOUS RISQUES
À PARTIR
DE 1500 F/AN.**

**ON EST HEUREUX
NATIONALE 7.**

En 1991, il n'est pas normal que tous les bons conducteurs ne puissent pas s'assurer tous risques. En créant une nouvelle gamme d'assurances auto, l'UAP a rendu l'assurance tous risques accessible à tous. Proposer le premier contrat à partir de 1500 F par an, ça n'a pas été simple, mais on est numéro un, oui ou non ?



Numéro 1 oblige

POLITIQUE

Pour obtenir 10,8 milliards de francs d'économies budgétaires

M^{me} Cresson pourrait être contrainte d'engager la responsabilité de son gouvernement

Moins d'un mois après sa nomination, le 15 mai dernier, le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, pourrait engager, mercredi 12 juin, la responsabilité de son gouvernement, conformément à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DOEF), présenté par M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, et M. Michel Charasse, ministre délégué au budget. Il faut auparavant qu'elle obtienne, mercredi, l'autorisation du conseil des ministres.

Ce projet comporte plusieurs mesures d'harmonisation (à la hausse) du taux de la TVA - concernant, notamment, l'hôtellerie, les agences de voyages, les ventes aux enchères, les droits d'auteur - et une série d'économies budgétaires à hauteur de 10,8 milliards de francs, qui viendraient compléter celles prises par la voie réglementaire, le 9 mars dernier, d'un montant de 10,2 milliards de francs. Le projet, lié au ralentissement de la croissance économique, doit également assurer de nouvelles recettes à l'Etat,

grâce notamment à la remise en question d'un prélèvement sur les enlèvements du PMU, actuellement versé au profit de la Ville de Paris, et à la réduction du taux du « 1 % logement ». Cette dernière mesure est - avec la réforme de la part départementale de la taxe d'habitation, ardemment souhaitée par une majorité du groupe socialiste - l'une de celles qui provoquent des divergences entre le gouvernement et les députés du PS (le Monde du 11 juin).

Conjonction d'oppositions

Outre la « rébellion » du groupe socialiste, le gouvernement doit faire face, sur certaines dispositions de ce projet, à l'opposition conjuguée de la droite, du centre et du groupe communiste. Il devra donc utiliser la procédure du 49-3, qui permet de faire adopter un texte sans vote, non seulement pour faire passer son texte, mais encore pour le « purger » des amendements auxquels il est hostile et qui seraient introduits par le groupe socialiste.

C'est donc une situation peu banale qui se présente pour M^{me} Edith Cresson. Son précédent, M. Michel Rocard, avait en effet bénéficié d'un délai de six mois avant de devoir engager, pour la première fois, la responsabilité de son gouvernement, le 15 décembre 1988 sur le projet de création du Conseil supérieur de l'audiovisuel. M^{me} Cresson, qui affirmait le 5 juin au Sénat qu'en faisant des propositions qui intéressent le plus grand nombre, on a déjà trouvé des majorités, dans certains cas avec les uns, dans d'autres avec d'autres, et qu'il n'est « pas forcément intéressant » d'avoir une majorité absolue, pourrait donc renouer avec une méthode de gouvernement qui fut celle de M. Raymond Barre lorsque, premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, celui-ci dut utiliser à plusieurs reprises l'article 49-3 pour passer outre la mauvaise humeur du groupe RPR.

J.-L. S.

Les travaux du Parlement

Les députés ne veulent pas limiter l'accès des étrangers à l'aide juridique

Les députés ont adopté, en seconde lecture, lundi 10 juin, le projet de loi relatif à l'aide juridique, présenté par M. Henri Nallet, garde des sceaux. Seuls les députés socialistes ont voté pour. Les groupes RPR, UDF, UDC et PC se sont abstenus. Si les principes de cette réforme font l'objet d'un large consensus entre les deux Assemblées - extension du champ d'application

de l'aide juridictionnelle et révision des plafonds de ressources exigés pour bénéficier de cette aide, afin de l'ouvrir à un plus grand nombre de citoyens - les modalités de cette aide et son financement avaient été modifiés par le Sénat (le Monde daté 2-3 juin). Les députés ont rétabli le texte qu'ils avaient adopté en première lecture.

La majorité de gauche à l'Assemblée nationale est attachée à l'affirmation des grands principes. Son premier geste, en seconde lecture du projet de loi sur l'aide juridique, a donc été de rétablir l'article premier du texte, qui avait été supprimé par le Sénat, proclamant que « l'accès à la justice et au droit est garanti par l'Etat dans les conditions prévues par la présente loi ». Deuxième grand principe, plus concret celui-là, les députés ont supprimé la limitation au bénéfice de l'aide juridictionnelle que les sénateurs avaient introduite dans le texte, concernant les étrangers. Pour avoir droit à l'aide juridique, ceux-ci doivent résider « habituellement » en France et non plus « régulièrement », comme le voulait le Sénat.

La garde des sceaux, M. Henri Nallet, ayant souligné que cette restriction était contraire à la fois aux engagements internationaux de la France et à certaines dispositions de son droit interne.

C'est sur les modalités de répartition des avocats et sur le financement de l'aide au droit que les divergences entre les deux Assemblées sont les plus importantes. Pour la répartition des avocats, les députés ont rétabli le texte initial, qui prévoyait de moduler la dotation accordée aux barreaux afin de tenir compte de la charge de l'aide judiciaire, qui varie considérablement d'un barreau à l'autre (de 1,5 affaire par an et par avocat à Paris à 40,6 à Bobigny ou 110 à Douai), alors que les sénateurs souhaitaient une dotation moyenne, répartie également entre tous les barreaux. Dans le même esprit, les députés ont rétabli la possibilité, offerte à chaque barreau, de déterminer les modalités de répartition des avocats afin de mieux tenir compte des particularités de chaque dossier et de la charge en aide juridictionnelle des auxiliaires de justice.

Forfait pour complément d'honoraires

A la demande insistante du garde des sceaux, les députés ont rétabli l'obligation de fixer « forfaitairement » le complément d'honoraires que l'avocat peut demander à son client lorsque celui-ci ne bénéficie que de l'aide juridique partielle. Le Sénat avait supprimé cet article, qui avait été supprimé par le Sénat et que la commission des lois de l'Assemblée nationale n'avait pas réintroduit, se justifiant, selon M. Nallet, par le faible niveau de ressources des bénéficiaires de l'aide « que tout complément forfaitaire imprévu plonge dans des situations dramatiques ».

Sur amendement du gouvernement, les députés ont par ailleurs supprimé un article additionnel du Sénat qui prévoyait d'exonérer du paiement de la TVA les prestations des avocats indemnisés partiellement ou totalement par l'Etat. M. Nallet a notamment fait valoir que cette disposition était contraire aux règles communautaires.

Sur le deuxième volet du projet, instituant une aide « à l'accès au droit » dont la responsabilité est confiée à des conseils départementaux de l'aide juridique, le garde des sceaux a rappelé que le financement de cette aide devait relever principalement des professions juridiques et non de l'Etat. M. Nallet a indiqué que l'Etat souhaitait « en priorité consacrer

son effort financier à l'aide juridictionnelle, qui lui incombe entièrement. (...) Sans peine de devoir sacrifier cette aide, il ne pourra donc contribuer que de manière très limitée aux actions déléguées par les conseils départementaux ».

Une fois n'est pas coutume, la majorité sénatoriale de droite, qui avait souhaité faire largement partager à l'Etat la charge de l'aide juridique, a trouvé auprès de l'Assemblée nationale, M. Gilbert Millot (Gard), un fervent avocat de sa position. Mais l'intervention de M. Millot, dénonçant un « dévoiement » de l'Etat sur l'aide à l'accès au droit, n'a pas convaincu l'ensemble des députés, qui ont adopté un amendement du rapporteur de la commission des lois, M. François Colcombet (PS, Allier), rappelant aux professions judiciaires et juridiques, ainsi qu'aux collectivités territoriales, que le devoir de solidarité passait également par elles.

PASCALE ROBERT-DIARD

Adoption du projet de loi sur les procédures civiles d'exécution

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 10 juin, le projet de loi relatif aux procédures civiles d'exécution, dans sa version issue de la commission mixte paritaire (sept députés et sept sénateurs). Seul le PS a voté pour, le RPR s'est abstenu. L'UDF et l'UDC n'ont pas participé au vote. Le groupe communiste a voté contre. Les deux assemblées étaient en effet parvenues à un accord sur l'ensemble des dispositions du texte, notamment sur celle relative aux expulsions de logements pendant la « trêve hivernale » qui avait étonné les associations caritatives.

Les sénateurs ont finalement accepté de reprendre, en CMP, la proposition votée par l'Assemblée nationale en seconde lecture, qui autorise le juge à retarder l'expulsion d'un logement, « lorsque l'expulsion aurait pour la personne concernée des conséquences d'une exceptionnelle durée, notamment du fait de la période de l'année considérée ou des circonstances atmosphériques », y compris pour les personnes entrées dans les locaux par voie de fait (les squatters). Le texte de la CMP doit encore être soumis au Sénat pour être considéré comme définitivement adopté.

Faut-il rétablir la proportionnelle ?

Suite de la première page

Aujourd'hui, certains rêvent d'une nouvelle modification de ce scrutin. D'autres la redoutent.

Le 23 avril 1985, lorsqu'il avait défendu devant l'Assemblée nationale le projet de scrutin proportionnel qui devait être appliqué le 16 mars 1986, M. Laurent Fabius, alors premier ministre, avait remarqué que jamais un délai aussi long n'avait été respecté entre la discussion d'une telle réforme et sa mise en œuvre. En 1991, les socialistes peuvent encore s'offrir le temps de la réflexion, puisque, sauf dissolution, les prochaines élections législatives n'auront lieu qu'en mars 1993. C'est dire que les actuelles déclarations, la main sur le cœur, des entourages du premier ministre et du ministre de l'Intérieur, selon lesquels rien n'est en préparation, ne valent que pour aujourd'hui, mais peut-être pas pour demain...

Des garde-fous solides

Une réforme de la loi électorale paraît à la fois nécessaire et impossible. Du moins une réforme partielle. Les cinq cent soixante-dix-sept circonscriptions électorales actuelles ont été découpées, au cours de l'été 1986, par M. Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, sous l'étroit contrôle de M. Jacques Toubon et Jean-Claude Gaudin, les deux responsables des élections, à l'époque, au RPR et à l'UDF. Certes, il avait volontairement soumis son projet à une commission de hauts fonctionnaires, et, comme la législation le lui imposait, au Conseil d'Etat, mais ces deux instances non politiques ne s'étaient prononcées que sur le respect de l'équilibre démographique et des règles de base de l'équité. Le gouvernement n'avait pas tenu compte de tous leurs avis. Aussi le Conseil constitutionnel, saisi du texte de la loi procé-

dant à un découpage après que M. François Mitterrand eut refusé de la signer sous forme d'ordonnance, a pu évoquer la « pertinence de certaines critiques adressées » à la délimitation des circonscriptions, même s'il a estimé qu'il n'avait pas le pouvoir de « rechercher si les circonscriptions ont fait l'objet de la délimitation la plus équitable possible ».

Maintenant qu'ils sont à nouveau au pouvoir, les socialistes peuvent donc être tentés de corriger certaines anomalies de l'œuvre de M. Pasqua. Seulement, ils ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent. Toujours en 1986, le Conseil constitutionnel avait clairement rappelé que le découpage ne peut « procéder d'aucun arbitraire », que l'Assemblée nationale « doit être élie sur des bases essentiellement démographiques » et que, « si le législateur peut tenir compte d'impératifs d'intérêt général susceptibles d'atteindre la portée de cette règle fondamentale, il ne saurait le faire que dans une mesure limitée et en fonction d'impératifs précis ».

Les garde-fous sont donc solides. Mais le Conseil a aussi offert un prétexte aux socialistes. En effet, la loi ayant prévu que le découpage devrait être revu après deux recensements de la population, le Conseil avait souligné la nécessité d'une « révision périodique en fonction de l'évolution démographique » et estimé que la constatation de celle-ci pouvait résulter « de chaque recensement ». Or il y en a eu un en 1990. Le respect oblige à remettre sur le chantier le découpage de près du quart des départements. Vaste entreprise.

Comment redécouper les circonscriptions ?

Une autre règle s'impose : ne pas augmenter le nombre de députés, fixé par la loi organique. La modifier implique, faute d'une approbation improbable du Sénat, l'accord de la majorité absolue des

membres de l'Assemblée nationale, ce qui est difficile à franchir dans les circonstances politiques actuelles. Si l'on maintient le chiffre de cinq cent soixante-dix-sept députés, cela impose que chacun d'entre eux représente cent treize mille six cents habitants au lieu de cent cinquante mille lorsque leur répartition entre les départements avait été fixée par la loi de 1985. Compte tenu du dernier recensement, cela veut dire, si l'on maintient le principe de deux circonscriptions minimum par département, qu'il faut en supprimer deux à Paris et une dans dix départements, dont le Nord, le Pas-de-Calais, la Seine-Maritime, la Moselle, la Saône-et-Loire, le Val-de-Marne, les Hautes-Pyrénées, la Marne, le Haut-Rhin. Et cela afin de créer un siège supplémentaire dans douze départements (le Gard, l'Hérault, le Vaucluse, la Haute-Garonne, le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne, les Yvelines, l'Ille-et-Vilaine, la Savoie, la Haute-Savoie, l'Ain, la Réunion).

La joie des douze bureaux équilibrerait-elle la fureur des douze titulaires des sièges supprimés ? Poser la question, c'est y répondre. Surtout, comment réaliser ce nouveau découpage de vingt-trois départements ? L'expérience, là encore, enseigne que ce ne peut être le fait de l'Assemblée nationale elle-même. Il est difficile d'imaginer que le gouvernement demande le droit de le faire par ordonnance, étant donné la position de M. François Mitterrand en 1986. L'utilisation de l'article 49-3 de la Constitution ne paraît pas plus envisageable après les vives critiques adressées par les socialistes lorsque M. Jacques Chirac y avait eu recours en pareilles circonstances.

Une solution mixte

Parvenir à un nouveau découpage implique donc un véritable accord politique avec une majorité déterminée. Il est difficile à envisager avec les communistes, qui sont, par principe et par intérêt, opposés à tout scrutin mixte. Il l'est tout autant avec la droite, alors que la « proximité des échéances électorales renforce son unité, et que, si les socialistes veulent corriger quelques inégalités, une partie d'entre elle ne peut qu'y perdre.

Pourtant, une solution devra bien être trouvée, faute de quoi l'évolution démographique ne pourra rendre de plus en plus injuste le dessin actuel de la carte électorale. M. Michel Rocard, en 1986, avait souhaité que la responsabilité de sa mise à jour soit confiée à une instance indépendante, comme c'est le cas en Grande-Bretagne. Mais faire admettre et voter ce principe puis le mettre en application ne peut que prendre du temps, et le délai, cette fois, paraît un peu court avant les législatives de 1993.

Une modification plus sensible de la loi électorale est-elle alors envisageable ? Les possibilités sont toujours les mêmes. Dans certaines sphères socialistes, on rêve d'un mélange de proportionnelle et de majoritaire. Le système allemand pourrait ainsi être copié : les membres du Bundestag sont élus au scrutin majoritaire dans des circonscriptions, mais un scrutin de liste à la proportionnelle est juxtaposé afin que la composition de la Chambre représente exactement les rapports de forces politiques. Sans aller aussi loin, il est

possible d'envisager qu'un correctif proportionnel vienne ajouter quelques élus de liste au plus grand nombre qui le servent au scrutin majoritaire. Cela pourrait intéresser les centristes et les partisans de l'ouverture, comme M. Jean-Pierre Soisson. Mais la composition du gouvernement de M^{me} Cresson manifeste que ce n'est pas la stratégie qui a été retenue lors de sa nomination. De plus, de telles solutions ne pourraient que favoriser le Front national, mais aussi les écologistes et les divers gauchistes, qui, les uns et les autres, mordent sur l'électorat du PS.

La bombe atomique modèle 1986

De même, dans quel cadre seraient élus les députés de la proportionnelle ? Le débat est très complexe. L'Etat bien grand et la région fait peur à M. Mitterrand. Enfin et surtout, faute d'augmenter le nombre total d'élus, l'une et l'autre de ces hypothèses imposent de réduire le nombre actuel de circonscriptions, donc de les redécouper, ce qui n'est pas sans difficultés déjà évoquées.

Une autre solution mixte existe. C'est celle préconisée par M. Valéry Giscard d'Estaing, en février 1984, dans son livre *Deux Français sur trois* : la proportionnelle dans les départements de plus d'un million d'habitants, le scrutin majoritaire de circonscription dans les autres. Mais cela a l'inconvénient pour les socialistes de leur être particulièrement défavorable : ils doivent partager leurs sièges là où ils sont en général bien implantés, sans en gagner là où ils sont plutôt minoritaires. On ne voit pas pourquoi ils feraient ce cadeau à la droite !

Reste la bombe atomique : le rétablissement de la proportionnelle intégrale, modèle 1986. C'est techniquement très simple. C'est législativement possible grâce au soutien probable des communistes, et si les amis de M. Rocard se plient, comme il y a cinq ans, à la discipline du parti. C'est politiquement délicat de faire admettre que le mode de scrutin change à chaque élection. Surtout, ce serait un aveu d'échec, car la proportionnelle intégrale ne permet pas de gagner. Elle limite simplement, comme en 1986, les conséquences de la défaite, et elle rend plus difficile la victoire de l'adversaire. C'est pourquoi M. Pierre Mauroy repousse cette hypothèse. C'est pourquoi chacun en rejette l'idée dans les sphères du pouvoir. Actuellement.

THIERRY BRÉHIER

Une majorité de Français favorables à la proportionnelle. - Selon un sondage réalisé les 6 et 7 juin par le CSA auprès de 832 personnes et publié par le *Journal du dimanche* daté du 9 juin, 46 % des personnes interrogées estiment que « la représentation proportionnelle est le meilleur mode de scrutin pour les élections législatives » parce qu'elle permet « la plus juste représentation des différents courants d'opinion ». 33 % expriment leur préférence pour l'actuel scrutin majoritaire, « qui permet le mieux de désigner une majorité ». 41 % des personnes interrogées jugent cependant « inadmissible » un changement de scrutin dans la perspective des prochaines législatives.

Les élections au Conseil supérieur des Français de l'étranger : deux tiers de délégués à droite, un tiers à gauche

Les élections des délégués au Conseil supérieur des Français de l'étranger qui se sont déroulées dans 48 circonscriptions, disséminées dans le monde, du 26 mai au 9 juin, ont donné deux tiers de sièges à la droite et un tiers à la gauche, a-t-on appris lundi 10 juin.

La gauche socialiste a bénéficié de la réforme du 10 mai 1990, qui a consisté en une augmentation du nombre des circonscriptions et du nombre des délégués (150 contre 137), et dans l'adoption du scrutin proportionnel dans les circonscriptions de trois sièges et plus.

L'ADFE (socialiste) a obtenu trente-quatre sièges contre vingt-cinq précédemment, et les divers gauchistes, six sièges contre quatre. La droite, regroupée sous la bannière de l'Union des Français de l'étranger, passe de cent huit à cent dix délégués. Le Front gauchiste, qui se présentait pour la première fois dans seize circonscriptions, n'a obtenu aucun succès. La déléguée sortante communiste n'a pas été réélue. Les cent cinquante délégués délégués éliront en septembre 1992 les quatre sénateurs Français de l'étranger soumis au renouvellement.

□ M. de Charette choisit M. Giscard d'Estaing plutôt que M. Léotard. - M. Hervé de Charette, délégué général des Clubs perspectives et réalités, déclare mardi 11 juin dans *Libération* que, « s'il a beaucoup d'estime, d'admiration et d'amitié pour François Léotard », le meilleur candidat de l'opposition pour l'élection présidentielle « est déjà et sera, le moment venu, Valéry Giscard d'Estaing ». Selon lui, « les Français recherchent, au-delà des clivages politiques, l'homme d'Etat français le plus expérimenté, le plus digne de tenir les rênes du pays dans la période difficile de cette fin de siècle et le mieux armé pour conduire une alternance faite d'audace réformatrice et de générosité humanitaire ».

□ M. Juppé s'interroge sur l'ampleur de la rigueur. - Dans un entretien à *Libération* du lundi 10 juin, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, estime que « le ministre des finances a une attitude qui commence à aller au-delà de ce qu'impliquent la rigueur et la saine gestion des finances publiques ». Selon l'ancien ministre du budget, la France fait « plus mal

que les grands pays industrialisés » pour la lutte contre le chômage. □ PS : « morosité » électorale. - Commentant lundi 10 juin le deuxième tour de l'élection législative partielle de Belfort (le Monde du 12 juin), M. Daniel Vaillant, membre du secrétariat national du PS chargé des fédérations, a reconnu que ce résultat « n'était pas à la hauteur des espérances » du PS et qu'il était « une confirmation d'une certaine morosité ». « Pour les élections qui suivront, je souhaite, a-t-il conclu, que les socialistes et la gauche retrouvent leurs manches pour les aborder dans de bien meilleures conditions de mobilisation ».

□ M. Popereau ne conduira pas la liste socialiste dans le Rhône aux élections régionales. - M. Jean Popereau a annoncé lundi 10 juin qu'il ne conduirait pas la liste socialiste aux prochaines élections régionales dans le Rhône. « Je ne pense pas », a expliqué le ministre chargé des relations avec le Parlement, qu'il soit bon que les responsables politiques se jettent sur tous les mandats qui passent à leur portée. Le PS a rarement à se féliciter de pareille boutimie ».

Le Sénat souhaite le projet de réforme de

Le Sénat souhaite le projet de réforme de

Le Sénat souhaite le projet de réforme de

Le Sénat souhaite le projet de réforme de

Le Sénat souhaite le projet de réforme de

Le Sénat souhaite le projet de réforme de

Le Sénat souhaite le projet de réforme de

Le Sénat souhaite le projet de réforme de

Le Sénat souhaite le projet de réforme de

Le Sénat souhaite le projet de réforme de

Le Sénat souhaite le projet de réforme de

Le Sénat souhaite le projet de réforme de

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Le Sénat souhaite modifier profondément le projet de réforme de l'administration territoriale

Le Sénat devait commencer, mardi 11 juin, l'examen du projet de loi sur la réforme de l'administration territoriale adopté par l'Assemblée nationale à une voix de majorité le 9 avril dernier. La majorité sénatoriale a l'intention de modifier profondément le texte du gouvernement.

Le Sénat, chargé de « la représentation des collectivités territoriales » en vertu de l'article 24 de la Constitution, serait-il mari de passer après l'Assemblée nationale pour un projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République? Le texte qui ressortira à la fin de cette semaine des travaux sénatoriaux n'aura en tout état de cause pas grand-chose à voir avec celui adopté le 9 avril dernier, à une voix de majorité, par les députés.

Co-auteur avec un député socialiste, M. Jean-Yves Le Drian (nommé depuis secrétaire d'Etat chargé de la mer), de plusieurs points de vue sur ce sujet publiés dans le *Monde*, plutôt favorables aux principes du projet de loi, M. Paul Graziani (RPR, Hauts-de-Seine), rapporteur du projet et président de l'Institut de la décentralisation, ne cache pourtant pas sa « déception » dans le rapport qu'il a consacré au texte issu des travaux des députés.

« Nombre de dispositions paraissent d'une portée limitée ou entrent en contradiction avec des pratiques déjà existantes », écrit-il à propos des passages du texte relatifs à la démocratie locale, telles que l'information et la participation des habitants, ainsi que ceux ayant trait aux « droits des élus au sein des assemblées locales ».

Favorable aux dispositions « qui peuvent contribuer à assurer une certaine transparence », ainsi qu'aux aménagements relatifs au contrôle a posteriori des actes des autorités locales, le rapporteur est moins emballé par les réformes

locaux, « à moins d'en réserver l'initiative au maire seul ». M. Graziani est, en revanche, absolument opposé aux dispositions favorables aux élus minoritaires, « privilégiés par rapport aux élus majoritaires », ainsi qu'à la généralisation des désignations à la proportionnelle au sein des instances locales.

Le sénateur des Hauts-de-Seine prône également la suppression d'une « structure inutile » à ses yeux : l'Institut des collectivités territoriales et des services publics locaux, et son remplacement par une délégation parlementaire de la décentralisation.

Contre un « modèle régional unique européen »

Le rapporteur n'est pas plus enthousiaste à l'égard des articles relatifs à l'« organisation territoriale de l'Etat ». « On peut s'interroger sur l'utilité de certaines dispositions ou du moins sur leur inscription dans un texte législatif. Rien n'empêche le législateur d'intervenir dans une matière réglementaire. (...) Encore faut-il qu'il perçoive un intérêt » à le faire, ajoute M. Graziani, qui propose donc la suppression de ces dispositions, « dont l'inscription dans la loi peut servir de prétexte au gouvernement pour ne pas amorcer la politique de déconcentration ».

Attentive à tout ce qui pourrait entraîner une remise en cause de l'échelon départemental, la commission des lois du Sénat entend également s'opposer à la reconnaissance au préfet de région d'un pouvoir de direction sur les préfets de département.

Enfin, M. Graziani n'est pas moins critique à propos du troisième volet du projet, la coopération locale, dont il approuve le principe mais condamne les modalités. Il juge ainsi « douteuse » l'utilité des ententes interrégionales, « les institutions d'utilité commune actuelles permettant déjà », à l'en croire, « une coopération souple

entre ces collectivités ». Convincre de la vanité qu'il y a de définir « un modèle régional unique européen », le rapporteur refuse d'autre part de créer des ententes si elles doivent être comprises comme « une première étape ou un test en vue d'un regroupement (...) pour que les régions atteignent une échelle plus adaptée au sein de la Communauté économique européenne ».

La coopération intercommunale n'a pas non plus les faveurs de la commission des lois, qui s'inquiète de la « multiplication des structures de coopération » qui font se juxtaposer des structures anciennes à des structures nouvelles. Le rapporteur propose donc la suppression des établissements publics nouveaux institués par le texte de loi : les communautés de communes et les communautés de villes. Il invite aussi le Sénat à supprimer la Commission nationale de la coopération décentralisée que prévoit le texte.

M. Graziani évoque également les lacunes du projet : le serpent de mer du statut de l'élu local, et la clarification des compétences entre l'Etat et les collectivités locales, notamment à propos de l'enseignement. Le groupe de l'Union centriste, à l'instar de ce qu'avait souhaité l'UDC à l'Assemblée nationale, entend bien profiter de l'occasion pour tenter d'abroger, le temps d'une navette, la loi Falloux, qui réglemente strictement le financement de l'enseignement privé.

GILLES PARIS

Ordres des médecins et des sages-femmes. — Les sénateurs ont adopté définitivement, lundi 10 juin, une proposition de loi qui prolonge les mandats des membres des conseils de l'ordre des médecins et de l'ordre des sages-femmes. Sans ce texte, ces mandats viendraient à expiration avant l'adoption des réformes en cours de préparation de ces deux ordres.

Malgré la trêve estivale annoncée par le FLNC - « Canal habituel »

Tensions en Corse après l'interpellation de quatre militants nationalistes

L'une des organisations nationalistes clandestines corses, le FLNC - « Canal habituel », a annoncé, lundi 10 juin, son intention de suspendre provisoirement ses « actions militaires ». En fait, les termes très balancés du communiqué, ainsi que l'existence probable d'un débat interne aux clandestins du « Canal habituel » sur la stratégie à

adopter, pourraient limiter la portée de la « suspension » annoncée des actions armées. Par ailleurs, les gendarmes estiment avoir déjoué, dans la nuit de vendredi à samedi, une tentative d'attentat, et ont procédé à l'interpellation de quatre militants d'une organisation nationaliste publique, l'ANC.

BASTIA

de notre correspondant

Le FLNC-« Canal habituel », proche du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), tendance modérée des nationalistes, a annoncé lundi, dans une communication à la presse, « la suspension provisoire de ses actions militaires » mais sans renoncer à ses « actions politico-militaires ». En janvier 1991, les clandestins du « Canal habituel » avaient déjà annoncé un « gel total » temporaire de leurs « actions » militaires.

Mais, après l'annulation par le Conseil constitutionnel de l'article premier du nouveau statut pour la Corse — qui reconnaissait l'existence du « peuple corse » —, le « Canal habituel » avait procédé à deux attentats spectaculaires, l'un à Marseille contre la société des Travaux du Midi, l'autre contre le conseil général de Haute-Corse.

Cette fois, le FLNC-« Canal habituel » précise qu'il entend « tenir compte des difficultés que rencontre la Corse ». « Il n'est pas question, particulièrement au début de la saison touristique, d'indiquer le communiqué, de nous lancer dans une surenchère des actions militaires, aussi, nous n'interviendrons dans les mois à venir qu'en cas d'absolue nécessité ». L'organisation clandestine juge encore que « la multiplication des actions militaires ne peut qu'entretenir une confusion préjudiciable aux profondes mutations en cours au sein de la société corse ».

Ainsi, la tendance « modérée » du FLNC condamne-t-elle les

attentats contre les particuliers ou les installations touristiques organisés par des groupes clandestins concurrents. Le FLNC-« Canal habituel » explique ne retenir que les cibles « minutieusement analysées sur le plan politique ». Exemple, l'action contre le bâtiment du conseil général de Haute-Corse détruit par un attentat à la voiture piégée.

L'autre affaire en cours impliquant des nationalistes a éclaté vendredi vers 22 heures, à une trentaine de kilomètres au nord d'Ajaccio sur la rive du golfe de Sagone. Une patrouille de gendarmerie qui effectuait une ronde de surveillance à Calcatoggio, sur le site même où, une semaine auparavant, avait eu lieu une tentative d'attentat (le *Monde* du 4 juin), a repéré des individus cagoulés et armés, qui sont parvenus à prendre la fuite alors qu'ils rôdaient dans le quartier du motel des Sables de la Liccia visé la semaine précédente.

Manifestation le 15 juin

Aucun matériel n'a été retrouvé sur place, mais les gendarmes sont convaincus d'avoir déjoué les plans d'un commando qui se préparait à agir de nouveau contre le motel.

Au moins quatre membres du commando ont réussi à prendre la fuite à bord d'une fourgonnette identifiée par les gendarmes. L'enquête a révélé qu'il pouvait s'agir d'un véhicule de service de l'hôpital d'Ajaccio. Après examen de la liste des personnels il est

apparu aux enquêteurs, qui agissent dans le cadre d'une procédure de flagrant délit, que parmi les utilisateurs potentiels du véhicule pourraient figurer des militants connus de l'Accolta nazionale corsa (ANC), organisation constituée il y a plus d'un an par des membres dissidents de l'Accolta nazionalista.

L'interpellation et la mise en garde à vue des quatre personnes, membres ou proches de l'ANC, ont provoqué la mobilisation d'une soixantaine de personnes qui se sont rassemblées dimanche et lundi soir pour protester dans le calme face au commissariat d'Ajaccio. L'éventuel transfert à Paris des quatre interpellés pour y être présentés au juge de la quatrième section du parquet chargé de l'affaire provoque une émotion grandissante en Corse.

Cette affaire se développe au moment où les principales composantes de la famille nationaliste, dont l'ANC, appellent à une « grande manifestation populaire » samedi 15 juin à Ajaccio sur le thème de « Corsica nazione ». Seul le MPA, qui estime le mot d'ordre trop « nationaliste », n'appelle pas à la manifestation. Le chaud et froid soufflé par les organisations nationales légalisées ou clandestines, aujourd'hui divisées, favorise aujourd'hui en Corse le développement d'une ambiance d'indécision que l'île n'avait pas connue depuis trois ans, date de la première annonce de la suspension des attentats du FLNC.

MICHEL CODACCIONI

UNE CHAÎNE EN PLEINE EXPANSION

Filiale du 1^{er} Groupe Européen de la Distribution, Enseigne leader des grands spécialistes de l'électrodomestique en Allemagne et en Autriche, Hypermédia poursuit son développement et ses implantations en France.

Après Strasbourg, Vitrolles, Orléans, Garges-les-Gonesse, Villiers-en-Bière, Mulhouse et Toulouse, ouverts en 1989-1990, la priorité pour 1991-1992 c'est : 2000 m² à 4000 m² à Paris intramuros, Paris banlieue, Lyon, Marseille, Bordeaux et Lille.

Contactez Monsieur Pflueger au 64 87 64 14
ou écrivez à MEDIACONCORDE - M. Pflueger
Centre Commercial n° 108
77195 DAMMARRIE-LES-LYS.

HyperMedia

Electronique

SSKT

SOCIÉTÉ

Après la mort d'une gardienne de la paix à Mantes-la-Jolie

Cinq syndicats de policiers organisent une « journée d'action » le 19 juin

Plusieurs milliers de personnes - entre cinq mille à sept mille selon les observateurs sur place - dont une très grande majorité de policiers des postes urbains et des différents services judiciaires et autres, ont défilé silencieusement, mardi 11 juin à Mantes-la-Jolie, derrière une unique bannière et une gerbe de fleurs tout au long d'un parcours de près de 5 kilomètres à travers la ville. Les manifestants se sont dispersés après avoir rendu un dernier hommage à Marie-Christine Baillet, tuée dans la nuit de samedi à dimanche et dont le corps était exposé, dans une chapelle ardente, dans les locaux du commissariat de police.

Lundi 10 juin, M. Philippe Marchand a rencontré les représentants de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) et du syndicat des commissaires. La FASP a réclamé

« une sérieuse réforme des structures et une réorganisation des services » ainsi que « la création d'une cellule de réflexion et de coordination ». Cinq syndicats de policiers (USC, FO, CGT, CFTC et CGC), constitués en intersyndicale, ont décidé pour leur part d'organiser, mercredi 19 juin, une journée d'action destinée à informer la population sur le « ras-le-bol des policiers ». Ils doivent être reçus mardi après-midi à Mantes-la-Jolie.

Le Front national a choisi le même jour pour une manifestation, place de l'Opéra, à Paris, pour dénoncer « les responsabilités du pouvoir dans l'embrasement des banlieues, le développement de l'insécurité et la faillite de l'ordre républicain ».

Un comité interministériel devrait se réunir,

mercredi 12 juin, et annoncer des mesures en faveur des banlieues, que M. Paul Picard, maire (PS) de Mantes-la-Jolie, réclame d'urgence dans l'entretien qu'il nous a accordé. Lundi, M. Robert Pandraud, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, a exigé une réaction rapide du gouvernement pour éviter que « nos banlieues deviennent de nouveaux Brixton. C'est bien parce qu'il y a trop d'immigrés qui n'ont pas d'emploi qu'il y a de l'insécurité », a-t-il ajouté. Pour sa part, SOS-Racisme veut « rétablir le dialogue » et va organiser des débats entre la police et les jeunes.

Marie-Christine Baillet avait trente-deux ans. Venue de province pour une première affectation dans la grande couronne parisienne, comme beaucoup de ses jeunes collègues, elle avait tro-

qué un grand ensemble de la périphérie de Mont-de-Marsan contre un studio du Val-Fourré. Huit ans dans la grisaille et, à l'instar de presque tous les autres gardiens du commissariat de Mantes, elle avait déposé une demande de mutation. Une première fois, Marie-Christine avait été légèrement blessée lors d'une interpellation qui s'était mal passée. Une autre fois, elle avait échappé de peu à un coup de fusil. Dimanche, violemment renversée par une voiture volée, elle est décédée au centre hospitalier mantois. C'est l'un des coéquipiers de sa patrouille, Pascal Hublot, également âgé de trente-deux ans, qui a tiré sur le véhicule à bord duquel se trouvait Youssef Khaïf, le jeune Algérien tué. Le parquet de Versailles n'avait ouvert aucune information judiciaire, mardi dans la matinée.

Un entretien avec le maire (PS) de Mantes-la-Jolie

« Mieux vaut détruire des logements que continuer d'alimenter un foyer d'exclusion sociale », nous déclare M. Paul Picard

« La ZUP du Val-Fourré a longtemps été citée comme un exemple d'action municipale en faveur de cette jeunesse, qui vous met en cause aujourd'hui. Comment expliquez-vous ce divorce ? »

« Les outils que j'ai mis en place depuis quatorze ans, comme les associations culturelles et de loisir, et la mission locale pour l'insertion sociale et professionnelle, ont permis au Val-Fourré de vivre en paix. Des craquements se sont fait sentir depuis mars 1990 avec des incidents au centre commercial, des altercations avec la police, la mise à sac d'un local de réunion municipal pour les jeunes. Dès la fin de 1989, j'avais préconisé une vaste réflexion sur la jeunesse. Dans la plus grande ZUP de France, avec ses vingt-cinq mille habitants, qui concentre tous les handicaps sociaux et économiques, le militantisme des élus et des associations ne suffit pas. »

« Était-il nécessaire de financer un audit de 900 000 francs pour savoir que nombre de jeunes du Val-Fourré étaient des révoltés et s'estimaient à la fois lésés par les élus et menacés par la police ? »

« Laissez-moi d'abord préciser que cette enquête globale sur les cinq-vingt-cinq ans a été jugée digne d'intérêt par la DDASS et par le fonds d'action sociale qui l'ont subventionnée pour 500 000 F, le reste étant pris en charge par la municipalité. »

Pour M. Jean-Marie Le Pen, la cause des derniers événements tragiques de Mantes-la-Jolie est évidente : « Nous sommes engagés dans un véritable processus révolutionnaire qui nous conduira de l'intimidation à l'intimidation. » Le président du parti d'extrême droite veut dénoncer, en organisant un rassemblement devant l'Opéra, le 19 juin, « la politique d'immigration menée depuis vingt ans », de M. Valéry Giscard d'Estaing à M. François Mitterrand. Ainsi, devant la « montée de la violence et de la délinquance » et face au « péril pour la paix et la sécurité publiques », le Front national entend « permettre aux citoyens

français d'exprimer leur inquiétude ». Fustigeant la « véritable dégradation de notre système de sécurité », M. Le Pen veut donc porter le fer sur l'immigration, « cause principale et essentielle de la dégradation de la paix publique ». A cette occasion, le président du Front national a déclaré : « Ceux qui ont acquis automatiquement la nationalité française pourraient repasser devant des commissions pour faire un choix volontaire. » Il suggère donc que l'administration se penche sur le cas des étrangers, sans doute plus particulièrement les « beurs » qui ont acquis la nationalité française, sans vouloir contraindre de leur part, à l'âge de la majorité, M. Le Pen évoque pas le cas de ceux qui l'ont acquise dès la naissance en ayant un parent français lui-même né en France.

« Nous sommes pauvres et déjà endettés »

« Le Val-Fourré donne l'image d'une cité désahérite, où l'espace, la propriété, les équipements manquent cruellement. Comment changer cette réalité ? »

« C'est un problème à la fois de finances et de volonté. Mon prédécesseur avait différé tous les équipements publics au Val-Fourré, à l'exception de l'indispensable, les écoles. Les jeunes dénoncent le manque de locaux et ils ont raison. Mais comment rattraper le retard alors que Mantes-la-Jolie, avec une majorité d'habitants exonérés d'impôt sur le revenu et 60 % de logements HLM,

est une commune pauvre ? Les chiffres sont simples : 35 à 40 millions de francs me seraient nécessaires cette année pour mener à la fois l'équipement de la ville, la voirie, la politique sportive et l'aménagement du grand magasin que nous avons racheté au Val-Fourré pour en faire le forum de la population. Or le Crédit local de France ne m'accorde que 15 millions de prêt sous prétexte que nous sommes pauvres et déjà endettés. Alors comment dois-je faire ? Attendre de gagner au loto les 100 millions de francs qu'il me faudrait, pour remettre la ville à flot ? Les leçons de bonne gestion données par les maires de communes riches me mettent hors de moi. »

« Vous appartenez au cabinet de M. Delors, ministre de la ville. Sa loi anti-ghetto devrait apporter une solution à ce problème. »

« Cette loi, que j'ai soutenue, va rapporter 10 millions de francs à Mantes, soit entre le tiers et la moitié de ce dont j'ai besoin pour m'en sortir. Cette boutée d'oxygène servira à acquitter une partie de notre dette. Dans des villes comme la nôtre, les subventions d'Etat sont utilisées pour payer les frais financiers des emprunts, au lieu de payer des animateurs et des équipements pour les quartiers. »

« Les événements actuels vont-ils accélérer la recherche de solutions ? »

« Oui, mais la recherche de solutions doit être menée en parallèle avec la mise en œuvre de la loi anti-ghetto. »

Pour la France, publié en 1986, le Front national propose de « supprimer les cas d'acquisition automatique de la nationalité française (ce qui concerne soixante-dix mille à quatre-vingt-mille personnes par an) ». Il préconise deux autres mesures : « Appliquer plus strictement la législation sur la naturalisation et la compléter (ce qui concerne à peu près trente-cinq mille personnes par an) » et « faire opter les binationaux franco-maghrébins qui sont actuellement de l'ordre d'un million. Ces binationaux franco-maghrébins ne sont pas à confondre avec les Français musulmans, harkis ou enfants de harkis, qui ont acquis la nationalité française par le sang versé. »

Selon ce programme, « la reconstruction d'une politique complète et cohérente de l'immigration implique la révision du code de la nationalité, l'abandon de la pédagogie interculturelle à l'école, l'interdiction du regroupement familial, l'exclusion des clandestins et des délinquants, le retour des chômeurs dans le pays d'origine, la réserva-

tion des allocations familiales et de l'aide sociale aux ressortissants français, une meilleure application de la convention de Genève sur les réfugiés, la mise en place d'une véritable priorité d'emploi pour les nationaux, le lancement d'un plan épargne-retour ». Le Front national précisait, à l'époque, que « c'est seulement l'adoption de l'ensemble [de ces] propositions qui pourra s'avérer efficace. »

M. Chevènement dénonce la « sur-médiatisation » des incidents dans les banlieues. Interrogé, mardi 11 juin par Europe 1, sur les derniers événements de Mantes-la-Jolie, M. Jean-Pierre Chevènement a dénoncé la « sur-médiatisation de ces incidents » dans les banlieues. Le nouveau député socialiste du Territoire de Belfort a indiqué que « la résorption du chômage des jeunes n'a peut-être pas été au cœur des préoccupations de la politique des gouvernements depuis 1981 » et il a mis en cause une « certaine faillite de l'éducation. »

Propos recueillis par PHILIPPE BERNARD

Youssef Khaïf ou la spirale de la rage

Pour un fils du béton et de l'immigration, la marge est étroite entre la « rage » et la délinquance. Youssef Khaïf, le jeune homme mort dans la nuit de samedi à dimanche à Mantes-la-Jolie, était par les balles de la police, coéquipier de l'une à l'autre. A vingt-trois ans, Youssef ne ressemblait pas à l'adolescent du grand banditisme, imprudemment évoqué par des responsables politiques au lendemain du drame ; il n'était pas non plus le jeune beur bien intégré et sans reproche qu'a pu symboliser Atissa Ilich, décédée deux semaines plus tôt après sa garde à vue au commissariat de Mantes.

Né en Algérie mais vivant en France depuis l'âge de deux ans, son vrai père était le Val-Fourré, cette cité devenue ghetto social et ethnique, qui concentrait toute sa hargne contre la société. « Une grande gueule », « un type qui avait la rage constructive », disait de lui ses amis. « Un gars pas facile, un jeune typique des quartiers, très malheureux et d'une violence intérieure extraordinaire », confirme Paul Picard, le maire auquel le jeune homme voulait une haine féroce.

Car le monde de Youssef était peuplé d'ennemis implacables qui nourrissaient et justifiaient sa révolte permanente contre les représentants de tous les pouvoirs, accusés de maintenir les jeunes du Val-Fourré dans leur « ghetto », par racisme, mépris ou incapacité de comprendre. Au-delà d'une révolte totale qui l'avait poussé à la limite de la paranoïa, Youssef était de cette génération, aujourd'hui en pleine explosion qui a constaté l'échec de ses aînés dans l'action contre l'exclusion et constaté que « les jeunes qui cassent font plus flipper l'Etat que ceux qui s'organisent. »

Deux mois à Fresnes

Les « marches pour l'égalité des droits », le militantisme associatif, la politique de gauche ne représentent pour eux qu'autant de trompe-l'œil et de voiles de garage des années 80. Après un CAP de chaudière vers lequel il a été « orienté » contre son gré, Youssef participe un temps aux activités de l'association Vivons ensemble, fondée par des jeunes du Val-Fourré pour proposer des activités sportives et culturelles. Aidé un temps par la municipalité, l'initiative se heurte, selon ses auteurs, à des élus qui n'apprécient pas d'être bousculés, et à « ces gens des administrations qui

exigent mille démarches pour donner trois sous mais ne comprennent rien à votre vie ». Les fortes personnalités qui, de la mission locale au club de prévention, soumettaient les initiatives, quittent le terrain. « Le maire a voulu tout contrôler », accusent les anciens militants.

Youssef, comme bien d'autres jeunes au Val-Fourré, retire la conviction de l'existence d'un complot ourdi contre lui par les élus, avec la complicité des policiers et des éducateurs. En novembre 1989, Youssef vient de rentrer de deux années de service militaire en Algérie et jure de ne plus remettre les pieds dans ce pays. Une Range Rover force sur la vitrine de l'unique bijouterie du centre commercial du Val-Fourré. Un véritable « casse » annonciateur de la dégradation nette du climat. Youssef est accusé d'avoir participé au « casse » et passe près de deux mois à Fresnes, en prévention. L'absence de preuve, il sort de prison persuadé que le maire et la police ont cherché à le « mouliner » pour l'écartier de son quartier.

Trois mois plus tard, il participe à la mise à sac de l'Agorrette, un lieu de rencontre municipal ouvert en plein centre commercial, et qui symbolise pour lui et pour d'autres le « ghetto » des jeunes par la municipalité. Celle-ci porte plainte, mais tente d'arrondir les angles en provoquant une réunion entre les casseurs et les autorités municipales. Youssef s'excuse et présente ses excuses. Il croit être quitte, mais reçoit, près d'un an après les faits, une convocation pour la tribunal correctionnel qui le condamne à six mois de prison avec sursis, mercredi 5 juin, trois jours avant sa mort.

Entre-temps, il avait suivi un stage d'arts graphiques, sa discipline favorite, parodisant vite reformée faute d'emploi. Pour les policiers de Mantes, il est connu comme le loup blanc, celui qui systématiquement les apostrophe lorsqu'ils sortent aux prises avec des habitants du Val-Fourré, et qu'ils amènent dans la mêlée. La mort d'Atissa Ilich, voici deux semaines, avait persuadé Youssef et ses amis de l'acharnement de la police et de la municipalité. Il avait pris publiquement le maire à partie, tenté en vain de soulever la foule, accusé les organisateurs de la marche silencieuse de vouloir canaliser et récupérer la colère des jeunes. Une colère qui avait fini par être sa raison de vivre.

Ph. B.

POLICE

M. Clauzel devient chargé de mission pour la réforme des corps et carrières

Le ministre de l'Intérieur Philippe Marchand a nommé le préfet Jean Clauzel chargé de mission afin de poursuivre la concertation avec les principales organisations syndicales sur la réforme des corps et carrières dans la police nationale.

C'est à l'issue d'un entretien entre le ministre et la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) que le secrétaire général de celle-ci, M. Richard Gerbaud, a rendu publique la décision. La FASP avait dernièrement demandé la nomina-

tion d'une personnalité chargée de négocier la réforme. M. Clauzel est nommé à la direction générale de la police nationale, a-t-on précisé au cabinet du ministre.

Le 28 mai 1990, le préfet Clauzel avait remis un rapport recommandant notamment de délimiter les missions confiées aux polices municipales, afin d'empêcher tout empiètement sur les compétences de la police d'Etat ou de la gendarmerie, et de désarmer les policiers municipaux.

FAITS DIVERS

Casse à Interpol

Le nouveau siège d'Interpol, à Lyon, en service depuis deux ans, était réputé inviolable. L'attentat à l'explosif, commis par Action directe, en mai 1988, avait entraîné d'importants dégâts à l'ancien siège de Saint-Cloud et incité les concepteurs à prendre un luxe de précautions pour le cube de verre fumé planté au bord du Rhône : grilles imposantes, bassin-fossé rempli d'eau, caméras, pelouses équipées d'un système de surveillance. Pourtant, le 3 juin, le système de protection de ce blockhaus a été mis en échec : 130 000 francs ont mystérieusement disparu d'un coffre-fort. Pris de remords, l'auteur du larcin s'est constitué prisonnier trois jours plus tard. Il s'agit d'un employé d'Interpol chargé... de la sécurité. (Corresp.)

SPORTS

CYCLISME : le Colombien Herrera gagne le Critérium du Dauphiné libéré. Le Colombien Luis Herrera (Ryalco) a remporté, lundi 10 juin, la quarante-troisième édition du Critérium du Dauphiné libéré au terme de la dernière étape, un contre-la-montre disputé sur 33 km à Aix-les-Bains et remporté par le Suisse Tony Rominger (Toshiba).

FOOTBALL : Philippe Vercey quitte l'OM pour Nîmes. Milieu de terrain international de l'Olympique de Marseille, Philippe Vercey a signé, lundi 10 juin, « un accord de principe » pour jouer pendant trois saisons avec le club de Nîmes, récemment promu en première division. Vercey, âgé de vingt-neuf ans, retrouvera sous les couleurs nimoises un autre ancien Marseillais, l'attaquant Eric Cantona.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

مكتبة المجلد

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Un an de prison pour avoir tué son fils

Le crime de la peur

La cour d'assises des Vosges, présidée par M. Gilbert Puschmalle, a prononcé lundi 10 juin une peine de cinq ans de prison, dont quatre ans avec sursis, à l'encontre de Jean-Claude Leclerc, quarante-huit ans, reconnu coupable du meurtre de son propre fils Stéphane, vingt-trois ans, qui avait émis à plusieurs reprises l'intention de tuer son père. Atteint d'un cancer de la gorge, Jean-Claude Leclerc est retourné en prison, où il devra rester un an, sous réserve de l'application des réductions de peine et d'une éventuelle grâce médicale.

ÉPINAL

de notre envoyé spécial

C'est malheureux d'avoir un enfant et d'arriver à cet âge-là pour faire ça, soupire Annie Leclerc, qui sera la barre des témoins, regardant souffrir et parler de son fils pour dire : « Stéphane, on a tout fait pour le mettre sur la bonne route, mais c'était de pire en pire. » Un nouveau silence avant de laisser échapper : « Il nous en a fait voir... » Derrière elle, dans la salle, les amis, les voisins du village de Dounoux (Vosges), hochent la tête : ils se souviennent de la violence de Stéphane. Le maire, M. Georges Boutin, raconte comment il a assisté à plusieurs crises du fils des Leclerc : « Ses voisins le redoutaient. Quant à ses parents, ils vivaient dans la peur. Ils avaient les nerfs usés. » La patronne d'un café précise : « Quand il buvait, il était fou... »

En 1983, à l'âge de dix-sept ans, pour répondre à une stupide contrainte, Stéphane attaque la maison familiale à coups de fusil et manque de tuer sa mère. A dix-huit ans, il s'engage

dans l'armée, qui le réforme deux ans plus tard pour raisons psychiatriques. Son père le fait alors engager par un ami qui sera contraint de le licencier après avoir subi des menaces. Pour cet employeur, le jeune homme était malade, car Stéphane lui avait, un jour, confié : « Il faudrait que je me soigne parce que, par moments, je ne sais plus ce que je fais. » Les gendarmes sont intervenus plusieurs fois pour le maîtriser. Le chef des sapeurs-pompiers le décrit comme un jeune homme « violent et dangereux » qui a dû être calmé à plusieurs reprises par le médecin du SAMU.

« Dans le village, on pensait bien qu'un jour il y aurait un drame », affirme plusieurs habitants de Dounoux. Pourtant, personne n'a rien fait. La cour n'a pas le médecin du SAMU, ni les gendarmes, pour leur demander pourquoi la procédure de placement d'office dans un hôpital psychiatrique, parfois si prompt pour un comportement un peu nerveux, n'a pas été utilisée en l'occurrence. Cette question n'a pas non plus été posée au maire, et il semble qu'aucun éducateur ni aucune assistante sociale n'ait été saisi du cas de Stéphane. Voitures brisées, tentatives d'incendie, saccage d'une maison, coups de fusil s'enchaînent comme une sorte de fatalité.

« Tu n'auras pas ma peau »

Dans son box, Jean-Claude Leclerc écoute le procès de son fils. Pourtant, aujourd'hui, c'est lui qui l'on juge, même si l'enquêteur de personnalité dit de lui que c'est un homme « travailleur, calme, et pacifique » sur lequel il n'a obtenu que d'excellents renseignements. En février 1989, Stéphane s'était persuadé que la maison familiale à coups de fusil et manque de tuer sa mère. A dix-huit ans, il s'engage

convaincre, il avait menacé dans un café de lui envoyer « deux balles dans la tête ». La 31 octobre 1989, alors que son père revenait d'un traitement subi au centre anticancéreux de Nancy, il lui avait téléphoné en lui laissant un ultimatum : « Si le 4 novembre la donation [d'organes] n'est pas signée, il viendra à lui faire la peau, zigouiller tout le monde et mettre le feu à la baraque. »

Nul ne saura jamais si Stéphane était vraiment venu pour tuer, mais, quand il est arrivé, le 2 novembre, en faisant crisser les pneus, Leclerc n'a pas hésité, il est monté à l'étage et, avant de tirer sur son fils qui fouillait dans une voiture où se trouvait une carabine, il lui a crié : « Non, Stéphane, tu n'auras pas ma peau ! » Devant les juges, son épouse Annie ajoute : « J'ai tenu le battant de la fenêtre pour ne pas qu'il le loupe car sans ça c'est lui qui ne nous aurait pas ratés. » Nouveau silence. « Ça fait un an et demi que l'on dort tranquillement le soir. »

M. Gérard Welzer plaide l'acquiescement pour une « légitime défense ». Mais l'avocat général Denis Ceyret n'est pas de cet avis. « Est-ce une mort sans importance ? », demande le magistrat, en souhaitant une sanction de cinq ans de prison sans s'opposer au sursis. Efficace et discrète, Véronique, la compagne de Stéphane, s'est constituée partie civile. Son avocat, M. Alain Begel, demande le franc symbolique de dommages et intérêts en soulignant qu'il y avait peut-être « une aura sociale » pour ce meurtre.

A la barre, Véronique, qui a depuis donné le jour à un enfant de Stéphane, a seulement murmuré : « C'était pas une bête. On le fait passer pour moins que rien. Mais il avait aussi de bons côtés. »

MAURICE PEYROT

le championnat du monde des super-moyens qui a eu lieu le 30 mars 1990 entre le Français Christophe Tiozzo et le Sud-Coréen In Chul-Baek.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

des crimes de sang. Tel joueur a allumé son adversaire, entend-on ; tel autre s'est fait transpercer.

Cette rudesse pourrait bien venir des entraîneurs. De la tribune où ils sont rassemblés, on les a souvent surpris à crier vers leur poulain : « La lâche pas ! », « Tue-le ! ». On croyait ce vocabulaire de la cage réservée aux soigneurs de boxe !

Il y a plus grave que ces glissements : les chapardages répétés des discours les moins intellectuels au lexique traditionnel de la vie de l'esprit.

En quelques années, on a vu les entreprises s'approprier le mot culture pour désigner l'esprit maison et le rendre, prétendument, plus honorable. On a vu des banquiers et des entrepreneurs s'agglutiner la notion de talent, réservée jusque-là aux créations gratuites de l'art, et s'en parer comme d'une vertu retrouvée.

Dernier larcin en date : l'application du verbe lire et du mot lecture à la trajectoire des balles de tennis ! Désormais, le coup d'œil et la rapidité de réaction des joueurs sont assimilés à l'appréhension des caractères d'imprimerie. Les deux activités sont pourtant aussi éloignées que possible, par leur rythme et leur nature mêmes. Lire, c'est se laisser envahir lentement par un univers, par une parole, en leur cherchant moins une réponse qu'un écho au profond de soi. A l'inverse de l'idéal tennistique, c'est se laisser délicieusement surprendre !

Le dérapage de sens est sans doute venu des acceptions récentes de la lecture, des lectures électroniques de sons inarticulés, de l'information, pour laquelle lire c'est analyser, interpréter, instantanément.

La lecture d'un coup droit ne porterait pas à conséquence si ne s'avérait que de telles métaphores ou extrapolations affectent en priorité les mots dont la signification initiale est en perte de vitesse. Les expressions culture d'entreprise, banquier de talent ou lecture d'un revers pourraient bien être les symptômes alarmants d'une désaffection des mots nobles qui les constituent, comme certains parvenus rachètent des titres nobiliaires sans héritier...

On sait qu'en matière de mots, comme en finance, la mauvaise monnaie chasse la bonne.

MÉDECINE

Codifier la bioéthique

Suite de la première page

Comme nous l'indiquions au terme de sa journée d'audition publique des « grands témoins » de la bioéthique organisée à l'Ecole nationale d'administration (le Monde du 27 mars), la responsable de la mission sur la bioéthique, créée « en accord avec le président de la République », penche en faveur d'une « loi-cadre ». Des propositions doivent être formulées dans ce domaine. « La démarche préconisée est originale par rapport à celle retenue à l'étranger et consistant à légiférer au cas par cas », souligne l'auteur.

Pour justifier une telle conclusion, M. Lenoir reprend à son compte quelques uns des lieux communs généralement avancés dans les milieux spécialisés de la bioéthique par ceux qui sont allergiques à toute démarche législative. Elle explique ainsi que « la biomédecine est un domaine par essence évolutif, dont la rapidité d'évolution est telle qu'elle ébranle chercheurs et praticiens eux-mêmes ». M. Lenoir ajoute, argument de faible poids, que « les différentes lois intervenues à travers le monde dans le domaine de la bioéthique sont hétérogènes et changeantes », tous les pays ne légiférant pas — mais faut-il s'en étonner ? — sur les mêmes thèmes.

M. Lenoir ajoute enfin que « les modes de régulation dans le domaine de l'éthique biomédicale sont très diversifiés ». « Cet ensemble de règles, estime-t-elle, donne une impression de foisonnement qui n'est pas toujours propice à une bonne compréhension des problèmes par l'opinion. Il est toujours inévitable si l'on veut se garder d'un encadrement législatif trop pointilliste qui figerait les pratiques et entraverait la marche des progrès scientifiques et médicaux. » A l'inverse, selon l'auteur, une loi-cadre offre l'avantage d'être

« plus fédératrice et sans doute plus opératoire ». Les trois principes devant figurer dans cette loi-cadre n'ont rien d'original. Il s'agit :

• « du respect du corps humain et de sa non-commercialité ». Le nouveau principe à inclure dans la loi devrait énoncer le droit au respect du corps et affirmer clairement que celui-ci, ses éléments et ses produits sont hors commerce et ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial. Ce principe devrait être d'application générale et concerner non seulement les organes, les tissus, le sang, mais aussi le matériel génétique humain appréhendé dans le cadre des recherches sur le génome. « Toute brèche faite à ce principe, estime M. Lenoir, ouvrirait la porte aux pires abus, et ferait renaitre des formes d'exploitation humaine bannies depuis l'abolition de l'esclavage » ;

• de la nécessaire obtention d'un consentement libre et éclairé avant toute intervention de nature médicale sur l'être humain ;

• d'affirmer le principe de la protection du patrimoine génétique humain afin « de se prémunir contre une utilisation dévoyée des progrès de la médecine ».

« Urgence législative »

Pour autant, l'auteur du rapport ne borne pas ses conclusions à cette loi-cadre, formulant, dans certains domaines, le diagnostic de « l'urgence législative ». Là encore, trois actions doivent, selon elle, être au plus vite mises en œuvre :

• instituer des sanctions pénales dans l'hypothèse d'une utilisation commerciale du corps humain. Il s'agit là de compléter, au moyen de dispositions pénales, la loi Caillaud de 1976 sur les greffes d'organes et de tissus. Le même texte devrait

Des législations très différentes

A en juger par la diversité des lois régissant les sciences et techniques du vivant, un constat s'impose : l'Europe de la bioéthique n'est pas pour demain. Partout dans les pays industrialisés les problèmes soulevés par les avancées de la biomédecine se posent de manière à peu près comparable, mais les thèmes abordés et les réponses apportées ne sont pas uniformes.

Aux Etats-Unis, on se préoccupe surtout de légiférer sur l'acheminement thérapeutique et le droit de mourir dans la dignité ; en Europe, on s'intéresse surtout aux débuts de la vie, c'est-à-dire à la procréation médicalement assistée et aux recherches sur l'embryon. D'un pays à l'autre, la manière d'aborder les questions diffère énormément. En Allemagne et, à un moindre degré, en Suède, la loi tend à freiner les pratiques de procréation médicalement assistée ; les lois espagnole et anglaise sont beaucoup plus permissives. Dans ces domaines par essence évolutifs, rien n'est en général définitif. Entre 1984 et 1990, la Suède et le Royaume-Uni s'y sont repartis à deux fois pour légiférer sur les procréations artificielles.

Quelques exemples suffisent pour saisir l'hétérogénéité de ces législations. Qui peut bénéficier des procréations médicalement assistées ? Les couples mariés en Norvège et en Australie. Les couples stables en Suède. Tout le monde, y compris les mères célibataires, en Espagne.

Faut-il interdire le don d'embryon ? Oui, selon la loi norvégienne. Non, en Espagne ou au Royaume-Uni, pays dans lesquels la loi autorise de manière indéfinie le don de gamètes ou d'embryons.

En ce qui concerne le donneur, trois conceptions s'opposent : en France, les CECSOS considèrent l'anonymat des donneurs comme une nécessité impérative ; en Espagne et au Royaume-Uni, l'enfant peut accéder à sa majorité aux informations génétiques — non identifiantes — de son parent biologique ; en Suède et dans l'état de Victoria (Australie), on considère que le secret est pathogène et qu'il est meilleur pour l'enfant de connaître l'identité de son parent biologique.

Différentes formules régissent le problème de l'agrément des centres de procréation médicalement assistée. En Allemagne, la loi stipule que les techniques de PMA doivent être pratiquées par

du personnel médical et elle énonce tout transfert simultané de plus de trois embryons. En Espagne, la loi demande simplement aux médecins d'implanter un nombre « adapté » d'embryons. La loi britannique de 1990 — qualifiée d'« équilibrée et efficace » par M. Lenoir — fixe un cadre général d'intervention à une instance pluridisciplinaire, à qui elle confère des moyens de surveillance réels. En France, où le contrôle des centres de PMA est régi par les décrets Barzach de 1988, la réglementation est, selon M. Lenoir, « imparfaitement respectée ».

En ce qui concerne le problème de la licéité de la recherche sur l'embryon, il apparaît que cinq Etats en Europe ont formellement interdit de telles recherches : l'Irlande, l'Autriche, la Norvège, l'Allemagne et le Danemark (où l'interdiction résulte d'un moratoire). Quatre autres pays acceptent, mais encadrent ces recherches : l'Australie, l'Espagne, le Royaume-Uni et la Suède. Dans tous ces pays (sauf au Royaume-Uni), la recherche ne peut concerner que des embryons sommatiques et elle est soumise à des procédures d'autorisation et de contrôle.

Le débat sur l'autorisation ou non du diagnostic pré-implantaire sur embryons conçus *in vitro* est très intéressant. En France, il ne fait l'objet d'aucune réglementation, mais le Comité national d'éthique y est opposé (avis du 18 juillet 1990). Cette attitude restrictive ne se retrouve pas à l'étranger, en particulier en Grande-Bretagne, en Espagne, en Suède et en Allemagne. Dans ce dernier pays, par exemple, la loi, pourtant rigoureuse sur la protection de l'embryon, autorise la tri de gamètes en fonction des chromosomes sexuels, quand il s'agit d'éviter la transmission à l'enfant d'une maladie génétique liée au sexe.

On pourrait ainsi multiplier les exemples de cette hétérogénéité des législations. Il n'en reste pas moins, comme le note M. Lenoir dans son rapport, que « notre société a besoin de points de repères précis. Les bouleversements sont trop importants, les enjeux trop élevés pour l'avenir de l'humanité pour qu'on ne songe à poser des garde-fous. »

FRANCK NOUCHI

incriminer l'entremise en matière de mère porteuse, une pratique correspondant, selon elle, à une exploitation du corps de la femme ;

• contrôler le recours à l'identification génétique des personnes au moyen de la technique des empreintes génétiques. Il ne s'agit en fait que de subordonner le recours de cette technique à l'autorisation des magistrats qui désigneraient un laboratoire compétent parmi ceux agréés par l'administration ;

• légaliser le recueil des données individuelles exploitées à des fins de recherche en épidémiologie. Ce point fait, depuis longtemps déjà, l'objet d'un large consensus chez les professionnels concernés ainsi que chez leurs autorités de tutelle.

Les choses sont plus compliquées dès lors que l'on aborde le chapitre des procréations médicalement assistées pour lesquelles l'Elysée s'oppose, assure-t-on de diverses sources, à toute initiative d'ordre législatif.

M. Lenoir se prononce en faveur d'un débat au Parlement afin de « transcender les positions individuelles ou politiques » et pour « dégager des consensus minimaux ». Si loi il devait y avoir, celle-ci devrait, selon l'auteur du rapport, assurer le respect de la finalité thérapeutique des procréations médicalement assistées ; protéger les intérêts des enfants issus des procréations artificielles avec tiers donneur ; encadrer la recherche sur l'embryon en considération du principe du respect de la dignité humaine.

La loi devrait aussi organiser les procédures d'agrément des centres de procréation médicalement assistée, ce qui permettrait — ce qui n'est pas le cas aujourd'hui — d'imposer à ces centres le respect de règles éthiques. Ce système d'agrément pourrait être basé sur un « Conseil national de la médecine et de la recherche sur les débuts de la vie », structure qui assurerait l'évaluation des pratiques mises en œuvre.

Le rapport prend par ailleurs position en faveur de l'anonymat des dons (de spermatozoïdes ou d'ovules) sans se prononcer sur la méthode législative ou contractuelle devant être adoptée. Il propose enfin de mettre en place un mécanisme juridique de nature à dissuader le désaveu de paternité par un homme stérile ayant accepté l'insémination artificielle de sa femme avec le sperme d'un tiers.

Concernant les instances éthiques, M. Lenoir juge opportun de rattacher directement au président de la République l'actuel Comité national d'éthique dont l'existence devrait, selon elle, être reconnue par la loi.

JEAN-YVES NAU

DIAGONALES

ENCORE un mot de tennis ; ou plutôt de ses retombées culturelles. La consommation forcée de paroles qu'occasionne Roland-Garros, sur place et sur les ondes, ne peut laisser le langage indenne.

A la porte d'Auteuil comme ailleurs, plus qu'ailleurs, le droit à l'expression est aussi mal réparti que la fortune, dont il reproduit les iniquités. Alors que les commentateurs ne savent plus comment occuper leur temps d'attente, et que l'établissement, comme à l'habitude, donne son avis à tout va, les fous de tennis que leur pouvoir d'achat relie aux plus mauvaises places en sont réduits à lancer leurs cris du cœur entre deux échanges.

Faire entendre ces cris dans les intervalles de silence laissés par le jeu relève d'une technique comparable à celle des graffiti. Dans les deux cas, il s'agit de mordre à la marge du temps ou de l'espace affirmés par l'institution. Entre les « S'il vous plaît ! » de l'arbitre et l'explosion du premier service, il se trouve toujours une voix de gavoche, partie du plus haut des gradins, pour pousser un « Vas-y, Connors ! », un « Allez, André ! », tantôt reprise par d'autres vociférations, tantôt moquée pour son égocentrisme incongru. A l'approche des balles décisives, il arrive que l'exclamation isolée se change en exhortation rythmée, sur le mode Jimmy-1,2,3, plus « rap » que n'étaient naguère le ti-ti-ti-ta-ta d'Algérie française ou le « Ce n'est qu'un début » de 1968 (1,2 ; 1,2,3 ; 1,2,3,4 ; 1,2).

Souvent, le score fait basculer d'un coup les sympathies. On était venu soutenir un joueur, on se retrouve en train d'acclamer son rival, sans trop de vergogne. La versatilité des foules n'est pas une découverte des sondages d'opinion. Déjà, le chœur antique le mettait en mélodie. Le hurleur des interstices — appelez-le ainsi — n'a-t-il pas existé toujours ? On l'imagine, à Epidaure, interrompant Antigone ou le coryphée, de toute sa gouaille. On croit l'entendre sur le parvis des cathédrales, en coulisse du théâtre élisabéthain, au paradis du Boulevard du crime. A travers les siècles, c'est la parole non prévue qui s'annonce en fraude ; la part narquoise et carnavalesque de l'humanité, celle qui n'a pas été prise, qui n'a pas reçu de carton, jamais.

Balles perdues

Je me souviens de Louis de Funès, dans la pénombre de son très raisonnable salon de la plaine Moneau. « Qu'on me laisse apparaître vingt secondes à la tribune de la place Rouge ou au balcon de la place Saint-Pierre, dit-il avec force grimaces, et ces messieurs perdront tout crédit ! »

Aucun pire n'a coupé la parole aux intarissables consultants de Roland-Garros. Nous avons donc appris, de source quasiment oraculaire, que mené 4-5 un joueur avait profité à revenir dans le jeu (sic), ou que, menant 5-4, il lui fallait conforter son avance. Voilà des lapalissades qui apaisent l'âme.

En décembre dernier, le 21 exactement, un arrêté ministériel a prescrit certains anglicismes superflus dans le rituel verbal du tennis. Faut-il remplacer *let* ; on dirait *jeu défectueux* au lieu de *de-break*. Les arbitres ont obéi, pas les reporters. As n'a pas vaincu ace, tir passant se dit toujours *passing*, et le bel équivalent de *brèche* ne s'est pas substitué, dans l'usage, à *break*. Ces suggestions n'étaient pas justifiées par le chauvinisme, toujours louche, mais par l'histoire. Tennis est venu du « Tenez ! » que se lançaient, avant de servir, les joueurs de paume français du dix-septième siècle, ancêtres des tennismen — comme ne disent d'ailleurs pas les Anglais. Car nous ne cessons d'angliciser à tort. J'ai entendu tennismen, totalement inconnu, et incompris, outre-Manche ! (Sur les origines du tennis, et les allers-retours de son lexique, voir *De la paume au tennis*, de Guy Bonhomme, « Découvertes », Gallimard.)

Les discours oraux ou écrits qui accompagnent les tournois à perdu le ton épic des temps où, avant le règne de l'image à domicile, le témoin visuel se devait de communiquer l'enthousiasme des présents. Les images de violence, en revanche, ont envahi le commentaire, malgré la nette désescalade des champions à cet égard. Alors que ces derniers ont renoncé aux bras d'honneur et se prennent volontiers par la taille en fin de match, les reporters continuent d'emprunter au vocabulaire des armes à feu et

CULTURE

MUSIQUES

L'autre printemps

A Bourges, les festivals se suivent et ne se ressemblent pas

SYNTHÈSE 91
à Bourges

Si l'on vous disait qu'il existe chaque printemps, à quelques encablures de Paris, un festival dont les trois concerts quotidiens sont gratuits, où les créations se comptent par dizaines, où les œuvres entendues dépassent la centaine et représentent près de vingt-cinq pays différents, resteriez-vous indifférent ? Et si l'on vous précisait que ce pantagruélique programme se compose pour les trois quarts de musiques aveugles, de musiques sans chanteurs, seriez-vous effrayé pour autant ?

Le forum des musiques expérimentales de Bourges est ce festival-là : organisé par le Groupe de musique expérimentale (GMEB) de Françoise Barrière et Christian Clavier, c'est la synthèse annuelle (Synthèse est d'ailleurs son appellation officielle) de ce qui se fait de l'Atlantique à l'Oural en matière de musique électroacoustique, synthétique, électronique live,

enregistrée ou mixte. Mais voilà. Le rendez-vous est fixé à Bourges, un mois tout juste après les grandes migrations de l'autre Printemps, celui de la chanson. Et Synthèse en est réduit chaque année à jouer les petits frères très effacés.

Cela n'a pas nui à sa santé. Sa vingt et unième édition se poursuit jusqu'au 15 juin. Ouverte par une fête de l'improvisation, poursuivie par l'audition de bandes venues de Pologne, d'Espagne, de Hongrie. Avec la reprise d'Al-Cetera, glorieuse danse de Marc Monet et de sa compagnie Caput-Mortuum. Avec Jon Rose et son violon électronique, un coup de chapéau à Xenakis (le 13, à 21 h), des perspectives ouvertes jusqu'à Cuba. Avec le saxophone de Miguel Villafranca (le 15, à 18 h), un ensemble des « chants traditionnels d'aujourd'hui » d'Equidad Barre et Benyat Achari (le 14, à 21 h). Avec le chœur harmonique de David Hikes en bouquet final (le 15, à 22 h 30).

Cette programmation, plus éclee-

tée que jamais cette année, est le résultat d'un travail de fourmi pour fédérer les studios étrangers, si éloignés fussent-ils et si marginaux dans leur pays (*lire l'encadré*). La tentative, aussi, d'ouvrir ce festival centré sur des musiques enregistrées – et donc inanimées – vers des pratiques ou des expériences axées sur la vie du son et le mélange des citations (ainsi, sur le versant du jazz et de la variété, la revue *La-la* du trio belge Les Soars), expériences proches en profondeur de l'esprit ludique qui habite les créateurs mi-sérieux mi-goguenards de la musique concrète, dans l'immédiat après-guerre. A ce titre, et par amitié, Pierre Schaeffer fait partie cette année des hôtes de marque.

ANNE REY

► Groupe de musique expérimentale de Bourges, place André-Malraux, 18000 Bourges. Tél. : 48-20-45-61.

Panthéisme
soviétique

La musique électroacoustique, est, en Union soviétique, fille de la perestroïka. Elle avait pourtant fait son nid à Moscou, au tout début des années 60, autour d'Eugen Murzin, inventeur de l'ANS Synthetizer. Dans le studio de ce précurseur devaient s'initier aux techniques du montage et du mixage des musiciens « savants » aussi connus aujourd'hui que Schnittke ou Goubaïdoulina. Mais aussi un certain Eduard Artemyev, devenu une célébrité hors de son pays, et accueilli désormais à Hollywood, pour avoir composé la musique des grands films de Tarkovski (*Solaris*, *Stalker*) et de la bande-son de *Siberiade*, de Konchalovski.

Pendant toute la période Brejnev, Artemyev fut, seul, le loier de composer à peu près comme il l'entendait des musiques « synthétiques », globalement taxées d'élitisme bourgeois et d'américanisme. Ses émules n'eurent pas cette chance et durent travailler – comme d'ailleurs les jeunes compositeurs sérieux – clandestinement. Puis vint la perestroïka. Un premier concert de musique électroacoustique eut lieu en 1988 à Moscou, sous le patronage de l'Union. Deux suivirent en 1989, année où l'URSS entra enfin dans l'Internationale des musiques expérimentales.

A Bourges, le week-end dernier, la surprise est venue de cette jeune musique électroacoustique soviétique, représentée notamment par Vladimir Komarov et Anatoli Kiselev. Le premier se dit panthéiste et voudrait que sa musique (pour synthétiseur et piano ou flûte à bec) soit le réceptacle de la mémoire accumulée par les étoiles.

Le second était venu à Bourges avec un choix de diapositives des icônes d'André Roublon, projetées dans un noir mystique lors du concert, et commentées par les longues tannes pliantes de la musique sur bande, par des improvisations au synthétiseur, puis par des citations déclamées, « selon l'humour de l'auteur », des Psaumes de David.

Il ne suffit pas à cette avant-garde soviétique d'avoir beaucoup plus emprunté à Jean-Michel Jarre, aux musiques commerciales américaines, funk ou jazz, qu'à Stockhausen ou à Pierre Henry. Il lui faut encore s'inscrire dans le courant de renaissance du sentiment religieux. Là où, vraiment, on ne l'attendait pas.

A. R.

PATRIMOINE

La mémoire d'une région

M. Jack Lang a inauguré à Bordeaux les dernières salles du Musée d'Aquitaine : une réussite presque parfaite

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

« Une image éblouissante de la révolution des musées de province », a affirmé le ministre de la Culture en inaugurant les dernières salles du Musée d'Aquitaine. Une image aussi du chemin parcouru depuis vingt ans par le monde des musées.

En 1969, Georges-Henri Rivière, en ouvrant son Musée des arts et traditions populaires (ATP), récusait toute notion de « joli », voire de « plaisant » au nom de la rigueur scientifique. Rien ne devait détourner l'attention du visiteur des pièces exposées. Tout objet pouvait, un jour ou l'autre, être promu au rang de chef-d'œuvre, il poussait le paradoxe jusqu'à commencer le circuit de son établissement par une simple chaise de paille placée dans une vitrine. Ses visiteurs épousaient la même rigueur rigoureuse sans les capécités de renouvellement et le génie propre aux précurseurs. L'imagination fut trop souvent assomée à la frivolité. Les murs se tendirent de toiles de jute aux teintes sourdes. Quelques établissements, surtout en province, mirent un point d'honneur à peindre leurs salles de sévères alignements de viles et d'austères accumulations d'instruments agricoles. Ce jansénisme fit fuir les curieux : ne faut-il pas avoir une soif de connaissance inextinguible pour achever le parcours des antiquités nationales du Musée de Saint-Germain-en-Laye ?

Le Musée d'Aquitaine, célébré à l'unisson par M. Jack Lang et le maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, est délibérément placé lui aussi sous le patronage du grand homme : *« Intelligibilité même du musée – jamais cachée – a dynamisé la rigueur de la scolastique. L'ethnographie, l'archéologie, l'égyptologie se conjuguent avec l'histoire, grande ou petite, et l'art sous toutes ses formes, des grottes de Lascaux à Zadkine. Les horizons les plus divers sont évoqués : des Pyrénées aux îles du Pacifique, de la Rome antique à l'estuaire de la Gironde, de la forêt landaise aux lagunes africaines. »*

Dès 1781, l'intendant Dupré de Saint-Maur ouvre un musée lapidaire pour accueillir les vestiges romains que l'on mettait au jour. C'est l'ancêtre de l'établissement actuel. Certaines de ces trouvailles gallo-romaines sont des chefs-d'œuvre : est Hercule de bronze aux îles du Pacifique, de la Rome antique à l'estuaire de la Gironde, de la forêt landaise aux lagunes africaines.

Le second était venu à Bourges avec un choix de diapositives des icônes d'André Roublon, projetées dans un noir mystique lors du concert, et commentées par les longues tannes pliantes de la musique sur bande, par des improvisations au synthétiseur, puis par des citations déclamées, « selon l'humour de l'auteur », des Psaumes de David.

Il ne suffit pas à cette avant-garde soviétique d'avoir beaucoup plus emprunté à Jean-Michel Jarre, aux musiques commerciales américaines, funk ou jazz, qu'à Stockhausen ou à Pierre Henry. Il lui faut encore s'inscrire dans le courant de renaissance du sentiment religieux. Là où, vraiment, on ne l'attendait pas.

A. R.

que. Elle a trouvé sa place au Musée d'Aquitaine, comme le cénopage de Michel de Montaigne ou le gisant du maréchal d'Ornano, lui aussi maire de la ville.

Le pin, l'huile
et la vigne

Autre section tout aussi riche : la préhistoire. Les vallées de la Dordogne, de la Vézère et de l'Auvergne sont proches. Une bonne partie de la récolte des préhistoriens, amateurs ou professionnels, est ici. La Vénus à la corne, de Laussel, trône au milieu d'une armée de bifaces, de pointes de flèches, de sagaies, d'os gravés et de bâtons perforés. Les remes de Lascaux (une reproduction) voisinent avec un bison du cap Blanc (un original). Au premier étage, le Siècle des Lumières, l'âge d'or de la cité girondine, a rendez-vous avec l'ethnographie régionale. La somptuosité des pièces du dix-huitième siècle, fort bien présentées dans un décor aux teintes plus soutenues, se marie avec les frustes costumes des bergers landais. Les déserts marocains fixés par les photos d'Arnaudia, au milieu du siècle dernier, succèdent aux souvenirs peu réminiscents du « trafic triangulaire » (la traite des esclaves) qui enrichit les négociants bordelais.

On passe ensuite aux piliers de la culture girondine : le pin, l'huile et la vigne, ce parcours se clôt avec une énorme allégorie art déco signée Jean Dupas. L'évocation du port débouché évidemment sur l'avenue coloniale : objets ramassés par les expatriés et fabriqués pour eux.

Ces lointains voyages ont aussi favorisé une petite section baptisée « Terres lointaines » : instruments de musique et masques africains, parures océaniques, esquifs du Grand Nord. L'auteur du catalogue, Paul Matharn, dénonce sévèrement toute assimilation de ses collections à de l'art. « Ignorer la fonction première [de ces objets], écrit-il, constitue, au-delà de l'erreur de jugement, une négation culturelle grave relevant de l'ethnocide suite d'une appropriation par un détournement d'usage qui s'appelle sur l'ethnologue. » Heureusement pour ce sévère fonctionnaire, les objets dont il a la charge ne feront guère rêver – à quelques exceptions près – les esthètes décadents. Nous ne ferons pas l'injure de signaler au sornicelle ethnologue l'existence des importantes collections africaines et océaniques de la faculté des sciences de Bordeaux, jamais exposées, et qui mériteraient d'être enrichies (sous forme de dépôt par exemple) sa section « Terres lointaines ».

Les contributeurs, qui ont financé le Musée d'Aquitaine par l'intermédiaire du ministère de la Culture, de la région et de la ville de Bordeaux (95 millions de francs, pour une surface de 28 000 m², dont 10 000 m² d'exposition), peuvent être satisfaits. Un seul point noir, facile à effacer, mais quand même bizarre dans ce temple du didactisme : l'absence systématique d'étiquettes explicatives près des objets exposés.

EMMANUEL DE ROUX

► Musée d'Aquitaine, 20, cours Pasteur, 33000 Bordeaux. Tél. : (16) 56-10-17-58.

CINÉMA

Minimum vital

Un premier film d'un jeune réalisateur qui révèle une étonnante sûreté de regard

LA VIE DES MORTS
d'Arnaud Desplechin

« Qu'est-ce qu'on peut dire ? », dit l'un ou l'autre, Pascal ou Christian. Qu'est-ce qu'on peut dire, quand un copain, un type de vingt ans, a décidé de se fier en fait ? Rien, mais on ne peut pas ne rien dire non plus. La famille proche tourne en rond dans la grande maison, et les amis. Arrive le reste de la parodie, cela fait une sorte de grouillement chuchoté, attentionné à ne pas déranger quand il faut dédoubler les lits pour coucher tout le monde, cela fait un peu de raffut quand le malaise éclate en un coup de gueule injuste et qui s'annule en un peu plus de silence. Patrick est à l'hôpital.

Patrick va mourir sans doute. Tous les autres, de plus en plus nombreux, comme si l'affluence pouvait aider à mieux comprendre, à mieux supporter, miment

les rituels des retrouvailles familiales, compliqués sans duplicité. Ce n'est pas une histoire drôle, évidemment, et pourtant on y rit presque tout le temps. Parce qu'il faut se défendre et que la vie continue, comme on dit. Parce qu'Arnaud Desplechin organise avec une extraordinaire sûreté et une totale délicatesse la circulation de ses personnages dans le labyrinthe de la maison et dans celui de leurs tendresses, de leurs jalousies, de leurs désirs et de leurs peurs, la circulation de sa caméra attentive et discrète parmi eux.

Proche du bel *Hôtel de France* de Patrice Chéreau, dont on retrouve le ballet inquiet, dangereux même, des corps adolescents – et aussi le match de foot comme une récréation en un entracte, et encore deux excellents comédiens, Thibault de Montalembert et Marianne Denicourt, – le film de Desplechin déjoue tous les pièges et de son sujet, et de sa réalisation.

Ni pathos, ni « débat de société » dans l'évocation du suicide d'un adolescent, aucune affection dans la colère ou la folie qui soudain fait dériver l'un ou l'autre de ces cousins désemparés. Pas l'ombre d'une ficelle dans ce « film de jeunes » (effrayant label), ni d'une pose dans ce « film sauté » qui, loin d'en souffrir ou de s'en vanter, semble ne manquer de rien. Jusqu'à sa durée : quarante-huit minutes étaient nécessaires et suffisantes pour raconter cette histoire-là, ces sentiments et ces regards-là. Indifférent aux longueurs standard du cinéma, Desplechin s'est adjugé le temps dont il avait besoin, sans tirer à la ligne.

Que peut-on dire, pour ne pas infliger d'étiquette paralysante à force de louanges à un réalisateur de trente ans, déjà remarqué dans les festivals, d'Angers à Cannes (*Le Monde* du 29 janvier) ? On peut dire que la *Vie des morts* réussit ce qui semble simple, et qui est rare : un film qui n'a rien à expliquer (du drame qui s'est produit), rien à vendre (emballé dans le désarroi de ceux qui l'ont vécu). Mais quelque chose d'impalpable, et que seul le cinéma peut transmettre, a été vu. Le minimum ? Oui, mais vital.

JEAN-MICHEL FRODON

OPERA DE PARIS GARNIER
DIRECTEUR DE LA DANSE PATRICK DUPOND

SAISON 1991 1992



BALLET DE L'OPERA DE PARIS

GISELLE - PAS DE DELUX ET GRAND DEFILE DU BALLET DE L'OPERA - GALA D'ETOILES - JEROME ROBBINS ROMEO ET JULIETTE - PICASSO ET LA DANSE LA SYLPHIDE - ODILE DUBOC / DANIEL LARRIERE JOHN NEUMEIER / ROLAND PETIT / HARALD LANDER LE LAC DES CYGNES (A L'OPERA BASTILLE)

COMPAGNIES INVITEES

BEJART BALLET LAUSANNE - MARTHA GRAHAM DANCE COMPANY - BALLET NATIONAL DE MARSEILLE ROLAND PETIT - BALLET DE STUTTGART - LES BALLET DE BALI

ECOLE DU BALLET DE L'OPERA DE PARIS
DEMONSTRATIONS / SPECTACLE

LYRIQUE
LE BARBIER DE SEVILLE

MUSIQUE
MOZART / BRUGGEN
CONCERTS DE MUSIQUE BAROQUE

RENSEIGNEMENTS 47 42 57 50
ENVOI GRATUIT
DE LA BROCHURE PROGRAMME SUR DEMANDE
OPERA DE PARIS GARNIER 8 RUE SCRIBE 75009 PARIS

THEATRE EUROPE

KURT WEILL REVUE

DU 11 JUIN AU 30 JUIN

(spectacle musical en langues allemande, française, anglaise)
Mise en scène et chorégraphie : HELMUT BAUMANN ET JURG BÜRTH

ORCHESTRE DES CONCERTS COLONNE
Production : THEATRE DES WESTENDS - BERLIN

43 25 70 32

Le petit air de D...

QUATUOR A...
MICHEL PORTA
MOZART

SALLE GAVEA...
LES SOLISTES DE V...
MOZART

SALLE PLE...
LES GRANDS AIRS
L'OPERETTE VIENNOISE
ORCHESTRE SYMPHONIQUE
DU VOLKSOPERA

DIRECTEUR...
SYNETH JONAS
SEBASTIEN...

LOCATION...
RAC - VIRGIN

مكتبة المجلد

CULTURE

ARTS
Un petit air de Danube

DESSINS GERMANIQUES
DE L'ALBERTINA
au Musée du Petit Palais

Parce que son fondateur se pré-
nommait Albert - Albert de Saxe-
Teschén (1738-1822), duc de son
état - le Cabinet des dessins de
Vienne se nomme l'Albertina. Par
achats et échanges, ledit Albert fit
de sa collection l'une des princi-
pales d'Europe, l'enrichissant par-
ticulièrement d'œuvres rhénanes et
danubiennes. De Dürer, l'un de
ses héros, il parvint ainsi à ras-
sembler près de cent cinquante
pièces.

Or, pour d'excellentes raisons de
conservation ou par simple pru-
dence, l'Albertina n'a consenti à
envoyer à Paris, après les avoir
envoyés à Tokyo, que cinq Dürer.
Ils sont très beaux, naturellement.
Il n'empêche : cinq dessins pour
retracer l'évolution du style et évo-
quer la diversité admirable des
sujets du maître, c'est un peu
juste. Un Baldung Grien, un Al-
tdorfer, un Urs Graf et un Cranach
l'Ancien les accompagnent. Un
chaque fois - pas deux.

Cette parcmonie a ses vertus :
elle a permis d'accrocher ces
feuilles toutes ensemble, en deux
petites salles délicieuses de pitto-
resque. Sur papier brun-rouge,
bleu pâle ou vert, à l'encre, avec
des rehauts de blanc, retraits à
grandes épees et allégories singu-
lières alternent. Tous, Baldung
Grien comme Graf et comme
Dürer souvent, usent d'un dessin
sinueux pour déterminer les
contours et d'entrecroisements
de hachures noires et blanches pour
moduler entre ces lignes des
volumes d'ombre ou d'éclat. Ce
procédé a pour effet de durcir les
formes et de fixer les poses dans
une immobilité que rien ne
dérange.

La Lucrèce de Dürer paraît de
pierre, qui enfonce sans émoi ni

douleur un poignard dans sa chair
qui ne se fend ni ne saigne. De là
le sentiment d'un artifice, d'autant
plus fort que la représentation des
anatomies, à l'inverse, relève
essentiellement d'un réalisme assez
cru. Lucrèce a un museau de
dogue, la Fortune de Baldung
Grien un ventre de matrone.

Serait-ce simplement que les
artistes rhénans et danubiens ne
sont guère à l'aise dans les exer-
cices mythologiques inspirés de
l'Italie et que l'étrangeté qui arrête
et séduit de nos jours tient à leurs
incertitudes d'alors ? On le croirait
à la vue de ces dessins, le portrait
de Cranach, la Jeune prostituée
entrant dans l'eau de Graf, qui ne
se veulent que des croquis de
l'époque et sonnent plus juste que
les compositions « à idées » qui
sont accrochées tout à côté.

Passées ces deux premières
salles, l'ennui l'emporte, qui finit
en accablement à la vue des
Schütz, von Molitor et autres von
Kobell, consternants spécialistes
des panoramas alpestres et des
uniformes de la garde impériale.
De ces générosités, on se serait
dispensé très volontiers... Il y a
bien un Friedrich - un, pas
deux ! - mais assez banal et envi-
ronné d'un régime de romanti-
ques médiocres. De Klimt et de
Schiele, de Kubin et de Kokos-
chka, dont les collections vien-
noises possèdent d'excellentes
œuvres sur papier, ne sont venus
que des études peu abouties -
exception faite du Kubin, excellent
mais isolé.

Dans le catalogue, fort avant
du reste, le directeur de l'Albertina
conclut sur cette déclaration éio-
quente, quoique teintée de nationa-
lisme : « Plus que tout autre art
au monde, l'art germanique, venu
du centre de l'Europe, recherche le
centre de l'Homme et du Monde. »
A en juger par l'exposition, ce
centre est désormais trouvé : c'est
l'économie.

PHILIPPE DAGEN

► Musée du Petit Palais, ave-
nue Winston-Churchill, 75008
Paris. Tél. : 42-86-96-24. Jus-
qu'au 21 juillet.

MODE

« LA MODE
SELON SES CRÉATEURS »
au Musée de la mode
et du costume

Un carton d'invitation orange
psychédélique, un soir de vernis-
sage peuplé de fausses Janis Joplin,
de ludions « new age ». Des bous-
culades. Pas de doute, il se passe
quelque chose au Palais Galliera.
L'événement ? Une exposition
consacrée à la mode contemporaine
réunissant six créateurs européens.
Les Français Jean-Charles de Cas-
telbajac et Jean-Paul Gaultier, l'Ita-
lien Romeo Gigli, le Belge Martin
Margiela, l'Espagnole Sybilla et la
Britannique Vivienne Westwood.

Le parti pris de Marie-Sophie
Carron de la Cartière, jeune com-
missaire de l'exposition, a été de
« leur laisser la parole ». En fait, ils
n'exposent pas. Ils « interviennent ».
D'où cette scénographie
adaptée au principe de la « carte
blanche ». Située face à l'entrée, la
grande salle rectangulaire repré-
sente « l'espace du réel » tandis que
la galerie, le long du jardin, est
vouée à « l'espace de l'imaginaire ».

Tout se passe comme si la mode,
non contente d'être classée cultu-
relle, avait besoin, en ces temps de
crise, d'une caution muséale offi-
cielle, empruntée à l'art contem-
porain. Ce qui était hier chiffon rime
aujourd'hui avec installation. Le
visiteur se trouve nez à nez avec
six blocs dans lesquels les créateurs
ont aménagé leur univers. Collier à
pendentif ciseaux, mannequins de
poie et vestes évidées pour Jean-
Paul Gaultier, qui affiche ici son
image de tailleur au sens le plus
professionnel du terme ; filets de
pêche, poteries, kilims, avec vue
sur un manteau pièce unique pour
Romeo Gigli, Milanais de quarante
et un ans, celui qui habille la
femme avec une générosité de
décorateur.

Martin Margiela, issu de l'Acadé-
mie des beaux-arts d'Anvers, assis-
tant de Gaultier de 1984 à 1987 -
et dont les défilés dans des han-
gars, des terrains vagues, des
appartements en ruines sont autant
de happenings, - a opté une fois
encore pour la mise en scène misé-

Le camping conceptuel

rabliste. Habitué à toucher avec
les yeux, le public peut, ici, « graffi-
ter » à volonté grâce à des stylos
feutre retenus par une ficelle aux
cloisons de papier mâché.

Vraie provocation ou acadé-
misme *destruy* ? Dans ce camping
conceptuel l'accrochage est placé
sous haute surveillance : il obéit
avant tout à l'impénétrable loi de
l'image, que la mode a été la pre-
mière à appliquer à travers la
photo créative, privilégiant l'am-
biance aux dépens du vêtement, les
catalogues-objets des années 80, les
campagnes publicitaires minima-
listes. Fort du râteau de l'exposi-
tion « Les années 80 » au Musée
des arts de la mode en 1990, on a
évité ici le double écueil de l'étala-
gisme et de l'exhaustivité poussant
à citer tout le monde sans mettre
en valeur personne.

Conjectures
métaphoriques

Mais à quel prix ! Voici l'art de
la représentation poussé à
l'extrême. Au visiteur, initié ou
pas, de trouver un mode d'emploi,
de débroussailler ce champ de
signes, de codes à usage interne,
isolant la mode sur son propre ter-
rain, déjà si fragile. L'arbitraire de
la sélection augmente l'ambiguïté :
ces créateurs sont-ils les plus
médiatiques ou ceux qui marquent
réellement l'époque ? Coincés dans
leur box, ils déclament en solitaire
leur monologue. Alors la question
se pose : comment appréhender ce
genre d'exposition, et surtout com-
prendre ces « univers » lorsque l'in-
formation se confond avec le com-
mentaire ?

L'histoire de la mode contem-
poraine au musée ne manque pour-
tant pas de références : les rétro-
pectives de Diana Vreeland au
Metropolitan Museum de New-
York, les expositions thématiques
de Laura Sinderbround au Fashion
Institute of Technology, celle de
Guillaume Garnier au Palais Gal-
liera. Pourquoi les ignorer et
remettre en question le métier au
nom de la « performance », du
snoïsme de l'in situ qui permet d'éva-
cuer les difficultés. Livrés à eux-
mêmes, les créateurs, devenus scé-
narographes, éclairagistes, vidéastes -

rôle qu'ils adoptent naturellement
le jour du défilé, - se perdent en
conjectures métaphoriques.

D'où sans doute la performance
un peu décevante de Jean-Paul
Gaultier et le rire légèrement forcé
de Vivienne Westwood, papesse de
la mode punk avec Malcolm McLaren
à la fin des années 70. Plus loin on
entre, surpris, ému, dans la cha-
pelle de Jean-Charles de Castelba-
jac, aujourd'hui à la croisée mysti-
que depuis vingt ans. Chez ce
collectionneur, l'installation sert en
fait de prétexte poétique à tous les
détournements, blousons noueurs
ou doudounes transparentes à
plumes multicolores.

Enfin, il y a Sybilla. On devine
l'humour tout en retenue de l'étoile
madrilène qui, sept ans après sa
première collection, multiplie les
contrats en Espagne, en Italie, au
Japon, sans se trahir. Préférant la
suggestion au réalisme, elle évoque
Madrid, la fantasia de Paprès-Mo-
vida, la *dulce vida*. Ici, pas de
reconstitution, mais une évocation
impressionniste (avec un petit
théâtre aux toiles peintes) de l'at-
elier de couture, situé dans la même
maison que les bureaux et la bouti-
que de la calle Jorge Juan. Une
boutique Sybilla vient d'ouvrir à
Paris.

Au musée, Sybilla montre tout
(les dernières robes en trompe-l'œil
comme découpées sur la peau, les
drapés fluides aux couleurs
d'épices, les sacs-melon, les escar-
pins aux talons escargots), sans rien
laisser voir, donnant, du haut de
ses vingt-sept ans, la mesure d'un
métier qu'elle connaît du bout des
doigts. Paradoxalement, c'est lors-
que la mode est conçue du point
de vue du travail, des épingle, de
la toile, qu'elle réussit à raconter
autre chose, en toute humilité.
Alors on dira qu'elle est un art.

LAURENCE BENAÏM

► Musée de la mode et du cos-
tume, 10, avenue Pierre I^{er}-de-
Serbie, 75116 Paris. Jusqu'au
15 septembre.

► Sybilla, 62, rue Jean-Jacques-
Rousseau, 75001 Paris.

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

Centre Cultural Portugais 51, av. Mm Jordi 13 juin 20 h 45 (p.a. Valade)	JORGE CHAMINE Marie-Françoise BUCCQUET piano HAYDN, RAVEL TCHAIKOVSKY CLAUDIO CARNEIRO LUIZ DE FREITAS BRANCO
THÉÂTRE CHAMPS- ÉLYSÉES Samedi 16 Lundi 17 Mercredi 19 Vendredi 21 Mardi 25 juin 20 h 30 Dernière 23 juin 17 h Tél. Rens. 47-23-47-77 (p.a. Valade 0. et C.)	Coproduction Welsh National Opera Théâtre des Champs-Élysées FALSTAFF OPERA en 3 actes de Giuseppe Verdi Mise en scène : PETER STEIN Direction Musicale RICHARD ARMSTRONG BOURNEMOUTH SYMPHONY ORCHESTRA
ABBAYE DE ROYAUMONT (V.d.-G.) Mardi 18 juin Rens. : (1) 34-88-05-50 (p.a. Mondal Musique)	UN DIMANCHE A ROYAUMONT 12 h : L. HAUSER soprano R. LIFSCHITZ, piano Wolf, Berg, Strauss 18 h : conférence 17 h 30 : ENS. FÜR FRÜHE MUSIK ALBSBURG Périphérie musicale vers St-Jacques du Compostelle
OPÉRA DE PARIS BASTILLE Mardi 19 juin Rens. : 50 F à 190 F Tél. Loc. 40-01-18-18 (p.a. Valade Musique)	PAATA BURCHULADZE Basse Ludmila IVANOVA piano RACHMANINOFF Lieder
OPÉRA DE PARIS BASTILLE Mardi 19 juin Rens. : 50 F à 190 F Tél. Loc. 40-01-18-18 (p.a. Valade Musique)	Véronique DIETSCHY JEFF COHEN MOZART, GLUCK SCHUBERT HASSE
CHÂTELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Samedi 22 juin 20 h 30 Loc. Châlet T. 40-28-28-40 80, 200, 330 et 505 F (p.a. Mondal Musique)	CONCERT EXCEPTIONNEL au bénéfice de Médecins Sans Frontières ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN Dir. Pierre BOULEZ RAVEL : le Tombeau de Couperin MAHLER : Lieder Christa LUDWIG, mezzo-soprano STRAVINSKI : l'Histoire du soldat Le Récit : Didier SANDRE Le Diable : Maurice BEAUF Le Soldat : Nicolas LE QUANG
Eglise St-Etienne du-Mont Mardi 25 juin à 21 h Loc. 3 FNAC et KIESSER 45-53-79-65	ORCHESTRE et CHORALE KUENTZ Concert télévisé MOZART Messe du Couronnement REQUIEM Barbara SCHUCK (G. POHL A. STEVENSON - P. LANGSHAW)

MAIRIE DE PARIS
FESTIVAL DE PARIS
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - 14 JUIN - 20 h 30
QUATUOR ARTIS
MICHEL PORTAL
MOZART - WEBERN - DUENSER
SALLE GAVEAU - 20 JUIN - 20 h 30
LES SOLISTES DE VIENNE
MOZART - HAYDN - STARR - LANNER
SALLE PLEYEL - 21 JUIN - 20 h 30
LES GRANDS AIRS DE L'OPÉRETTE VIENNOISE
ORCHESTRE SYMPHONIQUE
DU VOLKSOPER DE VIENNE
DIRECTION : PETER GUTH
GWYNETH JONES - EVA LIND - NICOLAI GEDDA
SEBASTIEN HOLECECK
LOCATION : 40 27 80 17
FNAC - VIRGIN - CAISSES DES THEATRES

Maison
des
Cultures
du
Monde
ROUTES
DE LA SOIE
Musiques - Danses
Théâtre masque
jusqu'au 25 Juin
MONGOLIE - SIBIRIE
VOLGA - OUBÉKISTAN
CHINE - AFGHANISTAN
JAPON
Envoi programme sur simple appel
45.44.72.30
(Publicité)
« VOUS AIMEZ
LA POÉSIE
LA POÉSIE
VOUS AIME »
Vous écrivez des poèmes
ou vous aimez en écouter.
Si vous partagez
la même passion,
venez nous rejoindre,
nous vous attendons !
CLUB DES POÈTES
DE CHAMPS-SUR-MARNE
MARNE-LA-VALLÉE
7, rue Weziska,
77420 CHAMPS-SUR-MARNE.

2^e FESTIVAL
D'ORGUE
Saint-Eustache
JEUDI 13 JUIN
YANKA HERIMOVA
HAENDEL, MOZART, FRANCK
RENSEIGNEMENTS et LOCATION
45 22 28 74
FNAC - AGENCES

PIANO
14 et 19 Juin 1991
2 récitals
POLLINI
BEETHOVEN • CHOPIN • STRAVINSKY
PLEYEL 45-61-06-30

MARDI 18 JUIN
SALLE GAVEAU 20 h 30
BERNARD RINGEISEN
FRANCK DELLA VALLE
SERGE SOUFFLARD
PAUL BOUFIL
HAYDN • MOZART • BRAHMS
RENSEIGNEMENTS - RESERVATIONS
E.O.P.N. 45-53-79-65
SALLE GAVEAU - 45-53-79-65
AGENCES ST 35 15 CODE THEA - EOP

Opéra
comique
Offenbach
La rose de Saint-Flour
Une demoiselle en loterie
direction musicale Dominique Debart
mise en scène Guy Coutance
En co-production avec le Théâtre de Caen
et l'Ensemble Instrumental de Basse-Normandie
42 86 88 83

[illegible]

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

L'homme indéterminé

La loi du plus fort décrite par Darwin dans le règne végétal et animal ne s'applique pas à l'espèce humaine. Mais la science sait-elle dire pourquoi ?

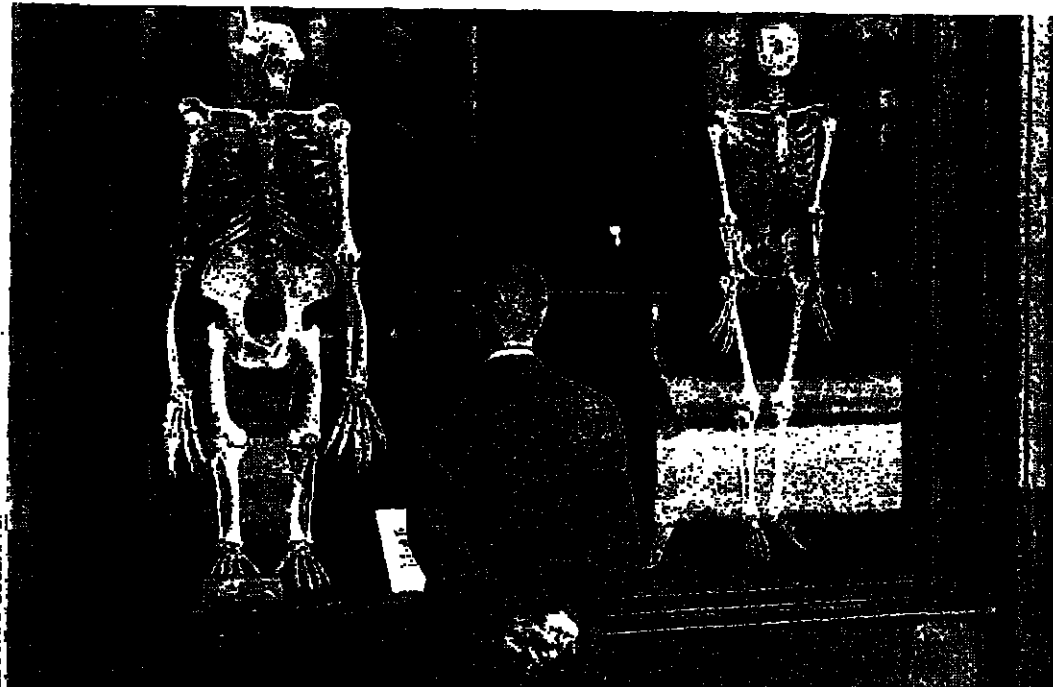
SON thème, « Darwinisme et société », ne manquait ni d'actualité ni d'intérêt. Son objet, combattre par des répliques scientifiques les déviations idéologiques et racistes de la théorie darwinienne, ne pouvait que susciter l'enthousiasme. Mais la greffe n'a pas pris. Le « congrès » international, qui se tenait à Paris du 4 au 6 juin (1), où l'on attendait plus de trois cents participants, n'en a réuni qu'une cinquantaine tout au plus. Et les communications « issues des avancées de la science », qui devaient étayer avec plus de force que naguère la réfutation du « darwinisme social » et de ses récents fascistes, s'y transformèrent en querelles de clocher, en débats d'historiens des sciences peu accessibles au profane.

Biochimiques, génétiques, comportementalistes ou tout simplement évolutionnistes, les arguments ne manquent pourtant pas à ceux qui veulent combattre la thèse, trop souvent employée à des fins idéologiques, de la sélection naturelle de l'homme contre l'homme. Le débat, quant à lui, est vieux comme Darwin. Complexe comme sa monumentale *Origine des espèces* (1859), et surtout comme la *Descendance de l'homme* (1871), corollaire à sa théorie générale rédigée dix ans plus tard et appliquée à l'évolution de l'espèce humaine.

Idéologie nazie

En étudiant les multiples espèces végétales et animales qui peuplent le monde, Darwin établit deux mécanismes évolutifs qui ne seront, dans leurs grandes lignes, plus guère remis en cause : la variabilité des individus au sein d'une même espèce, et la « lutte pour la vie », la sélection naturelle dont les plus « aptes » sortent vainqueurs. De là émergea le « darwinisme social », notion plus idéologique que scientifique, qui consista, dès la fin du XIX^e siècle, à appliquer à l'étude des sociétés humaines les outils théoriques forgés par Darwin pour expliquer l'évolution des espèces.

Systématisée pour la première fois



EDOUARD BOURAULT

par le philosophe anglais Herbert Spencer dans les années 1870 - en pleine révolution industrielle victorienne - cette application de la biologie aux sciences sociales a conduit de manière admissible avec les idées-forces des théories néo-darwinistes : concurrence, triomphe des plus aptes, élimination des moins adaptés, expansion et accroissement des individus et des groupes les mieux doués, rappelle Patrick Tort, philosophe et épistémologue (2). Le théoricien Georges Vacher de Lapouge, considéré au début de notre siècle comme le principal représentant français du darwinisme social, ne suggérerait-il pas, en 1897, de remplacer la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » par « Déterminisme, Inégalité, Sélection » ?

A la même époque, plusieurs auteurs eurent recours à la théorie

darwinienne pour légitimer la lessive économique, et plus encore les victoires coloniales de l'impérialisme européen et américain. La crise du Reich bismarckien vit naître le « sozial-darwinisme » allemand, avant que ne ressurgissent dans toute leur horreur l'eugénisme et le concept de supériorité des races de l'idéologie nazie.

Le débat est-il aujourd'hui dépassé ? En France, pays de forte tradition philosophique où le darwinisme social n'a jamais eu véritablement prise sur la communauté scientifique, on serait tenté de le croire. Mais il suffit de traverser l'Atlantique pour constater que l'apparence est trompeuse. Réincarnées sous le nom savant de « sociobiologie », théorisées en 1975 par le spécialiste des insectes sociaux Edward Wilson, les vieilles thèses du darwinisme

social n'ont cessé depuis lors de prendre de l'ampleur parmi les scientifiques américains.

Dans sa version radicale, l'argumentation des sociobiologistes est simple : les comportements sociaux s'expliquent par des déterminismes génétiques et par le principe de la sélection naturelle - chez l'homme comme chez l'animal. La version plus « douce », que soutiennent aujourd'hui de nombreux spécialistes (biologistes, éthologues, mais aussi

(1) Organisé avec le concours du ministère de l'Environnement et du ministère de la Recherche et de la Technologie.

(2) Auteur notamment de la *Pensée hiérarchique et l'évolution* (Aubier, 1983), Patrick Tort dirige actuellement un *Dictionnaire du darwinisme* (à paraître aux PUF).

anthropologues), admet que les choses se compliquent un peu pour l'espèce humaine, pour laquelle on ne peut omettre l'importance de la transmission culturelle et sociale. Mais le principe de base, qui figure en bonne place dans le cursus de nombreuses universités américaines, reste le même : les comportements des sociétés animales et humaines sont déterminés par des gènes spécifiques, et tendent, au nom de la sur-

vie de l'espèce, à atteindre un maximum d'« efficacité ».

« Aux yeux de certains, les concepts sociobiologiques sont visiblement devenus des composantes tout à fait « normales » de la discussion scientifique », affirme Georges Guille-Escuret, éthologue et membre du groupe de recherche « Biologie, société, culture » du CNRS.

CATHERINE VINCENT
Lire la suite page 20

Le père fondateur

Son titre le laissait entendre, mais il fut vraiment beaucoup question de Darwin durant ce colloque « Darwinisme et société ». Peut-être trop. Les épistémologues n'en démentent pas : les sociobiologistes s'appuyant sur les écrits de Darwin pour conforter leur propre argumentation idéologique et raciste, la théorie du père de l'évolution s'étant prêtée, dès sa création, à toutes sortes de dévoiements idéologiques, il faut se situer sur le même terrain et revenir aux textes d'origine pour combattre cette tendance.

Certes. Mais qu'importe en fin de compte que Darwin, typique représentant de la bourgeoisie victorienne, ait été persuadé que la civilisation industrielle et l'empire colonial bâti par le Royaume-Uni constituaient le summum du progrès humain de son époque ? Darwin était un homme de science, non un politicien. Son œuvre se fonde avant tout sur la logique scientifique, avec les limites, les imperfections et les contraintes historiques de son temps. A trop vouloir combattre la « sélection textuelle » appliquée à la théorie de la

sélection naturelle ne risque-t-on pas de remédier au mal par le mal, de se perdre dans un débat dépassé, dogmatique et stérile ? Ne faut-il pas plutôt, comme le soulignait un participant du colloque, « casser de relire Darwin avec les yeux de Chimène, mais combattre les déviations que son œuvre a suscitées avec les outils de la science d'aujourd'hui » ?

Le phénomène se reproduit pour toute théorie globale - donc éloignée des phénomènes observables, - et plus encore lorsqu'elle met en jeu des composantes humaines propres à soulever la passion : dans une querelle de frères, les protagonistes se tournent vers le père. Ils se réfugient dans l'histoire, à juste titre mais au risque de s'enfermer dans le passé. On sait ce qu'il en est advenu du marxisme-léninisme, on pressent l'impasse dans laquelle la psychanalyse, à trop rester prisonnière des textes de Freud, risquerait de se fourvoyer. L'évolutionnisme va-t-il, lui aussi, se laisser prendre au piège du père fondateur ?

Ca. V.

Des mégapoles en mégacrise

Ce sera sans doute le problème politique et économique « le plus explosif du siècle prochain » : la pauvreté urbaine dans le tiers-monde peut avoir des conséquences sanitaires catastrophiques

TOUR à tour, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) viennent de tirer la sonnette d'alarme : si, très vite, de nouvelles stratégies de développement ne sont pas mises en œuvre dans les pays du tiers-monde, la pauvreté urbaine va devenir le problème politique et économique « le plus explosif du siècle prochain ». A vrai dire, les chiffres et les prévisions sont tellement catastrophiques qu'il est sans doute trop tard et que, comme le dit l'OMS, la « mégacrise » des mégapoles semble inévitable.

De 1950 à 1990, la population urbaine des pays en voie de développement a quintuplé, passant de 286 millions d'habitants à 1,515 milliard d'habitants. A ce rythme - et tout porte à croire qu'il ne ralentira pas d'ici là - en 2020, la population mondiale totale aura augmenté de moitié (passant de 5,2 à 7,8 milliards) tandis que dans le même temps la population urbaine aura doublé. D'ici à la fin du siècle, certaines villes du tiers-monde auront atteint des proportions gigantesques. Mexico aura 31 millions d'habitants, Sao-Paulo 26 millions, Rio-de-Janeiro, Bombay, Calcutta et Djakarta 16 millions chacune, etc.

Durant les années 90, sur les vingt et une villes dont la population dépassera les 10 millions d'habitants, dix-sept se situeront dans les pays en voie de développement. Et d'ici à l'an 2000, précise la Banque mondiale dans son rapport intitulé « Politique urbaine et développement économique : un agenda pour les années 90 » qu'elle vient de rendre public, vingt des vingt-cinq plus grands centres urbains mondiaux se trouveront

dans les pays les plus pauvres de la planète. En 2020, pour la première fois dans les pays en voie de développement, la population urbaine sera plus nombreuse que la population rurale.

Des populations sans eau potable

On peut considérer qu'actuellement 25 % de la population urbaine totale du tiers-monde, soit 300 millions de personnes, vivent dans un état de pauvreté absolue. « Le monde est à un tournant », souligne un rapport d'un comité d'experts de l'OMS, intitulé « L'hygiène de l'environnement dans l'aménagement urbain », publié cette année. « Il est confronté à la fois à la dégradation massive du milieu naturel et au déclin de plus en plus rapide de la qualité de vie pour de nombreux citadins. Il existe un lien entre ces deux crises. Les conséquences de l'urbanisation contribuent notablement aux transformations de l'environnement mondial qui menacent l'existence même de la vie dans l'avenir, tandis que les modifications de la biosphère influent de plus en plus sur les conditions sanitaires et sociales dans les villes. Pour faire face à cette crise, il faudra une coopération sans précédent parmi les peuples du monde et leurs dirigeants ».

Economiquement parlant, l'écart entre les zones urbaines et les zones rurales ne cesse de se creuser. Ainsi, selon la Banque mondiale, 60 % du produit intérieur brut (PIB) de la plupart des pays en voie de développement sont engendrés actuellement dans les centres urbains. En Thaïlande, par exemple, 10 % de la population produisent 80 % du PIB du

pays. Dacca, qui compte 4 % de la population du Bangladesh, abrite 60 % de son industrie de transformation. En outre, il est acquis que l'importance des villes dans les économies nationales va s'accroître de plus en plus. D'où, indique le rapport, la nécessité absolue de s'attaquer à la pauvreté, de répondre à la crise grandissante de l'environnement et de mieux contrôler les processus de développement urbain.

Respirer, c'est dangereux

Il va sans dire que cette situation est à l'origine de conséquences sanitaires dont les effets pourraient très vite se révéler catastrophiques. Ne serait-ce que parce que, dans ces grandes villes du tiers-monde, pour 25 % à 50 % la population n'a pas accès à des sources d'eau potable et aux services des égouts, les différents indices permettant d'apprécier l'état sanitaire de ces populations ont tous, depuis longtemps, viré au rouge. Et il est à craindre que des situations semblables à celle que l'on observe actuellement à Lima et dans certaines autres grandes villes d'Amérique latine, du fait de l'épidémie de choléra, ne se multiplient dans un proche avenir si rien n'est fait, au moins pour améliorer les conditions d'hygiène et d'approvisionnement en eau.

A quoi bon, sinon, énumérer les maux des grandes villes du tiers-monde ? Ils sont parfaitement identifiés et connus : les millions d'enfants sansabri, les femmes qui, bien souvent, se voient interdire, ne serait-ce que d'aborder, les questions relatives à la planification familiale et qui ont un risque de mourir, en

donnant naissance à un enfant, cent cinquante fois plus élevé dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés ; les personnes âgées de plus de soixante ans, dans quelques années, seront un milliard deux cent millions et dont les deux tiers d'entre elles vivront dans un pays en voie de développement. Petit à petit, la « famille élargie », cette institution séculaire garante d'une certaine forme traditionnelle de prise en charge sanitaire, se désintègre au contact du développement urbain et il s'ensuit des solitude immenses pour les personnes les plus âgées vivant dans les grandes villes.

La pollution, et son cortège de pathologies associées, tend à devenir un véritable fléau dans les mégapoles du tiers-monde. A Mexico, rapporte l'OMS, des caissons à oxygène vont être bientôt mis à la disposition des habitants pour atténuer les maux engendrés par les émissions de gaz d'échappement et de vapeurs industrielles. Dans bien des villes, « respirer peut être dangereux pour la santé ». Rien qu'en Amérique latine, estiment les experts de l'OMS, 24 000 décès seraient dus chaque année à l'exposition permanente à de forts taux de pollution atmosphérique.

D'une manière globale, on estime à 600 millions le nombre de citadins du tiers-monde vivant dans des logements et quartiers qui mettent leur santé en danger. Dans la même ville, mais dans des quartiers différents, il n'est pas rare d'observer de considérables disparités. Ainsi, dans certaines villes d'Amérique latine, le taux de mortalité infantile peut être cinq fois plus élevé dans les quartiers

pauvres que dans les quartiers où vivent des gens aisés.

En définitive les populations urbaines des pays pauvres doivent faire face à la fois aux pathologies liées au sous-développement et aux pathologies caractéristiques de l'industrialisation. Dans le premier groupe, on retrouve bien sûr les maladies infectieuses et la malnutrition. Dans le second groupe, on observe des maladies cardio-vasculaires et respiratoires, des cancers, des maladies mentales et des accidents de toutes sortes souvent en nombre aussi élevé que dans les pays industrialisés. A cette seule différence que les structures de prise en charge, aussi bien médicales que sociales, n'existent le plus souvent pas.

Les nécessités de la planification familiale

Face à cette véritable situation de crise, la quarante-quatrième Assemblée mondiale de la santé, qui se tenait le mois dernier à Genève, a adopté le 15 mai une résolution invitant les Etats membres à mettre en œuvre toutes sortes d'actions visant notamment à « éviter une croissance excessive de la population urbaine » et à « donner la priorité au développement, à la réorientation et au renforcement des services de santé en milieu urbain fondés sur l'approche des soins de santé primaires ».

La philosophie du programme de l'OMS, telle que nous l'a résumée le docteur Jean-Paul Jardi, le sous-directeur de l'Organisation internationale, est qu'il n'existe pas de solutions véritables au niveau national ou régional et qu'il convient de pré-

coniser toutes sortes d'actions « de voisinage », voire de type « communautaire ». L'idée maîtresse est qu'il faut aider les gens à se prendre en charge eux-mêmes. Pour ce faire, il est important de répertorier tout ce qui se fait un peu partout dans des domaines aussi divers que l'assainissement des eaux ou la lutte contre la pollution, de manière à instaurer un véritable réseau entre les villes et à permettre ainsi de précieux échanges d'informations.

Pour le docteur Jardi, il importe avant tout d'enrayer la croissance démographique vertigineuse de ces mégapoles, en développant autant que faire se peut des programmes efficaces de planification familiale. Mais on connaît bien, en cette matière, les contraintes religieuses et culturelles qui pèsent sur nombre de pays.

Dernière piste, explorée de plus en plus souvent par les experts : concevoir des projets qui non seulement tendent à améliorer les conditions d'hygiène, de logement et de vie en général, mais également qui soient générateurs de revenus. Car il est vrai que, si la santé est une résultante du développement socio-économique, elle y contribue également dans de grandes proportions.

Reste maintenant à savoir, au-delà des mots et des déclarations d'intention, quelles seront, en pratique, les retombées de ces mises en garde. De ce point de vue, hélas, l'optimisme n'est guère de mise...

FRANCK NOUCHI

Carbone de rêve

Nés de l'imagination des théoriciens pour résoudre un problème d'astrophysique, aujourd'hui fabriqués en laboratoire, les fullerènes, molécules de carbone, sont promis à un bel avenir industriel

Il est des cas privilégiés où la recherche scientifique s'apparente au travail de l'artiste. Le savoir-faire et la technique se mettent alors au service de l'imagination pour donner naissance à une « œuvre » aux qualités esthétiques incontestables. La découverte des fullerènes illustre parfaitement ce mécanisme magique.

Ces molécules de carbone en forme de ballon de football furent d'abord une pure spéculation de théoriciens. Leur présence supposée dans les nuages de gaz et de poussières qui dérivent dans l'espace lointain, entre les étoiles, permettait d'expliquer d'une manière élégante des phénomènes curieux observés par les astronomes. Les chimistes ont réussi récemment à les fabriquer en laboratoire et, stupéfaits, leur découvrent des propriétés étonnantes. Les fullerènes — qui existent peut-être à l'état naturel sur Terre bien qu'on ne les y ait pas encore découverts — auront probablement de très nombreuses applications, tant en chimie qu'en électronique, d'ici à la prochaine décennie.

Des bactéries aux polyèdres

On sait depuis longtemps que l'espace lointain n'est pas « vide ». Entre le début des années 40, date des premières découvertes, et aujourd'hui, près de quatre-vingts molécules interstellaires ont été détectées, grâce aux caractéristiques qu'elles impriment sur le rayonnement détecté par les télescopes et radiotélescopes. Parmi elles, de grosses molécules organiques pourraient permettre, espèrent certains biologistes, de remonter aux origines de l'apparition des premières formes de vie sur Terre (Le Monde

du 25 août 1987 et du 30 novembre 1988). Evidemment, les conditions dans lesquelles se produisent « là-haut » les réactions chimiques n'ont pas grand-chose à voir avec celles rencontrées sur Terre, et sont même souvent impossibles à reproduire en laboratoire. De nombreux chimistes, convertis en « astrochimistes », ont donc braqué leurs télescopes sur ce nouveau terrain d'expérimentation. C'est ainsi que, dès le début des années 70, ils se sont trouvés confrontés à une énigme : des molécules de type carbone dont les bandes d'absorption (leur « signature ») dans le rayonnement infrarouge ne correspondaient ni au graphite ni au diamant, les deux seules formes cristallines de carbone connues.

Les imaginations s'enflammèrent. Fred Hoyle, un astrophysicien britannique renommé pour ses idées originales, allant même jusqu'à affirmer qu'il pourrait s'agir de « résidus carbonés de bactéries », les « squelettes » de ces fameux micro-organismes cosmiques que personne n'a jamais pu mettre en évidence, mais qui, estiment certains, sont responsables de l'apparition de la vie sur Terre. Plus sérieusement, un groupe de physiciens et d'astrophysiciens de l'Ecole normale supérieure, dirigé par Alain Léger, démontra, en 1984, que le phénomène pouvait correspondre à la présence de molécules d'hydrocarbures, dites prégraphitiques, comme le corène qui comporte vingt-quatre atomes de carbone et douze d'hydrogène.

C'est une démarche totalement différente qui amena un groupe anglo-américain de chimistes, mené par Harry Kroto (université du Sussex, Grande-Bretagne) et Rick Smalley (Rice University, Texas), à

« découvrir » les fullerènes en 1985. Redescendant sur Terre, ils préféraient tenter de fabriquer en laboratoire une molécule qui comprendrait un très grand nombre d'atomes de carbone. En bombardant au laser la surface d'un disque de graphite sous une atmosphère d'hélium (un gaz neutre), ils mirent en évidence une nouvelle forme « cristalline » de carbone : une molécule qui comprend soixante atomes (1) rangés à la surface d'une sorte de sphère creuse; en fait, un polyèdre composé d'un grand nombre de facettes en forme d'hexagones et de pentagones, exactement comme l'enveloppe de cuir d'un ballon de football. Ils auraient pu le baptiser « footballène », mais Kroto et Smalley, sans doute plus férus d'architecture que de sport, préférèrent *buckminsterfullerene*, du nom de Buckminster Fuller, architecte qui, dans les années 50, bâtitait des dômes de frêne farci. Un nom un peu compliqué que certains chimistes américains ont déjà troqué pour *bucky ball*!

L'existence de telles molécules avait déjà été suggérée en 1973 par Bohvar et Galpern, deux chimistes théoriciens soviétiques amoureux de géométrie. Par ailleurs, souligne André Rassat, chimiste à l'Ecole normale supérieure (ENS) de Paris, on avait remarqué depuis longtemps que les vapeurs issues des arcs électriques entre électrodes de graphite contenaient quelques molécules à vingt, et même plusieurs centaines d'atomes de carbone. Mais personne, avant Kroto et Smalley, n'avait fait le rapprochement.

« L'aspect esthétique et théorique de ces travaux m'a tout de suite séduit », explique M. Rassat. *Imaginer que Platon fut le premier à décrire les polyèdres, et qu'on a*

même découvert dans des feuilles éraillées, près de Padoue un dodécédre (2), qui, six siècles avant Jésus-Christ, servait probablement de dé à jouer! »

Ce raccourci saisissant des Etrusques à l'espace interstellaire incita visiblement beaucoup d'autres confitures de M. Rassat à se mettre à l'ouvrage. Pour vérifier les conclusions de Kroto et Smalley, mais aussi pour étudier toutes les propriétés de ces molécules tellement séduisantes, il fallait, en effet, fabriquer en grande quantité et sous forme solide les fullerènes obtenus par les deux hommes à l'état gazeux. Les premiers à y parvenir, en juillet 1990, furent les membres de l'équipe de W. Kratschmer, du Max Plank Institut de Heidelberg.

La course aux applications

Depuis, c'est la folie. « J'étais aux Etats-Unis quand tout a démarré, en octobre 1990 », se souvient Patrick Bernier, physicien au CNRS. *On se serait presque cru revenu trois ans en arrière, après l'annonce de la découverte des supraconducteurs à haute température.* Désormais, ce n'est plus seulement l'émotion esthétique ou la beauté de la démarche théorique qui séduisent les chercheurs, mais aussi la curiosité devant une molécule riche de promesses.

Les applications éventuelles sont probablement encore lointaines, mais elles sont nombreuses. Très durs, les fullerènes pourraient servir de super-lubrifiants, leurs molécules se comportant, entre deux surfaces planes, comme les billes d'un roulement. La forme même des molécules devrait aussi, estime M. Bernier, leur donner des propriétés qui susciteront probablement le déve-

loppement de « toute une nouvelle chimie du carbone ». Un enjeu d'importance quand on sait que cette dernière englobe toute la chimie organique, des plastiques aux hydrocarbures. On devrait aussi pouvoir inclure au centre de ces mini-sphères des atomes métalliques et obtenir ainsi des molécules taillées sur mesure pour des usages bien définis. Mais toutes les tentatives en ce sens se sont, pour l'instant, soldées par des échecs.

Mais la surprise est venue de leurs propriétés électromagnétiques. Dotés avec certains ions métalliques (potassium et rubidium), les fullerènes se sont révélés supraconducteurs (laissant passer le courant sans aucune résistance) à moins 243 degrés. C'est mieux que les alliages métalliques utilisés dans l'industrie — supraconducteurs à moins 270 degrés environ — mais nettement moins intéressant que les céramiques supraconductrices à haute température découvertes récemment. En revanche, la structure moléculaire particulière des fullerènes pourrait peut-être permettre aux théoriciens de percer enfin les secrets de la supraconductivité.

Nouvelles énigmes

D'autres applications, encore insoupçonnées, apparaîtront probablement ultérieurement. Pour stimuler la recherche française, Patrick Bernier a monté à Montpellier, avec l'université des sciences et techniques du Languedoc, une unité de production de fullerènes supervisée par le CNRS. Les quelques grammes qui en sortent quotidiennement depuis deux mois sont exploités par une dizaine de laboratoires, à Paris, Orsay, Nantes,

Grenoble, mais aussi en Allemagne et en Italie. « Il est difficile de faire des prédictions, mais plus les physiciens et les chimistes décrivent la molécule avec précision, plus l'imagination des inventeurs pourra s'exercer », avance prudemment Ary Dworkin (chimie et physique des matériaux amorphes, CNRS, université d'Orsay).

En attendant, ses collègues et lui-même s'en donnent à cœur joie. Et il leur reste encore pas mal d'énigmes à résoudre. Un exemple : les astrophysiciens commencent à se demander si les fullerènes existent bien dans l'espace comme ils le croyaient à l'origine. Mesurées avec précision, les « raies d'absorption » des molécules fabriquées en laboratoire ne correspondent, en effet, pas tout à fait avec celles venues des étoiles. Il s'agit probablement de dérivés un peu différents que les chercheurs s'efforcent d'identifier.

La molécule venue de l'espace n'a-t-elle été qu'une illusion, un mirage grâce auquel sa source lointaine a pu nous exotisme? Son histoire n'en serait que plus belle.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) On a identifié depuis des fullerènes comportant 70, 76, 80, 84, 90, 94 atomes, et l'on suppose qu'il en existe d'autres. Leurs propriétés et leur forme diffèrent quelque peu. C'est ainsi que le fullerène C70 ressemble à un ballon de rugby.

(2) Soixante unités par douze pentagones ou hexagones.

► Mercredi 12 juin, se tiendra à Paris, sous l'égide du CNRS, un séminaire consacré uniquement aux fullerènes, auquel participeront des chercheurs américains.

L'homme indéterminé

Suite de la page 19

« Le fait que la sociobiologie puisse servir les positions de l'extrême droite n'est que l'aspect particulier d'un problème plus vaste : si cette théorie a pu voir le jour et obtenir un succès considérable, c'est que la science n'a pas ordonné les innombrables arguments contraires qu'elle a accumulés en un tout suffisamment cohérent pour empêcher les infiltrations de tels préjugés. »

Arguments innombrables, en effet, et en premier lieu génétiques. Depuis l'origine des espèces, la biologie a explosé. Et si les lois de l'hérédité ont confirmé la variabilité établie par Darwin, la génétique moléculaire a également apporté un démenti majeur à la toute-puissance de la sélection naturelle. Aujourd'hui incontestée, la théorie « neutraliste » de l'évolution, énoncée dans les années 60 par le Japonais Motoo Kimura, montre que la plupart des mutations survenant dans le patrimoine génétique sont sélectivement neutres, et s'imposent à la descendance selon les lois du hasard. Loin d'être un facteur de changement à proprement parler, la sélection naturelle agit donc seulement comme un « garde-fou », chargé d'éliminer les mutations trop nocives pour l'adaptation de l'espèce.

Inventer la morale

Les spécialistes du comportement ont eux aussi leur mot à dire, qui savent que les modes de vie des sociétés animales impliquent une multitude d'interactions physiologiques et environnementales, d'autant plus nombreuses que l'espèce est évoluée. Or, n'en déplaise à Wilson, les animaux eux-mêmes témoignent que ces comportements ne répondent pas toujours à l'optimisation des moyens, à la rationalité sélective préconisée par Darwin. Ainsi les punaises mâles, pourtant soumises aux lois de la reproduction sexuée, s'accouplent-elles spontanément avec n'importe quel congénère... mâle ou femelle. Ainsi certaines espèces de mouches, lors de la parade sexuelle, se frottent-elles desus en plein vol — quitte, souvent, à s'assommer mutuelle-

ment... La nature regorge de ce type d'exemples, qui montrent que le hasard, comme la nécessité, intervient dans l'apparition et dans l'évolution des comportements animaux.

Mieux : à l'Institut des sciences de l'évolution de Montpellier, les chercheurs ont peut-être mis le doigt sur un phénomène radicallement opposé à la théorie sociobiologique : selon eux, les souris des villes présentent une mutation inexistante chez les souris des champs, déclenchée par la surpopulation que subit cette espèce en milieu urbain et par les conditions de reproduction qui en résultent. Une modification de comportement qui serait donc induite en premier lieu par l'environnement, pour se traduire, dans un second temps seulement, par une évolution génétique...

La nature, en fin de compte, se révèle donc beaucoup plus inventive et imprévisible que Darwin ne le soupçonnait. Et plus encore lorsqu'elle engendre l'*Homo sapiens*, l'enfant terrible de l'évolution. Avec son système nerveux riche de dizaines de milliards de neurones, l'espèce humaine a gagné la course à la complexité. En inventant le langage et la civilisation, en créant la morale, elle a dépassé le principe d'élimination, noyau de la théorie de la « lutte pour la vie ». Darwin ne disait d'ailleurs pas autre chose lorsqu'il affirmait, dans *La Descendance de l'homme*, que la sélection naturelle, en cédant le pas à l'éducation sous le règne de la civilisation, n'était plus la force principale gouvernant l'évolution des sociétés humaines.

De la molécule au comportement, de la nature à la culture, les différents niveaux d'organisation du vivant répondent ainsi à leurs propres lois. Impossible d'englober le tout dans un réductionnisme génétique, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de l'espèce humaine. Encore faut-il que les scientifiques — à commencer par les anthropologues, les mieux à même d'expliquer en quoi l'espèce humaine rompt avec le reste du règne animal, — se donnent la peine de fournir, sur leur propre terrain, une véritable contre-argumentation, dont le colloque qui vient d'avoir lieu ne livrait que les prémices.

CATHERINE VINCENT

Nos ancêtres, les forgerons

Des ateliers métallurgiques gaulois et gallo-romains ont été mis au jour, non loin de Sens, par des fouilles préliminaires aux travaux de l'autoroute A5

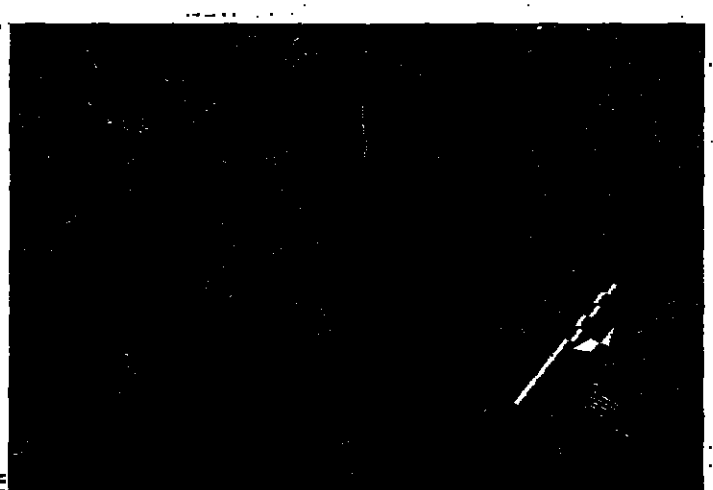
PLUSIEURS fours à fer utilisés, les uns peu avant la conquête romaine de 58-51 avant Jésus-Christ (c'est-à-dire pendant la période de La Tène finale), les autres au cours du premier siècle de notre ère, les débris aux trois-quatrième siècles ont été trouvés entre juillet et décembre 1990 sur la commune des Clérimeux (Yonne) à une quinzaine de kilomètres à l'est de Sens. Cette découverte des fours, les mieux conservés d'Europe pour ces périodes, a été faite par une équipe d'une dizaine de personnes dirigée par Krzysztof Dunikowski, archéologue contractuel au ministère de la culture, au cours des fouilles préliminaires à la construction de l'autoroute A5 qui reliera Melun à Troyes. Le coût des fouilles (1,2 million de francs) a été assumé entièrement par la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

Le site, masqué par des bois, a été d'abord repéré par des prospections électromagnétiques conduites par Georges Ducomet (centre de recherches géophysiques de Garchy, Nièvre) et par un examen très fin de la topographie. Après décapage de la surface d'emprise (1,5 hectare) de la future autoroute, on a vu, sur la surface ainsi dégagée, des scories et des taches rouge-brun. Après avoir vu les fouilles proprement dites.

Sous la température de fusion

Bien entendu, il ne s'agit pas de hauts fourneaux, mais de sortes de bas fourneaux en partie creusés dans le sol, en partie édifiés en parois d'argile épaisses de 10 à 30 ou 40 centimètres enrobées d'une carapace externe en pierres de grès. La partie « construite » des plus grands fours avait probablement une épaisseur totale de 1 à 2 mètres. La hauteur de ces fours a sans nul doute varié au fil du temps. Mais les plus grands d'entre eux, ceux de La Tène finale, ne dépassaient guère 1,5 mètre en hauteur, 1,35 mètre en diamètre interne et 3,5 mètres en diamètre externe et on devait pouvoir y traiter 1 tonne de minerai au maximum par four.

Tous ces fours étaient chargés par



le haut de minerai de fer et de charbon de bois, l'une et l'autre matières premières étant abondantes dans la région. La chaleur y était augmentée grâce à l'insufflation d'air (d'origine oxygène) par des soufflets. Bien entendu, les soufflets, qui devaient être en cuir, ont disparu depuis longtemps. Mais on a retrouvé dans les parois de certains des fours les tuyères d'amenée de cet air.

Pourtant, la température ne devait pas dépasser 1 400 °C, alors que la température de fusion du fer est de 1 535 °C. On obtenait donc, non pas une coulée de fer en fusion qu'on aurait récupérée dans le bas du four, mais une sorte de gâteaux pâteux (le « massot ») fait de fer additionné de moins de 2,5 % de carbone. Ce gâteau était extrait du four en démolissant une partie de la paroi opposée à celle où se trouvaient la ou les tuyères. Cette ouverture était reconstruite de façon à pouvoir réutiliser le four.

Fonctionnement indépendant

Les fours de La Tène finale, avons-nous dit plus haut, étaient les plus grands. Ils sont aussi les mieux conservés. Sur les six fours probables (trois batteries de deux fours qui ont été, chacun, réutilisés plusieurs fois), un s'est conservé sur une hauteur de 1,4 mètre et un autre sur 1,3 mètre. Dans les parois

étaient aménagées au moins deux tuyères « bifides » ou « trifides » : c'est-à-dire qu'elles commençaient à l'extérieur par un orifice unique, situé à la hauteur maximale de 1 mètre, dans lequel on enfilaient le bec d'un soufflet et qu'ensuite le conduit se divisait en deux ou trois petits tuyaux (de 1 à 2 centimètres de diamètre) qui répartissaient l'air dans le four mieux que ne l'aurait fait un seul tuyau. Ce qui permettait aussi de mieux contrôler la réduction du minerai-oxide de fer.

Sans que l'on puisse en expliquer la raison, les fours des siècles gallo-romains sont sensiblement plus petits. Les archéologues ont, en effet, de bonnes raisons de penser que le diamètre extérieur des deux fours du premier siècle de notre ère mesurait 1 mètre à 1,5 mètre et celui des quatre fours des troisième-quatrième siècles 1 à 2 mètres.

Leur très mauvaise conservation (40 centimètres de hauteur au maximum) empêche de savoir beaucoup de choses sur les fours du premier siècle de notre ère. Leurs parois d'argile n'avaient guère que 10 centimètres d'épaisseur. Et leurs tuyères n'ont pas été retrouvées.

En revanche, les quatre fours des troisième-quatrième siècles, bien que conservés seulement sur 60 ou 70 centimètres de hauteur, montrent qu'à cette époque les techniques avaient changé. Il semble n'y avoir eu qu'une seule tuyère par four. Celle-ci avait une section ovale

laire et, dans le sens de la longueur, une forme légèrement conique. De plus, il semble bien que chacun de ces quatre fours a fonctionné indépendamment des trois autres.

Le plus grand argument en faveur d'un changement dans les techniques vient de la différence d'aspect des scories. A La Tène finale et au premier siècle de notre ère, l'extérieur des scories ressemble à des laves figées en cordons de plus de 3 centimètres de diamètre. Aux troisième-quatrième siècles, l'extérieur des scories ressemble toujours à des laves figées en cordons mais ceux-ci sont un peu plus minces. Ce qui permet de supposer un changement dans la fluidité des scories et du gâteau, donc dans la température du four et peut-être même dans l'organisation du travail des forgerons. Pourtant, de premières analyses n'ont pas montré, jusqu'à présent, de grandes différences de composition des scories des trois époques représentées aux Clérimeux.

Voués à la disparition

Ces découvertes ne sont pas très spectaculaires. Elles ont pourtant attiré cent cinquante ou deux cents personnes lors d'une journée « portes ouvertes ». Les écoles des environs sont venues les voir. Une présentation des fouilles, organisée à l'école du village voisin de Villeneuve-Archevêque, a en un nombre de visiteurs tout à fait honorable. Mais ces fours à fer ont vivement intéressé des spécialistes français, belges et suisses qui ont fait le voyage des Clérimeux pour venir voir ces choses rares. Ils sont cependant voués à la disparition. À moins que l'on ne trouve très rapidement les 70 000 francs que coûterait le déménagement « en bloc » des 4 ou 5 mètres cubes que représente le four le mieux conservé.

Bien entendu, les fouilles préliminaires à la construction de l'autoroute A5 ont mis au jour bien d'autres vestiges de diverses époques du passé, mais les fours à fer des Clérimeux sont, sans conteste, les traces les plus inhabituelles des activités de nos lointains ancêtres.

YVONNE REBEYROL

حکومت الرشید

L'air des bébés

*Les enfants gardés dans les crèches sont plus susceptibles de tomber malades que les autres.
La qualité de l'air en est-elle l'une des causes ?*

EN crèche, les enfants présentent un risque d'infection plus élevé que les enfants gardés au domicile de leurs parents. La promiscuité et l'immaturité immunologique des petits expliquent ce phénomène mais la qualité de l'air, liée en partie à une aération insuffisante, pourrait, elle aussi, jouer un rôle. La contamination dans les crèches était au programme des journées organisées les 6, 7 et 8 juin à l'Institut Pasteur par la Société française d'aérobiologie.

Une étude suédoise publiée récemment (1) a comparé le nombre de maladies aigües chez trois cent quarante-six enfants dans huit crèches et quarante-neuf autres dans leur famille. En l'espace de neuf mois, les enfants placés en crèche ont totalisé une moyenne de 3,6 maladies chacun tandis que ceux gardés dans leur famille ne comptaient que deux épisodes aigus en moyenne.

En 1988, une enquête Sofres réalisée pour le compte des laboratoires Bristol avait déjà permis d'identifier la crèche comme le mode de garde le plus propice aux récurrences infectieuses respiratoires de l'enfant de trois mois à six ans. Ainsi, parmi la population étudiée, 21 % des enfants en crèches collectives avaient dû recevoir au moins quatre traitements antibiotiques en l'espace de trois mois, contre 19 % pour ceux placés chez une nourrice, 17 % dans les haltes-gaînes et 1 % dans les crèches familiales accueillant moins de quatre enfants.

De la toux à la diarrhée

Les infections respiratoires et des voies aériennes supérieures (nez, gorge, oreilles, larynx) représentent la grande majorité des maladies rencontrées dans les crèches. Viennent ensuite, de façon plus marginale, les gastro-entérites et les maladies éruptives. La contamination se fait par voie aérienne (toux, éternuements, paroles) pour les infections ORL et respiratoires, ainsi que par voie manuelle et par

contact de linge ou d'objets souillés pour les maladies pathologiques. Isolées, ces petites maladies sont sans gravité mais leur répétition peut déboucher sur des troubles chroniques. « La mise en collectivité est certainement liée au développement de deux pathologies chroniques, remarque le docteur Brigitte Fauroux, médecin à l'hôpital Trousseau (Paris). Il s'agit d'une toux chronique qui peut déboucher sur des surinfections et des troubles auditifs ainsi que de l'asthme lié à des infections respiratoires récurrentes. »

Un indice de qualité

Soumis à des épidémies répétées du gastro-intestinal dans des crèches dispersées, l'Ville de Paris a procédé à une recherche du parasite en cause, le *gardia intestinalis*, chez les enfants sains, afin de savoir s'il pouvait représenter des réservoirs potentiels de contamination. En 1988 et 1989, quelque mille enfants ont été examinés. On a constaté qu'il est apparu que 14,6 % d'entre eux étaient porteurs sains du germe. Ce portage était plus important chez les enfants passant plus de trente-neuf heures par semaine dans l'établissement que chez les autres. Il était trois fois plus important chez les enfants d'enfants gardés à leur domicile, dont 2 % seulement étaient porteurs du parasite.

« La collectivité représentait donc un risque supplémentaire de parasitose intestinale, explique le docteur Fabien Squinazi, chef de service adjoint du laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris. Ceci souligne l'importance de la mise en œuvre de mesures préventives, notamment d'hygiène, pour éviter la transmission, essentiellement par les mains, de ces infections. »

Actuellement, on ignore le rôle de la pollution intérieure des locaux sur le développement des pathologies en crèche. La qualité de l'air, son taux en bactéries non pathogènes, sa teneur en différents polluants comme le monoxyde ou le dioxyde de carbone, est-elle susceptible de jouer un rôle dans le déve-

veloppement de certaines maladies ?
« Malgré la complexité des études, cette piste de recherche doit être développée, estime le docteur Brigitte Fauroux. Les crèches sont indispensables et une action sur l'atmosphère intérieure des locaux pourrait éventuellement permettre de réduire les pathologies inflammatoires et générales. »

Il se serait fort à faire. La qualité bactériologique de l'air ambiant est liée en nombre de particules ayant donné naissance à des bactéries par mètre cube, laisse à désirer. Selon une étude comparative menée depuis une dizaine d'années par la Ville de Paris sur un échantillonnage de différents types d'établissements, elles arrivent en dernière position les établissements scolaires après les bureaux, et très loin derrière les chaux climatisés et les établissements de soins. Ces deux derniers sont les plus proches de la valeur de référence, l'air extérieur. Ces bons scores s'expliquent par le fait que la filtration d'air retient les micro-organismes et que l'extraction de l'air évacue en permanence les bactéries émises par les individus.

Ces dernières années, le laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris a élaboré un indice de qualité de l'air intérieur associant plusieurs

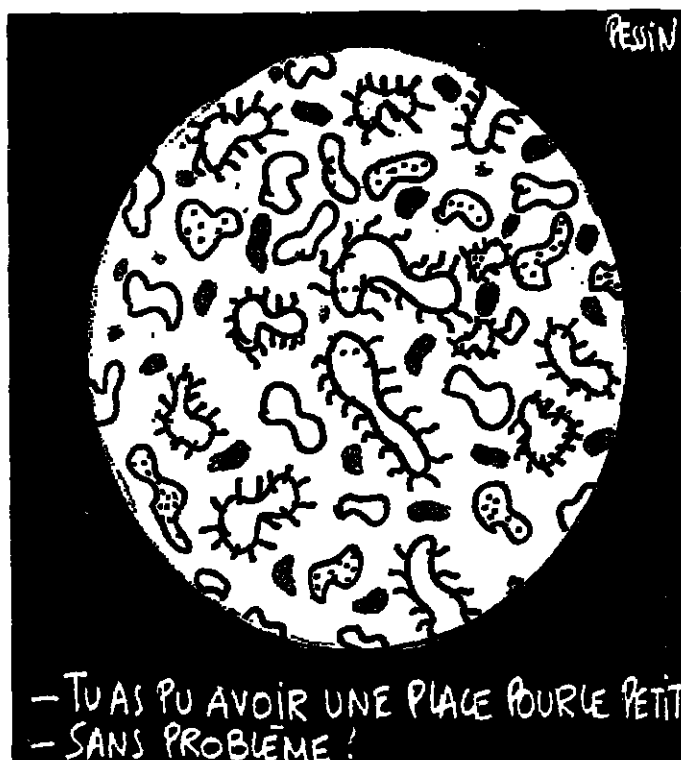
paramètres. Il prend en compte la teneur en monoxyde de carbone (reflet de la pollution liée à la combustion notamment de cigarettes), le gaz carbonique (reflet du confinement des locaux) et le dénombrement total des bactéries. Sur une échelle de 10, un indice de qualité inférieur à 3 indique que les mécanismes d'élimination des polluants du local sont corrects. Au-dessus de 3, il montre que la qualité du local devrait être améliorée.

Cet indice appliqué récemment aux mêmes bâtiments fait apparaître un score de 9 pour l'habitat ancien, 8 pour les crèches, 3 pour une classe vide, 5 pour une classe en activité, 1 pour des bureaux climatisés, par rapport à une valeur de référence de 1 pour l'air extérieur.

« Ce mauvais indice de qualité dans les crèches pourrait éventuellement contribuer à la transmission plus facile de germes d'un enfant à l'autre, explique le docteur Fabien Squinazi. Un meilleur renouvellement d'air suffirait alors à diminuer le risque de contamination. »

MARTINE LARONCHE

(1) Etude publiée dans la revue *Acta paediatrica Scandinavica* numéro 80, en 1991.



- TU AS PU AVOIR UNE PLACE POUR LE PETIT?
- SANS PROBLÈME!

MALGRÉ LEUR SUCCÈS

NOUS NE DÉDIQUONS JAMAIS NOS LIVRES.

DE TOUTES FAÇONS

ILS SONT DÉJÀ TRÈS PERSONNELS.

38200 VIENNE
Siret 11111111 12332 Ape 1233
Urssaf 3800 Isère
1, rue des Alliés
38046 GRENOBLE

Date entrée 01-01-90 Date départ
Ancienneté 01-01-90

Commentaire

Coefficient
Niveau-echelon

Réf.bulletin 901100008

Période du 01-11-90 au 30-11-90

Monsieur ALAN B.

Convention collective syntec

Rubrique	Base	Taux	Montant	Part employeur	PERIODE
0100 Salaire de base	169.00	52.500	8 872.50		Charges salarié -1 418.70
SALAIRE BRUT			8 872.50		Charges employeur -3 332.47
BASE BRUTE FISCALE			8 872.50		Charges totales -4 751.17
1500 SS maladie déplaço	8 872.50	5.900	-523.47	12.600	-1 117.93
1501 SS veuvage	8 872.50	.100	-8.87		
1504 Aide logement dépli	8 872.50			.200	-17.74
1505 Alloc. familiales	8 872.50			7.000	-621.07
1510 Vieillesse	8 872.50	7.600	-674.31	8.200	-727.54
1512 Aide logement tra	8 872.50			.100	-8.87
1516 Transport	8 872.50			5.000	-443.62
1800 Rhénance	8 872.50	2.390	-212.05	4.310	-382.40
					CUMULS
					Avantages en nature
					Brut 25 772.50
					Brut fiscal 25 772.50

POINT DE VUE

Sida, la faute des politiques

par Frédéric Edelman

NOUS ne sommes plus au temps du « d'accuse » de Zola. Il faut pourtant parfois réagir quand le crime de la désinformation met à trop peser. Pour avoir suivi pas mal de fois du sida en France depuis 1984, je suis profondément scandalisé par la façon dont la classe politique traite aujourd'hui la question de la contamination des hémophiles, jonglant entre les termes de faute et d'erreur pour éviter celui, plus précis, de responsabilité. Car la question, véritablement épouvantable, de cette contamination qu'il faut bien appeler « volontaire » sans intention de « donner », est devenue le cadre plus large d'une attitude du gouvernement de l'Élysée face à l'épidémie de sida.

Depuis les fin de 1984 et le début de 1985, l'épidémie de SIDA, ce mode de transmission de la maladie, a entraîné l'apparition d'un doublement annuel du nombre des malades) étaient en fait connus dans toute leur réalité par les responsables de la direction générale de la santé, et par le cabinet de M. Edmond Hervé, alors secrétaire d'État à la santé. Au printemps 1985, j'ai moi-même été reçu à deux reprises, avec un autre représentant de l'association AIDES, au cabinet du secrétaire d'État à la santé pour plaider en faveur de la prévention notamment vers la communauté homosexuelle, la plus touchée alors comme elle l'est encore aujourd'hui en France.

A ce moment-là, la Grande-Bretagne pourrait déjà nous servir d'exemple puisque s'y élaborent les premiers campagnes de prévention, dont évidemment les Français allaient se gausser... Le représentant de M. Harvé éditait parfaitement au fait de la question du sida et nous montre, par ses paroles et sa confiance, à quel point il partageait notre inquiétude. Il devait cependant nous déclarer bientôt qu'après consultation de Martignon il s'avérait impossible de débloquer des fonds pour la prévention, dans la mesure où, à un an des législatives, le gouvernement ne souhaitait pas donner l'idée qu'il soutenait ainsi les gays.

La question des transfusions fut aussi évoquée, comme nous le faisons systématiquement alors, ainsi que celle des communautés amérindiennes, et, dans tous les cas, nous avons

rencontré chez notre interlocuteur la même lucidité désabusée.

Il a fallu à la France plus de deux ans pour mettre en place des structures qu'on espère adaptées, comme l'Agence française de lutte contre le sida. Dans le même temps, d'autres pays entreprenaient d'importantes campagnes de prévention. Pour revenir à l'exemple de la Grande-Bretagne, il est aujourd'hui frappant de constater qu'elle compte cinq fois moins de malades que la France, à population à peu près égale.

Certes, il est abusif d'imaginer des liens de cause à effet aussi simple, entre les attitudes anglaises et françaises et les situations épidémiologiques respectives des deux pays. Mais il serait tout aussi abusif de nier de tels liens, et je considère à titre personnel que l'inaction de l'Etat, en matière de prévention de la transmission par voie sexuelle du VIH (alors appelé LAV ou HTLV3) fut aussi irresponsable qu'elle le fut dans le registre de la transfusion.

Il n'y a pas en effet de bons et de mauvais malades. Pour permettre à chacun de compter les points, il faut ici rappeler que les premières discussions... en vue d'étudier une éventuelle campagne de prévention en direction des toxicomanes, initiées par la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie en 1986, furent brutalement arrêtées par le gouvernement suivant. Le ministre de l'Intérieur de l'époque a-t-il estimé que la répression policière était suffisante pour empêcher le passage du virus ?

Quant à la mesure nouvelle concernant ce cousin du VIH qu'est le HTLV-1, elle fait aujourd'hui sourire, ironiquement mais tristement, ceux qui depuis de longs mois déjà s'inquiétaient de voir le gouvernement ne pas souhaiter prendre ses responsabilités.


Je me tiens bien sûr à la disposition de toute commission qui souhaiterait m'entendre comme témoin, ou s'orienter dans les archives de l'époque.

► Notre collaborateur Frédéric Edlmann, qui est directeur du *Journal du sida*, a été le secrétaire général de l'association AIDES jusqu'en 1987.



Avec CCMC, CHAQUE JOUR 250 000 CHEFS D'ENTREPRISE ONT ENTRE LEURS MAINS LE RIST-
SELLER DE L'INFORMATIQUE DE GESTION : GESTION COMPTABLE ET COMMERCIALE, TABLEAUX DE
BORD, PAYE, ANALYSE PRÉVISIONNELLES. EN OFFRANT DES MOYENS HUMAINS ET MATÉRIELS
CCMC EST LE SEUL À VOUS FOURNIR UNE OFFRE GLOBALE DE SERVICES : CONSEIL, ANALYSE,
PROJET ET FORMATION. UNE PARFAITE MAÎTRISE TECHNOLOGIQUE (MICRO-INFORMATIQUE MONO-
SYSTEMES UNIX, MINI-INFORMATIQUE ET CENTRE SERVEUR) LUI PERMET DE RÉPONDRE À TOUTES
D'ANTICIPER TOUTS LES BESOINS, QUELS QUE SOIENT LE STYLE ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE. AVEC
S RÉPARTIES SUR TOUT LE TERRITOIRE ET UN CENTRE D'ASSISTANCE TÉLÉPHONIQUE LE
CCMC FAIT PREUVE D'UNE EFFICACITÉ ET D'UNE PROXIMITÉ INDISPENSABLES DANS CE DOMAINE.
EES D'EXPÉRIENCE, UNE GAMME DE PRODIGES ÉTENDUE ET
UNE ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE CONSTANTE, FONT DE
C. LA RÉFÉRENCE EN MATIÈRE D'INFORMATISATION DE LA
SION COMPTABLE LIBÉRALE ET DES ENTREPRISES.

ONE: 05.22.62.22 (NUMÉRO VERT).

The logo for CCMC features the letters 'CCMC' in a bold, black, sans-serif font. To the right of the text is a stylized graphic element consisting of two overlapping, slightly offset rectangular outlines, creating a sense of depth or a 3D effect.

LE N°1 DES SYSTEMES DE GESTION

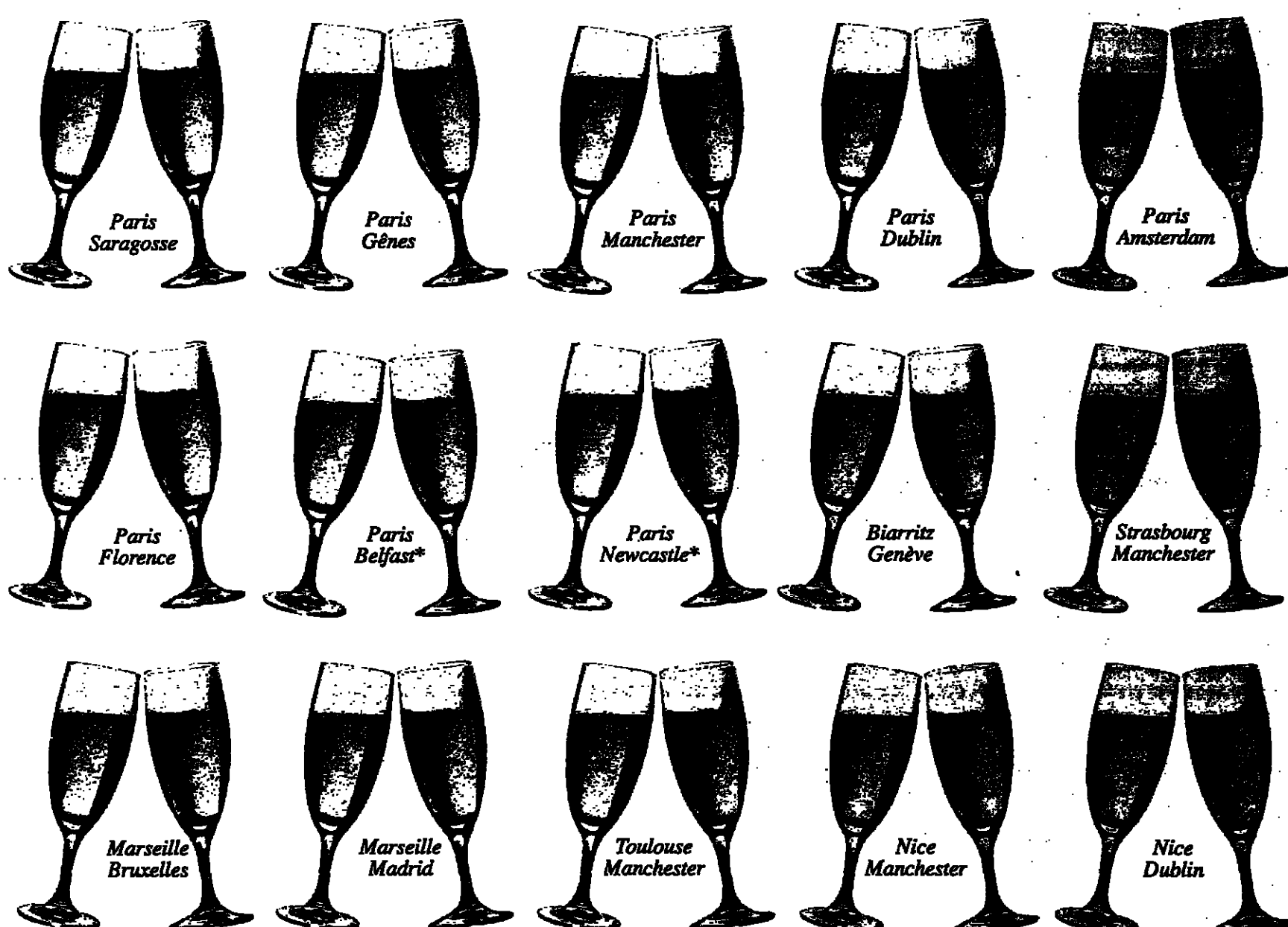


AIR LITTORAL OUVRE 15 NOUVELLES LIGNES EN EUROPE.



**DANS NOS AVIONS,
LES CONVERSATIONS VONT BON TRAIN:**

TCHIN - TCHIN - TCHIN - TCHIN - TCHIN - TCHIN - TCHIN - TCHIN - TCHIN - TCHIN



POUR INAUGURER CES 15 NOUVELLES DESTINATIONS, DU 2 JUIN AU 10 JUILLET, AIR LITTORAL VOUS OFFRE UNE COUPE DE CHAMPAGNE.

LES FINS CONNAISSEURS EN APPRÉCIERONT LA SAVEUR AUX DÉPARTS DE PARIS, FLORENCE, NICE, MANCHESTER, SARAGOSSE, GENÈS, DUBLIN, AMSTERDAM...

VOUS POURREZ AUSSI DÉGUSTER VOTRE COUPE CONFORTABLEMENT
INSTALLÉ DANS LES SIÈGES EN CUIR DE LA NOUVELLE CLASSE-AFFAIRES
AIR LITTORAL. ET POUR CEUX QUI NE SE LASSENT PAS DES BONNES
NOUVELLES, SACHEZ QUE VOTRE 5^e VOYAGE EST GRATUIT®.

* Offre valable jusqu'au 31 août et uniquement pour les personnes payant plein tarif.
4 allers effectués sur les nouvelles lignes au départ de Paris = 1 aller gratuit sur une des lignes du réseau Air Littoral, ou 4 allers retours effectués sur les nouvelles lignes au départ de Paris = 1 aller retour gratuit sur une des lignes du réseau Air Littoral.

*Champagne pour tous les passagers pendant 1 mois !****

AIR LITTORAL



RÉSERVATIONS : AIR LITTORAL PARIS - TÉL. (1) 47 35 70 71 - MONTPELLIER - TÉL. 67 65 49 49 OU SE RENSEIGNER AUPRES DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES LA PLUS PROCHE

24 Le rapprochement des taux de TVA et d'accises
- La conférence de l'UNEPDE à Copenhague

30 La grève des contrôleurs aériens
31 La réforme du service national de santé britannique

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

TRAIN

CHRONIQUE



La logique de l'autocritique

Quelle est la logique qui pousse les secrétaires généraux de la CGT à se lancer dans une vigoureuse autocritique de leur organisation à quelques mois de leur départ ?

En novembre 1978, à Grenoble, en plein climat d'« ouverture », M. Georges Séguéa avait joué son va tout et, délaissant la langue de bois, il avait critiqué les « routines paralysantes » et les manifestations d'« étouffement », la myopie devant l'évolution du salariat et la propension à déclarer « entre militants de la même opinion politique », en plaidant pour un surcroît de démocratie. Quelques mois plus tard, il était battu et son vainqueur, M. Henri Krasucki, lui succédait en 1982. Aujourd'hui, à sept mois de son départ, M. Krasucki laisse un testament qui apparaît comme une revue de détail des défauts de sa confédération, en refusant qu'on les « recouvre platement du manteau de Nod en les laissant se perpétuer ».

« Monolithisme », « conceptions élitistes et érigées », « ouvriérisme, outrances dans les appuis ou les critiques politiques, insuffisance du débat et de la reconnaissance des diverses sensibilités au sein de la CGT, rien n'est laissé de côté dans ce tableau sans complaisances, même si à l'arrivée M. Krasucki juge que, durant la décennie 80, la CGT a « fait son devoir » et est prête à prendre un nouveau départ. Le message à plusieurs destinataires : les « durs » de sa centrale, à commencer par M. Michel Warcholak ; son successeur désigné, M. Louis Vianet, qui a souvent prêté main forte à ses opposants - « les surs », « ceux qui savent », - mais aussi les tenants de la ligne sectaire au sein du PCF. Si son rapport est présenté, comme il est d'usage au nom du bureau confédéral, M. Krasucki ne cache ni sa « touche personnelle » ni « les risques politiques extrêmement graves qui ont été évités de justesse » lors du 43^e congrès de mai 1989, lorsque, se livrant déjà à une mise en cause des défauts de son organisation, il avait couru le risque d'une mise en minorité. Mais c'est surtout à une véritable leçon de syndicalisme que M. Krasucki s'attache en montrant en pointillés que, sans une véritable introspection et sans un changement réel de ses pratiques, la CGT risque de continuer à décliner comme elle le fait depuis plus de dix ans. Il approfondit la dénonciation de travers qu'il avait déjà, pour certains, pointés du doigt. M. Vianet s'engageait à lui aussi dans cette voie ou attendra-t-il de passer la main pour céder à la logique de l'autocritique ? La 44^e conférence, en janvier 1992, devrait apporter un début de réponse.

MICHEL NOBLECOURT

Dans un rapport devant le comité confédéral national (CCN)

M. Krasucki condamne un « monolithisme » qui « appauvrit dangereusement la CGT »

Sept mois avant de quitter ses fonctions de secrétaire général de la CGT, M. Henri Krasucki doit présenter lors du comité confédéral national (CCN) de son organisation, les 12, 13 et 14 juin, un rapport qui critique sans détour les pratiques de la CGT au cours de ces dix dernières années.

La présentation du rapport de M. Henri Krasucki a été précédée par une note d'information du bureau confédéral, en date du 27 mai, qui souligne la nécessité de mettre en œuvre, lors du 44^e congrès confédéral en janvier 1992, « une grande politique novatrice ». Affirmant que « seule la transparence est garante de la démocratie et de la disparition des anomalies qu'elles soient », cette note résume un dialogue entre communistes et non-communistes. Mais, indique-t-elle, « l'opposition ne se situe pas entre les « sensibilités » mais entre la conception et la pratique de la CGT, telles que définies dans nos congrès et enseignées dans les stages, et des conceptions et des pratiques réductrices, dommageables et inacceptables, d'où qu'elles viennent, et que le débat franc, ouvert, démocratique, doit permettre de rejeter ».

« Couverts de blessures »

Le rapport de M. Henri Krasucki, dont une première version avait été présentée lors d'une commission exécutive le 14 mai dernier, se veut, en 49 pages, un « regard critique honnête, équilibré mais aussi complet que possible » de l'action de la CGT. D'emblée, le secrétaire général de la CGT rappelle que la proposition faite pour sa succession l'a été « pour la tranquillité d'esprit des militants de la CGT ». « Naturellement, ajoute-t-il, il s'agit d'une proposition dont nous mesurons toute l'importance, mais le congrès et le CCN du congrès sont souverains ».

M. Krasucki se livre à une réflexion sur « l'expérience vécue durant toute la décennie des années 80 » en affirmant que « le constat est amer pour des millions de salariés de toutes générations » : « Le fait est qu'après une courte période au cours de laquelle d'importantes réformes ont été engagées et certaines mesures sociales prises, le nouveau pouvoir, porté par les électeurs de mai 81, a tourné le dos à ce début encourageant et à tous ses engagements. Il a progressivement mis en œuvre la politique économique et sociale voulue par les milieux dirigeants du patronat et des forces décisives du capital français et multinational. » Si le Parti communiste a été privé « de la possibilité de peser sur les décisions », la CGT a eu, « pour ce qui est essentiel », un « itinéraire correct ».

Pendant cette décennie, M. Krasucki estime que « la CGT a accompli un travail considérable de réflexion, d'adaptation et de renouvellement dans bien des domaines », même si elle a perdu des forces : « Oui, nous sommes couverts de blessures, de grandes cicatrices pas encore toutes bien refermées. (...) Et pourtant la CGT est debout ! Elle est toujours la force syndicale décisive du pays, l'animatrice des luttes, celle qui au plan syndical mène le combat pour rassembler les travailleurs, les unir, les forces syndicales pour se défendre et conquérir. » Si la « véritable guerre menée par le patronat et le pouvoir » est jugée responsable de l'affaiblissement de la CGT, M. Krasucki n'hésite pas à incriminer « toutes sortes de défauts, de carences, de mauvaises habitudes, de routines et de méthodes bureaucratiques, de manque d'adaptation au nouveau et de comportements soit périmés soit inacceptables en toute circonstance ».

Pour M. Krasucki, « au total nous avons mené la politique de la CGT selon ses principes, en toute indépendance et démocratiquement, sur la base de ses congrès », mais, « durant toute cette période, deux conceptions de la CGT et de pratiques ont existé et se sont développées ». Plus gravement, « a existé et persiste une réurgence de conceptions et de pratiques tout simplement fausses et archaïques de la CGT. Il faut bien le dire, des conceptions élitistes : il y a « ceux qui savent » et les autres, il y a « les surs et les douteux », etc. Disons-le carrément : une conception de type « courtois de transmission ».

« Des camarades, poursuit-il, se sont considérés (et se considèrent encore) « en mission » dans la CGT. Gardiens d'une orthodoxie, entre guillemets, étrangère à la CGT (et étrangère aux conceptions réelles et explicitement affirmées dans le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier français). Et cela a amené certains à confondre des positions fermes contre des renoncements ou des pratiques anciennes que nous avons rejetées en matière d'unité et une crispation réductrice de la CGT réelle dans de nombreux domaines essentiels de ses orientations, de son action, sa structure, d'être, de toute sa vie intérieure ».

« Conceptions élitistes et érigées »

Regrettant qu'il y ait eu « relativement peu de débats ouverts dans la CGT », en dehors du bureau confédéral, M. Krasucki affirme que « tout ce qui fait du tord à la CGT doit être vu, su et corrigé avec la même fermeté ». Il passe ensuite en revue un certain nombre de problèmes d'orientation : l'unité (en renvoyant dos à dos « rejets catégoriques et définitifs » et « vieilles pratiques de sommet »), les évolutions du salariat (ce qui l'amène à condamner l'ouvriérisme, « le contraire de la fierté ouvrière, sa caricature »), le rapport du syndical et du politique. « Peut-on dire, note-t-il à ce propos, qu'il n'y a pas eu dans différentes organisations, et qu'il n'y a pas d'outrances (parfois caricaturales) tant dans les critiques que dans les appuis, notamment dans les périodes électorales, qui ne correspondent pas à ce que la CGT doit être et doit faire ».

Réaffirmant la nécessité de respecter les diversités au sein de la CGT, M. Krasucki dénonce « les conceptions élitistes et érigées de la CGT. Elles conduisent à un monolithisme de fait de nombreuses directions qui ne correspondent pas à ce qu'est la CGT et l'appauvrit dangereusement ». Pour M. Krasucki, « dès lors que la CGT se prononce, par principe, pour l'unité syndicale, cela implique l'acceptation que vivent ensemble des adhérents et des militants ayant non seulement des idées différentes, mais même des conceptions différentes, voire opposées, du syndicalisme », qu'il s'agisse de la conception réformatrice, de la conception élitiste ou de la conception « du syndicat point d'appui plus ou moins institutionnel d'un parti quel qu'il soit ». « Rien de tout cela n'est anormal ! ni choquant », M. Krasucki conclut en faisant état de son « immense confiance » : « La CGT a tenu dans une véritable tourmente. Même affaiblie, elle est en situation de connaître un vrai nouveau départ ».

Dans son rapport présenté à la commission exécutive du 14 mai, M. Louis Vianet, son successeur, s'est placé sur un registre complémentaire. Jugant « réconfortants » les efforts entrepris depuis le 43^e congrès confédéral de mai 1989, il estime que la CGT est « sur le bon chemin » mais « sans minimiser en rien les premières avancées, il nous faut bien voir, bien montrer et bien dire tout ce qu'il y a à changer chez nous et que nous avons à changer ensemble ». « Nous ne devons pas hésiter », affirmait M. Vianet, « nous remettre en question sur de nombreux aspects à propos desquels le problème n'est plus de corriger des défauts mais de faire du neuf ». Prénotant un syndicalisme ouvert, démocratique, rassembleur, qui soit « en pleine cohérence avec l'urgence sur les besoins des salariés, acteur efficace et mobilisateur dans le processus de transformation de la société », M. Vianet résume tout « s'agit d'élaborer une stratégie ». Il invite cependant au débat, reconnaissant au passage « le droit au désaccord », et à une réflexion sur le fonctionnement des structures de direction de la CGT et sur la « démocratie de masse ».

M. N.

Pour protester contre les projets du gouvernement

Les professions de santé manifestent à Paris

Les organisateurs attendaient plus de cinquante mille participants, mardi 11 juin à Paris, lors de la manifestation nationale des professions de santé. Marquée par l'apparition d'Action santé, une coordination nationale, ce mouvement vise les « projets du gouvernement en matière d'assurance-maladie. Le conseil des ministres du 12 juin doit adopter des dispositions comportant notamment une revalorisation de la cotisation d'assurance-maladie de 0,8 point.

Après les cheminots et les infirmières, les médecins font à leur tour l'expérience des coordinations. Bien que son succès ait été variable, la fermeture des cabinets médicaux des 4 et 5 juin organisée par Action santé a permis de faire émerger un mouvement de protestation que les syndicats traditionnels, partagés face aux décisions du gouvernement de M. Michel Rocard, n'avaient pu faire apparaître. Pour le docteur Gérard Maudru, quarante et un ans, urologue dans une clinique privée gériatrique et président d'Action santé, qui regroupe des « coordinations nationales » de professions médicales et paramédicales, il s'agit de « secouer » des syndicats « qui ont signé des conventions bâclées » et sont « débordés par la base ».

La véritable nature de la crise

Sur le fond, le discours d'Action santé, reste néanmoins très traditionnel. La santé des Français serait « mise en péril » par l'instauration d'enveloppes globales à l'allemande (définissant contractuellement un taux annuel d'augmentation des dépenses, la rémunération des actes médicaux étant revue à la baisse en cas de dépassement) et la « rationalisation des dépenses » masquerait un

« rationnement » et une « étatisation des soins ». Quant aux contrats de santé (formule d'abonnement entre un médecin généraliste et son patient permettant de bénéficier d'une dispense d'avance de frais), ils sont accusés de menacer le libre choix du malade.

Mobilisateur et radical, ce discours verse parfois dans le simplisme, notamment lorsqu'il affirme de façon péremptoire que le déficit de l'assurance-maladie (environ 25 milliards de francs fin 1991) « n'existe pas », compte tenu des retards de remboursements ou de cotisations à la charge de l'Etat ou des « charges indues » supportées par la « sécu ». Cet argument, aussi mis en avant par Force ouvrière, fait l'impasse sur la véritable nature de la crise de l'assurance-maladie qui réside dans le décalage persistant entre la consommation médicale totale (+ 7,4 % en 1990) et la croissance économique (+ 2,8 % la même année).

Dans un entretien publié le 11 juin par le Figaro, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, se dit « ouvert à toute discussion », mais déplore « un système d'irresponsabilité : le malade consulte qui il veut et quand il veut, le médecin prescrit en toute liberté et l'assurance-maladie paie à guichets ouverts. Nulle part ailleurs cela se passe ainsi ». Les mesures préparées par le gouvernement concernent certaines professions de santé - parallèlement à des mesures touchant l'industrie pharmaceutique, des dispositions limitant la rémunération des pharmaciens, des radiologistes et des kinésithérapeutes interviennent, - mais l'ajustement des comptes pèsera d'abord sur les assurés sociaux dont la cotisation d'assurance-maladie sera revalorisée, de même que le forfait hospitalier.

M. Bianco ne peut éviter de peser sur la demande de soins pour assurer au plus vite la trésorerie de la Sécurité sociale dont le déficit cumulé atteindra 32 milliards de francs fin 1991.

JEAN-MICHEL NORMAND

RSCG CAMPUS.
LA PREMIERE UNIVERSITE DE COMMUNICATION EUROPEENNE.

" REUSSISSEZ VOS ETUDES AVEC CEUX QUI ONT REUSSE LEUR METIER. "

Le monde de la communication vous passionne ? Vous cherchez une formation qui vous ouvrira les portes du monde de la communication, de la publicité et des médias ?

RSCG Campus :
une université sans équivalent en France.

Créé à l'initiative de Jacques Séguéa et s'appuyant sur la puissance de Roux Séguéa Cayzac et Goudard - 2ème groupe français de communication - RSCG Campus est unique en son genre.

Fort des 20 ans d'expérience et de succès ininterrompus du groupe l'enseignement qui vous y est dispensé est en prise directe sur les réalités et sur l'évolution quotidienne de la communication.

Avec le Bac ou Bac+2, vous entrez tout de suite en contact avec votre futur milieu professionnel...

A l'issue des épreuves d'admission, vous entrez à RSCG Campus soit en 1ère année (avec le baccalauréat), soit directement en 2ème année (avec Bac+2). Vous cotoyez ceux qui font la communication au quotidien et vous bénéficiez de leur enseignement : vos trois années d'études se répartissent en cours et travaux dirigés, stages pratiques en France et à l'étranger et cursus de trois mois en Grande-Bretagne, au Nottingham Polytechnic.

Des débouchés dans tous les secteurs de la communication et des médias.

Secteur en pleine expansion, la communication offre une gamme de débouchés de plus en plus large. Grâce à la variété de l'enseignement dispensé par de grands professionnels et par des universitaires de renom, vous êtes préparé aussi efficacement à la communication publicitaire qu'à la communication publique, la communication d'entreprise ou les médias.

Comment recevoir votre dossier complet.

Pour en savoir plus sur notre scolarité, il vous suffit de compléter et de nous retourner le coupon ci-dessous. Vous recevrez le programme des cours ainsi qu'un bulletin d'inscription au concours d'entrée 1991. Vous pouvez aussi taper 3615 code RSCGCAMPUS sur votre Minitel.

DATE DU CONCOURS D'ENTREE : 1^{ER} JUILLET 91
DATE LIMITE D'INSCRIPTION : 24 JUIN 91

DEMANDE DE DOCUMENTATION
à renvoyer à RSCG Campus, 55 rue Pierre Poli, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél.: 45.29.27.47

Oui, je souhaite recevoir la documentation complète de RSCG Campus et le bulletin d'inscription au concours d'entrée 1991.

NOM : _____
Prénom : _____

Adresse : _____
Code postal : _____
Ville : _____
Etudes en cours ou dernier diplôme obtenu : _____

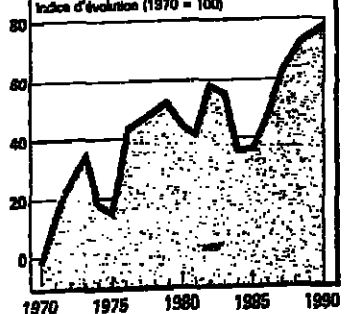
RSCG CAMPUS

Avec un recul de la production de 1,7 % en 1990

L'automobile aborde la fin de sa crise quinquennale

La conjoncture n'est pas la seule cause du ralentissement d'activité observé dans l'industrie automobile en 1990.

Si la production française a régressé de 1,7 % en 1990, tassement qui s'est poursuivi en ce début d'année 1991, c'est aussi parce que « le cycle de renouvellement de l'automobile est de l'ordre de cinq ans », rappelle l'INSEE dans sa dernière étude sur l'industrie automobile. « Les achats de voitures particulières neuves avaient aussi chuté en 1984 de 10 % et en 1980 de 5 % ».



Les cycles d'immatriculation de voitures neuves

Mais, selon certains experts, on aborderait la fin de la crise. La société d'études DRI (Data Resources Inc.) table sur une croissance du marché français de 11,6 % en 1992.

Si, en 1990, le taux de pénétration des voitures étrangères a continué d'augmenter, passant de 37,8 % en 1987 à 42,3 %, la hausse des exportations (vers l'Allemagne en particulier) permet néanmoins d'améliorer le solde commercial, qui atteint 24,5 milliards de francs en 1990.

CIC
PARIS

LES PREMIERS RESULTATS DE 1991 CONFIRMENT LE REDRESSEMENT DU CIC PARIS

Les comptes du CIC Paris pour l'exercice 1990 viennent d'être approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du CIC Paris qui s'est tenue le 30 mai 1991. Avec un résultat courant d'exploitation de 132 MF en 1990, le CIC Paris affirme une nouvelle dynamique que les premiers résultats de 1991 viennent conforter.

1. L'EXERCICE 1990.

Le CIC Paris est redevenu bénéficiaire en 1990, même si l'on ne tient pas compte des éléments exceptionnels, recueillant ainsi les premiers fruits d'une action de redressement engagée depuis trois ans.

Le produit net bancaire de l'exercice 1990 s'est élevé à 2 320 MF, en hausse de 13 % par rapport à 1988. Cette augmentation résulte à la fois d'une progression de l'activité et d'une compétitivité accrue. A 1 851 MF, les frais généraux ont été inférieurs en 1990 au niveau qui était le leur en 1988. Au cours de la même période, les effectifs ont été réduits de près de 20 %. Parallèlement à cet effort de rigueur dans la gestion, un important programme de modernisation a été entrepris avec une enveloppe d'investissements de l'ordre de 600 MF sur les seules années 1990/1991 dont l'essentiel est consacré à la rénovation des équipements informatiques du réseau et des outils de production ainsi qu'à l'ouverture de nouveaux points de vente.

Le résultat brut d'exploitation est passé de 193 MF en 1988 à 469 MF en 1990. L'ensemble des risques, y compris sur l'étranger, a fait l'objet d'un effort significatif de provisionnement. On peut considérer aujourd'hui que le fonds de commerce est très largement assaini ainsi qu'en témoigne la baisse des provisions courantes au cours du dernier exercice.

Le résultat courant d'exploitation a été bénéficiaire en 1990 de 132 MF contre un déficit de 187 MF en 1988 et de 79 MF en 1989. La vente, à la fin de l'exercice précédent, d'un immeuble situé à proximité du siège social et représentant une partie limitée du patrimoine immobilier de la banque a permis notamment de dégager un résultat social de 720 MF en 1990.

Les fonds propres atteignent maintenant trois milliards de francs permettant à la banque d'afficher un ratio Cooke satisfaisant.

2. LES PREMIERS RESULTATS DE 1991.

Au premier trimestre 1991, le résultat brut d'exploitation s'établit à 140,4 MF soit une progression de 18,7 % par rapport à la période comparable de 1990. Le résultat courant après provisions et amortissements est lui-même en forte croissance et atteint 37,2 MF.

Ces résultats sont la conséquence des efforts entrepris pour diversifier les profits et accroître le volume des commissions tout en maîtrisant les risques et les frais généraux.

CEE

Le rapprochement des taux de TVA et d'accises

Le désaccord persiste entre les Douze sur la fiscalité indirecte

L'essai marqué par les Douze le 3 juin (*Le Monde* du 5 juin) n'a pu être transformé lors de leur rencontre, le 10 juin, à Luxembourg. Les ministres des finances ne sont pas parvenus à s'entendre sur les conditions de rapprochement des taux de TVA et d'accises, ces taxes à la consommation qui sont perçues sur les boissons alcoolisées, les tabacs, les carburants et les huiles de chauffage. En l'absence d'un minimum d'harmonisation de ces taxes, l'abolition des frontières fiscales au 1^{er} janvier 1993 pourrait susciter de sérieuses distorsions de concurrence. M. Jean-Claude Juncker, le ministre des finances du Luxembourg, aurait l'intention de réunir à nouveau le conseil le 24 juin.

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)

de notre envoyé spécial

Le 3 juin, onze pays membres s'étaient mis d'accord pour fixer le taux normal minimum de TVA à 15 % et pour préciser dans quelles conditions des taux réduits et super-réduits pourraient être appliqués. Le Royaume-Uni, sans rien avoir à redire à la grille des taux minima ainsi fixés, restait à l'écart de cet arrangement pour des raisons politiques, estimant que de telles dispositions fiscales essentielles n'avaient pas à faire l'objet d'une directive communautaire et devaient rester de la stricte compétence des Etats membres.

L'objet de la réunion du 10 juin était de compléter l'accord technique de la semaine précédente en l'étendant au taux d'un certain nombre d'accises et de surmonter ou de contourner l'obstacle politique. Ni l'un ni l'autre de ces objectifs ne furent atteints. Invoquant notamment la santé des consommateurs, les pays du nord de la CEE trouvèrent trop bas les droits d'accises sur les alcools et tabacs figurant dans le projet de compromis de la présidence luxembourgeoise alors que ceux du Sud (pays producteurs) les estimaient trop élevés. Un débat micro-chimique, à propos des taxes à appliquer aux vins, opposa les Français qui, pour des raisons de contrôle, plaident pour imposer un écu (7 francs) par cent litres, aux Allemands qui préféreraient un taux zéro ou plutôt pas d'accises du tout.

Surmonter
l'opposition britannique

Le départ hâtif des ministres n'a pas facilité la recherche d'un compromis qui pourtant, de l'avis général, n'était pas hors de portée. Au cours de l'après-midi, avant de quitter Luxembourg, M. Pierre Bérégovoy se disait convaincu que l'opposition britannique serait surmontée et qu'il était donc sur un accord. La formule ambiguë pour laquelle M. Norman Lamont, le chancelier de l'Echiquier, avait manifesté quelque compréhension au cours du déjeuner était la suivante : les Douze, dans l'hypothèse où ils auraient réussi à surmonter leurs divergences sur les taux d'accises minimales, auraient donné leur feu vert, Royaume-Uni inclus, à l'accord technique ainsi mis au point.

Onze pays auraient indiqué que cet accord devrait être formalisé sous la forme d'une directive, le Royaume-Uni affirmant le contraire. Le tout avec l'espoir que dans six à huit mois, lorsque le texte de la directive serait prêt à être adopté (après l'avis du Parlement européen) les Britanniques pourraient alors soit voter pour, soit s'abstenir (la réglementation fiscale exige l'unanimité, mais celle-ci n'est pas remise en cause par une abstention).

En fin d'après-midi, M. Lamont ayant lui aussi rejoint ses pénates londoniennes, ces bonnes intentions britanniques semblaient avoir disparu. M. Christiane Scriver, le commissaire chargé de la fiscalité, se disait cependant convaincu que les Britanniques se prêteront au jeu lorsque le projet d'ensemble, et notamment son volet accises, aura été un peu mieux préparé par les ministres.

PHILIPPE LEMAITRE

ÉCONOMIE

Au congrès de l'UNIPED à Copenhague

Le commissaire européen à l'énergie veut libérer le marché de l'électricité

Devant le 22^e congrès de l'UNIPED (Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique), réuni pour quatre jours à Copenhague, le commissaire européen à l'énergie, M. Antonio Cunha E. Cardoso, a réaffirmé, le 10 juin, la volonté de Bruxelles d'obtenir la suppression des monopoles d'importation et d'exportation d'électricité en Europe d'ici à 1993.

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

Plus ou moins convaincus de pouvoir passer entre les gouttes d'une libéralisation complète des échanges, les électriciens européens vont devoir revoir leur position. Dans le discours très politique qu'il a tenu, lundi 10 juin, devant les principaux représentants de l'Europe électrique réunis en congrès à Copenhague, le commissaire européen à l'énergie, M. Antonio Cunha E. Cardoso, s'est employé à dissiper leurs illusions.

S'il a reconnu certaines spécificités au secteur électrique, M. Cardoso n'en a pas moins souligné que celles-ci ne justifiaient pas de traitement d'exception. Ainsi, selon lui, la concurrence ne remet pas en question la sécurité de l'approvisionnement, argument pour-

tant invoqué par la plupart des électriciens européens pour s'opposer à la déréglementation du secteur énergétique. « La Commission de Bruxelles a décidé, de façon ferme et irrévocable, de développer un marché unique qui inclut le marché énergétique », a-t-il affirmé.

M. Cardoso a, par ailleurs, rappelé la volonté de Bruxelles d'obtenir d'ici à 1993 la suppression des monopoles d'importation et d'exportation d'électricité en vigueur dans la plupart des pays de la Communauté.

Le commissaire européen a surtout défendu, au nom du citoyen européen, le principe du *third party access* (le libre accès d'autrui au réseau d'électricité), principe très violemment contesté par les compagnies d'électricité, à l'exception des Britanniques. Le discours de M. Cardoso, réputé plus conciliant et pragmatique que son collègue britannique, Sir Leon Brittan, a été perçu par nombre d'électriciens européens comme un net raidissement de l'attitude de Bruxelles à leur égard. Lundi soir, les avis divergeaient quant à l'interprétation à donner à cette attitude. D'aucuns y voyaient une alliance ponctuelle et tactique du commissaire européen à l'énergie avec M. Brittan, d'autres n'hésitaient pas à évoquer un basculement de Bruxelles en faveur d'une déréglementation poussée de l'électricité.

CAROLINE MONNOT

ÉTRANGER

Conséquence de la réunification

L'Allemagne enregistre son premier déficit commercial depuis dix ans

Conséquence de la réunification et de la poursuite de la vive croissance outre-Rhin : pour la première fois depuis dix ans, l'Allemagne a, en avril, enregistré un déficit commercial mensuel de 1,4 milliard de DM (4,8 milliards de francs) (*nos dernières éditions du 11 juin*).

Les entreprises du pays, qui est le premier exportateur mondial, livrent en priorité la demande interne et les exportations ont décliné de 2,8 % en avril totalisant 54 milliards de DM. Dans le même temps, les firmes étrangères sont attirées par ce marché qui reste le seul à croître en Europe - on l'observe en particulier dans l'automobile - provoquant un bond de 17 % des importations à 55,4 milliards de DM. En avril 1990 l'Allemagne avait enregistré un excédent commercial de 8 milliards de DM.

Cette dégradation des échanges a provoqué une chute des excédents de la balance courante du pays (qui, outre les produits, prend en compte

les services et les transferts financiers). L'Allemagne a connu une balance courante positive de 108 milliards de DM en 1989, puis de 77 milliards en 1990 sous les premiers effets de la réunification. Depuis le début de l'année (quatre mois), les comptes sont devenus négatifs pour un total de 12 milliards de DM. Le chiffre d'avril est de 2,7 milliards. L'Allemagne doit donc importer des capitaux, ce qui donne des arguments à la Bundesbank pour maintenir des taux d'intérêt élevés.

L'Allemagne est un pays dont la balance commerciale annuelle a toujours été positive depuis 1952. Le déficit enregistré en avril devrait être compensé, le rattrapage allemand attendu dès le second semestre rééquilibrant les flux d'échanges. L'OCDE estime que la balance courante sera équilibrée sur l'année entière et qu'elle doit retrouver un léger excédent de 6 milliards de DM en 1992.

Actionnaires de la Société Générale, nous vous proposons de valoriser votre dividende

Du 10 juin au 5 juillet 1991 inclus

Nous vous proposons de percevoir votre dividende en actions Société Générale sur la base d'un cours attractif. Vous pouvez en effet choisir de recevoir votre dividende 1990 (15 F par titre, hors avoir fiscal) en actions émises au prix de 375 F⁽¹⁾.

Si vous souhaitez bénéficier de cette option, faites connaître votre choix à votre intermédiaire financier le 5 juillet au plus tard. Au-delà de cette date votre dividende sera automatiquement payé en espèces, si vous n'avez pas opté pour le paiement en actions.

Notre Assemblée Générale des actionnaires réunie le 31 mai 1991 sous la présidence de M. Marc Viénot a approuvé les comptes de l'exercice 1990 et a adopté les résolutions proposées.

Elle a renouvelé les mandats de cinq administrateurs, MM. Bébear, Donnedieu de Vabres, Fourtoul, Viénot et la Société Commercial Union Assurance.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a par ailleurs approuvé la conversion des actions privilégiées dites actions B en actions ordinaires qui prendra effet le 16 novembre 1991,⁽²⁾ et le projet de fusion-absorption de la Société Générale de Banque en Espagne, filiale de la Société Générale.

INFORMATION
DES ACTIONNAIRES
PAR MINITEL :
3614 GENE
PAR TÉLÉPHONE :
(1) 40.98.52.163614
GENE
RALE

(1) Valeur représentant 90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de bourse précédant le 31 mai 1991, diminuée du montant net du dividende.

(2) Conversion qui a reçu l'approbation des titulaires d'actions B, réunis en assemblée spéciale le 21 mai 1991.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Bellevue-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.Le Monde
PUBLICITEJacques Lesourne, président
Françoise Hugnet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDOPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-72-72 - Société filiale
du Journal Le Monde et Régie Press SA.Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LMImprimerie
de « Monde »
12, rue de Valenciennes
94052 IVRY CEDEXRÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806 FReproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et tirés du Monde au (1) 40-65-28-33ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BELLEVUE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc. : 281.311 FCommission paritaire des journaux
et publications, n° 57.437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Bellevue-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CHAMPS ECONOMIQUES

La France à la recherche d'une politique industrielle

Une faible marge de manœuvre

Notre pays doit rattraper l'Allemagne, affirme M^{me} Edith Cresson ; mais, entre le poids du passé, les contraintes du budget et le corset de la Communauté, le passage aux actes est malaisé

Un pays doit-il avoir une politique industrielle ? Les plus libéraux font valoir que l'interventionnisme de l'Etat est par lui-même néfaste puisqu'il gêne les forces du marché. Intervenir c'est ralentir les ajustements nécessaires pour des raisons sociales et politiques, et c'est donc amoindrir la compétitivité des firmes, c'est-à-dire celles du pays.

Le débat - multiséculaire - n'a jamais été tranché en France. Depuis dix ans, on est passé ainsi des nationalisations de 1982 et des plans sectoriels au désengagement de l'Etat, version Laurent Fabius, puis au pur libéralisme, style Alain Madelin, admirateur de l'économiste néoclassique autrichien Hayek et ministre de l'Industrie de Jacques Chirac.

De retour au pouvoir en 1988, les socialistes cherchent à fonder une nouvelle ligne d'action. Mais le champ théorique a été détruit par dix années d'aller et retour. Les références - pourquoi et comment intervenir ? - ont disparu et les économistes industriels sont partagés, incertains ou muets.

Le retour de l'Etat

Roger Fauroux, ministre de Michel Rocard, s'appuie sur son passé d'ancien président de Saint-Gobain : l'industrie est d'abord l'affaire des industriels. Il relance une politique industrielle *à minima* : soutien aux entreprises par la technologie et aide au redéploiement local (les deux formes autorisées par Bruxelles). Mais les moyens accordés par Michel Rocard et Pierre Bérégovoy lui manquent souvent : le budget du ministère continue sa décroissance.

La seule possibilité d'agir concerne les entreprises publiques. Roger Fauroux plaide pour que l'Etat fasse amplement son devoir ou, faute de crédits, accepte une privatisation partielle. Après mille acrobaties, le *« ni-ni »* cède au début 1991 : les groupes publics peuvent désormais recevoir jusqu'à 49 % de capital privé.

Le ralentissement économique de 1990, contribuant pourtant à changer les mentalités. Japon et Allemagne affichent leur solidité tandis que les pays « libéraux » plongent dans la

récession. Si les années 80 marquaient le triomphe des entreprises, de la finance et de la Bourse, les années 90 commencent sous le signe du long terme, de la technologie, du retour de l'Etat. La climat redevient favorable à « la politique industrielle ».

En France même, on s'interroge : comment expliquer que la désinflation, le redressement des « grands équilibres » et la stabilité du franc, ne se traduisent pas - ou ne se traduisent pas assez, ou pas assez vite - par une consolidation du commerce extérieur ? Sa dégradation n'est-elle pas le signe, sinon d'un échec de la politique économique menée depuis 1983, du moins d'une insuffisance, comme le pense Edith Cresson ?

Comme le déficit commercial provient de la seule industrie, et ce depuis 1984, comment revitaliser ce secteur ? Comment rattraper le retard accumulé dans les industries de pointe comme l'électronique ? Comment sauver l'automobile, l'un des rares « points forts » du commerce extérieur, aujourd'hui menacé par les Japonais ? Les grands groupes privés ou nationalisés vont bien, mais les PMI souffrent et la France manque toujours de moyennes entreprises. Comment les soutenir ?

Les questions se sont pas neuves. Mais elles se reposent et les avis divergent à nouveau sur les remèdes à appliquer. Les économistes socialistes, dont une majorité s'est ralliée à un « libéralisme tempéré », sont eux-mêmes très divisés. En revanche, le diagnostic sur le « mal industriel » fait *grasso modo* l'objet d'un accord de tous. Pour résumer on peut souligner trois handicaps de l'industrie française.

Le premier est celui de la taille. Pour avoir investi trop peu et mal depuis vingt-cinq ans (environ depuis 1968), la France souffre d'une base industrielle trop étroite. L'industrie a perdu 1,3 million de ses 6 millions d'emplois de 1974. Depuis dix ans l'indice de la production industrielle stagne. Les entreprises vont mieux, mais elles restent trop peu nombreuses.

Le deuxième est celui de la spécialisation. Trop tournée vers les grands contrats (STP, ingénierie) et vers les pays du Sud, l'industrie n'atteint pas les clients de l'OCDE

et les secteurs à haute valeur ajoutée. Ses déficits croissants dans l'électronique en sont la preuve.

En outre, le tissu est déchiré : le redressement des deux constructeurs automobiles reste fragile car ils ne peuvent pas s'appuyer sur des équipementiers puissants. L'agroalimentaire est pénalisé par le système de distribution des « grandes surfaces », la pharmacie subit la politique gouvernementale de baisse du prix des médicaments, etc., etc.

Une compétitivité insuffisante

Le troisième est celui d'une compétitivité insuffisante des entreprises. Le ralentissement économique a montré que le redressement des comptes a été trop célébré à la fin des années 80. Le retour des profits a caché la persistance de faiblesses structurelles importantes. Un défaut de recherche-développe-

ment plonge trop souvent les sociétés dans une sorte d'ignorance ou d'isolement technologique ; il en résulte un positionnement sur des produits trop « bas de gamme » ; leur recrutement s'effectue, du coup, en bas de l'échelle. Au total, les produits français manquent de « qualité » et ils sont exposés à une concurrence par les prix. Voilà pourquoi le franc fort freine les nombreux industriels qui n'ont pas achevé ou même entamé, leur repositionnement « haut de gamme ».

Encore faut-il en avoir les moyens. Le défaut de « compétitivité » adressé aux entreprises vaut pour le pays dans son entier. Le système scolaire tarde à fournir les salariés qualifiés (ouvriers, techniciens ou ingénieurs) nécessaires. En France, malgré dix ans de « révolution de l'entreprise », il vaut toujours mieux placer son épargne dans la pierre que dans les usines. L'argent est rare et cher. Il est

désormais (assez) rapide de créer une entreprise : il reste kalfakien de la financer. L'image de l'industrie (mauvais salaires, conditions de vie difficiles, pollutions...) demeure déplorable.

Investissement, spécialisation et compétitivité : les trois axes d'une « nouvelle politique industrielle » sont tracés. Mais il reste à soulever les deux montagnes de la rigueur budgétaire et du traité de Rome qui interdit, sauf exception, les aides à l'industrie.

Dans le domaine de la compétitivité le gouvernement jouera sans doute sur un nouveau renforcement des crédits de la recherche et des liaisons entre les laboratoires et les usines. La différence dans les crédits de recherche de 20 milliards de francs face à l'Allemagne ne pourra pourtant être comblée avant longtemps.

La seconde défaillance nationale, le système éducatif, ne saurait non

plus être bouleversé du jour au lendemain. D'autant que, contrairement au dire du CNPF, les industriels ne savent pas plus que les professeurs ce qu'ils veulent : des formations professionnelles un jour de pénurie particulière et le lendemain des formations « générales » parce que, n'est-ce pas, les métiers changent sans cesse et que chacun doit pouvoir s'adapter. L'apprentissage devrait toutefois être mis en avant, quitte à bousculer l'éducation nationale.

Sur les investissements, il n'y a pas d'accélération miraculeuse à attendre. La politique macro-économique est inchangée. Le budget du ministère de l'Industrie ne fera pas l'objet d'un bond révolutionnaire, tandis la priorité reste celle de la défense du franc. Bercy a triomphé, et les taux d'intérêt resteront donc élevés.

Toutes les pistes seront pourtant examinées pour faciliter le financement de l'industrie. Il ne semble pas être question de revenir à des bonifications de prêts pour les industriels ; cette politique jugée non orthodoxe a été combattue par le ministère des finances avec plein succès. Toutefois, le plafond des CODEVI pourrait passer de 10 000 à 20 000 francs, à charge des banques de prêter à 9 % environ avec les fonds dégagés. Différentes mesures relatives au crédit interentreprises ou à la fiducie, devrait oxygéner un peu les PMI. Les administrations locales (Industrie, ANVAR, sociétés de reconversion...) pourraient aussi fonctionner de façon que les PMI n'aient plus affaire qu'à un seul guichet.

Des ententes bilatérales

Faut-il relancer des politiques sectorielles ? Le sujet est controversé depuis leur suppression en 1984 par Laurent Fabius. Mais comment sauver l'automobile face aux Japonais ? Et comment s'interroger sur l'entrée de Nippon Electric Co. dans Bull, sans avoir en tête un schéma d'ensemble pour l'informatic française ? La politique sectorielle est la prosa de l'industrie. On devrait donc assister à un renouveau à ce sujet.

Sur la table outre la voiture et les ordinateurs, sont déjà posés les dossiers de l'aéronautique (comment lutter contre les Américains et... les ambitions allemandes et nippones ?), le nucléaire (comment optimiser un dispositif éclaté entre trop de firmes et d'organismes ?) et la pharmacie. Ce dossier du prix des médicaments, ouvert par Michel Rocard, éclaire les difficultés : le plus efficace pour aider une industrie fragile serait d'augmenter les prix, mais il faut aussi limiter les dépenses de santé...

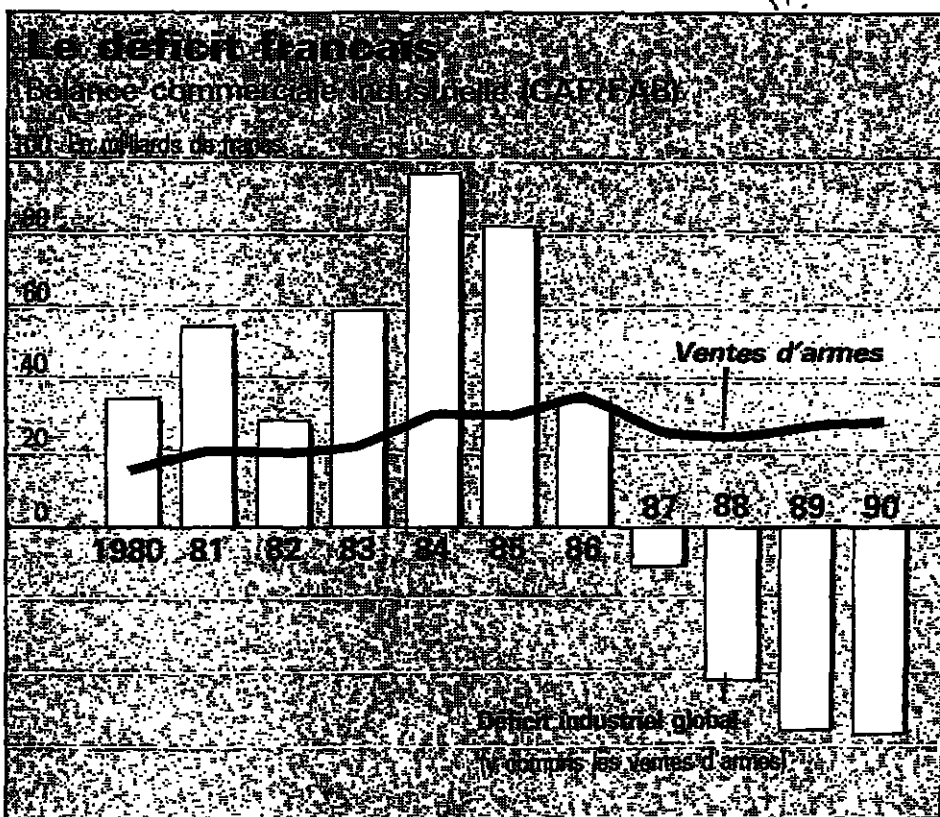
Reste l'Europe. Demander, comme Edith Cresson, que Bruxelles définisse « une politique industrielle européenne », voire, comme l'évoque Jacques Calvet, de Peugeot, « un amendement industriel à l'acte unique », est, d'une façon générale, prêcher dans le désert. Sauf à se contenter de déclarations sans effet, seule l'Italie nous suivrait, éventuellement. Les autres pays maintiendraient leur credo libéral.

Les divergences idéologiques sur l'Europe des Douze sont telles que la seule possibilité ouverte est le bilatéralisme et le cas par cas. Entente franco-allemande dans les télécommunications ou le nucléaire. Association franco-italienne dans les composants électroniques. Peut-on espérer mieux ?

La France pourrait menacer de quitter la table d'Europe qui ne place pas la sauvegarde de son industrie au devant de ses priorités. Mais le président de la République se veut le meilleur élève de l'Europe et il refuse d'avancer une politique de la chaise vide.

Sur l'Europe, le franc, les aides d'Etat, le coût de l'argent, la formation... le premier ministre ne pourra rien bâtir de « fracassant », selon l'expression élyséenne. Sur tout pas dans le délai de moins de deux ans qui nous sépare de 1993 ou... des élections. Mais Edith Cresson est pragmatique. Elle va choisir quelques dossiers et s'y tenir.

ERIC LE BOUCHER



Concevoir une action globale

Le territoire national doit être attractif pour les entreprises de toutes origines, française ou étrangères

par Gérard Lafay

Le déficit du solde industriel français, apparu depuis plusieurs années, pose un problème majeur à la politique économique. Les racines du mal remontent aux années 70, où les parts de la France commencèrent à reculer sur les marchés d'exportation, mais ces pertes étaient alors masquées par le dynamisme des marchés, car l'industrie française bénéficiait d'une demande soutenue de la part des pays du Sud.

La situation présente manifeste un grave échec national. Si les comportements des entreprises et des syndicats peuvent être mis en cause, la responsabilité première incombe à l'Etat, c'est-à-dire à tous les gouvernements successifs depuis plus de vingt ans. En dépit de quelques succès ponctuels, la France en est restée aux deux premiers âges de la politique industrielle, sans parvenir à choisir une stratégie adaptée au monde d'aujourd'hui.

Historiquement, le premier âge a été celui de l'intervention sectorielle, sous la forme soit de la protection à l'importation, soit du soutien à la production ou à l'exportation. On sait que cette intervention est susceptible d'être efficace lorsqu'elle est conçue dans un esprit offensif, permettant ainsi la naissance puis le décollage d'une industrie.

Le Japon et divers pays asiatiques ont illustré de telles stratégies qui doivent logiquement s'interrompre lorsque le secteur concerné a atteint ses objectifs, sous peine de se heurter à des mesures de rétorsion de la part des partenaires. En France, l'aéronautique offre un exemple réussi d'intervention sectorielle qui a permis de réduire la domination américaine, d'abord dans le domaine militaire, puis dans le domaine civil grâce à la coopération européenne.

Des mesures malthusiennes

Lorsqu'elle est défensive, l'intervention prend une tout autre nature. Le plus souvent, les mesures gouvernementales sont prises sous la pression d'entreprises peu performantes, incapables de s'adapter à la concurrence internationale. En principe temporaires, de telles mesures se prolongent pendant des années.

L'économie française a collectionné ce type d'interventions, en protégeant ou en aidant de nombreuses branches, et en multipliant les plans sectoriels. Les aides de l'Etat aux secteurs en déclin, tels que la sidérurgie ou la construction navale, ont été dix fois plus importantes que celles attribuées aux secteurs d'avenir. Au total, cette politique malthusienne a eu pour principal résultat d'handicaper l'économie française, car elle n'a

fait qu'entraver la spécialisation qui est nécessaire à toute insertion internationale.

Aujourd'hui, les aides directes de l'Etat ont dû être réduites en raison de leur coût budgétaire. En revanche, vis-à-vis de la concurrence extra-européenne, l'industrie française demeure beaucoup plus protégée que ne le sont l'Allemagne, la britannique, et plus généralement toutes celles de nos partenaires du

nord de la Communauté (exemples du textile et de l'automobile).

Or la mise en œuvre du marché unique européen, le 1^{er} janvier 1993, doit normalement se traduire par la disparition des protections nationales. Dès lors, le recours à l'intervention sectorielle sera encore plus restreint car, en raison de ses résultats, la France n'a aucune chance de convaincre ses principaux partenaires d'aligner

l'ensemble de la CEE sur son propre degré de protection.

Dans les années 80, tout en poursuivant certaines mesures de protection ou d'aide sectorielle, les gouvernements français se sont engagés dans le deuxième âge de la politique industrielle, caractérisé par la promotion du *champion national* dans chacun des secteurs. L'objectif devient alors de susciter des entreprises performantes et d'une taille mondiale.

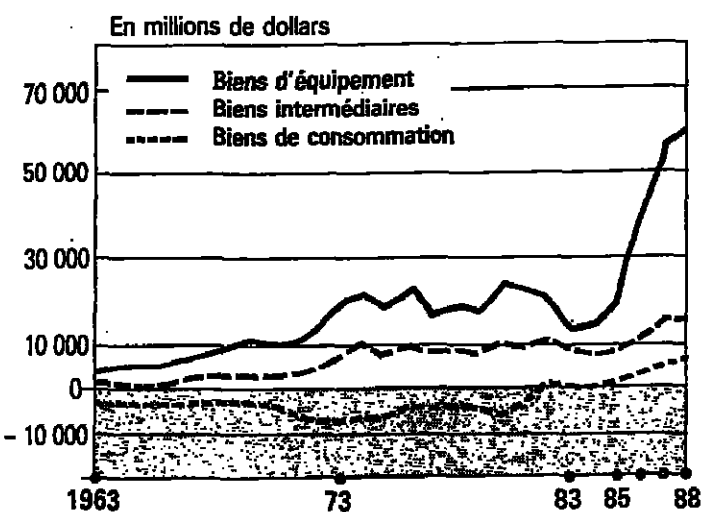
Cette politique a d'abord connu une variante étatiste, par la nationalisation des grands groupes industriels mise en œuvre sous le gouvernement Mauroy. Dans la variante libérale, qui prévaut depuis le virage amorcé sous le gouvernement Fabius, c'est la sélection naturelle qui doit permettre l'émergence des champions. Cette orientation a été accentuée par la privatisation et la déréglementation opérées sous le gouvernement Chirac, et elle s'est poursuivie sous le gouvernement Rocard.

A première vue, ces deux variantes successives ont connu quelques succès. Certaines entreprises nationalisées font honneur à la France, notamment lorsqu'elles disposent d'un monopole naturel (cas de la SNCF ou d'EDF).

(Lire la suite page 26)

► Directeur adjoint du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales.)

L'excédent industriel allemand vis-à-vis de la France



CHAMPS ECONOMIQUES

La France à la recherche d'une politique industrielle

A quel Saint-Simon se vouer ?

par Gabriel Colletis

A pensée de Saint-Simon – Claude-Henri – est à l'honneur avec ses trois attributs fondamentaux : la nécessaire coopération de la société civile et de l'Etat, la dimension européenne de l'action politique des Etats nationaux, l'accent mis sur le progrès des sciences et du savoir. Toutefois le rappel de ces thèses semble s'effectuer pour l'heure sur un registre quelque peu différent. Si l'Europe reste l'objectif, la priorité affirmée est celle d'une politique industrielle dynamique.

Les inspirateurs immédiats de cette politique paraissent être les industriels eux-mêmes, ou du moins certains d'entre eux, ce qui sans doute constitue le rapprochement le plus net avec les thèses bien connues de Saint-Simon : « Admettons que la France conserve tous les hommes de génie qu'elle possède dans les sciences, dans les arts et dans les métiers, mais qu'elle ait le malheur de perdre tous les grands officiers de la Couronne, tous les ministres d'Etat [...], il n'en résulterait aucun mal politique pour l'Etat. » (Parabole de Saint-Simon, 1810).

Nous ne discuterons pas ici de la conception particulière de l'industrie que peuvent avoir certains patrons, semble-t-il fort en cour actuellement, n'hésitant pas pour l'un à pratiquer un dialogue social digne du XIX^e siècle.

Le premier d'entre eux est que les déclarations mettant l'accent sur le péril nippon ont pour contrepartie l'admiration entretenue pour le MITI, dont on a pu dire, un bref moment, qu'il avait inspiré la création d'un ministère regroupant le commerce extérieur et l'industrie... mais aussi les finances, l'économie, le budget ainsi que les PTT, le commerce et l'artisanat !

Espoir de miracle

Le second paradoxe tient précisément de la nature de ce super-ministère. Alors qu'il y a peu de temps, un des membres éminents du PS, ancien ministre du budget, avait plaidé en faveur d'un réajustement des structures gouvernementales au bénéfice de la « logique industrielle », dénonçant au passage la toute-puissance du ministère des finances, on assiste aujourd'hui à un renforcement sans précédent de ce dernier dont on ne voit pas par quel retournement subtil il changerait de culture.

Si les espoirs des industriels doivent se fonder sur les probabilités de réalisation de ce qui tiendrait du

miracle, gageons que ceux-ci ont peu de chances d'obtenir satisfaction. La politique du franc fort, qui, soit dit en passant, présente de réels avantages dès lors que l'on souhaite favoriser l'internationalisation des firmes françaises et qui est cohérente avec une logique selon laquelle un pays compétitif est un pays qui parvient à acheter peu cher les marchandises dont il a besoin et à vendre à un prix élevé sa production sur les marchés étrangers, risque fort de demeurer, avec son corollaire, la décléation de la progression des coûts salariaux unitaires, le cœur de la politique industrielle française.

Le troisième paradoxe est que l'appel à la mobilisation générale pour gagner la guerre économique s'accompagne apparemment du maintien en seconde ligne des préoccupations en matière d'aménagement du territoire. Alors que ces dernières avaient semblé gagner en importance, allant jusqu'à devenir un paramètre essentiel de la définition du schéma universitaire, voire d'une politique de la recherche centrée sur la diffusion des innovations, laissant espérer à certains que l'on pourrait annoncer bientôt la nomination d'un ministre de l'aménagement du territoire à part entière, celui-ci est placé maintenant sous la responsabilité du nouveau ministre de la ville, quittant le ministère de l'Industrie. On peut craindre ainsi que la dimension

industrielle de l'aménagement du territoire ne perde en lisibilité, même s'il est vrai que la dimension urbaine des infrastructures universitaires et de recherche est aujourd'hui une (re)découverte majeure des politiques d'aménagement de l'espace.

Le dernier paradoxe, enfin, concerne la place du ministère de la recherche. Au même titre que l'éducation et la formation, la recherche constitue le véritable fondement d'une politique industrielle sur le long terme. Comme les Allemands l'ont bien compris, un ministère de la recherche puissant, articulant ses actions avec le ministère de l'économie, constitue un instrument de promotion d'une compétitivité de plus en plus fondée sur la maîtrise des technologies.

Il est vrai cependant qu'en Allemagne, depuis longtemps, le ministère de l'économie et celui des finances ne sont plus confondus, d'après le principe selon lequel le budget de la nation ne saurait être confondu avec celui de l'Etat. On peut se demander si, en France, le renforcement du ministère de la recherche, voire son articulation avec un ministère de l'aménagement du territoire à part entière, n'aurait pas constitué un levier plus efficace pour le développement de l'industrie que le renforcement des pouvoirs du quai de Bercy.

► Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Grenoble.

Le poids du passé

Pendant une bonne partie de l'après-guerre, les entreprises françaises ont souffert d'un grave handicap par rapport aux entreprises allemandes : les charges financières passaient traditionnellement très lourdes dans leurs résultats et obéraient ainsi leur rentabilité. Ce handicap est en train de diminuer.

Le poids des charges des entreprises françaises était trop important pour leur permettre de dégager un autofinancement suffisant, ce qui a limité pendant longtemps leurs capacités d'investissement, d'autant que leurs structures de financement étaient également défavorables. Depuis 1984, toutefois, comme le relèvent les *Cahiers économiques et monétaires* de la Banque de France (numéro 38), ce handicap s'est très sensiblement atténué, au point de placer souvent à égalité entreprises françaises et allemandes.

Une trésorerie abondante

Toutefois, la situation en France reste moins bonne qu'en RFA. Si le poids des dettes à court terme est devenu identique dans les deux pays, le niveau moyen des frais financiers globaux demeure supérieur en France à celui observé en Allemagne, du fait, notamment, de la persistance d'un coût de financement apparent nettement plus élevé.

Certes, à l'heure actuelle, les taux d'intérêt à court et à long terme pratiqués à Paris ont presque rejoint ceux de Francfort en réel, c'est-à-dire hors inflation. Mais les entreprises allemandes, qui n'ont jamais souffert du blocage des prix, ont pu accumuler des réserves considérables depuis les années 80, tandis qu'en France ce blocage n'a véritablement pris fin qu'en 1987 et

à coût très cher : chez Michelin, par exemple, on estime ce coût à 11 milliards de francs, qui font bien défaut aujourd'hui.

En Allemagne, les grandes entreprises ont toujours disposé d'une trésorerie nette très abondante et la plupart du temps, ont bénéficié d'une aisance inconnue en France. Le groupe Mercedes ne paie-t-il pas aux actionnaires leurs dividendes par prélevements sur les revenus de son portefeuille ? Quant aux petites et moyennes entreprises, le plus souvent à caractère familial, elles ont pu accumuler des fonds propres que leurs homologues leur envient souvent.

En outre, si l'écart de taux d'intérêt entre la France et l'Allemagne a pratiquement disparu, les conditions de cette disparition ne sont pas très satisfaisantes. Les taux français ont certes pu baisser grâce à la maîtrise tenue de la monnaie. Mais ce sont surtout les taux allemands qui ont monté, à l'initiative d'une Banque centrale soucieuse de lutter contre l'inflation et la surchauffe économique.

On aboutit donc à un paradoxe étonnant : dans un pays comme la France, en plein ralentissement économique, les entreprises paient l'argent aussi cher qu'en Allemagne, où l'élevage de son coût constitue une arme de combat et, de toute façon, est mieux supportée par les entreprises dont les structures financières restent plus solides. Même si la défense du franc empêche de grandes manœuvres dans ce domaine, un tel handicap, très pénalisant, doit être réduit au plus tôt, sous peine de dommages qui pourraient être graves.

On peut mesurer à cette occasion tout le poids du passé.

FRANÇOIS RENARD

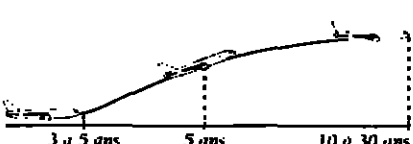
Inventer le ciel.



Le ciel de demain sera différent du ciel d'aujourd'hui. Anticipant l'avenir, les hommes et les femmes de la SNECMA travaillent dès maintenant à inventer le ciel des générations futures.

A la SNECMA, l'innovation privilégie trois objectifs prioritaires : fiabilité, économie, écologie.

Voilà notre ambition, notre manière bien à nous d'inventer le ciel afin de concevoir et fabriquer des moteurs toujours plus performants, plus économiques et encore plus respectueux de l'environnement.



3 à 5 ans d'études, 5 ans de mise au point et développement et 30 ans de production en série : nos moteurs ont la vie longue.

22 % de notre chiffre d'affaires sont consacrés à la Recherche et au Développement, 3,2 milliards de francs en 1990. Les enjeux technologiques justifient la hauteur de l'investissement.

La SNECMA invente des matériaux utilisés par les moteurs du monde entier, par exemple l'AM1. Cet alliage, capable de résister à de très hautes températures (supérieures à 1200°C), est employé pour les aubes monocrystallines de la turbine Haute Pression du M88.

Le plus léger et le plus puissant des moteurs, pour une puissance de 100 Ch, le moteur M88 du RAFALE, ne pèse que 1,5 Kg. Pour la même puissance, un moteur de Formule 1 pèserait 21 Kg.

SNECMA
LES MOTEURS DU CIEL

Concevoir une action globale

Suite de la page 25

Dans les secteurs soumis à la concurrence extérieure, les entreprises – publiques ou privées – ont été réhabilitées : bénéficiant de la restauration de leurs marges et de l'allègement des contraintes étatiques, elles se placent plus favorablement dans le « championnat » mondial. Multipliant les fusions et acquisitions, non seulement en France, mais aussi à l'étranger, les plus grosses entreprises françaises rejoignent ainsi la nouvelle forme d'expansion internationale : la localisation de production industrielle sur des territoires étrangers.

Si ce mouvement est normal, il met précisément en lumière l'ambiguïté de la politique du champion national. Tant que les entreprises se contentaient d'exporter, leur intérêt se confondait avec celui de la nation. Mais au fur et à mesure que la part de l'investissement productif à l'étranger s'accroît, la logique des entreprises se dissocie de plus en plus de la logique des nations.

Certes, il n'est pas négligeable pour la France que des capitaux ou hommes d'affaires français soient présents dans des industries étrangères. Mais l'investissement productif crée d'abord de la valeur ajoutée et de l'emploi sur le territoire du pays où il s'effectue. Pour l'économie française, l'investissement étranger en France est donc plus intéressant que l'investissement français à l'étranger.

Désormais dépassée par les profondes mutations du monde contemporain, la stratégie de l'Etat doit changer de cap. Il est temps de mettre en œuvre le troisième âge de la politique industrielle, celui de l'action globale. L'enjeu est clair : pour que le territoire national devienne un lieu d'innovation et de dynamisme industriel, il doit être attractif pour les entreprises de toutes origines (françaises ou étrangères).

Cela implique : un potentiel de chercheurs de haut niveau, organisés de façon concertée au stade pré-concurrentiel ; un rapport favorable entre la qualité et le coût de la main-d'œuvre ; un ensemble performant de réseaux de transport et de communication ; un environnement propice à l'investissement (épargne abondante, perspectives de débouchés).

Tous ces domaines relèvent, à l'évidence, du rôle de l'Etat. Les uns sont liés à la régulation macro-économique (fiscalité non pénalisante, taux de change évitant la surévaluation, conditions d'une croissance saine), les autres exigent de repenser nombre de comportements

et de structures en fonction de l'impératif industriel.

Certes, la France dispose d'atouts, en particulier sur le troisième point (TGV, autoroutes, télécommunications). Toutefois, face au défi japonais, la recherche concertée reste embryonnaire, en dépit des efforts menés dans le cadre européen. Et que dire de l'inspiration dynamique de notre système d'éducation et de formation professionnelle ?

Une action globale ne peut être définie par les responsables de chacun des domaines (l'éducation nationale, par exemple, est une affaire trop sérieuse pour être organisée par le seul corps enseignant). Ce qui est requis, c'est une vision d'ensemble des exigences du futur économique et social de la nation, guidant les choix d'équipement collectif et orientant les réformes structurelles des ministères concernés.

Approche prospective dépassant la gestion conjoncturelle, concertation avec les forces vives de la nation, tels étaient les ressorts de la planification « à la française », tombée graduellement en désuétude. Tels pourraient être demain les fondements d'une planification à long terme dont l'impératif industriel serait la clé de voûte.

GERARD LAFAYE

PCS
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

- Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques, créé en 1976
- Classes préparatoires HEC
- Corps professionnels réputés
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour Bacheliers B, C, D.

Classes « pilotes » HEC

Conditions d'admission

- Vote générale bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Vote économique
- Bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GRUPE ELSICA - PCS
42, rue de la Fédération 75015 Paris
18, 07 45 66 59 76
enseignement supérieur privé

مكتبة الزمزم

CHAMPS ECONOMIQUES

La France à la recherche d'une politique industrielle

Définir une nouvelle stratégie

Face au renforcement du capitalisme d'État, Paris doit rechercher constamment l'efficacité

par Jean-Louis Levet

L'INDUSTRIE s'affirme comme la principale arme de la guerre économique mondiale et le socle de la souveraineté politique d'une nation : le Japon, confiant désormais dans sa puissance industrielle et financière, bien assis sur un marché intérieur hyperprotégé, prépare sa conquête européenne après la réussite de sa campagne américaine.

Parallèlement, il travaille à un projet de coordination économique et de représentation politique de la zone Asie-Pacifique avec la Chine et les « petits dragons », dont les résistances vis-à-vis de l'impérialisme nippon s'estompent au fur et à mesure que le flot de l'aide japonaise s'amplifie. La rêve des impérialistes japonais des années 30 – constituer une sphère de prospérité asiatique centrée sur Tokyo – prend forme.

Pour sa part, la RFA, l'autre grande puissance industrielle, a pris une longue avance sur ses partenaires européens, par la mondialisation de ses activités et la volonté affirmée de conquérir de nouvelles positions dans les industries de demain (espace, aéronautique, communication...).

De leur côté, les Etats-Unis prennent conscience du danger qu'il y a à préférer depuis une décennie les artifices dorés de Wall Street à l'efficacité industrielle : ils viennent ainsi de décider de reconquérir des parts de marché dans l'électronique civile en annonçant une maîtrise du tout numérique en télévision sans laquelle leur suprématie en électronique militaire – confirmée par la guerre du Golfe – sera vite remise en cause.

Enfin, les nouveaux pays industrialisés, tels que le Brésil ou la Corée, concurrencent désormais leurs aînés dans des secteurs comme l'automobile, la micro-informatique, les grands travaux publics, l'ingénierie.

Les Etats deviennent ainsi de nouveaux concurrents, dont la concurrence dépasse celle des entreprises : depuis le début des

années 80, on assiste au renforcement de multiples modèles nationaux d'interventionnisme et de capitalisme d'État : la recherche, la technologie, la constitution d'un tissu industriel dense, la formation adaptée aux métiers de l'industrie... autant de priorités bien assurées bénéficiant d'appuis financiers d'une ampleur jamais égalée et d'une vision à long terme. Désormais, les Etats « performants » cherchent à modifier à leur avantage les conditions de la concurrence.

Face à ces deux tendances majeures de l'économie mondiale – la puissance par l'industrie et le renforcement des Etats concurrents – la France donne l'impression de rester en retrait. Devant ses concurrents qui croient beaucoup en eux et ont aux idées qu'ils affichent, elle pêche par timidité – un fort complexe d'infériorité industrielle. Elle fait preuve de l'enthousiasme angélique du néophyte au risque de pratiquer un désarmement unilatéral en méconnaissant les nouvelles formes que revêtent le protectionnisme et l'interventionnisme au sein même des pays industrialisés dit libéraux.

Prisonnière de méthodes « ringardes » de protectionnisme occasionnel, inhibée par trente ans d'interventionnisme myope, et variant au gré des modes (ce sont succédé Etats-providence, Etat-secouriste, Etat-grand timonier, Etat-minimum...), la France n'a jamais su définir une réelle politique économique basée sur le développement industriel. Cela tient à des diagnostics stratégiques obstinément erronés, à une piètre organisation avec la dispersion des centres publics de décision et leurs querelles intestines, à une inconstance dans l'action (à l'exception des grands programmes et des restructurations menées dans le cadre des nationalisations), au poids prépondérant donné aux affaires en crise.

En fait, il s'agit d'une incompréhension des composants de la compétitivité dans les milieux dirigeants français tant politiques qu'économiques, dont la connaissance et le contact avec le monde industriel et ses métiers restent très

superficiels. Ainsi, de gigantesques contresens anéantissent l'application d'une véritable politique de l'industrie : c'est vrai de nombreux faux experts écoutés qui prennent pour l'effet la cause en prônant la fameuse thèse de la nécessaire spécialisation de l'industrie française.

Ce n'est pas parce qu'une industrie se spécialise qu'elle devient performante. C'est parce qu'elle a d'abord réussi à devenir compétitive en valorisant l'ensemble des savoir-faire industriels (organisation, formation, qualité, marketing, décloisonnement des fonctions...) qu'elle peut ensuite forger de grands pôles de spécialisation.

Contresens au niveau de l'Etat : en aval, il se déstabilise de ses prérogatives au bénéfice des régions qui, en l'absence de toute coordination, se livrent à des surenchères coûteuses pour attirer les implantations industrielles. En amont, il défend mal les intérêts de la France au sein de la Commission européenne, en particulier par une présence insignifiante dans les domaines stratégiques (industrie et construction du marché unique) mais pléthorique dans les directions de l'agriculture et du tiers-monde.

La deuxième étape

Contresens enfin dans la « gestion » du déficit national des échanges industriels quand l'alternative suivante est proposée : il suffit de favoriser l'implantation massive d'usines étrangères sur le territoire, qui produiront, exporteront, rééquilibrant ainsi la balance commerciale et créant même des emplois.

C'est ne rien comprendre à la stratégie japonaise, qui est pourtant claire : après l'étape de la conquête des marchés par l'exportation de ses produits, l'économie japonaise met en œuvre la seconde par l'exportation de ses usines, mais aussi par la délocalisation de ses banques et de ses compagnies d'assurances. Elle se prémunit ainsi contre d'éventuelles réactions protectionnistes, se prépare à la pénurie de main-d'œuvre qui s'annonce, et surtout elle a pour ultime objectif de

maîtriser, au-delà de ses débouchés, ses approvisionnements et les circuits financiers.

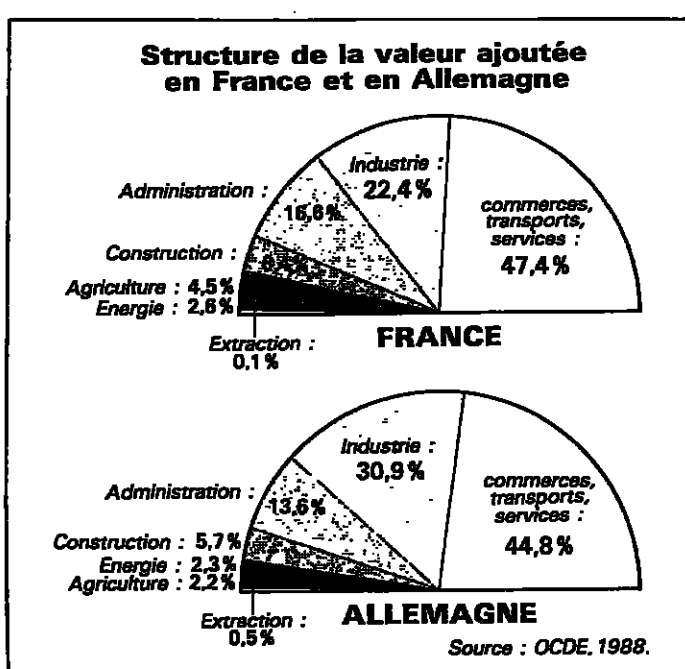
Alors, le contrôle des origines de ses importations lui permettra de se substituer massivement aux producteurs européens. Ainsi le Japon, en développant ses importations à partir des usines créées aux Etats-Unis, puis dans la CEE, et en captant les principales sources technologiques locales, importera chez lui des produits japonais fabriqués ailleurs, et maîtrisera dans sa diversité la technologie mondiale, creuset des produits de demain.

On le voit, la France doit relever, avec la CEE, le défi de l'efficacité industrielle, après avoir, au cours de la décennie précédente, mis en œuvre une politique macro-économique adaptée aux réalités de l'économie mondiale et enclenché la modernisation de son industrie. Mais, pour cela, c'est une volonté politique sans faille qui doit être affirmée et mise en œuvre par l'impulsion d'un nouveau modèle stratégique de développement axé sur l'industrie et s'organiser autour de deux grands axes :

• La recherche constante de l'efficacité industrielle : la France a des atouts (culture technique, créativité, recherche de qualité...) pour franchir une nouvelle étape qui nécessite la revalorisation des fonctions de production, l'élaboration de nouveaux modes de travail répondant au décalage qui s'est aggravé avec la crise, dans les entreprises publiques ou privées, entre les modes de fonctionnement et les attentes des salariés. Il s'agit plus largement d'une organisation sociale orientée vers une réelle efficacité créatrice.

Pour cela, l'Etat, les entreprises et les régions doivent apprendre à concevoir de nouveaux rapports. Ils ont à travailler ensemble dans les domaines-clés de la formation (la réadaptation aux métiers de l'industrie), de la recherche (la branche sur l'industrie) et le développement local (densification du tissu industriel et soutien aux PMI).

• Les outils nécessaires à la guerre commerciale : l'économie française doit trouver des réponses aux techniques commerciales offen-



sives utilisées par ses concurrents en redéfinissant ses stratégies de terrain. Les administrations concernées, comme les entreprises, doivent analyser les actions des concurrents en termes de stratégies offensives et de techniques commerciales destinées à déstabiliser l'adversaire : piratage informatique, lobbying influençant les centres de décisions politiques, *brain-drain* des cerveaux, désinformation (le mythe de l'Europe forteresse créé par le Japon I), système d'espionnage industriel...

Il s'agit ensuite de développer une politique d'information et de veille technologique, en coordonnant les actions des organismes existants. Faire l'apprentissage du lobbying et du droit international (la France a une longue tradition juridique) tant au niveau des pouvoirs publics que des firmes pour mener des actions concertées dans les négociations internationales.

Il faut faire valoir la réciprocité : avec un marché six fois plus ouvert que celui du Japon et trois fois plus que le marché nord-américain, la France, avec la CEE, doit utiliser ce point comme un atout afin de ne plus laisser le champ libre aux pays protégeant leur marché intérieur par tous les moyens.

Enfin, les dossiers actuels de l'électronique et de l'automobile en particulier montrent que, sans une mobilisation sans faille de la France pour une Europe industrielle solidaire et efficace, l'Europe monétaire et politique restera une belle illusion. Il est encore temps de combler nos carences en lucidité et de nous mobiliser encore davantage sur des actions concrètes d'envieure et continues, car l'expansionnisme de certaines nations ne trouve sa cause que dans la défiance des autres.

► Economiste.

LE MONDE. 15 AVRIL 1991.
NOUS AVONS 60 COMPAGNIES D'ASSURANCE
DANS 48 PAYS.
VOICI LES VÔTRES EN FRANCE :

CONCORDE
COMPAGNIE CONTINENTALE D'ASSURANCES
L'EQUITÉ
FÉDÉRATION CONTINENTALE
GENERALI FRANCE
EUROPÉENNE DE PROTECTION JURIDIQUE
LUTÈCE
EUROP ASSISTANCE



Quand vous vous adressez à un homme du Groupe Generali, c'est le Groupe tout entier qui apporte une solution à votre problème. Parlons-en.

L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

Au fond, un pays a le choix entre avoir une industrie ou avoir un ministère de l'industrie. Une fois qu'on s'est persuadé, comme on le devrait, que tels sont bien, en définitive, les termes de l'alternative, on est mieux à même de répondre à l'irritante question suivante (limitante, parce que revenant périodiquement sur le tapis sans jamais recevoir de réponse satisfaisante) : à quel correspond, si tant est qu'il signifie quelque chose de précis, le concept de « politique industrielle » ?

De ce point de vue, Edith Cresson devrait, dans la composition de son gouvernement, trouver un motif de satisfaction. Le ministère de l'industrie, en tant qu'entité autonome ou supposée telle, a cessé d'exister (chronique du 19 mai « Dangereuse obsession japonaise »). Avec la solution finalement retenue, la voie est plus libre pour définir une politique favorable à l'industrie, la seule chose qui doit importer au pragmatisme premier ministre.

Une politique industrielle ne se réduit pas forcément à un discours. Cependant, la politique industrielle est aussi, par nécessité de nature, un discours. Or ce discours est rarement anodin. Il est presque toujours nuisible. Cela mérite explication, car il est tentant de penser qu'il en est de la politique industrielle comme de la prose de Monsieur Jourdain. Tout le monde en fait, à ceci près que certains gouvernements s'en glorifient, alors que d'autres ne savent pas ou (cas plus fréquent) ne veulent pas savoir, ni reconnaître, qu'ils en font. Cette dernière attitude ressortit à ce que l'on pourrait appeler l'anti-discours sur la politique industrielle. Les gouvernements, soucieux de soigner leur image libérale, pratiquent ce genre d'anti-discours. Dans une interview publiée par *Business Week* (dans son numéro du 5 février 1990), John Sununu, directeur de cabinet (chief of staff) du président Bush commençait par affirmer l'absence d'une « industrial policy », mais se prévalait ensuite de l'aide fiscale apportée par l'administration à la recherche et développement (R-D).

Il reste que l'analogie entre la politique industrielle et la prose de Monsieur Jourdain ne tient pas la route. Si extensif qu'il soit, le concept de prose répond à une définition suffisamment précise pour que, dans la grande majorité des cas, on puisse l'appliquer sans hésitation. Tel n'est pas le cas pour la notion de politique industrielle.

Une industrie ou un ministère de l'industrie ?

Celle-ci peut recouvrir des mesures extrêmement hétérogènes, telles que le soutien apporté aux industries déclinantes (pas très difficile de faire passer pour « restructuration » des aides à fonds perdus), le freinage des importations (pas forcément tonique pour le développement industriel), sans oublier toutes les gammes possibles d'exemptions fiscales et de subventions présentées, à tort ou à raison, comme autant d'incitations à la productivité et à la compétitivité.

Supposons un instant qu'un gouvernement soit en mesure de sélectionner les futurs gagnants et les futurs perdants sur le marché — une hypothèse de plus en plus irréaliste au fur et à mesure que ce dernier s'internationalise et se diversifie. Il faudrait encore réaliser une autre condition pour que les fonds publics mobilisés pour augmenter les chances des gagnants potentiels et organiser la retraite des perdants ne soient pas plus ou moins gaspillés. Or il est presque impossible d'imaginer qu'elle puisse l'être. Cela tient à la nature même de cette condition qui consisterait à exercer un contrôle vigilant sur l'emploi des aides de toutes sortes octroyées. Examinons ce point d'un peu plus près.

Dans la pratique, les politiques industrielles, outre la mission d'encourager la formation d'entreprises « musclées », se donnent pour tâche de stimuler les « innovations ». Cela revient à faire prendre en charge par l'Etat une part souvent importante des dépenses de R-D correspondantes. Un homme aussi soucieux de ne pas galvauder les interventions publiques que Roger Fauroux estimait comme prioritaires ces deux objectifs quand il était ministre de l'industrie — à part entière — sous le gouvernement Rocard.

Le premier de ces objectifs relève de ce qu'on a parfois appelé la politique des « champions industriels ». En attendant que le champion soit suffisamment fort pour se mesurer avec ses futurs concurrents étrangers, on le protège de ces derniers. L'idée est qu'il pourra ainsi concentrer toute son attention et ses efforts sur lui-même, pour s'entraîner. On voit d'emblée les limites de la métaphore : dans la vie économique réelle, on ne reconstruit pas artificiellement l'aiguillon de la concurrence.

La politique des champions choqués revient à traiter des entreprises souvent anciennes comme s'il s'agissait de ces industries encore dans l'enfance qu'il convient, selon les théoriciens du protectionnisme traditionnel, de laisser se développer en paix. C'est ainsi que les firmes automobiles françaises ont été mises à couvert de la concurrence japonaise — la seule qui représente un véritable défi — grâce à un contingentement de fait des importations. Reste à savoir si les constructeurs français ont su, pendant ces longues années de répit, améliorer leur position relative. Au point de départ, ils disposaient d'une supériorité technologique évidente vis-à-vis des Nissan, Toyota et autres Mitsubishi. Et aujourd'hui ? On croit connaître la réponse.

A un futur champion, on ne demande pas des comptes. Interférer de façon tatillonne dans sa conduite pourrait le gêner. Mieux : pour l'aider, on ne saurait mieux faire que de lui demander ce dont il a besoin. Pour accroître son influence, il arrive qu'il mette en avant tel programme de recherche, sans croire à son avenir. Jacques Calvet, pour citer cet exemple, ne manque pas d'imagination à cet égard. Fureux de devoir équiper ses voitures de pots catalytiques antipollution, à l'allemande, désormais imposés par les règlements de Bruxelles, il saisit toute occasion pour qualifier cette solution d'absurde.

L'espion de Peugeot offre à terme rapproché la solution ! Il s'agit, à l'entendre, de la « voiture propre ». Les plans, assure-t-il, en sont très avancés. Sans en demander davantage, l'Etat a octroyé ses crédits, et voilà le tour joué. On a des raisons de croire que la firme de Sochaux n'a à ce jour aucune idée sur la façon dont pourrait être réalisé son rêve inventé pour les besoins de la cause. Retenons de ce programme, somme toute anecdotique mais pas gratuit pour le contribuable, ceci qui est d'application générale : de par les objectifs nobles et ambitieux qu'elle s'assigne, la politique industrielle, théoriquement destinée à galvaniser l'opinion, finit presque inévitablement dans nos démocraties par l'endormir. Qui osera interpellier un gouvernement sur son action en faveur

des grands industriels, ces héros enfin reconnus des temps nouveaux ? De qualités exceptionnelles, ils font effectivement preuve, mais ce n'est pas une raison pour les croire sur parole à partir du moment où des intérêts considérables, dont ils ont la garde, sont en jeu.

Ce qui est vrai est que sur un vaste marché où l'avance technologique est un atout décisif (jamais définitivement acquis), l'expérience industrielle propre à chaque entreprise est le facteur dominant. Pour l'acquiescer, il faut participer à la compétition. Pour Gunnar Eliasson, président de l'Industrial Institute for Economic and Social Research à Stockholm, cette expérience s'acquiert par la pratique en testant les nouveaux produits sur le marché ; elle est conséquemment de nature essentiellement individuelle (à l'échelle de l'entreprise), à la limite non communicable à un organisme central supposé mettre en œuvre la politique industrielle. Si l'économiste suédois a raison, ce dont aurait besoin une économie moderne, ce n'est pas tant d'un cocon provisoire pour les entreprises en devenir que d'un régime expéditif des faillites. On éviterait ainsi de prolonger indéfiniment les expériences mort-nées pour laisser au plus vite la place aux nouvelles initiatives : le contraire en quelque sorte de certaines réformes récemment introduites dans notre droit.

La question se pose de savoir si la théorie exposée dès 1982 par l'économiste américain Arrow (qui a reçu le prix Nobel par la suite) est encore acceptable. Arrow soutenait qu'étant donné le coût élevé de la recherche et du développement, il convenait d'en socialiser le financement. L'argument peut se retourner : si l'entrepreneur privé n'est pas disposé à prendre le risque (ou plutôt à le faire prendre par ses actionnaires), l'Etat doit y regarder à deux fois avant de répondre positivement aux sollicitations de ce même entrepreneur. En s'abritant plus ou moins de la concurrence, une entreprise perd le sens de l'urgence. Elle diffère probablement le moment de pousser jusqu'au bout la logique de la spécialisation et des économies d'échelle. Autrement dit, le principal facteur d'amélioration de la productivité cesse d'agir à plein sur elle. Mais, comme

le fait pertinemment remarquer Gunnar Eliasson, la théorie néolibérale dominante a le plus grand mal (aussi incroyable que cela puisse paraître au profane), à incorporer ce facteur dans ses équations (le modèle). Cela tient à son caractère statique. Adam Smith, qui tenait la division du travail comme le grand moteur du progrès économique, avait beaucoup mieux compris le marché. On reviendra prochainement sur l'indétermination du concept « moderne » de productivité déjà abordé dans la chronique du 26 février dernier (« L'idole productivité »).

De ce qui précède, il résulte encore ce paradoxe : la politique industrielle, quoi qu'elle en ait, se révèle souvent, dans ses résultats, l'annulation de la productivité. Mal déguisée de l'idée qu'un pays comme la France ne doit dépendre de l'étranger pour aucun de ses approvisionnements « stratégiques », l'opportunité d'une spécialisation, fût-ce à l'échelle européenne et non mondiale, ne vient pas spontanément à l'esprit de ses promoteurs. C'est ainsi qu'on s'est longtemps acharné à maintenir le secteur des machines-outils (dont seules quelques entreprises étaient viables).

La conclusion à tirer semble bien être celle-ci : le plus important est de favoriser au maximum et la formation des hommes, indispensable pendant de la spécialisation, et leur aptitude au changement. Si Edith Cresson parvient à faire passer ses idées sur un système d'apprentissage à l'allemande, elle aura marqué un point important. Déjà son prédécesseur préconisait « une nouvelle alliance éducation-industrie » (voir l'article que Roger Fauroux publiait sous ce titre dans le *Monde* du 10 mars 1990). On dit qu'en proposant un tel programme sans précautions oratoires le nouveau premier ministre a bousculé un des préjugés les plus enracinés de la gauche. Si c'est vrai, c'est un juste retour des choses.

Les mêmes esprits qui ne veulent pas d'un enseignement « mis au service des entreprises » sont ceux qui jugent plus utile de voir comment en classe la dernière émission télévisée qu'une table de la Fontaine (aucun écrivain d'Occident n'a sans doute jamais mieux servi sa langue maternelle que celui-là). Après de la « déconstruction », ils n'ont fait que servir un élitisme du néant. Vive l'apprentissage ! Puisse-t-il aider aussi l'enseignement général à retrouver son caractère général.

PAUL FABRA

A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

A la merci des hommes

RISQUES globaux, menaces sur notre environnement, le ciel et la terre à la merci des hommes : deux dossiers traités de ces thèmes, le premier en privilégiant la réflexion sur la connaissance et l'incertitude (1), le second avec l'ambition de mieux décrire jalons et repères (2).

Gérard Mégie (université Paris-VI) fait le point sur le couple incertitude-connaissance scientifique quant à la réalité, la nature et la gravité des principaux risques globaux (1). Jacques Grinevald (université de Genève) retrace brièvement les relations des communautés politique et scientifique sur le problème des risques climatiques (2).

Philippe Roqueplo (CNRS) rappelle, à partir de la question des pluies acides, l'importance du jeu

des acteurs dans l'émergence et la structuration des débats sur l'environnement (1). François Ramade (université d'Orsay) met l'accent sur la gravité de l'explosion démographique (2).

Ignacy Sachs (Ecole des hautes études en sciences sociales-EHESS) fait ressortir la profondeur du divorce entre le nord et le sud (1). Alexandre Kiss (CNRS, université R-Schuman de Strasbourg) évoque les défis que suscitent ces nouveaux problèmes pour le droit international (1).

Défis aussi, pour l'économie et l'économiste. René Passet (université Paris-I) présente les « trois regards » que la théorie économique porte sur ces problèmes (2). Inspirée de l'univers borloger, de Gallie, Descartes et Newton, la vision mécaniste de l'équilibre général conduit à de simples

actions correctrices, passant principalement par l'internalisation des coûts externes (principe pollueur-payeur, mis en avant par l'OCDE à partir de 1973, par exemple). Les limites d'une telle démarche tiennent à ce qu'elle suppose responsables et victimes parfaitement identifiables et les valeurs des dommages à la fois faibles et connues des agents économiques.

Liée à l'univers thermodynamique que personnalise Sadi Carnot, la vision économique évolutionniste conduit à poser les problèmes de la dégradation de l'environnement — comme le fit le Club de Rome en 1972 — ce qui entraîne la plus souvent une attitude principalement défensive tant pour la gestion des ressources et réserves naturelles que pour la lutte contre les pollutions.

Avec le regard contemporain des « systèmes complexes » et face à la montée des risques globaux, « le problème économique devient, selon René Passet, celui d'harmoniser les deux processus de destruction créatrice qui sont l'évolution de la biosphère et le développement » : d'où l'importance de la perspective d'un « développement durable ». « C'est le développement tout entier qui doit être conçu de façon à respecter les mécanismes de la coévolution créatrice », ce qui implique de sortir d'une « simple logique utilitariste » pour prendre en compte « le long terme et le réel qui ont leur logique propre » (2). Immense programme...

Egalement conscient des limites d'une approche en termes d'externalités et de la nécessité de prendre en compte le très long terme, Jean-Charles Hourcade (CNRS, EHESS, CIRED) souligne, en outre, qu'il faut travailler et décider « sous contrainte impliquant scientifiques, pouvoirs publics, médias et agents individuels ». Il en arrive à la proposition d'« organiser les procédures par lesquelles on pourra discuter rationnellement de ce que la raison ne peut trancher à temps, à savoir des projets, des éthiques ou des énigmes scientifiques non résolues » (1).

D'une manière convergente et à partir de l'examen des débats sur les schémas d'analyse, Olivier Godard (CNRS, EHESS, CIRED)

débouche sur des propositions riches de bon sens (1). Ne serait-il pas raisonnable, en effet, que les objectifs soient fixés par les instances politiques, de telle manière qu'il « n'incomberait à l'économiste que d'identifier les actions les moins coûteuses pour atteindre l'objectif fixé » — or, il existe des actions à surcoûts faibles, nuls, voire négatifs.

N'est-il pas réaliste, face à un problème d'environnement, par exemple le changement climatique, de guider l'action immédiate par trois objectifs principaux : d'abord, « gagner du temps sur le phénomène, en engageant toutes les actions qui permettraient de réduire rapidement les émissions pour un coût raisonnable » ; ensuite, « préparer activement nos capacités de réponse future par de nouvelles orientations données à la recherche

développement et à la conception des infrastructures » ; enfin, « développer notre connaissance de tous les aspects biophysiques et socio-économiques » (1).

Curieusement, la stratégie énergie-environnement engagée par le Japon paraît une assez bonne illustration de cette démarche, avec d'une part, un programme d'action 2000-2010 contre le réchauffement planétaire (une large palette d'actions visant à la limitation des émissions de CO₂ et de gaz à effet de serre et à la fixation du CO₂) et, d'autre part, quelques pistes pour le très long terme comportant aussi bien une exploitation maximale des ressources renouvelables locales que quelques « méga-projets » futurs (2). En outre, Olivier Godard attire l'attention sur le danger qu'il y aurait à négliger les dangers, qui tiennent aux solutions que l'on préconise : car un des risques de toute politique centrée sur un objectif déterminé est de transférer les problèmes coûteux et risques d'un domaine sur un autre.

Dans le cas de l'effet de serre, la menace la plus importante d'un tel transfert — touche au risque nucléaire : certains analystes et responsables cherchent en effet à imposer l'idée que nous devrions choisir entre le réchauffement climatique et l'extension massive du recours à l'énergie nucléaire. Si les critères énoncés plus haut, de gain de temps et de prudence face à un risque majeur sont retenus pour l'effet de serre, ils doivent aussi être appliqués au risque nucléaire, afin de permettre le développement d'une technique « intrinsèquement sûre » (1). Très concrètement, alors qu'Yves Martin (Conseil général des mines) propose, pour contrebalancer l'effet de serre, une taxe sur les énergies fossiles (1), c'est une taxe générale sur l'énergie qu'Olivier Godard préconise.

A la lumière de ces enjeux et de ces réflexions, les politiques de l'environnement menées en France (1, 2) et dans la Communauté européenne (2, 4) apparaissent bien insuffisantes. Le clivage nord-sud se révèle de plus en plus profond, avec, au nord, la mise en cause de la croissance démographique du sud et, au sud, les accusations portées contre le nord tant pour les dégâts dont il est cause que pour

l'utilisation qu'il fait des périls en vue d'imposer une nouvelle tutelle.

« Le nombre de deux milliards d'hommes vivant selon des normes proches des standards de vie des pays industrialisés constituerait selon toute vraisemblance le maximum compatible avec l'homéostasie de la biosphère », écrit François Ramade. L'humanité devra non seulement stabiliser rapidement ses effectifs mais les faire décroître jusqu'au niveau écologiquement admissible par la biosphère (2). Peut-on ajouter que l'incessante croissance des besoins, sans cesse stimulée par la dynamique sociale des pays riches, est une source équivalente de difficultés ? Et les présentateurs du Document Transversales posent avec raison la question : « Qui donc osera tenir le discours, non de la rigueur pour sauver la croissance, mais du sacrifice volontaire pour trouver l'équilibre ? »

Quelques personnalités du monde politique, culturel et scientifique allemand ont, l'an dernier, lancé un appel « pour une auto-limitation de la consommation » (2). Mais quelles chances a-t-il d'être entendu ? Le seul espoir se réduit-il à celui qu'ose énoncer Francesco de Castri (coordonnateur pour l'environnement à l'UNESCO) : l'espoir d'une catastrophe écologique, dès lors qu'une « catastrophe a un effet beaucoup plus mobilisateur qu'une suite de perturbations moins importantes » (2). Mais, en une telle occurrence, que résisterait la survie des plus faibles, face à la capacité des puissants et des riches ?

1. « Environnement : prévenir l'incertain », *numéro de l'Etat*, éd. 1991 (14, rue d'Assas, 75006 Paris).

2. « Mieux penser l'écologie : pour maîtriser la production de l'environnement », dossier coordonné par Armand Petitjean et Jacques Robit, *Document Transversales*, n° 2, avril 1991 (29, rue Maréchal, 75012 Paris).

3. Bernard Chabot, « La stratégie énergie-environnement à long terme du Japon », *Revue de l'énergie*, avril 1991 (3, rue Soufflot, 75005 Paris). Dans ce numéro, un article sur le choc pétrolier de 1990.

4. Frank Dietz, Jan van der Straeten, *Mémoire van der Velde*, « The European Common Market and the Environment: the Case of the Emission of NO_x by Motor Cars », *Review of Political Economy*, 1991, n° 1 (Edward Arnold Journals, 42 Bedford Square, Londres, WC1B 3EJ, Grande-Bretagne).

Kaléidoscope

• XVI, XIX, XX^e siècles : troubles monétaires et déclin ottoman ; pouvoir et industrialisation en Égypte ; Etat et marché en Amérique latine, *Annales-Economies, sociétés, civilisations*, mars-avril 1991.

• Brésil, Maroc, Côte d'Ivoire : nouvelles perspectives sur l'ajustement, *Revue Tiers-Monde*, avril-juin 1991.

• De l'ajustement à la croissance ; développement soutenable, environnement, changements démographiques..., *World Bank Annual Conference on Development Economics*, 1990, supplément annuel de la *World Bank Economic Review*.

• Mexique et le plan Brady : crédibilité du SME ; vieillissement en Allemagne et aux Etats-Unis ; réforme économique en Chine, *Economic Policy*, avril 1991.

• Structures financières et résultats des entreprises industrielles en France et en Allemagne, *Cahiers économiques et monétaires* de la Banque de France, 1991, n° 38.

• Economie sociale : coopérations ouvrières de production, *Revue des études coopératives mutualistes et associatives*, 1^{er} trimestre 1991.

• Atouts et difficultés des allocataires du revenu minimum d'insertion, *Documents du CERC* — Centre d'étude des revenus et des coûts, 3^e trimestre 1990 (vient de paraître).

• Femmes immigrées en France, *Migrants-formation*, mars 1991.

• Un nouvel âge de l'immigration : concurrence dans les systèmes de santé ; développements récents de la théorie de la croissance, *Observations et diagnostics économiques*, avril 1991.

• Pour les initiés : études théoriques et économétriques sur la croissance, *Quarterly Journal of Economics*, mai 1991.

كتاب المجلد

SOCIETE NATIONALE

AUGMENTATION

EXTRAITS DE LA

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

du 12.7.74 772

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE

Société Anonyme au Capital de F 12.274.775.200 - Siège social : Tour Elf - 2; Place de la Coupole
LA DÉFENSE COURBEVOIE (Hauts-de-Seine) - RCS : NANTERRE B 552 120 784

AUGMENTATION DE CAPITAL JUN 1991

EXTRAITS DE LA NOTE D'OPERATION

mise à la disposition du public à l'occasion de l'augmentation de capital
de F 12.274.775.200 à F 12.654.775.200
par l'émission de 7.600.000 actions nouvelles de F 50 nominal

Cette note d'opération ne peut être utilisée que dans le cadre de l'offre en France.
Un document de référence, comprenant le rapport d'activité, les renseignements financiers, le capital et l'actionnaire, les renseignements de caractère général et les filiales de la Société, fait partie intégrante de la présente note d'opération. Des exemplaires sont disponibles auprès des Etablissements désignés pour recevoir les souscriptions.

PRIX D'EMISSION :	F 348 à libérer en espèces, soit avec une prime d'émission de F 298
JOUISSANCE DES ACTIONS NOUVELLES :	1 ^{er} janvier 1991
SOUSCRIPTION DU PUBLIC :	Du 11 juin 1991 au 13 juin 1991 inclus
PLACE DE COTATION :	Bourse de PARIS (Règlement Mensuel)
COURS EXTREMES EN BOURSE : (ajustés de la division du nominal du 23.11.1990)	1989 : plus haut : F 277,50 - plus bas : F 192,50 1990 : plus haut : F 370 - plus bas : F 251 Dernier cours connu F 373 le 10 juin 1991
DERNIER DIVIDENDE VERSE LE 02.07.1990 :	F 10,50 hors avoir fiscal après ajustement de la division du nominal du 23.11.1990
PROCHAIN DIVIDENDE LE 02.07.1991 :	F 12,50 hors avoir fiscal

1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPERATION

En vertu de l'autorisation et des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires lors de sa réunion du 25 juillet 1990, le Conseil d'Administration de la SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE dans sa séance du 10 juin 1991 a décidé d'augmenter le capital social de 380.000.000 francs pour le porter de 12.274.775.200 francs à 12.654.775.200 francs par l'émission de 7.600.000 actions nouvelles de 50 francs nominal chacune à souscrire en numéraire.

Le Conseil d'Administration a prévu une majoration éventuelle du montant de cette augmentation de capital d'un montant nominal maximum supplémentaire de 20.000.000 francs, par émission complémentaire d'au maximum 400.000 actions nouvelles.

PRODOT BRUT DE L'EMISSION

Ces actions seront émises au prix de 348 francs par action, dont 50 francs représentant le capital nominal et 298 francs la prime d'émission.

ET ESTIMATION DU PRODUIT NET DE L'EMISSION

- Brut : 2.645 millions de francs.
- Net : 2.553 millions de francs en raison de la déduction des charges représentées par :
 - La rémunération des intermédiaires financiers : environ 85 millions de francs.
 - Les frais légaux et administratifs : 7 millions de francs environ.

JOUISSANCE

Ces actions nouvelles seront créées jouissance 1^{er} janvier 1991. Elles seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions des Statuts et seront entièrement assimilées aux actions anciennes, à compter de la date de mise en paiement du dividende de l'exercice 1990 (juillet 1991).

En conséquence, dans les répartitions des bénéfices qui pourront être effectuées au titre de l'exercice commencé le 1^{er} janvier 1991 et au titre des exercices ultérieurs, comme en cas de remboursement total ou partiel de leur capital nominal, ces actions recevront le même montant net que celui qui pourra être réparti aux actions anciennes.

RESTRICTIONS CONCERNANT LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Les actions constituant la tranche française de l'émission n'ont pas été enregistrées au titre de l'"United States Securities Act of 1933" (le "Securities Act") en vue de leur distribution initiale. En conséquence, ces actions ne pourront être ni offertes ni vendues aux Etats-Unis sauf dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption à l'enregistrement prévu par le "Securities Act".

Sous réserve de certaines exceptions, chaque Etablissement garant s'est engagé à ne pas offrir et à ne pas vendre ces actions aux Etats-Unis.

En outre, pendant une période de quarante jours à compter de la date du début de l'offre, toute offre ou vente aux Etats-Unis par tout intermédiaire de quelque nature qu'il soit et que celui-ci ait ou non participé au placement des actions vendues initialement dans la tranche française, pourra être en infraction avec l'obligation de remise d'un prospectus visée par le "Securities Act".

Le prospectus faisant partie de la Déclaration d'Enregistrement déposée auprès de la "United States Securities and Exchange Commission" pourra être utilisé pour satisfaire l'obligation de remise d'un prospectus mentionnée ci-dessus. Les termes utilisés dans ce paragraphe ont été traduits à partir du Règlement S du "Securities Act" et auront le même sens que celui qui leur est donné par ce même règlement.

SOUSCRIPTIONS

Les actionnaires ayant renoncé à leur droit préférentiel de souscription lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 juillet 1990, les 7.600.000 actions nouvelles feront l'objet, du 11 juin 1991 au 13 juin 1991 inclus, d'un placement public :

- 2.600.000 actions constitueront la tranche de placement française,
- 1.800.000 actions constitueront la tranche de placement internationale,
- 3.200.000 actions constitueront la tranche de placement aux Etats-Unis, en conformité avec les pratiques du marché américain, le montant minimum de la tranche (3.200.000 actions) pourra être porté à 3.600.000 actions en fonction de la demande.

LIEUX DE SOUSCRIPTION

Les souscriptions seront recueillies, en FRANCE, sans frais aux guichets des sièges, succursales et agences des Etablissements suivants : Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Banque Indosuez, Crédit Lyonnais, Société Générale, Caisse des dépôts et consignations, Caisse Centrale des Banques Populaires, Caisse Nationale de Crédit Agricole, Crédit Commercial de France, Banque de Neufville-Schlumberger-Mallet, Banque Worms, JP Morgan et Cie SA, Banque du Phénix, Banque Française du Commerce Extérieur, Banque pour l'Industrie Française, Crédit du Nord, Banque Eurofin, Banque OBC Odier-Bungerer-Courvoisier, Banque Palles France, Banque Stem, Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne, L'Européenne de Banque, Sofabank.

Les notes d'information concernant l'opération, y compris les documents de référence, seront tenues à la disposition du public dans ces Etablissements.

VERSEMENT

Lors de la souscription, il devra être versé pour chaque action souscrite une somme représentant la totalité du montant nominal et de la prime d'émission.

DEPOT DES FONDS

Les fonds provenant des souscriptions seront déposés chez la BANQUE NATIONALE DE PARIS.

FORME DES ACTIONS NOUVELLES

Ces actions seront délivrées, au choix des souscripteurs, sous la forme nominative ou au porteur identifiable. Conformément aux dispositions de l'Article 94-II de la Loi n° 81.1160

du 30 novembre 1981 (Loi de Finances pour 1982) et du Décret n° 83.359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
- chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

Il est rappelé que l'émetteur a désigné comme mandataire chargé de la tenue des comptes d'actionnaires, la BANQUE PARIBAS.

L'admission des actions nouvelles aux opérations de la SICOVAM, de CEDEL S.A., et d'EUROCLEAR sera demandée.

COTATION

Les actions nouvelles, seront admises à la Cote Officielle de la Bourse de Paris après la clôture de l'opération. Dès le 14 juin 1991, elles feront l'objet de négociations sous forme de promesses d'actions.

Les actions nouvelles seront également l'objet d'une demande d'admission aux Bourses de Bruxelles, Luxembourg, Düsseldorf, Francfort, Bâle, Genève et Zurich.

GARANTIE

La tranche française fait l'objet d'une garantie de placement par un groupe de banques, dirigé par la BANQUE NATIONALE DE PARIS.

La tranche internationale fait l'objet d'une garantie de placement par un groupe de banques, dirigé par PARIBAS LIMITED et la tranche de placement aux Etats-Unis, par un groupe de banques dirigé par GOLDMAN, SACHS & Co.

Les trois tranches sont interdépendantes du point de vue de leur garantie.

REGIME FISCAL DES ACTIONS NOUVELLES

En l'état actuel de la législation, le régime fiscal applicable est le suivant :

1) SOCIÉTÉ EMETTRICE :

Les dividendes alloués aux actions nouvelles sont déductibles à hauteur de 53,4 % des bénéfices imposables pendant 6 exercices en vertu des dispositions de l'Article 214A du Code Général des Impôts.

Les dividendes alloués aux actions nouvelles détenues par des sociétés détenant une participation de 10 % au moins du capital ou dont le prix de revient de la participation est au moins égal à 150 millions de francs, sont exclus du bénéfice de la déductibilité, sauf renonciation de ces dernières au régime des sociétés mères.

2) ACTIONNAIRES :

a) Résidents français

Personnes physiques

Les dividendes d'actions françaises sont pris en compte pour la détermination du revenu soumis :

- à l'impôt sur le revenu ;
- à la contribution complémentaire de 1 % (article 204-A du CGI) ;
- à la contribution sociale généralisée de 1,1 % (articles 132 et 134 de la Loi de Finances pour 1991 du 29 décembre 1990) ;
- au prélèvement social de 1 % (reconduit, pour les revenus perçus en 1990, par l'article 43-1 de la Loi de Finances rectificative pour 1990 du 29 décembre 1990).

Ce prélèvement est susceptible d'être reconduit pour les revenus perçus en 1991.

Par ailleurs, ces dividendes bénéficieront avec les revenus d'obligations françaises, d'un abattement global et annuel de 8 000 F pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées quelque soit leur âge et de 16 000 F pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

Les contribuables nés avant le 1^{er} janvier 1932 et encore en activité peuvent demander à continuer de bénéficier des dispositions du Titre I de la Loi n°78-741 du 13 juillet 1978 (Article 6-détaxation du revenu investi en actions).

Personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés

Les dividendes perçus sont imposables dans les conditions de droit commun dès lors qu'ils ont bénéficié de la déductibilité fiscale au niveau de la société distributrice.

Toutefois, les personnes morales détenant plus de 10 % du capital de la société distributrice ou dont le prix de revient de la participation est au moins égal à 150 millions de francs, et susceptibles de bénéficier du régime des sociétés mères pourront s'en prévaloir à condition d'en exercer l'option, ce qui conduira la société distributrice à renoncer à la déductibilité fiscale des dividendes versés à ces personnes morales.

b) Non résidents français

Les dividendes distribués par des sociétés dont le Siège Social est situé en France font en principe l'objet d'une retenue de 25 % lorsque le domicile fiscal ou le siège des bénéficiaires est situé hors de France. Mais cette retenue à la source peut être réduite, voire supprimée et un droit au remboursement d'une partie de l'impôt fiscal peut leur être accordé, en application des conventions fiscales internationales.

INCIDENCE DE L'EMISSION SUR LA SITUATION DE L'ACTIONNAIRE

Dans l'hypothèse où un actionnaire détenant actuellement 1 % du capital de SNEA ne souscrirait pas à la présente émission, il verrait sa part dans le capital passer à 0,97 %, soit une diminution de 0,030 %, pour une émission de 7.600.000 actions nouvelles, et à 0,968 %, soit une diminution de 0,032 % pour une émission de 8.000.000 actions nouvelles.

Sa quote-part dans les capitaux propres de la société mère qui est d'environ 433,8 millions de francs (176,71 francs par action) sur la base des éléments comptables au 31.12.1990 après affectation des résultats de l'exercice, passerait à environ 445,55 millions de francs,

soit 181,49 francs par action (après prise en compte de l'augmentation de capital pour un montant net de 2.553 millions de francs) et à environ 446,15 millions de francs, soit 181,73 francs par action (après prise en compte de l'augmentation de capital pour un montant net de 2.688 millions de francs).

Sa quote-part dans les capitaux propres consolidés qui est d'environ 735,40 millions de francs (300,65 francs par action) sur la base des éléments comptables au 31.12.1990 après affectation des résultats de l'exercice, passerait à environ 738,08 millions de francs, soit 301,72 francs par action (après prise en compte de l'augmentation de capital pour un montant net de 2.553 millions de francs) et à environ 738,22 millions de francs, soit 301,77 francs par action (après prise en compte de l'augmentation de capital pour un montant net de 2.688 millions de francs).

Le montant de la présente émission, prime d'émission comprise, soit 2.645 millions de francs représente 2,95 % de la capitalisation boursière de la Société, telle qu'elle résulte de la moyenne des 20 séances de bourse du 13 mai 1991 au 10 juin 1991 inclus, pour une émission de 7.600.000 actions nouvelles.

Ces chiffres doivent être portés respectivement à 2.784 millions de francs et 3,11% de la capitalisation boursière pour une émission de 8.000.000 actions nouvelles.

L'évolution de la valeur boursière de l'action, indépendamment de tout autre élément conjoncturel, est notamment fonction de l'évolution de la capacité bénéficiaire de la Société. Celle-ci devant être favorablement influencée par l'augmentation des fonds propres, la présente émission, toutes choses égales par ailleurs, devrait avoir une incidence positive sur la valeur boursière de l'action.

2 BUT DE L'EMISSION

La SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE a demandé son admission au New York Stock Exchange et a décidé de procéder simultanément à une augmentation de capital.

Cette opération vise à développer la diffusion du titre ELF AQUITAINE en lui ouvrant un nouveau marché significatif aux Etats-Unis.

Elle s'adresse également aux marchés traditionnels du titre ELF AQUITAINE, en France et en Europe. Les fonds ainsi obtenus contribueront au financement global du Groupe ELF AQUITAINE.

3 PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DE LA NOTE D'INFORMATION

A notre connaissance, les données de la présente note et du document de référence enregistrés par la Commission des Opérations de Bourse sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Le Président-Directeur Général

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans la présente note d'opération en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession.

Les comptes annuels et les comptes consolidés des exercices 1988 à 1990, dont certaines données ont été extraites pour la présente note d'opération, ont fait l'objet d'un audit par nos soins.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations financières et comptables présentées.

Les Commissaires aux Comptes

HSD CASTEL JACQUET PAVIE & ASSOCIES
Dominique Thouvenin Albert Pavie

VISA DE LA COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE

Par application des Articles 6 et 7 de l'Ordonnance n° 87-833 du 28 septembre 1987, la COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE a approuvé la présente note, le Visa n° 91-228 en date du 10 juin 1991.

Le rapport annuel constituant le document de référence a été enregistré sous le n° R 91-003 par la COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE le 16 avril 1991.

La notice légale sera publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires le jeudi 13 juin 1991.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur le Groupe SNEA peut, gratuitement et sans engagement, obtenir le rapport de l'exercice 1990 (document de référence) sur simple demande adressée à :

elf aquitaine
SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE

Tour Elf - Direction Financière
Service de la Communication Financière
Cedex 45 - 92078 Paris La Défense

N° VERT : 05.01.10.11

MINITEL : 36 16 CLIFF

ÉCONOMIE

SOCIAL

A la Conférence internationale du travail

Le directeur général du FMI insiste sur la nécessité d'éliminer les dépenses « improductives »

GENÈVE

de notre correspondante

Pour la première fois dans l'histoire du Bureau international du travail (BIT), le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), M. Michel Camdessus, a pris la parole à l'occasion de la Conférence internationale du travail, qui est réunie au Palais des Nations du 5 au 26 juin. Stadesant le 10 juin aux quelque deux mille délégués représentant les gouvernements, les employeurs et les salariés du monde entier, réunis sous la présidence de M. Baturbora (Indonésie), il a insisté sur la nécessité du caractère universel que devraient revêtir les programmes d'ajustement structurel.

M. Camdessus a aussi évoqué l'élimination des dépenses « improductives », et, par conséquent, illegitimes (actions de prestige, et surtout dépenses militaires « excessives »), en indiquant que, si une réduction de 20 % de ces dépenses avait eu lieu en 1988, 170 milliards de francs auraient pu être épargnés et utilisés de manière plus productive en étant affectés à la santé et à l'éducation. M. Camdessus a dénoncé, par cet

exemple, l'absence de « solidarité temporelle », car ce sont les générations futures qui supporteront le poids des incohérences actuelles, et le prix en sera d'autant plus élevé que les investissements nécessaires auront manqué.

Dans ce contexte, le directeur général du FMI a estimé que le BIT devait contribuer au « bon fonctionnement » des marchés du travail, tout comme le fait le FMI pour celui des marchés financiers, c'est-à-dire enrayant le chômage et

tendre au plein emploi. Pour y parvenir, il doit donc stimuler la mobilité de la main-d'œuvre, fournir les services voulus d'agences de placement, d'orientation, de formation professionnelle, et de recyclage, de sécurité sociale et d'encouragement aux petites entreprises, le tout dans le cadre d'une concertation tripartite constante, et, chaque fois qu'il y a lieu, d'une réforme de la législation du travail.

ISABELLE VICHNIAC

EN BREF

□ EDF : la CGT critique les propositions salariales pour 1991. — Dans le cadre des négociations salariales pour 1991, la direction d'EDF a présenté ses propositions, le 7 juin. Celles-ci prévoient deux augmentations en niveau (1,5 % au 1^{er} avril et 1 % au 1^{er} octobre) ainsi qu'une « clause de fin d'exercice » prenant en compte la croissance de l'économie nationale et celles d'EDF et de GDF. Une troisième mesure prendrait la forme d'un complément salarial versé en une fois, égal à 0,35 % - 0,34 %, selon FO, de la masse salariale annuelle. La fédération CGT de l'énergie critique ces dispositions

qui « sont très en deçà des prévisions de prix, de l'ordre de 3 % ». □ Chômage des jeunes : M^{me} Martine Aubry promet un regroupement des structures par zone d'emploi. — Au cours de l'émission « Méditations », sur TF1, le 10 juin, M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a promis qu'il n'y aurait qu'une seule structure par zone d'emploi, « à la rentrée », pour s'occuper du chômage des jeunes. Cela permettra de « prendre en charge l'ensemble des problèmes : emploi, formation, logement, transport, etc. », a poursuivi le ministre, persuadé que « c'est beaucoup plus

INDUSTRIE

Ancien PDG des Chantiers de l'Atlantique Pierre Loygue est décédé

Pierre Loygue est décédé le 4 juin à l'âge de soixante-seize ans. Ancien chef de l'Ecole polytechnique, Pierre Loygue était entré en 1952 aux Chantiers de l'Atlantique, dont il a été le PDG de 1976 à 1979. Il était aussi président d'honneur d'Alstom-Atlantique. Pierre Loygue avait été membre du Conseil économique et social jusqu'en 1984 et il avait présidé sa section des relations extérieures. Il siégeait au conseil consultatif de la Banque de France. Il était par ailleurs administrateur de sociétés. Pierre Loygue était commandeur de la Légion d'honneur.

TRANSPORTS

Un préavis pour le mercredi 12 juin

La grève des contrôleurs aériens perturbera le trafic au départ de Paris

Un mouvement de grève des contrôleurs de la navigation aérienne du centre d'Orly-Montesson (Essonne) perturbera, le mercredi 12 juin, le trafic au départ des aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle et d'Orly. Depuis plusieurs mois, les contrôleurs de ce centre, appuyés par la CGT, réclament des augmentations spécifiques en raison de leur charge de travail, qu'ils estiment supérieure à celle des cinq autres centres de contrôle français. Le dernier mouvement de grève remonte aux 11 et

12 décembre 1990. Air France prévoit d'assurer la totalité de son trafic long-courrier ainsi qu'une « partie » des vols moyen-courriers (renseignements pour les vols au départ : (1) 43 20 11 55; pour les vols à l'arrivée : (1) 43 20 15 55; par Minitel, 3615 ou 3616 code AF). Air Inter annonce que 40 % de ses vols seront annulés au départ de Paris, les dessertes de la Corse et de Strasbourg étant préservées (renseignements : (1) 45 39 25 25 ou par Minitel 3614 code Airinter).

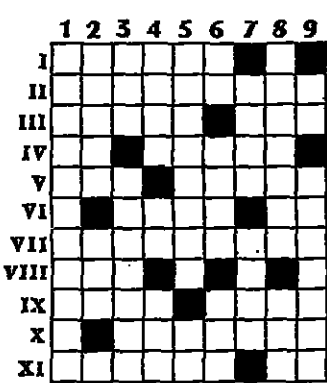
L'accord salarial à Air France prévoit une hausse de 2,5 %

La rigueur n'aura pas duré très longtemps à Air France. Annoncé en février pour faire face aux pertes dues à la chute catastrophique du trafic, le blocage des salaires sera abandonné avant la fin de l'année. Un accord salarial a été accepté par les syndicats FO, FO cadres et le SNPNC (hôtesse et stewards). Il prévoit que le niveau général des salaires au 1^{er} janvier 1992 « aura été augmenté de 2,5 % (au titre de 1992) » et que « la prime uniforme annuelle est portée à 6 700 francs au lieu de 6 500 francs en 1990. Le calendrier de l'augmentation ne sera arrêté qu'en septembre, si

les légers signes d'amélioration se confirment en matière de coefficient de remplissage des avions et que le trafic revient à la normale. Celui-ci demeure de 5 % environ en-dessous du trafic de 1990. Au pire pour les salariés, la hausse de 2,5 % pourrait intervenir seulement au 31 décembre de l'année en cours et la direction réaliserait la totalité des 120 millions de francs d'économie qu'elle comptait réaliser en matière salariale. Les deux autres compagnies du groupe, UTA et Air Inter, ont déjà annoncé des hausses salariales de 2,5 % échelonnées d'ici à la fin de l'année.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5539



HORIZONTALEMENT

I. A tout fait pour que les hommes puissent s'entendre. — II. Amateur de toiles. — III. Attire le monde. Va souvent sur les planches. — IV. Préfixe. Moyen de se mettre à la page. — V. Fait porter. Travaille pour nous. — VI. Regarde faire. Resté en « carafe ». — VII. Satisfait à la demande. — VIII. A dégrossi. IX. Signes de croix. A des ponts sur le Tam. — X. Fait porter une arme. — XI. Se montre collante. Passé à l'extérieur.

VERTICALEMENT

I. N'agit pas pour les bonnes œuvres. — II. Engageait des poursuites. Homme de robe. — III. Gardait les moutons. Sort à la hauteur. — IV. Retiré de « l'essai ». Espèce de papillon. Dans ce cadre. — V. Personne bien en vue. Article. — VI. En Chine. N'engage évidemment pas à rien. Ne fritte certes pas l'odorat. — VII. Incapable de bien se tenir. Se passaient sous le nez. — VIII. Laisse des marques. Pas difficile à avaler. — IX. Préposition. Moyen de mettre fin à un incident de parcours.

Solution du problème n° 5538

Horizontalement

I. Prébendes. — II. Oiseleur. — III. Ut. Nulles. — IV. Tube. Oise. — V. Ré. Toma. — VI. Elus. Mi. — VII. Copie. — VIII. Graal. Os. — IX. Rationner. — X. Les. Signe. — XI. Sessé. Été.

Verticalement

I. Poutre. Gris. — II. Rituel. Rase. — III. Es. Urates. — IV. Benêts. Ai. — V. Eau. Cisse. — VI. Nalombo. Ni. — VII. Dulle. Porcé. — VIII. Eres. Mient. — IX. Série. Ré. — X. GUY BROUTY

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SOMME

AVIS D'ENQUÊTE

Lieu : Béhen, Huchenneville, Moyenneville, Yonval, Cambrou, Abbeville et Grand-Laviers.
Nature : classement dans la catégorie des autoroutes de la rocade Ouest d'Abbeville.
Maître d'ouvrage : Etat.

Le public est prévenu qu'en application des codes de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de la voirie routière et d'un arrêté préfectoral du 16 mai 1991, une enquête publique sur le projet cité en objet aura lieu en salles de Béhen, Huchenneville, Moyenneville, Yonval, Cambrou, Abbeville et Grand-Laviers et en sous-préfecture d'Abbeville pendant 22 jours consécutifs du lundi 10 juin 1991 au lundi 1^{er} juillet suivant inclus.

En conséquence, le dossier du projet et un registre d'enquête seront déposés en sous-préfecture d'Abbeville et dans chacune des mairies précitées, pendant les 22 jours consécutifs où toute personne pourra les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux à l'exception des jours fériés et consigner ou faire consigner éventuellement ses observations sur ledit registre ou les adresser par écrit au sous-préfet ou au commissaire-enquêteur qui les annexera au registre.

M. Pierre Grandière, secrétaire général de mairie en retraite, demeurant à rue Léo-Lagrange à Friville-Escarbottin, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur a son siège à la sous-préfecture d'Abbeville, rue des Minimes, 80100 Abbeville.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne les observations du public à la sous-préfecture d'Abbeville les 12, 19, 26 juin 1991 et 1^{er} juillet 1991 de 14 h 30 à 16 h 30.

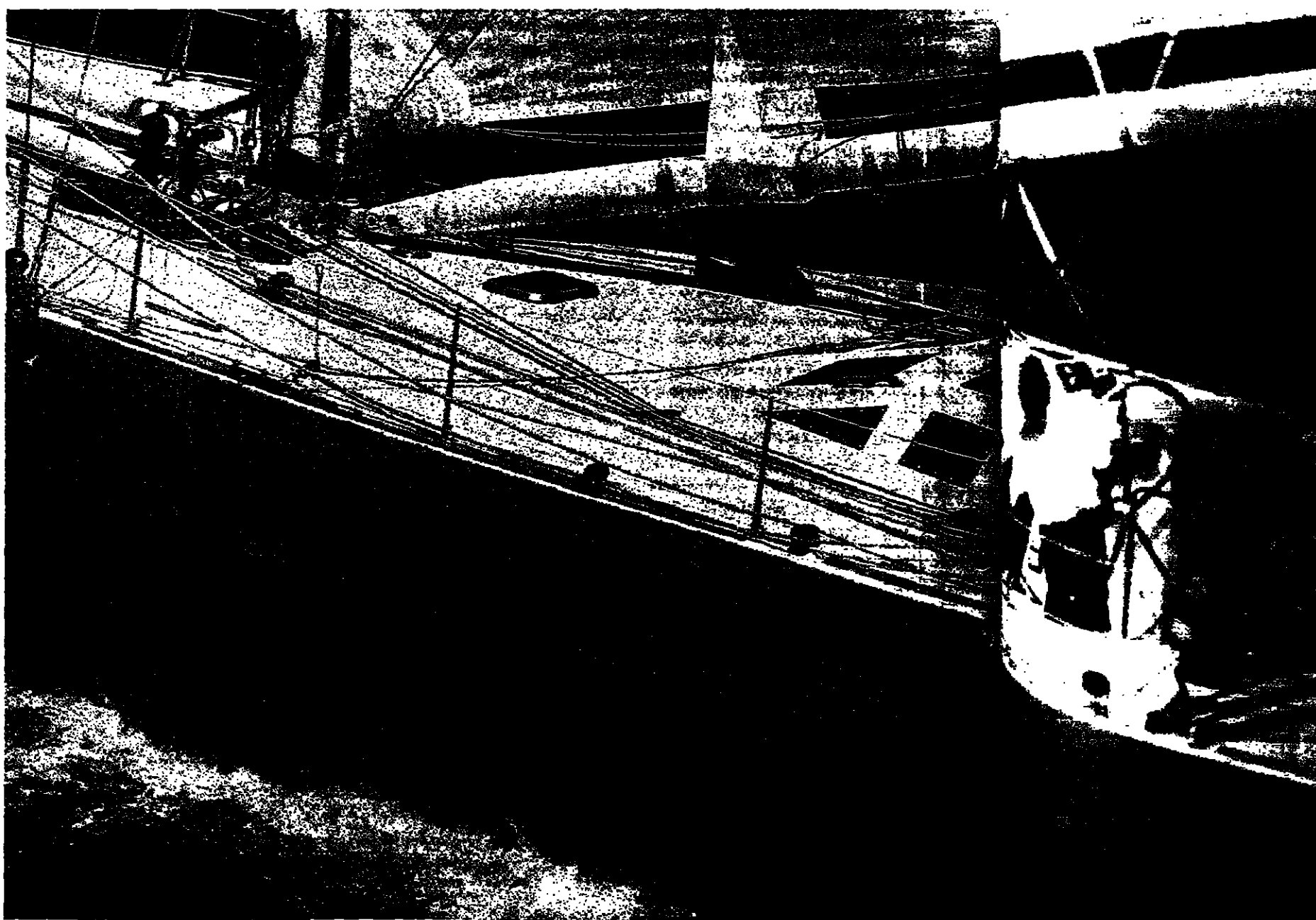
Une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur émis dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête sera déposée dans les mairies de Béhen, Huchenneville, Moyenneville, Yonval, Cambrou, Abbeville, Grand-Laviers, à la sous-préfecture d'Abbeville ainsi qu'à la préfecture de la Somme (direction des actions de l'Etat - bureau urbanisme et environnement).

Toute personne intéressée pourra demander communication de cet avis à la préfecture de la Somme (direction des actions de l'Etat - bureau urbanisme et environnement).

Après ladite enquête, il sera procédé, s'il y a lieu, à l'accomplissement des autres formalités nécessaires à la réalisation des projets dont il s'agit.
Pour le préfet Amiens le 16 mai 1991
et par délégation : le directeur,
Alain DUPONT

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde CAMPUS

POUR PARER AUX PIRES DIFFICULTÉ DE TRANSIT
NOUS NOUS LIVRONS PARFOIS A ETITS EXER

Un professionnel du transport se devant de sponsoriser un professionnel de la voile. C'est pourquoi, cette année, GROUPE SCETA et Christophe Auguin ont participé ensemble à la course en solitaire du Boc Challenge. De même que Christophe Auguin doit s'accommoder des aléas météorologiques pour faire avancer le plus rapidement possible son bateau, de même, GROUPE SCETA doit gérer efficacement le temps, l'espace et les moyens de transport. Car aujourd'hui,

le transport c'est de la logistique. C'est-à-dire l'art d'apporter des solutions simples à des problèmes compliqués. C'est pour cela que GROUPE SCETA s'est constitué autour des plus grands spécialistes européens du transport et du voyage: Calberson, Bourgey Monreuil, Zlat Ambroseni, Sceta Marchandises, CNC, STVA, CTC et STSI pour le transport. Frantour et Carline pour le voyage. GROUPE SCETA. Parce que transporter, c'est intelligemment.

مكتبة المنهج

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Mise en œuvre depuis le 1^{er} avril

La réforme du service national de santé britannique provoque de vives réactions du public et des professionnels du secteur

L'entrée en vigueur, le 1^{er} avril dernier, de la réforme libéralisant le service national de santé britannique (National Health Service) suscite de multiples controverses. Principal sujet de conversation de l'homme de la rue, très attaché à la gratuité des soins pour tous, le système mis en place est au cœur du débat politique, en période pré-électorale (les élections devant avoir lieu au plus tard en juin 1992). Traitée de « privatisation rampante » par les travaillistes, défendue par les conservateurs comme étant le seul moyen de résoudre les problèmes du service public, il divise aussi les professionnels de la santé.

LONDRES
correspondance

La réforme du National Health Service (NHS), le service national de santé britannique, visant à injecter une bonne dose d'économie de marché dans l'un des bastions les plus sacrés du service public étatisé, provoque de vives critiques de la part des professions de santé et du public. Il s'agit du bouleversement le plus « radical » opéré depuis la création en 1948 du NHS, basé sur la gratuité des soins pour la population.

M. John Lagan se présente comme un entrepreneur de la santé. Depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} avril, de la nouvelle loi hospitalière, le directeur général de l'hôpital de Kingston (sud-ouest de Londres) se bat selon les lois du marché. Cet établissement de 450 lits a obtenu son autonomie au sein du service national de santé. Echappant à la tutelle bureaucratique des autorités sanitaires régionales, le chef exécutif est l'unique responsable d'un bud-

get directement alloué par le ministère de la santé.

Le patron de ce *self-governing trust* détermine seul la rémunération de son personnel et les tarifs des soins facturés aux instances régionales. Les différents services de son hôpital disposent chacun d'un *business manager* provenant du secteur privé. Des hommes d'affaires locaux et une poignée de mandarins ont remplacé les fonctionnaires et administrateurs au conseil d'administration. Pour financer ses investissements, le *trust* est autorisé à emprunter auprès des banques.

Gouffre financier

Le nouveau dispositif a été introduit de manière progressive. Lors d'une première phase, 57 grands hôpitaux et 306 cabinets de groupe en médecine de ville qui couvrent 7 % de la population ont reçu l'autorisation du ministère de la santé pour se transformer en *trusts*.

Introduire un « marché » à l'intérieur du NHS par une mise en concurrence des hôpitaux et des médecins tout en conservant le principe du financement budgétaire et de l'accès universel aux soins : pour le ministre de la santé, M. William Waldegrave, cette compétition entre *trusts* et hôpitaux contrôlés par le district, pour attirer les patients au moindre coût, devrait permettre de rétablir la réputation de qualité du NHS. A l'instar de ce qui se passe en France, la médecine anglaise est devenue un véritable gouffre financier.

La crise de trésorerie est la conséquence notamment du vieillissement de la population, du renchérissement des prix des soins, et de la productivité médiocre d'une organisation regroupant plus d'un million d'employés (dont 45 000 médecins hospitaliers). Rien n'illustre mieux cette pénurie de fonds que les longs délais d'admission dans les hôpitaux. A Kingston, banlieue cossue de la capitale, il faut compter six mois pour une intervention orthopédique et un an

pour le traitement d'une cataracte ou le remplacement d'une hanche! Les listes d'attente pour l'ensemble du pays dépassent un million de personnes.

« L'acte médical se situe en dehors de l'évaluation commerciale. Nous ne voulons pas devenir des experts-comptables », proclame M. Harry Orton, chef du service de la clinique dentaire au Kingston District Hospital. A entendre ce tenant de l'ancien système, la *dérive marketing* du système *trust* a déjà entraîné des réductions draconiennes parmi le petit personnel administratif, d'importants retards dans les livraisons de fournitures et de médicaments, ainsi que dans la mise à jour des fiches médicales.

Il faut passer un certain temps en compagnie de ce mandarin pour remarquer son imperceptible ressentiment pour la nouvelle prééminence des managers sur les cliniciens. En majorité hostile au concept de *trust*, le corps médical de Kingston préfère justifier son opposition en invoquant la défense du NHS. Mais on sent les blouses blanches braquées quand M. Lagan évoque les nouveaux contrats à durée déterminée ou suggère de calculer les conditions de rémunération des consultants (spécialistes) en fonction des résultats.

Le BMA à la pointe du combat

Que l'opposition travailliste et libérale fasse ses vaches grasses - en cette période pré-électorale - des inquiétudes que provoque ce « big bang » chez les patients, c'est compréhensible. Mais il y a plus grave pour le gouvernement de M. John Major. La British Medical Association (BMA), l'association professionnelle qui regroupe 80 % des médecins, est à la pointe du combat contre la réforme.

« Le manque de crédits est la première cause des problèmes du service public. Pour le rendre plus efficace, il ne fallait pas bouleverser tout l'édifice en introduisant un système qui n'avait jamais été testé ailleurs. Le grand danger est de voir les hôpitaux se concentrer sur les secteurs les plus rentables en délaissant les maladies chroniques et les personnes âgées », proclame le docteur Andrew Vallance Owen, porte-parole du BMA. Et de rappeler que la Grande-Bretagne ne consacrait en 1987 que 6,1 % de son PNB aux dépenses de santé contre 8,6 % en France.

De plus, et tel n'est pas le moindre paradoxe de cette libéralisation qui en compte tant, ces bouleversements ont entraîné un gonflement des effectifs administratifs au top niveau. Cette évolution est bien éloignée des conceptions néolibérales des promoteurs de la loi. Le BMA estime que 1 800 postes de direction offrant des salaires élevés allant jusqu'à 40 000 livres (400 000 francs) par an ont été créés au cours des six derniers mois pour mettre en place cette restructuration. Comme l'a fait remarquer non sans humour un commentateur, « modifier le fonctionnement du NHS n'est guère différent des restructurations entreprises en URSS et risque de provoquer les mêmes dérèglements : paralysie, découragement, passivité... ».

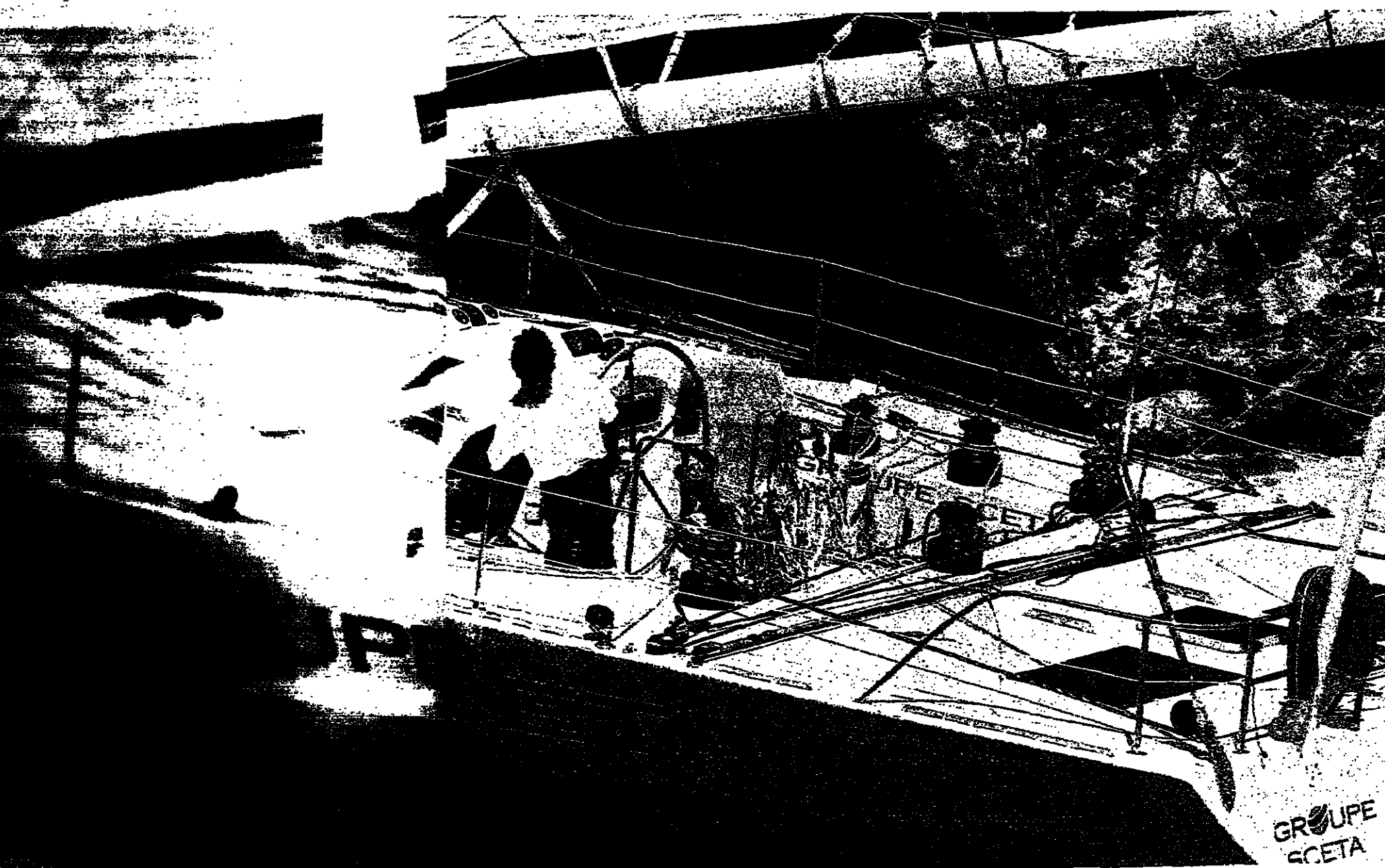
Enfin les opposants accusent M. Waldegrave de vouloir créer indirectement un système de médecine à deux étages, l'un de qualité pour ceux qui peuvent payer, et le second médiocre, destiné aux plus défavorisés.

« C'est mon droit d'aller à l'hôpital le jour que j'ai choisi et d'être opéré par un médecin que j'ai désigné » : la mutation du NHS, symbole du collectivisme honni, était le grand dessein de M^{me} Thatcher, qui avait provoqué une levée de bouilliers en subissant une intervention chirurgicale contre l'arthrose de la main dans une clinique privée. Pour remédier au problème du service public, la « dame » avait favorisé une expansion tous azimuts de la médecine privée. Malgré l'attribution d'avantages fiscaux pour encourager le public à souscrire des assurances médicales, le chiffre d'affaires de l'hospitalisation privée n'a pas dépassé 12 milliards de francs en 1989 (contre 260 milliards pour le NHS).

L'attachement viscéral des Britanniques au NHS, la coalition des corporatismes de tous bords ont brisé toute velléité de privatisation totale, « à l'américaine ». « L'accent de cette réforme tant controversée n'est pas mis sur une privatisation rampante, mais sur l'efficacité et la rentabilité des prestations de soins à l'intérieur du NHS », assure M. John Lagan. En clair : le rêve de William Henry Beveridge (architecte du NHS dans les années 40) d'un service gratuit de santé pour chacun, « du berceau jusqu'à la tombe », n'est pas, semble-t-il, près de disparaître.

MARC ROCHE

AUX PIRES DIFES DE TRANSPORT LIVRONS PARFOIS PETITS EXERCICES PRATIQUES.



GROUPE SCETA

L'ART DE LA LOGISTIQUE

CALBERSON, BOURGEY MONTREUIL, ZUST AMBROSETTI, SCETA M, STVA, EVS, CNC, CTC, STSI, FRANTOUR, CARIANE.

eslsca

ADMISSIONS SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'État. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme International de 3^e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent. La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'I.E.P. ou d'une maîtrise.

Date des épreuves :
- 1^{re} année (1 session) : 8 et 9 juillet 1991
Inscription avant le : 28 juin
- 2^e année (2 sessions) : 8 et 9 juillet 1991
24 et 25 septembre 1991
Inscription avant le : 28 juin (1^{re} session)
15 septembre (2^e session)

Renseignement - Inscription

E.S.L.S.C.A.
1, rue Bougainville - 75007 Paris - Tél. : (1) 45-51-32-59.
Établissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1949
Diplôme visé par l'État.

LE MONDE
diplomatique

JUIN 1991

JEAN-PAUL II

et la

" LIBÉRATION INTÉGRALE DE L'HOMME "

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

COMMUNICATION

Audience en hausse, comptes en baisse

Les syndicats se mobilisent contre le plan du président de FR 3

Après les 744,2 millions de francs de déficit d'Antenne 2, FR 3 plonge à son tour. Son conseil d'administration a confirmé, lundi 10 juin, le trou de 179,8 millions annoncé par le ministre de la communication, M. Georges Kiejman (*le Monde* daté 2-3 juin). L'année 1991 ne s'annonce pas meilleure. Pour sortir de l'impasse, le président commun aux deux chaînes, M. Hervé Bourges, présentera jeudi son « plan pour la télévision publique ». Plan de relance, mais aussi de restructuration particulièrement redouté à FR 3, où la grève annoncée pour vendredi devrait être la plus suivie.

Une audience en hausse, des comptes en baisse : le bilan 1990 que le conseil d'administration de FR 3 a examiné, lundi 10 juin, était contrasté. Grâce aux excellentes performances de la régie publicitaire (93 millions de francs de plus que les prévisions initiales), le résultat courant de l'exercice 1990 est déficitaire de 35,1 millions de francs seulement. Mais le résultat net se creuse à - 179,8 millions après constitution de deux provisions : 150 millions pour le plan de préretraite 1991, 40 millions pour une subvention jamais versée.

« Même si ce déficit est somme toute limité (5 % du chiffre d'affaires) et si la trésorerie de l'entreprise reste au 31 décembre 1990 confortable (+ 161 millions), l'exercice n'en reflète pas moins une tendance à la détérioration de la situation financière de FR 3 », a déploré le président Hervé Bourges devant le conseil d'administration. Tendance qui s'amplifiera cette année - le conseil d'administration a adopté un budget prévisionnel en déficit de 255 millions de francs - et qui aurait pu conduire, selon le PDG, « à la même dérive qu'à Antenne 2 ».

C'est oublier que ces difficultés budgétaires trouvent, à FR 3, une

certaine contrepartie. Si les charges salariales se sont alourdies (la chaîne a régularisé cent trente emplois, intégré trente pigistes et ajouté des accords salariaux internes à ceux concernant l'ensemble des chaînes publiques), les investissements n'ont pas tous été englobés par les frais de structures.

L'audience de la chaîne a progressé l'an dernier de 1 %, malgré la reprise des programmes culturels de la SEPT le samedi. La durée hebdomadaire de diffusion a augmenté avec la création de l'« Eurojournal », de « Continentales » et le transfert des émissions pour la jeunesse (« Samdynamite ») le matin. La

chaîne a mis en place un journal régional le dimanche - dont les besoins avaient été notoirement sous-évalués - et lancé 40 % d'émissions nouvelles (« La marche du siècle », « Mille bravo », « Sports 3 Dimanche », etc.). Bilan honnête, à peine terni par la « préoccupation » du Conseil supérieur de l'audiovisuel qui s'est inquiété, lundi, de la baisse des investissements de la chaîne dans la production : 61 millions de francs l'an dernier par rapport à 1989, et 14,4 % du chiffre d'affaires net au lieu des 15 % requis.

Ce bilan relativement satisfaisant explique, sans doute, la forte mobilisation syndicale à FR 3 depuis l'an-

nonce du « plan pour la télévision publique » du président Hervé Bourges. Plan tour à tour présenté aux cadres et aux syndicats des deux chaînes, débattu lundi avec le ministre de la communication que M. Bourges a rencontré, et qui sera officiellement détaillé à la presse jeudi. Plan qui doit donner un nouvel élan au service public, mais qui s'accompagne aussi de réductions d'effectifs (*le Monde* du 8 juin). Le mouvement de grève annoncé pour vendredi précède, sans doute, à un été chaud.

P.-A. G.

Avec le soutien de l'Ecole de Lille

Pédagogie française pour journalistes roumains

BUCAREST

de notre correspondant

Transformer en véritable école professionnelle la faculté de « journalisme » du Parti communiste roumain (PCR) - où l'on proposait comme modèles les textes d'un théoricien méconnu de la presse, Nicolae Ceausescu - n'est pas une mince affaire. C'est pourtant le choix fait par le ministère roumain de l'éducation, qui a demandé l'aide française. La difficile tâche est échu, en juin dernier, à l'Ecole supérieure de journalisme de Lille (ESJ), une des écoles françaises de journalisme les plus cotées, avec le Centre de formation des journalistes de Paris (CFJ). Ce dernier s'intéresse à la Tchecoslovaquie, pays avec lequel des accords signés fin 1989, lors de la « révolution de velours », devaient être prochainement concrétisés.

Dans le cadre d'un jumelage, l'ESJ a délégué, pour deux ans à Bucarest, un permanent chargé de dépoussiérer les programmes et d'envoyer tout le monde sur le terrain,

bloc-note et micro en main. Pendant que deux étudiants vont se former à Lille pour devenir des cadres de la faculté, « l'idée de travaux pratiques, du reportage d'école, a été difficile à faire accepter », raconte M. Marc Capelle, le conseiller français, qui assure qu'à son arrivée le « ménage » avait été fait à 80 %, les idéologues ayant été remerciés. L'école, rattachée à l'université de Bucarest, bénéficie aujourd'hui d'une véritable infrastructure professionnelle dont le studio radio et le studio de télévision de la chaîne francophone TV3, qui émet sur Bucarest depuis la visite de M. François Mitterrand. Quatre micro-ordinateurs pour la mise en page sur écran ont aussi été offerts par le ministère français des affaires étrangères, qui finance l'opération.

« Après quarante ans de propagande, le plus difficile est de trouver des journalistes qui font des professeurs crédibles », explique M. Capelle. Pour pallier ce manque, des journalistes français sont venus donner des cours de radio, de télévision et de... déontologie profession-

nelle. Le chargé de mission cherche aussi des enseignants parmi les meilleurs journalistes de l'opposition. Mais ces derniers semblent bouter la proposition. Beaucoup doutent de la réalité du changement, ne serait-ce que parce que la faculté est restée dans les immeubles de l'ex-Académie du parti. Transformer l'école de propagande du PCR en modèle d'enseignement du journalisme ? Certes, le crépuscule d'entrée exigé du temps des Ceausescu - la carte du parti - a été remplacé par un concours anonyme auquel plus de cinq cent candidats se sont présentés pour cinquante places. Mais « le pari ne sera gagné que lorsque, comme en France, notre diplôme sera reconnu par l'ensemble de la profession », estime le conseiller. « Ces locaux nous collent à la peau », reconnaît M. Mihai Cozma, jeune doyen de la faculté de journalisme et directeur de l'hebdomadaire d'opposition modérée *Zig-Zag*. Mais nous ne voulons pas faire de propagande pour nous défendre. L'essentiel se jouera sur les faits ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

CARNET DU Monde

Naissances

- Pascale et Catherine
s'associent à la joie de leurs parents,
Michel et Denise SOULOUMIAC,
d'accueillir

Julie

an sein de leur famille.

Marsal,
24130 La Force (France)
Champ du Vert-Chasseur, 24,
1180 Bruxelles (Belgique).

- Marie-Hélène NANEIX
et
Daniel BRIAND
ont la joie d'annoncer la naissance de

Julie,

le 29 mai 1991, à Die,

Chemin du Serre,
26310 Barnave.

- Pierre-Jacques CASTANET
et
Christine VILLERET
sont heureux d'annoncer la naissance de

Marie,

le 28 mai 1991.

74-80, rue de Buzenval,
75020 Paris.

Décès

- Les familles Barré, Desoubries,
Gouzy, Joula, Pagès,
ont la douleur de faire part du décès de

Marguerite BARRÉ,

née Joula,

le 8 juin 1991, dans sa soixante-neuvième année.

- Janie Bonavita-Sabene
Et son époux Armando Sabene
Et son fils Julien Sabene,
ont la douleur de faire part de la disparition de

Marie-Rose BONAVITA,

née Cigman,

survenue à Bastia (Haute-Corse), le 8 juin 1991.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 10 juin, au cimetière d'Urtaca.

9, rue de Marais,
92410 Ville-d'Avray.

- L'Ecole des hautes études en sciences sociales,
Et le Centre de recherches historiques,
ont le regret de faire part du décès de

Julien BRANCOLINI

o.s.b.,

survenu le 1^{er} juin 1991.

- Samedi 8 juin 1991, à 20 h 30,

s'est éteinte

M^{me} Eliane COHEN,

qui a vécu soixante-huit ans pour ceux

qu'elle aimait.

Ses enfants, Gilles Cohen
et Isabelle Mizrahi,
Ses frères et sœur André et Jo
Scenama, et Madeleine Cohen,
Leurs conjoints et enfants.

Les obsèques ont lieu ce mardi

11 juin au cimetière de Pantin, à

14 heures.

7, square Villaret-de-Joyeuse,

75017 Paris.

- Chantaline.

M^{me} Jeannette Coulon,
M. Philippe Coulon,
M. et M^{me} Bernard Coulon,
M. et M^{me} Louis Noir,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves COULON,

HEC,

survenu à l'âge de cinquante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le mardi
11 juin 1991, à Tournes (Puy-de-Dôme),
dans l'intimité familiale.

64, avenue du Général-Leclerc,
75230 Le Pecq.

- Sa famille,
Les professeurs et les élèves,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry DEMAY,

directeur de l'Institution Frémont,

le 8 juin 1991 à Lisieux.

La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 13 juin, à 15 heures, en la cathé-
drale Saint-Pierre de Lisieux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Institution Frémont,

12, rue Paul-Banastion,

14100 Lisieux.

Quand on veut être entendu partout,
mieux vaut communiquer au bon endroit.

CARNET DU Monde

On nous prie d'annoncer le décès, le 5 juin 1991, de

L'ambassadeur Jean-François DOUDINOT de la BOISSIERE, officier de la Légion d'honneur, commandeur de Saint-Grégoire-le-Grand, membre de l'ANF.

La cérémonie religieuse en l'église Notre-Dame-des-Armées, à Versailles, et l'inhumation au cimetière du Montparnasse ont eu lieu le lundi 10 juin, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.
29, rue de Noailles, 78000 Versailles.

M. Maurice Guenancia, sa femme, ses enfants, M. et M^{me} Eugène Gozlan et son fils Patrick, André et Nicole Fitoussi et leurs enfants, Alain et Betty Fellous et leurs enfants, M^{me} veuve Georges Guenancia et ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Monique GUENANCIA, née Gozlan, survenue le 7 juin 1991.

15-17, rue Daubenton, 75005 Paris.

M. et M^{me} Maurice Hervieux, Guillaume, Anne-Sophie, Erik et Cyril Hervieux, M^{me} Christine Terestchenko et les siens, M. et M^{me} Pierre Chevalon et leur fille, M. et M^{me} Jean-Michel Hervieux et leur fils, ont la douleur de faire part de la disparition de

docteur Jacques HERVIEUX, survenue le 9 juin 1991.

La levée de corps aura lieu le mercredi 12 juin, à 13 h 45, à l'hôpital Américain, 40, rue Chauveau, à Neuilly (Hauts-de-Seine). L'inhumation aura lieu au cimetière de Drosay (Seine-Maritime) dans la plus stricte intimité.

M. et M^{me} Maurice Hervieux, 5, avenue de la Porte-de-Villiers, 75017 Paris.
M^{me} Terestchenko, 14, rue des Pavillons, 92800 Puteaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Nicole Chazelet, sa mère, M. et M^{me} Raymond Krokosévitch, son père et sa belle-mère, M. et M^{me} Gilles Krokosévitch, son frère et sa belle-sœur, Sandrine Krokosévitch, sa filleule, Les familles Chazelet, Catalano, Ottavi, ont l'immense douleur de faire part du décès, le 31 mai 1991, à l'âge de trente ans, de

Lac KROKOSÉVITCH, lauréat de l'Institut des sciences politiques, ancien élève de l'ENA, administrateur civil au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Les obsèques ont eu lieu, le 4 juin, à Marseille.

M^{me} Pierre Loygue, née Jaffré, son épouse, ses enfants, sa famille, ses amis, M^{me} Pierre Jaffré et ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 4 juin 1991, de

M. Pierre LOYGUE, ancien élève de l'Ecole polytechnique (génie maritime), commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite.

Il avait été notamment président des Chantiers navals de l'Atlantique, président d'Alstom, membre et président de section du Conseil économique et social, membre du conseil consultatif de la Banque de France. Il était vice-président du groupe Babcock et administrateur des Constructions industrielles de la Méditerranée.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église et au cimetière de Saint-Caradec en Hennebont.

M^{me} Pierre Loygue, Manoir de Locoyara, 56700 Hennebont.

Le président, Le conseil d'administration, Le personnel des Constructions industrielles de la Méditerranée-CNIM, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 4 juin 1991, de

M. Pierre LOYGUE, administrateur de la société.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité en l'église et au cimetière de Saint-Caradec en Hennebont.

CNIM, 35, rue de Bassano, 75008 Paris.

Le président, Le conseil d'administration, Le personnel de Babcock-Entreprise, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 4 juin 1991, de

M. Pierre LOYGUE, vice-président de la société. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église et au cimetière de Saint-Caradec en Hennebont.

Babcock-Entreprise, 35, rue de Bassano, 75008 Paris.

(Lire page 30.)

M^{me} Henri Mei, son épouse, Véronique, Natalie, Bénédicte, Barbara et Alain Plancix, ses enfants, Lucie, Jonathan, Sophie, ses petits-enfants, Louise Collin, sa sœur, Etienne Mei, sa belle-sœur, Ses neveux, petits-neveux et arrière-petits-neveux, ont la douleur de faire part du décès de

Henri MEI, commandant (CR), ancien élève de l'Ecole centrale des arts et manufactures, officier d'affaires indigènes au Levant et au Maroc, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre TOE, médaille coloniale.

survenu à Paris le 8 juin 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le 12 juin, à 16 heures, en l'église Saint-Joseph, à Sète (Hérault), et une messe sera célébrée à Paris ultérieurement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Mei, 8, rue Edouard-Detaille, 75017 Paris.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94

M^{me} Félix Nataf, Jean-Louis et Marie-Blanche Maldonado et leurs enfants, Marcel, Robert, Georges, Jacqueline Cravenne et leurs enfants, Maurice Nataf et sa famille, Le docteur Benhima, Le Père Maurice Lefebvre, Jacques Latcha, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de leur regretté

Félix NATAF, docteur en droit, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur du Ouissan Alaouite, (Union juif, chrétien et musulman), survenu à Paris, le 8 juin 1991, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

On se réunira à l'église Saint-Christophe de Javel, 28, rue de la Convention, Paris (15^e), le mercredi 12 juin, à 8 h 30.

27, rue Robert-de-Fiers, 75015 Paris.

Marseille. Saint-Tropez.

M^{me} Paul Descreux, M. et M^{me} Pierre Pinatel, M. et M^{me} Jean Pincedé, Fabrice et Franck Pinatel, Delphine Pincedé, ses sœurs, neveux, petits-neveux, ont la grande douleur de faire part du décès de

Vincent ROUX, chevalier de la Légion d'honneur, endormi dans la paix du Seigneur, muni des sacrements de l'Eglise.

à Paris, le 8 juin 1991, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Saint-Tropez, le vendredi 14 juin, à 11 heures. Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Tropez.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Le musée Vincent-Roux, Jean Mangion, président, Et les membres du conseil d'administration, ont la douleur de faire part du décès de

Vincent ROUX, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Paris, le 8 juin 1991.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Saint-Tropez, le vendredi 14 juin, à 11 heures.

M^{me} Otto Sackur, M. et M^{me} Marc Sackur et leurs enfants, M^{me} Catherine Sackur et ses enfants, M. Jean-Louis Sackur et M^{me} Catherine Le Jean et leurs enfants, Et toute la famille, font part du décès de

M. Otto SACKUR, ingénieur chimiste ENSCP, survenu, le 2 juin 1991, à l'âge de soixante-seize ans.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Fontenay-aux-Roses, le 4 juin.

63, rue La Fontaine, 92260 Fontenay-aux-Roses.

Jeanne Teissedre, son épouse, Claudine Bibot, sa fille, Laurent Bibot, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston TEISSEDERE, trésorier principal honoraire, survenu le 6 juin 1991.

L'inhumation au cimetière de Saint-Cloud a eu lieu dans la plus stricte intimité.

2 et 5, résidence Boussoleil, 92210 Saint-Cloud.

M^{me} Lucien Trompette-Poméon, M. et M^{me} Patrick Trompette et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Lucien TROMPETTE, combattant volontaire de la Résistance « Réseau Buckmaster », ancien journaliste au *Provençal*, survenu le 3 juin 1991, à Lyon, dans sa soixante-dix-neuvième année.

14, rue du Chapeau-Rouge, 69009 Lyon.

Daniel et Marie-Hélène Courtois, Marie-Séverine, Clotilde et Stéphanie, Jean-Pierre et Françoise Vignaud, Emmanuelle, Maxime et Elise, François et Isabelle Vignaud, Edouard, Marc et Frédéric, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M^{me} Marie-Jeanne VIGNAUD, née Boutin,

endormie dans la paix du Seigneur, le 8 juin 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 12 juin, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris-16^e.

Communications diverses

Gérard Chailand, ENA, auteur de nombreux ouvrages sur le tiers-monde, dont un tout récent *Atlas des diasporas* (Ed. Odile Jacob), et Kendal Nazam, président de l'Institut kurde de Paris, procéderont à un échange de vues sur « Les minorités au Moyen-Orient », jeudi 13 juin, à 20 h 30, CBL, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 42-71-68-19.

Cercle des socialistes de culture musulmane : « Les musulmans et la crise de l'identité française ». Conférence-débat avec M^{me} Mohamed Arkoun (professeur Paris-III), Max Gello (association Dialogue islamochrétien), J.-Ch. Cambadélus (député PS), Sadak Sellam (philosophe), et M^{me} Salama Chems (présidente du CSCM). Vendredi 14 juin, à 20 h 15 : invitations à demander au (1) 42-40-90-24.

Soutenances de thèses

Jeudi 13 juin, à 9 h 30, amphithéâtre Richelieu, 17, rue de la Sorbonne, soutenance de thèse de doctorat par M. Chiffot : « Le thème de l'Esse est perché » chez Berkeley et Praxinoscopie ».

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-66-29-94 ou 40-65-29-96

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires ... 80 F

Communications diverses 85 F

Thèses étudiants 50 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

PARIS RAYONNE A LA DÉFENSE

La Défense
l'Adresse Capitale

SARIS
NEVERT 05.20.20.10

du partout,
un bon endroit.

MARCHÉS FINANCIERS

Pour manquement à son devoir de conseil

Une société de Bourse est condamnée à assumer les pertes d'un de ses clients

La 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris a rendu, le 27 mai, un arrêt condamnant la société de Bourse Nouaillhès à verser à l'un de ses clients 1,5 million de francs « à titre de dommages et intérêts » pour manquement à son devoir de conseil alors qu'elle ne lui était pas liée par un contrat de gestion. Cette décision ainsi formulée est une première pour une société de Bourse, alors qu'elle a déjà été appliquée dans le domaine bancaire.

En avril 1985, M. Victor Cros ouvrait un compte à la charge d'agent de change Nouaillhès, aujourd'hui filiale du groupe Palis, qu'il garnissait d'une couverture, c'est-à-dire d'un dépôt minimum de garantie lui permettant d'effectuer des opérations à terme. Deux ans plus tard, au lendemain du krach d'octobre 1987, un court important apparaissait entre ses engagements et la couverture dont il disposait. Le 10 novembre, la société de Bourse Nouaillhès, sommée par M. Cros de reconstituer son dépôt de garantie sous trois jours. Le délai passé et rien ne s'étant produit, elle liquidait le portefeuille de son client laissant apparaître un déficit de 1,5 million de francs. Pour obtenir le paiement de cette somme, la société de Bourse portait alors l'affaire devant le Tribunal de grande instance de Créteil.

Pourvoi en cassation

Le 27 mars 1990, un jugement condamnait M. Cros à « assumer les conséquences des opérations spéculatives dont il a pris l'initiative et poursuivi la pratique hasar-

duse » et lui demandait de payer la somme due. Un an et deux mois plus tard, le 27 mai dernier, la cour d'appel de Paris infirmait cette décision. Bien que M. Cros n'ait pas confié de mandat de gestion de son portefeuille, la cour a estimé qu'il « appartenait à la société de Bourse, qui reconnaît le caractère très spéculatif de la gestion du compte, d'appeler l'attention de son client sur les risques résultant de ses engagements à terme ». D'autant plus que M. Cros, de par son métier d'assureur dans une compagnie d'assurance, ne « pouvait être considéré comme un opérateur averti sur le marché boursier ». La société de Bourse Nouaillhès a donc été condamnée à payer à M. Cros 1,5 million de francs. Concrètement, cela revient à effacer la perte enregistrée. Selon M. Eric Le Febvre, avocat de Nouaillhès, « la société de Bourse se trouvait en cassation ».

Cette affaire se rapproche de deux autres opposant des particuliers à leurs banques, l'une mettant en cause les Banques populaires du Var et un de leurs clients, M. Sebagn, au début des années 70, et, plus récemment, la BNP et M. Simonneau, défendu par M. Daniel Richard, également avocat de M. Cros. En juillet 1988, la BNP a été condamnée à rembourser à M. Simonneau 30 875 francs de dommages et intérêts pour ne pas lui avoir signalé la mise en règlement judiciaire de Crenos Loire. Toutefois, en janvier 1990, la Cour de cassation cassait la décision de la cour de Paris par un arrêt de principe affirmant que « ni les usages, ni l'équité, ni la loi n'obligent (la banque) à informer le déposant d'un événement affectant la vie de la société émettrice des titres ».

DOMINIQUE GALLOIS

Les sicav monétaires n'ont plus la cote

Le stock de sicav monétaires, qui était de 857,7 milliards de francs en mars, est passé à 858 milliards en avril, soit une augmentation de 300 millions, relativement faible par rapport à un rythme de croissance qui était de 14 à 15 milliards de francs par mois jusqu'en mars dernier. Cette baisse est-elle conjoncturelle? Indiquet-elle au contraire une modification de la politique de placement des entreprises?

Les banquiers qui observent le phénomène sont perplexes. Au cours de ces dernières années, la restauration des marges avait amené les entreprises à placer près de 200 milliards de francs annuels en obligations, certificats de dépôts, actions quand il s'agissait de croissance externe ou sicav monétaires pour leurs excédents de trésorerie. Les 1 042 milliards de francs de sicav court terme (chiffres d'avril 1991), dont près de la moitié reviennent aux entreprises, sont-elles condamnées à stagner, voire à décroître lentement?

Plusieurs hypothèses peuvent expliquer le phénomène. Tout d'abord, l'enquête de conjoncture de la Banque de France de mai montre qu'en avril 1991 de brusques tensions sont apparues sur la trésorerie des entreprises. Dans l'industrie, l'allongement des délais de règlement a entraîné une baisse des recettes financières qui a obligé les trésoriers d'entreprise à tirer sur leurs réserves. Ce phénomène est surtout significatif dans le secteur des PME. Dans le com-

merce de détail, l'accroissement des stocks a contraint les commerçants à ponctionner leurs liquidités. Idem dans l'agriculture, où les besoins en fonds de roulement se sont sensiblement accrus. Seul le commerce de gros a, semble-t-il, échappé à cette pénurie de cash.

Restructuration des placements

Outre ces contraintes techniques, les trésoriers ont également été nombreux à anticiper une baisse des taux courts, voire une baisse des taux en général, ce qui les a amenés à reporter une partie de leurs placements sur les sicav obligataires. Amorcée en début d'année, la reprise de ces sicav s'est confirmée en avril avec un accroissement du stock de presque 4 milliards de francs.

Cette restructuration des placements des entreprises n'est pas sans poser des problèmes aux banquiers. Eux qui se plaignaient des placements court terme qui vidaient leurs comptes à vue se lamentent aujourd'hui du phénomène inverse. Explication : les banquiers prêtaient de l'argent à un taux inférieur à celui du marché monétaire à des entreprises qui le replaçaient en sicav monétaires à un taux légèrement supérieur. Quand les taux ne se prêtent plus à ce petit jeu, c'est toute l'activité de crédit des banques qui en est ébranlée.

YVES MAMOU

La masse monétaire française s'est contractée en avril

La masse monétaire s'est sensiblement contractée en avril, selon les indications publiées par la Banque de France. « Sous l'effet d'une baisse des dépôts à vue et d'un développement généralement modéré des autres placements », souligne la communiqué de la banque, l'agrégat M2 (monnaies, billets, livrets à vue) a diminué de 0,5 %, alors qu'il avait augmenté de 0,9 % en mars. L'agrégat M3 (qui comprend également les dépôts à terme, les avoirs en devises, les titres du marché monétaire) s'est contracté de 0,2 %, contre 0,9 % également.

Malgré cette contraction globale, la Banque de France rappelle qu'en glissement annuel (d'avril 1990 à avril 1991) M3 progresse de 7,7 %, soit davantage que la fourchette d'augmentation prévue pour l'année 1991 (entre 5 % et 7 %).

Le président de la Banque d'Etat soviétique exclut une réduction de la dette

Présent lundi 10 juin à Bâle lors de la réunion de la Banque des règlements internationaux, M. Viktor Gerasimov, président de la Banque d'Etat soviétique, a écarté l'idée d'une réduction massive de la dette soviétique, comme on en a bénéficié récemment la Pologne et l'Égypte. « Je ne pense pas que ce serait judicieux pour l'URSS de demander une réduction de la dette », a-t-il expliqué dans un entretien à l'AFP.

M. Gerasimov a affirmé que Moscou avait la capacité de rembourser ses emprunts garantis mais n'a toutefois pas écarté l'idée de rééchelonner une partie des encours. « Probablement quelques arrangements, quelques facilités, pourraient assouplir la situation et nous aideraient à restaurer » les capacités financières de l'URSS, a-t-il souligné, tout en ajoutant qu'une assistance technique de la part des Occidentaux serait précieuse à une aide financière. (AFP)

NEW-YORK, 10 juin

Immobilier

Après deux séances de consolidation, la tendance a été élargie lundi 10 juin à Wall Street. L'indice Dow Jones n'a pratiquement pas varié et à la clôture, il s'élevait à 2 976,40, soit 1,34 point de plus qu'à la veille (-0,05 %) au-dessous de son niveau précédent.

Le bilan général a cependant quelque peu différé de ce résultat, puisque sur 2 038 valeurs traitées, 848 seulement ont monté alors que 938 ont baissé et que 485 reproduisaient leurs cours précédents.

De l'avis général, les opérations ont été en proie à l'incertitude soulevée par les taux d'intérêt à long terme. La hausse des taux à long terme est attribuée par les analystes à la perspective d'un accroissement des demandes de prêts bancaires par les entreprises, susceptible de relancer les pressions inflationnistes.

L'activité a toutefois été relativement faible ne portant que sur 127,72 milliards de titres au lieu de près de 180 milliards vendredi dernier.

Légère hausse

Les valeurs ont terminé en légère hausse, lundi 10 juin à la Bourse de New York. L'indice Dow Jones a gagné 1,34 point, soit 2 976,40. Le volume des échanges s'est sensiblement accru à 220 millions de titres contre 200 millions la veille.

Légère hausse

La révision des ventes de détail en avril, qui est chuté de 3,3 % au lieu de 3,5 % annoncée initialement, et le rapport de l'organisation patronale CBI sur l'augmentation des ventes de détail de 2,8 % ont entraîné une baisse de 2,8 % de la plus forte baisse depuis dix ans des augmentations de salaires accordées dans l'industrie manufacturière. L'indice Dow Jones a gagné 1,34 point, soit 2 976,40.

Le rapport de l'organisation patronale CBI sur l'augmentation des ventes de détail de 2,8 % ont entraîné une baisse de 2,8 % de la plus forte baisse depuis dix ans des augmentations de salaires accordées dans l'industrie manufacturière. L'indice Dow Jones a gagné 1,34 point, soit 2 976,40.

Le rapport de l'organisation patronale CBI sur l'augmentation des ventes de détail de 2,8 % ont entraîné une baisse de 2,8 % de la plus forte baisse depuis dix ans des augmentations de salaires accordées dans l'industrie manufacturière. L'indice Dow Jones a gagné 1,34 point, soit 2 976,40.

Le rapport de l'organisation patronale CBI sur l'augmentation des ventes de détail de 2,8 % ont entraîné une baisse de 2,8 % de la plus forte baisse depuis dix ans des augmentations de salaires accordées dans l'industrie manufacturière. L'indice Dow Jones a gagné 1,34 point, soit 2 976,40.

PARIS, 11 juin

Bonnes dispositions

De meilleures dispositions ont animé la place de Paris mardi, où après deux séances de baisses consécutives, les valeurs françaises ont repris le chemin de la hausse. En avance de 0,30 % au début des transactions, l'indice CAC 40 a mis à profit la motivation pour conforter ses gains. A la mi-journée, il s'inscrivait en progression de 0,87 %. En début d'après-midi, il gagnait près de 1 %. Plus tard dans la séance, peu avant que ne débutent les transactions à la Bourse de New-York, la progression moyenne des valeurs atteignait 1,1 %.

La bonne orientation des places européennes, et la quasi-stabilité de Wall Street la veille ont contribué à la bonne tenue du marché. Cette reprise, technique selon certains opérateurs, a été liée à la légère hausse du MATIF plus tôt dans la matinée et à l'espoir d'une petite détente sur les taux à court terme lors de l'appel d'offres de la Banque de France ce jour. Espoir déçu par la suite, l'instabilité des marchés européens a entraîné des taux directeurs inchangés.

TOKYO, 11 juin

Modeste reprise

Une modeste reprise s'est produite mardi 11 juin à la Bourse de Tokyo. Mais elle n'a pas réussi à s'appuyer sur une bonne tenue des valeurs étrangères. L'indice Nikkei avait tout juste gagné 64,21 points (0,26 %) pour s'établir à 24 062,58.

La baisse du yen a continué néanmoins de préoccuper les investisseurs. Si des institutions ont tenté de se débarrasser de leurs bons titres japonais, d'autres ont préféré attendre la fin de la semaine pour décider de leur stratégie.

Légère hausse

La révision des ventes de détail en avril, qui est chuté de 3,3 % au lieu de 3,5 % annoncée initialement, et le rapport de l'organisation patronale CBI sur l'augmentation des ventes de détail de 2,8 % ont entraîné une baisse de 2,8 % de la plus forte baisse depuis dix ans des augmentations de salaires accordées dans l'industrie manufacturière. L'indice Dow Jones a gagné 1,34 point, soit 2 976,40.

Le rapport de l'organisation patronale CBI sur l'augmentation des ventes de détail de 2,8 % ont entraîné une baisse de 2,8 % de la plus forte baisse depuis dix ans des augmentations de salaires accordées dans l'industrie manufacturière. L'indice Dow Jones a gagné 1,34 point, soit 2 976,40.

Le rapport de l'organisation patronale CBI sur l'augmentation des ventes de détail de 2,8 % ont entraîné une baisse de 2,8 % de la plus forte baisse depuis dix ans des augmentations de salaires accordées dans l'industrie manufacturière. L'indice Dow Jones a gagné 1,34 point, soit 2 976,40.

Le rapport de l'organisation patronale CBI sur l'augmentation des ventes de détail de 2,8 % ont entraîné une baisse de 2,8 % de la plus forte baisse depuis dix ans des augmentations de salaires accordées dans l'industrie manufacturière. L'indice Dow Jones a gagné 1,34 point, soit 2 976,40.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	3880	3882	EDF	345	335
Amstel Assoes	278	285	Idemco	128 10	140
B.A.C.	163	150	Imvob, Houllier	830	840
Banque Paribas	855	856	LP&M	102 90	100
Banque Paribas	384 80	384	Loca Invest	255 40	258
Banque Paribas	211 50	215	Locatex	84 30	83 30
CAL de F. (C.C.I.)	1040	1025	Meca Com	117 40	120
Calsonic	410	400	Miles	150	150
Cardif	882	888	Pharbio	85	85
CEGEF	158	160	Pharmapack	375	378
C.F.P.I.	280	272	Rand	635	631
C.N.I.M.	974	973	Rhone-Alp. (S.T.)	305	305
Cofinor	300	288	S.M. Mangon	175	174
Conforama	1120	1115	Saint Invert (S.T.)	100	98
Crelec	218	228 70	S.M.T. Goupil	130	135
Daplan	400	400	Sopra	289 30	285
Dalmeida	1134	1134	TFI	327	323 10
Danone	450	450	Thomson H. (S.T.)	284	284
Demichy Wonne Co.	1070	1085	Unilog	217	218
Dinamo	375	385	Viel et Cie	96	94
Duklos	130	128	Y. St-Laurent Group	742	725
Edison Bullfinch	200	205			
Europ. Propulsion	310	310			
Finor	128	117 80			
Frankopolis	142 50	140			
G.F. (Group. Ind.)	267	268			
Grand Lys	371 90	365			
Group. Chigny	218	218			
Guinot	757	755			
I.C.C.	950	950			
	248 30	256			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 juin 1991

Nombre de contrats : 71 872

COURS	Jun 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	105,26	105,36	105,34
Précédent	105,26	105,32	105,28

Options sur notionnel	Options d'achat	Options de vente
PRIX D'EXERCICE	Sept. 91	Déc. 91
105	1,08	1,53
	8,76	1,22

CAC 40 A TERME

Volume : 4 597		(MATIF)	
COURS	Jun	Juillet	Août
Dernier	1 846,50	1 839	1 844
Précédent	1 846	1 848	1 843

CHANGES

Dollar : 5,9990 F

Après avoir touché la barre des six francs lundi 10 juin et avoir subi les interventions des banques centrales qui visaient à contenir sa hausse, le dollar s'est équilibré en légère baisse mardi 11 juin. A Paris, la monnaie américaine cotait à 5,9990 francs contre 6,0005 la veille à la cotation officielle.

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	Paris (11 juin)	978 - 10 %
New-York (10 juin)	5,1116 %	

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-89)
 Valeurs françaises : 128,30
 Valeurs étrangères : 128,30
 (SBF, base 100 : 31-12-87)
 Indice global CAC : 401,80
 (SBF, base 100 : 31-12-87)
 Indice CAC 40 : 1 842,51

NEW-YORK (indice Dow Jones)	7 juin	10 juin
Industriel	2 974,74	2 975,40
100 valeurs	2 966,30	2 911,90
50 valeurs	1 925,28	1 944,90
Indice CAC	1 842,51	1 842,51
Fonds d'Etat	83,68	83,93
FRANCFORT	7 juin	10 juin
Dax	1 789,64	1 784,92
TOKYO	7 juin	11 juin
Nikkei Dow Jones	24 062,58	24 062,58
Indice global	1 896,21	1 897,71

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UNE MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
\$ E.-U.	\$ 100	\$ 100	\$ 100
5,9770	5,9790	5,986	5,993
5,2133	5,2173	5,228	5,235
4,2285	4,2325	4,243	4,250
3,3868	3,3895	3,395	3,402
16,4474	16,4574	16,468	16,478
3,5622	3,5662	3,572	3,578
4,5626	4,5626	4,568	4,574
9,9969	10,0053	10,012	10,018

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	6 1/16	6 3/16	6 7/8	6 1/2	6 1/8	6 3/8	6 1/4
DM	8 1/16	8 1/8	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4
FF	8 1/16	8 1/8	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4
£	8 1/16	8 1/8	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4
Y	8 1/16	8 1/8	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4
1 (1 000)	8 1/16	8 1/8	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4
100	8 1/16	8 1/8	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 11 juin
 Jean-Claude Sarnaz,
 PDG de la Redoute Catalogue.

Mercredi 12 juin
 Bruno Bonduelle,
 PDG de la société Bonduelle.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 11 JUIN

Réglement mensuel										Comptes									
Comptant	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Comptant	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Comptant	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%		
4085	C.A.E.S.	4040	4041	4036	-0.12	230	Electron	280	280	280	0.00	173	Electron	280	280	280	0.00		
885	B.N.P.	885	885	885	+0.00	173	Environ	180	180	180	0.00	345	Environ	345	345	345	0.00		
915	C.Lyon	915	915	915	+0.11	345	Environ	345	345	345	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
1300	Renault T.P.	1288	1288	1288	+0.22	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
1571	Renault T.P.	1588	1588	1588	+0.18	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
1120	Renault T.P.	1140	1140	1140	+0.18	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
950	Thomson T.P.	971	971	971	+0.22	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
715	ACCOR	709	709	709	-0.07	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
575	Air Liquide	578	578	578	+0.02	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
1710	Air Liquide	1695	1695	1695	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
380	A.S.P.I.	383	383	383	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
2180	Adm. Fin.	2112	2112	2112	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
335	A.S.P.I.	335	335	335	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
1180	A.S.P.I.	1180	1180	1180	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
220	A.S.P.I.	220	220	220	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
235	A.S.P.I.	235	235	235	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
198	A.S.P.I.	198	198	198	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
130	A.S.P.I.	130	130	130	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
905	A.S.P.I.	905	905	905	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
540	A.S.P.I.	540	540	540	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
770	A.S.P.I.	770	770	770	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
625	A.S.P.I.	625	625	625	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
345	A.S.P.I.	345	345	345	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
1140	A.S.P.I.	1140	1140	1140	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
730	A.S.P.I.	730	730	730	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
370	A.S.P.I.	370	370	370	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
575	A.S.P.I.	575	575	575	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
945	A.S.P.I.	945	945	945	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
2540	A.S.P.I.	2540	2540	2540	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
824	A.S.P.I.	824	824	824	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
575	A.S.P.I.	575	575	575	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
121	A.S.P.I.	121	121	121	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
685	A.S.P.I.	685	685	685	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
1050	A.S.P.I.	1050	1050	1050	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
300	A.S.P.I.	300	300	300	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
1950	A.S.P.I.	1950	1950	1950	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
137	A.S.P.I.	137	137	137	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
95	A.S.P.I.	95	95	95	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
1270	A.S.P.I.	1270	1270	1270	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
85	A.S.P.I.	85	85	85	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
330	A.S.P.I.	330	330	330	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
320	A.S.P.I.	320	320	320	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
230	A.S.P.I.	230	230	230	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
440	A.S.P.I.	440	440	440	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
124	A.S.P.I.	124	124	124	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
705	A.S.P.I.	705	705	705	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
325	A.S.P.I.	325	325	325	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
1080	A.S.P.I.	1080	1080	1080	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
585	A.S.P.I.	585	585	585	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
780	A.S.P.I.	780	780	780	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
515	A.S.P.I.	515	515	515	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
435	A.S.P.I.	435	435	435	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
140	A.S.P.I.	140	140	140	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
390	A.S.P.I.	390	390	390	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
190	A.S.P.I.	190	190	190	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
140	A.S.P.I.	140	140	140	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
190	A.S.P.I.	190	190	190	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
140	A.S.P.I.	140	140	140	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
190	A.S.P.I.	190	190	190	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
140	A.S.P.I.	140	140	140	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
190	A.S.P.I.	190	190	190	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
140	A.S.P.I.	140	140	140	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
190	A.S.P.I.	190	190	190	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
140	A.S.P.I.	140	140	140	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
190	A.S.P.I.	190	190	190	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
140	A.S.P.I.	140	140	140	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
190	A.S.P.I.	190	190	190	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
140	A.S.P.I.	140	140	140	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
190	A.S.P.I.	190	190	190	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
140	A.S.P.I.	140	140	140	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
190	A.S.P.I.	190	190	190	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
140	A.S.P.I.	140	140	140	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
190	A.S.P.I.	190	190	190	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00		
140	A.S.P.I.	140	140	140	+0.08	194	Environ	194	194	194	0.00	194	Environ	194	194	194	0.00</		

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1.-3. - FRANCE-CORÉE DU SUD : Visite officielle de M. Michel Rocard à Séoul (du 2 au 6).

2. - GRANDE-BRETAGNE : Aux élections locales en Angleterre et au pays de Galles, les conservateurs perdent plus de 6 % des sièges au profit des travaillistes et des démocrates libéraux (4 et 18).

2. - VATICAN : L'encyclique *Centesimus annus* est rendue publique pour le centenaire de *Rerum novarum*, consacrée par Léon XIII à la question ouvrière. Cette troisième encyclique sociale de Jean-Paul II est une réflexion sur l'échec du communisme en Europe de l'Est, sur les lacunes du système capitaliste et sur les valeurs dans une démocratie (3, 4, 7, 11, 14 et 26-27).

3. - CEE-JAPON : Alors que la CEE engage des négociations avec le Japon pour limiter l'entrée des voitures japonaises en Europe, le constructeur automobile japonais Mitsubishi acquiert 33 % de Volvo Car (anciennement DAF), seul constructeur néerlandais, qui reste détenu à parité par l'Etat et le groupe suédois Volvo (3, 5-6, 14, 15 et du 21 au 25).

3. - OMS : L'Organisation mondiale de la santé prévoit que 40 millions de personnes, dont un quart d'enfants, seront contaminés par le virus du sida d'ici à l'an 2000. Elle estime que 90 % des cas seront recensés dans les pays en développement et que, dans 80 % des cas, la contamination aura pour origine des rapports hétérosexuels (7).

6. - ÉTATS-UNIS : ATT, numéro un mondial des télécommunications, prend le contrôle de NCR, cinquième fabricant américain d'ordinateurs, pour 7,4 milliards de dollars après cinq mois de bataille boursière (8).

6. - FRANCE-URSS : M. Mitterrand apporte un soutien sans réserve à M. Gorbatchev, qu'il est venu rencontrer à Moscou (7 et 8).

6. - URSS : M. Gorbatchev justifie l'intervention brutale de l'armée contre des villages arméniens proches de la frontière avec l'Azerbaïdjan par la nécessité de désarmer les milices arméniennes. Les opérations militaires se poursuivent les jours suivants, faisant au moins cinquante morts depuis la fin avril (du 3 au 16, 18, 24 et 26-27).

6. - URSS : Le pouvoir central signe l'accord transférant à la Russie le contrôle des mines de charbon de Sibirie. Les jours suivants, les mineurs, en grève depuis deux mois, acceptent de reprendre le travail (3, 7, 8 et 10).

8. - FRANCE-GRANDE-BRETAGNE : Le groupe français ELF-Aquitaine devient le cinquième producteur pétrolier en Grande-Bretagne en rachetant pour 8 milliards de francs le domaine minier de l'américain Occidental Petroleum en mer du Nord (5-6 et 9).

10. - AFRIQUE : M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, lance un appel pressant pour une aide d'urgence à l'Afrique, où trente millions de personnes sont menacées par la famine (12-13).

10. - PROCHE-ORIENT : M. Alexandre Bessmertnykh est le premier ministre des affaires étrangères soviétiques à se rendre en Israël. Cette courte visite est l'une des étapes d'une tournée au Proche-Orient que se poursuit au Caire, où M. Bessmertnykh s'entretient, les 12 et 13, avec M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, des « efforts conjoints » des Etats-Unis et de l'URSS pour l'organisation d'une conférence sur le conflit israélo-arabe. Ce quatrième séjour en dix semaines de M. Baker au Proche-Orient, commencé les 11 et 12, en Syrie, s'achève, les 15 et 16, en Israël, sans progrès apparent. Le 22, M. Baker affirme que « le plus gros obstacle à la paix » est la poursuite des implantations juives dans les territoires occupés (du 4 au 9, du 11 au 21 et du 24 au 27).

10-13. - PORTUGAL-VATICAN : Jean-Paul II se rend au Portugal dix ans après l'attentat dont il a été victime à Rome. A Fatima, le 13, devant près d'un million de personnes, le pape estime qu'après le marxisme une nouvelle forme d'athéisme menace le monde (du 12 au 15).

12. - NÉPAL : Lors des premières élections multipartites depuis 1959, le Parti du Congrès remporte 110 des 205 sièges du Parlement. Son secrétaire général, M. Girija Prasad Koirala, est nommé premier ministre. Le 29, par le roi Birendra I^{er} (12-13, 15, 18, 25 et 31).

13. - FRANCE-ÉTATS-UNIS : Le groupe français Schneider prend le contrôle du fabricant américain de matériel électrique Square D pour 13 milliards de francs après trois mois de bataille juridique et financière (8, 14 et 17).

13. - ONU : Le rapport annuel du Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (FNUAP) plaide pour un contrôle renforcé de la croissance démographique mondiale, alors que le nombre d'habitants de la planète a atteint 5,4 milliards et qu'il risque

de dépasser les 6,4 milliards prévus pour l'an 2000 (15).

14. - AFRIQUE DU SUD : M^{me} Winnie Mandela, épouse du vice-président de l'ANC, est condamnée à six ans de prison pour l'enlèvement de quatre jeunes Noirs, à Soweto, en décembre 1988, et pour complicité de coups et blessures volontaires. M^{me} Mandela reste en liberté jusqu'à ce que la cour d'appel ait statué (15 et 16).

14. - CHINE : Jiang Qing, veuve de Mao Zedong, emprisonnée depuis 1976, se donne la mort à Pékin (4 et 4V).

15. - YOUGOSLAVIE : M. Stipe Mesic, un Croate non communiste, n'est pas élu à la tête de la présidence collégiale de la Fédération. Le refus de la Serbie et de ses alliés du Kosovo, de la Voïvodine et du Monténégro de voter pour lui empêche l'application du système de rotation annuelle en vigueur depuis 1974 entre les six Républiques et les deux provinces autonomes. Le 29, la Croatie proclame sa souveraineté après un référendum, le 19, où 94,17 % des 82,97 % de votants se sont prononcés pour l'indépendance. Dans les régions serbes de Croatie, où des affrontements interethniques meurtriers se sont multipliés, ce scrutin a été boycotté : la minorité serbe (13 % de la population) avait voté, le 12, en faveur d'un rattachement à la Serbie (du 4 au 11, 14, 15, du 17 au 28, 30 et 31).

15-19. - CHINE-URSS : La visite de M. Jiang Zemin en URSS est la première d'un secrétaire général du PC chinois depuis 1957. Un accord sur le tracé de la frontière orientale est conclu le 16 (5-6, 10, 16, 18 et 21).

16. - ALLEMAGNE : M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank depuis 1980, annonce sa démission. Le vice-président, M. Helmut Schlesinger, est désigné le 29 pour lui succéder fin juillet (15, 17, 18, 29 et 30).

18. - SOMALIE : Les anciens maquisards du Mouvement national somalien, qui contrôlent le nord du pays, décident de faire sécession et proclament, le 18, la République du Somaliland (16, 21, 26-27 et 28).

19. - CHYPRE : Aux élections législatives, le Rassemblement démocratique (conservateur) reste le premier parti en passant de 19 à 20 sièges, mais le Parti communiste progresse avec 18 (+3) des 56 sièges (19-20 et 22).

20. - IRAK : Les forces irakiennes acceptent de se retirer de la ville kurde de Dohouk, située à la limite de la zone de sécurité de 120 kilomètres sur 60 établie par les alliés dans le nord de l'Irak. Les jours suivants, les habitants de Dohouk commencent à rentrer chez eux. A la fin du mois, plus de deux cent mille réfugiés kurdes ont quitté la Turquie pour regagner leur pays. Mais il en reste plus d'un million dans les camps en Iran (du 2 au 30).

20. - ONU : Le Conseil de sécurité vote une résolution créant un fonds d'indemnisation qui devra être alimenté par l'Irak pour réparer les dommages de la guerre du Golfe, notamment au Koweït (2, 3, 5-6, 8, 11 et 22V, 2-3/VI).

22-23. - ISRAËL-POLOGNE : M. Lech Walesa effectue la première visite officielle en Israël d'un chef de l'Etat polonais. Le 20, devant la Knesset, il demande solennellement « pardon » pour ceux de ses compatriotes qui ont persécuté des juifs (du 19 au 23).

21. - ÉTHIOPIE : Le lieutenant-colonel Mengistu, chef de l'Etat depuis février 1977, quitte le pouvoir et se réfugie au Zimbabwe. Les Un «sommet sur la violence» est

réuni par le président De Klerk à Pretoria pour tenter de mettre fin aux règlements de comptes inter-ethniques qui ont fait près de deux mille morts depuis août 1990 dans les ghettos noirs. Le Congrès national africain (ANC) a refusé d'y participer : il reproche au gouvernement de n'avoir pas tenu son engagement de libérer tous les prisonniers politiques et d'autoriser le retour des exilés avant le 30 avril (du 2 au 14, du 21 au 28 et 30).

25. - ALGÉRIE : Le Front islamique de saint (intégriste) appelle à la grève générale illimitée pour obtenir l'abrogation de la loi électorale adoptée pour les législatives du 27 juin et la tenue d'une élection présidentielle anticipée. Les jours suivants, la grève générale est peu suivie, mais les manifestations d'islamistes se multiplient à Alger (17, 21, 25 et du 28 au 4/VI).

25. - ÉGYPTE : Les pays arabes regroupés au sein du Club de Paris accordent à l'Égypte une annulation de 50 % de sa dette publique qui s'élève à 50 milliards de dollars (19-20 et 28).

25. - SURINAME : Aux élections législatives, le Front nouveau pour la démocratie, coalition multi-ethnique hostile aux militaires qui ont repris le pouvoir en décembre 1990, obtient 30 % des 51 sièges du Parlement (25 et 28).

25-27. - IRAN : Une conférence internationale sur la coopération pétrolière, organisée à Ispahan par le gouvernement iranien, confirme la volonté d'ouverture vers l'Occident et illustre le rapprochement entre l'Iran et les pétromarchés du Golfe (29 et 30V, 2-3/VI).

26. - ESPAGNE : Aux élections locales, le Parti socialiste (PSOE), au pouvoir, maintient ses positions, tandis que le Parti populaire (conservateur) progresse aux dépens des centristes du CDS, qui passe de 9,8 à 3,8 % des voix (21 et du 24 au 28).

26. - THAILANDE : L'explosion en vol d'un Boeing 767 de la compagnie thaïlandaise Land Air fait 223 morts. Une défaillance technique d'un des deux réacteurs semblerait à l'origine de l'accident (du 28V au 4/VI).

26. - URSS : En Géorgie, M. Zviad Gamsakhouria, président en exercice, remporte 87 % des voix à l'élection présidentielle au suffrage universel. Des intellectuels géorgiens en exil dénoncent ses « tendances dictatoriales » (26-27, 28 et 30).

Mai 1991 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième mardi (dans mercredi) de chaque mois.
Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

Jours suivants, les rebelles érythréens et tigréens remportent de nouveaux succès militaires aux dépens de l'armée régulière qui se débande. La capitale, Addis-Abeba, est encerclée par les rebelles. Les 24 et 25, comme en 1984, un gigantesque pont aérien est mis en place par les autorités israéliennes pour évacuer 14 400 juifs éthiopiens vers l'État hébreu. Le 27, s'ouvrent, à Londres, sous l'égide des Etats-Unis, des négociations entre le gouvernement et les trois principaux mouvements d'opposition armée pour mettre fin à trente ans de guerre civile. Le 28, tandis qu'un accord est conclu à Londres, confiant temporairement le pouvoir aux rebelles tigréens, ces derniers se rendent maîtres d'Addis-Abeba avec l'aval des Etats-Unis. Washington souhaite éviter le chaos qui entraverait l'acheminement des vivres pour les millions de civils menacés par la famine (4, 10, 11, 17 et à partir du 21).

21. - INDE : Rajiv Gandhi, premier ministre de 1984 à 1989 et président du Parti du Congrès, est tué par l'explosion d'une bombe avant une réunion électorale près de Madras. Les séparatistes tamouls de Sri-Lanka sont soupçonnés d'être responsables de l'attentat qui fait seize autres morts et suscite une vive émotion en Inde et à l'étranger. La première journée des élections législatives avait eu lieu le 20 : les dixième et troisième journées, fixées aux 23 et 26 mai, sont repoussées aux 12 et 15 juin. Le 23, M^{me} Sonia Gandhi refuse l'offre de succéder à son mari à la tête du Parti du Congrès (19-20 et du 22 au 31).

22. - LIBAN-SYRIE : Les présidents Assad et Hraoui signent à Damas un traité de « fraternité, de coopération et de coordination », qui consacre le rôle prépondérant de la Syrie au Liban. Jérusalem dénonce une véritable « annexion » (15, 17, 18, 21, 23, 24, 25, 29, et 31V, 2-3 et 5/VI).

22. - URSS : M. Gorbatchev souhaite être invité au sommet des sept pays les plus industrialisés, prévu à Londres en juillet, afin de présenter une demande d'aide économique à l'Occident (9, 12-13, 18, 22 et du 24V au 3/VI).

24. - CAMEROUN : Le président Paul Biya place sept des dix provinces sous le contrôle de l'armée, alors que des émeutes antigouvernementales ont fait une trentaine de morts depuis près de deux mois (11, 14, 18, 19-20 et 26-27).

24. - CORÉE DU SUD : Le président Roh Tae-woon nomme un nouveau premier ministre et renomme le 26, le gouvernement, alors que les manifestations étudiantes se sont multipliées après la mort, le 26 avril, d'un étudiant battu par la police et que huit centistes se sont immolés par le feu pour protester contre le régime (30IV, du 3 au 7, 9, 11, 13, 15, 19-20, 21, 22, 25 et 28V).

24-25. - AFRIQUE DU SUD : Un «sommet sur la violence» est

réuni par le président De Klerk à Pretoria pour tenter de mettre fin aux règlements de comptes inter-ethniques qui ont fait près de deux mille morts depuis août 1990 dans les ghettos noirs. Le Congrès national africain (ANC) a refusé d'y participer : il reproche au gouvernement de n'avoir pas tenu son engagement de libérer tous les prisonniers politiques et d'autoriser le retour des exilés avant le 30 avril (du 2 au 14, du 21 au 28 et 30).

25. - ALGÉRIE : Le Front islamique de saint (intégriste) appelle à la grève générale illimitée pour obtenir l'abrogation de la loi électorale adoptée pour les législatives du 27 juin et la tenue d'une élection présidentielle anticipée. Les jours suivants, la grève générale est peu suivie, mais les manifestations d'islamistes se multiplient à Alger (17, 21, 25 et du 28 au 4/VI).

25. - ÉGYPTE : Les pays arabes regroupés au sein du Club de Paris accordent à l'Égypte une annulation de 50 % de sa dette publique qui s'élève à 50 milliards de dollars (19-20 et 28).

25. - SURINAME : Aux élections législatives, le Front nouveau pour la démocratie, coalition multi-ethnique hostile aux militaires qui ont repris le pouvoir en décembre 1990, obtient 30 % des 51 sièges du Parlement (25 et 28).

25-27. - IRAN : Une conférence internationale sur la coopération pétrolière, organisée à Ispahan par le gouvernement iranien, confirme la volonté d'ouverture vers l'Occident et illustre le rapprochement entre l'Iran et les pétromarchés du Golfe (29 et 30V, 2-3/VI).

26. - ESPAGNE : Aux élections locales, le Parti socialiste (PSOE), au pouvoir, maintient ses positions, tandis que le Parti populaire (conservateur) progresse aux dépens des centristes du CDS, qui passe de 9,8 à 3,8 % des voix (21 et du 24 au 28).

26. - THAILANDE : L'explosion en vol d'un Boeing 767 de la compagnie thaïlandaise Land Air fait 223 morts. Une défaillance technique d'un des deux réacteurs semblerait à l'origine de l'accident (du 28V au 4/VI).

26. - URSS : En Géorgie, M. Zviad Gamsakhouria, président en exercice, remporte 87 % des voix à l'élection présidentielle au suffrage universel. Des intellectuels géorgiens en exil dénoncent ses « tendances dictatoriales » (26-27, 28 et 30).

28. - CORÉES : Pyongyang renonce à s'opposer à l'admission simultanée des deux Corées aux Nations unies, où Séoul avait obtenu une entrée unilatérale (29).

28-29. - OTAN : Les ministres de la défense des quinze pays membres des commandements intégrés de l'Alliance atlantique, réunis à Bruxelles, approuvent une réorganisation du dispositif militaire, qui prévoit notamment la création d'une force multinationale « de réaction rapide » (4, 5-6, 24 et du 28V au 3/VI).

29. - ALLEMAGNE : La première ligne ferroviaire à grande vitesse est inaugurée entre Hambourg et Munich (2-3 et 6/VI).

29. - ESPAGNE : Un attentat à la voiture piégée contre une caserne de la garde civile, à Vic, près de Barcelone, fait neuf morts, dont trois fillettes. Le 31, la police parvient à démanteler le « commando Barcelone » de l'ETA, auteur présumé de l'attentat de Vic (31V et 2-3/VI).

29. - ÉTATS-UNIS : Le président Bush propose un plan de contrôle des armes de destruction massive au Proche-Orient. Le 30, Washington annonce la livraison à Israël de dix avions de chasse F-15 ainsi que l'entrepôt d'armements américains au Liban et « d'autres pays amis » de la région, pour être utilisés en cas d'urgence (31V, 2-3 et 4/VI).

29. - 30. - FRANCE-ALLEMAGNE : 57^e sommet franco-allemand à Lille (30 et 31V, 2-3/VI).

31. - ANGOLA : Le président José Eduardo dos Santos et M. James Savimbi, chef des rebelles de l'UNITA, signent à Lisbonne un accord de cessez-le-feu, conclu à Estoril le 1^{er} mai après un an de négociations directes sous les auspices du Portugal. Cet accord de paix, qui sera supervisé par l'ONU, est destiné à mettre fin à seize années d'une guerre civile qui a fait plus de cent mille morts (3, 4, 8, 9, 10, 16, 18, 25 et 26-27V, 2-3 et 4/VI).

FRANCE

7. - M. Lionel Jospin, présentant ses propositions pour le schéma « Universités 2000 » de développement de l'enseignement supérieur, prévoit une multiplication des formations techniques courtes, avec la création de cinquante mille places dans les instituts universitaires de technologie (IUT) en cinq ans (8, 12-13, 16 et 23).

9. - Le Conseil constitutionnel annule l'article premier de la loi réformant le statut de la Corse, qui reconnaissait l'existence d'un « peuple corse, composant du peuple français ». Le reste de la loi est publié dans le *Journal officiel* du 13 mai. Le 19, puis le 29, les deux tentatives du FLNC reprennent leurs attentats (4, 5-6, 8, du 11 au 15, 21 et 31V, 2-3 et 4/VI).

13. - L'Etat et les banques participent au sauvetage de la société VEV-Frouvot, troisième groupe textile français, menacé de dépôt de bilan (9, 14, 15 et 19-20).

14. - L'Assemblée nationale approuve la création d'une commission d'enquête sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques sous la V^e République. Les députés PS et PC votent pour, ceux du RPR, de l'UDF et de l'UDC s'abstiennent (3, 8, 15, 23 et 31).

14. - Le gouvernement adopte un schéma directeur prévoyant qu'en 2015 et 2025 le réseau national des TGV atteindra 4 700 kilomètres grâce à la construction de seize lignes ferroviaires nouvelles à grande vitesse. Le 28, le Texas choisit le TGV français pour une ligne entre Dallas, Houston et San-Antonio (18 et 30).

19. - Premier vol du prototype de l'avion de combat Rafale (22).

22. - Le Sénat vote en première lecture le projet de loi réformant le livre II du code pénal, qui porte sur les crimes et les délits contre les personnes. Après des débats houleux, commencés le 23 avril, la majorité sénatoriale a rétabli le délit d'atteinte homosexuelle sur un mineur (13 et du 24 au 27/IV, 3, 8, 16, 24 et 25V).

24. - Deux cents étrangers, qui faisaient la grève de la faim après s'être vu refuser le statut de réfugié, obtiennent une autorisation provisoire de séjour. Le gouvernement s'engage à rechercher des

solutions pour les dizaines de milliers de « déboutés du droit d'asile » (14, 23, du 25 au 28 et 31).

27. - Aissa Ihich, dix-huit ans, d'origine marocaine, meurt à Paris de sa garde à vue dans le commissariat de Mantes-la-Jolie, après avoir été arrêté lors d'incidents violents dans le quartier du Val-Fourré dans la nuit du 25 au 26. Asthmatique, il n'avait pu obtenir les médicaments que sa famille était venue lui apporter (du 28V au 4/VI).

27. - Le groupe Financière Achille Conforama à M. Bernard Arnaud, président de LVMH, pour 4,4 milliards de francs (25, 28 et 29).

27. - En avril, le nombre de chômeurs s'est accru de 1,5 %, le déficit du commerce extérieur a été de 2,1 milliards de francs et les prix ont augmenté de 0,3 % (18 et 29V, 2-3/VI).

28. - Les députés commencent l'examen du projet de loi d'orientation sur la ville, dite loi « anti-ghettos », qui est adoptée en première lecture, le 1^{er} juin, grâce à l'abstention des communistes (24 et du 29V au 3/VI).

29. - M. Bérégovoy annonce une série de mesures destinées à réduire le déficit budgétaire de 17 milliards de francs, alors que le ralentissement de la croissance aggrave le dérapage des finances publiques (du 28 au 31V et 3/VI).

29. - Le conseil des ministres approuve un projet de loi destiné à réglementer les écoutes téléphoniques (16 et 30).

29. - A Bari (Italie), l'Olympique de Marseille est battu après l'épreuve des tirs au but (0-0, 5-3) par l'Étoile rouge de Belgrade en finale de la Coupe d'Europe des clubs champions de football (19-20, 28 et 31).

31. - La Cour de cassation déclare illégale la pratique des « mères porteuses », estimant qu'elle « contrevient au principe de l'indivisibilité du corps humain » et qu'elle constitue « un détournement de l'institution de l'adoption » (2-3/VI).

31. - Après des grèves triennales, les 14 et 24, à la SNCF, le trafic des transports parisiens est fortement perturbé par un arrêt de travail des agents de la RATP (15, 16, 18 et du 23V au 3/VI).

De M. Rocard à M^{me} Cresson

Le 15, M. Michel Rocard, premier ministre depuis le 10 mai 1988, présente la démission de son gouvernement à la demande de M. Mitterrand. Il est remplacé par M^{me} Edith Cresson, qui est la première femme à occuper ce poste. La soir, à la télévision, le président de la République appelle à un « nouveau élan » et fixe au gouvernement l'objectif 1993, année de la mise en place du marché unique européen, mais aussi année prévue pour les élections législatives.

Le 16, la liste des vingt-neuf ministres est annoncée. Il n'y a que cinq nouveaux, dont M. Jean-Louis Bianco (affaires sociales et intégration), M^{me} Martine Aubry (travail), M^{me} Frédérique Benaud (jeunesse et sports). Huit autres changent d'attribution. Quatre ministres d'« ouverture » et trois rocardiens quittent le gouvernement. L'industrie, le commerce extérieur, la poste et les télécommunications ainsi que le commerce et l'artisanat sont rattachés à un grand ministère de l'économie, dirigé par M. Pierre Bérégovoy, afin de

marquer la priorité affirmée en faveur de la politique industrielle.

Le 17, seize secrétaires d'Etat sont nommés, dont neuf nouveaux. Trente-deux des quarante-cinq membres du gouvernement sont PS. Les fabulistes gagnent quatre places, les jospinistes trois, les rocardiens en perdent quatre et les représentants de l'« ouverture » sept.

Le 22, M^{me} Cresson fait à l'Assemblée nationale une déclaration de politique générale, non suivie d'un vote. Elle annonce trois grands objectifs : « Muscler davantage notre appareil productif, renforcer notre cohésion sociale, lutter contre les inégalités et les exclusions et d'abord contre le chômage. » Alors que ses premières interventions avaient séduit par leur ardeur et leur spontanéité, son discours devant les députés, plus académique, est mal accueilli par la classe politique et par la presse qui critiquent l'absence de perspectives d'ensemble et de propositions concrètes nouvelles (du 16 au 31).

CULTURE

2. - Le *Balcan*, de Jean Genet, est mis en scène par Louis Pasqual à l'Odéon-Théâtre de l'Europe (5-6 et 31).

2. - Une exposition regroupe au Grand Palais, sous le titre « De Corot aux impressionnistes », une centaine de tableaux donnés au Louvre entre 1906 et 1927 par Étienne Moreau-Nélaton (8).

3. - Mort de Mohamed Abdel Wahab, le plus célèbre chanteur-compositeur égyptien (5-6).

9. - Mort de Rudolf Serkin, pianiste américain (11).

13. - Création mondiale du *Concerto pour violoncelle* de Maurice Ohana, par Mstislav Rostropovitch et sous la direction de

Seiji Ozawa, lors des Rencontres musicales d'Evian (14, 16 et 22).

14. - Jean-Pierre Vincent met en scène *Princesse*, de Fatima Gallaire, au cours d'un mois consacré aux artistes d'Algérie par le Théâtre des Amandiers de Nanterre (16 et 29).

21. - Le film américain *Barton Fink* remporte la Palme d'or du Festival de Cannes, ainsi que le Prix de la mise en scène pour les frères Joel et Ethan Coen et le Prix d'interprétation masculine pour John Turturro (du 9 au 22, 28 et 31).

23. - Mort de Wilhelm Kempff, pianiste allemand (25).

Le Monde de 1990.
Dernière édition.

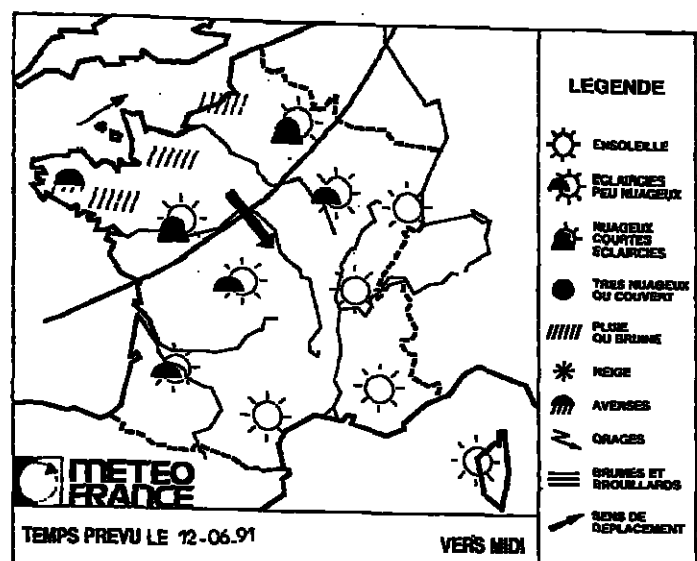
Connaître 1990 pour comprendre 1991.

Édition illustrée
L'année 1990 dans le Monde
Photo de l'année
1990

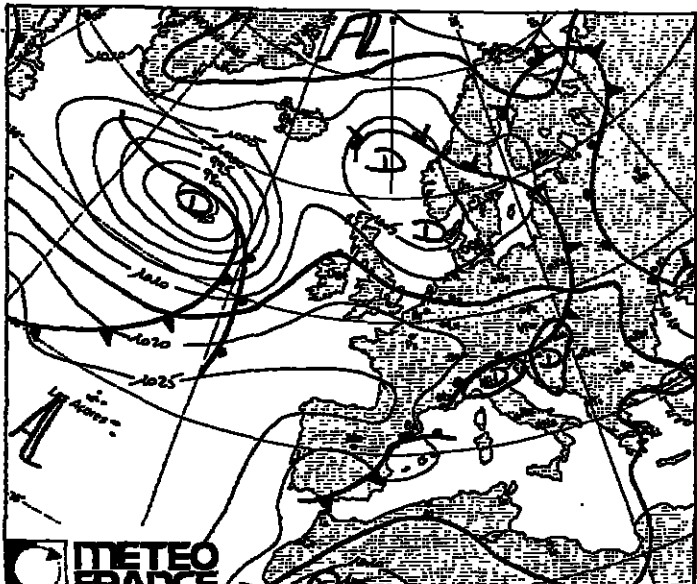
سكان العالم

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 12 juin 1991
Temps couvert sur la moitié nord-ouest



SITUATION LE 11 JUIN 1991 A 0 HEURE TU



Jeu 13 juin : très nuageux et quelques pluies. Sur le quart sud-est, le temps restera couvert. Les pluies seront plus marquées sur les régions alpines le matin où elles pourront même prendre par endroits un caractère orageux. Quelques ondées affecteront la Corse l'après-midi.

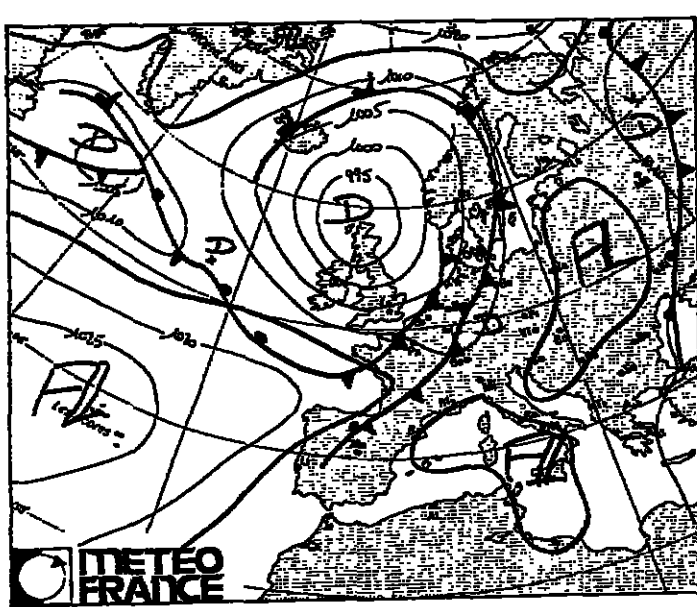
Sur toutes les autres régions, les nuages seront très nombreux tout au long de cette journée et les éclaircies demeureront très timides. Quelques averses se produiront sur la moitié nord. Un passage pluvieux plus continu intéressera la plupart des régions proches de la Manche et pènera en début d'après-midi le Pôitou-Charente, le Centre, la Champagne et la Lorraine.

Le vent d'ouest sera fort en Manche le matin, il faiblira en cours de journée.

Les températures minimales seront comprises entre 8 degrés et 12 degrés sur la moitié nord, le Centre et la Centre-Est. Elles varieront entre 13 degrés et 15 degrés dans les régions plus méridionales.

Les températures maximales évolueront généralement entre 18 degrés et 22 degrés. Elles seront voisines de 26 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 13 JUIN 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 10-6-1991 à 18 heures TU et le 11-6-1991 à 6 heures TU											
le 11-6-91											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALJACC	22	14	C	TOULOUSE	20	10	C	LUXEMBOURG	16	9	C
BARCELONE	18	12	D	TOURS	19	9	D	MADRID	27	12	D
BORDEAUX	19	9	D	POINTE-A-PRE	32	26	D	MARRAKECH	31	16	D
BOURGOS	18	10	D					MEXICO	23	14	D
CAEN	17	9	D	ALGER	26	19	O	MILAN	26	13	C
CHERBOURG	16	9	D	AMSTERDAM	16	11	C	MONTREAL	29	16	A
CHERMONTER	21	8	D	ATHÈNES	27	17	D	MOSCOW	25	17	A
DIJON	19	11	N	BANGKOK	31	25	C	NEW-DELI	36	27	D
GENÈVE	21	12	D	BANGKOK	32	26	N	NEW-YORK	32	20	C
LILLE	18	9	N	BERLIN	27	16	D	OSLO	11	5	C
LIMOGES	16	9	C	BRUXELLES	27	16	D	PALMA-DE-MAJ	27	15	D
LYON	23	15	D	COPENHAGUE	17	11	D	PÉKIN	24	21	C
MARSEILLE	27	17	N	DALAP	27	22	D	RIO-DE-JANEIRO	25	19	C
NAUJY	19	10	D	GENÈVE	21	11	N	ROME	23	15	N
NANTES	19	9	D	PARIS	21	10	D	SINGAPOUR	32	22	C
NICE	21	17	N	PARIS	21	10	D	STOCKHOLM	18	10	C
PARIS-MONTS	19	10	D	PARIS	21	10	D	SYDNEY	25	22	D
PAU	19	10	D	PARIS	21	10	D	TOKYO	25	22	D
PERPIGNAN	20	16	D	PARIS	21	10	D	TUNIS	29	16	D
REIMS	20	9	D	PARIS	21	10	D	VARSOVIE	19	9	D
STRASBOURG	22	12	C	PARIS	21	10	D	VERONE	24	17	N
STRASBOURG	20	11	D	PARIS	21	10	D	VIENNE	24	15	C
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
averse	brume	cil couv	cil dégl	cil neige	orage	pluie	tempête	*			neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Suivez la conférencière !

C'EST syndicalement inadmissible que de l'appeler guide. Marie-Hélène Concé est conférencière des musées nationaux. L'appellation protégée par la loi et sanctionnée par un diplôme est, comme un vieux meuble, estampillée, garantie d'État.

L'émission « Regards de femmes », réalisée par FR3 Toulouse et diffusée lundi entre un Hercule Poirot tout britannique et un magazine encyclopédique sur le bambou, est de celles qui occupent bien le terrain et l'écran. Les après-midi de télévision, en semaine, ressemblent trop à ces longues plages désertes et lanchantes pour ne pas signaler cette demi-heure d'entretien entre Aline Pailler et son invitée.

Chaque jour, Assemblée ou Roland-Garros, les femmes, enfin seules à l'antenne, en profitent. Elles parlent de leur métier, de leur art. La recette est simple, soigneusement dosée entre un féminisme serein et des dialogues courts, et l'émission sans prétention ni moyens est devenue un rendez-vous tranquille.

Lundi, donc, Marie-Hélène Concé, qui exerce son art à Orsay et au Louvre, est venue parler de l'estimable profession de conférencière des musées nationaux. Une visite guidée en somme d'un métier qui se féminise de plus en plus, comme l'enseignement et le journalisme. Ce n'est pas un hasard. Le rôle d'un conférencier se situe entre la pédagogie appliquée aux foules et la médiation entre l'œuvre d'art et l'individu.

Pour dire cela, M^{me} la conférencière, en tailleur plutôt qu'en uniforme, a usé d'une jolie expression, très peu administrative, la « service du public ». C'est en effet un assez joli service à rendre à ce public, de plus en plus nombreux – la cohue des grands magasins certains jours, – que de lui fournir ainsi les clefs du savoir. « On tourne autour de l'art, on essaye de l'enrichir, mais on ne crée rien. J'essaie de dire autant que l'œuvre, ce qui a expliqué l'œuvre ».

Marie-Hélène Concé, guide d'œuvres, se veut résolument objective. Elle fait ses préférences, l'art préhistorique. Elle aime, par exemple, pour la millième fois, la sacro-sainte « lumière des impressionnistes » ou regarder la Joconde « avec un œil neuf » lors de la « visite des chefs d'œuvre », le must, une heure et demie au pas de charge. Et pour le reste elle dit aimer le regard très particulier des enfants sur l'art, découvrir le féroce appétit de savoir des personnes âgées. Et ne jamaïs tant aimer ses musées que famés, étranges, égoïstes en somme.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 11 juin

- TF 1**
20.50 Cinéma : Train d'enfer. ■ Film français de Roger Hanin (1984). Avec Roger Hanin, Gérard Klein, Christine Pascal, Robert Beron.
22.25 Magazine : Ciel, mon mardi !
0.20 Journal, Météo et Bourse.
0.45 Au trot.
A 2
20.45 Les Dossiers de l'écran : L'Elu. ■■ Film américain de Jeremy Paul Kagan (1981). Avec Maximilian Schell, Rod Taylor, David Kessel, professeur agrégé d'histoire ; David Tennant, chirurgien-dentiste ; Denis Jeambar, directeur adjoint de la rédaction au Point.
22.35 Débat : Etre juif. ■ Animé par Gilbert Kahn. Invité : le rabbin Strik ; Henry Bulawko, président des Déportés juifs de France ; Maurice Sarhan, journaliste (les Juifs dans la politique française) ; Marek Halter, écrivain (Un homme, un cri) ; David Kessel, professeur agrégé d'histoire ; David Tennant, chirurgien-dentiste ; Denis Jeambar, directeur adjoint de la rédaction au Point.
23.40 Magazine : Cinéma, cinémas 2. ■ Loin de Cannes : Vital Kenezski ; Le couple (Métastor, Piccoli) ; Hal Roach ; Irène Jacob ; Nouvelles du front ; Lolita.
0.40 Journal et Météo.
1.00 Série : La Saint (rediff.).
FR 3
20.45 Téléfilm : Acompte sur meurtre.
22.25 Journal et Météo.
22.45 Télévision régionale.
- 23.40** Variétés : Eurotop.
0.35 Magazine : Espace francophone.
1.00 Musique : Carnet de notes.
CANAL PLUS
20.30 Cinéma : Dangerusement vôtre. ■ Film américain de John Gilling (1985). Avec Roger Moore, Tanya Roberts, Grace Jones.
22.35 Flash d'Informations.
22.45 Cinéma : Mississippi Burning. ■ Film américain d'Alan Parker (1988). Avec Gene Hackman, Willem Dafoe, Frances McDormand (v.o.).
0.45 Cinéma : La Séance de minuit. ■ Film canadien de Richard Martin (1988). Avec Ron White, Gilliam Barber, Jeff Schultz.
2.05 Sport : Mag max. Hockey sur glace.
LA 5
20.50 Cinéma : Un nouvel amour de Coccinelle. □ Film américain de Robert Stevenson (1974). Avec Helen Hayes, Ken Berry, Stephanie Powers.
22.30 Magazine : Ciné Cinq. ■ Téléfilm : Félise.
0.15 Journal de la nuit.
0.25 Demain se décide aujourd'hui.
0.30 Le Club du Télé-achat.
0.50 Rediffusions.
M 6
20.35 Téléfilm : Le Procès de l'incroyable Hulk.
- 22.15** Série : Equalizer.
23.10 Documentaire : 60 Minutes.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Magazine : Dazibao.
0.10 Musique : Boulevard rock and hard.
2.00 Rediffusions.
LA SEPT
21.00 Concert. Concerto en ré mineur K 466, Concerto en ré mineur K 537, pour piano, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. Friedrich Gulda, piano.
22.05 Documentaire : Opus Brendel. De Mildred Gary.
23.00 Danse : Café Müller. Chorégraphie de Pina Bausch.
FRANCE-CULTURE
20.30 Archipel science. Le Centre national d'études spatiales.
21.30 Grand angle. Les grands reporters.
22.40 Les nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 17 mai au Grand Auditorium) : Quatuor à cordes n° 5, de Rimski-Korsakov ; Quatuor à cordes n° 2 op. 15, de Zemlinsky, par le Quatuor Arditi.
23.07 Poussières d'étoiles.

Mercredi 12 juin

- TF 1**
14.30 Club Dorothée.
17.00 Magazine : Y a pas... d'léopard...
17.25 Série : Chips (rediff.).
18.15 Jeu : Une famille en or.
18.45 Feuilletton : Santa Barbara.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Divertissement : La Bébête Show (et à 23.45).
19.55 Image du Loto.
20.00 Journal, Tapie vert, Météo et Loto.
20.50 Variétés : Sacré soirée.
22.45 Documentaire : Crimes et passions. 2. La Cécilie.
23.50 Journal, Météo et Bourse.
0.15 Au trot.
A 2
14.30 Téléfilm : Princesse Kate.
16.10 Hit NRJ.
17.10 Magazine : Giga.
18.15 Jeu : Des chiffres et des lettres junior.
18.38 Série : Alf (rediff.).
19.00 INIC.
19.05 Série : Mac Gyver (rediff.).
20.00 Journal et Météo.
20.45 Feuilletton : Les Grandes Familles. (2^e partie, rediff.).
22.15 Téléfilm : Vipère au poing. (rediff.).
23.40 Journal et Météo.
0.00 Série : Le Saint (rediff.).
FR 3
14.20 Magazine : Montagne (rediff.).
14.50 Magazine de l'Assemblée nationale.
15.00 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.
17.05 Magazine : Une pêche d'enfer.
17.30 Amuse 3.
18.10 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Classe.
20.45 Magazine : La Marche du siècle. Où va l'Union soviétique ? Avec une interview d'Edouard Chevardnadze, ancien ministre soviétique des affaires étrangères.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Magazine : Faut pas rigoler. Argentine : les îles del Tíger ; Maite : les chevaliers de l'Ordre ; France : icône, image divine ou sacrée.
- 23.35** Magazine : Minuit en France. Le Festival international des francophonies en Limousin.
0.30 Musique : Carnet de notes.
CANAL PLUS
13.30 Téléfilm : On a tué mes enfants. (1^{re} partie).
15.05 Dessin animé : Les Simpson.
15.35 Téléfilm : Vidéo scandale.
17.10 Les Nuls... l'émission (rediff.).
18.05 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.30
18.30 Ça cartoon.
18.50 Top albums.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma dans les salles.
21.00 Cinéma : Jours tranquilles à Clichy. □ Film franco-italo-allemand de Claude Chabrol (1989).
22.55 Flash d'Informations.
23.00 Cinéma : Rosalie fait ses courses. ■■ Film allemand de Percy Adlon (1988). Avec Marianne Sägebrecht, Brad Davis, Judge Reinhold.
0.30 Cinéma : Mystery Train. ■■ Film américain de Jim Jarmusch (1989). Avec Youki Kudoh, Masatoshi Nagase, Screamin' Jay Hawkins (v.o.).
2.15 Rapido spécial (rediff.).
2.40 Sport : Basket américain.
LA 5
14.25 Série : L'inspecteur Derrick.
15.30 Série : Solo, brigade des stupés.
16.20 Youpi ! L'école est finie.
17.30 Jeu : La Ligne de chance.
17.55 Série : Mission casse-cou.
18.50 Série : Les Trouble-fête.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Histoires vraies. Documentaire : Justice en France. La justice pénale. 1. L'instruction.
22.15 Débat. Thème : Justice, et si un jour vous étiez pris dans l'engrenage.
0.00 Journal de la nuit.
M 6
14.05 Téléfilm : La Prisonnière des Cheyennes.
15.20 Jeu : Quiz cœur.
16.00 Série : Drôles de dames.
16.50 Jeu : Hit hit hit houna !
- 17.50** Série : Mission impossible.
18.40 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Téléfilm : La Plage aux fantômes.
22.15 Téléfilm : Rêve de femme.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Magazine : Dazibao.
0.10 Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.
LA SEPT
17.10 Documentaire : Poussières de guerre. Le Temps des larmes.
18.05 Magazine : Mégamix.
19.00 Documentaire : Histoire parallèle.
19.55 Chronique : Le Dessous des cartes (et à 22.30).
20.00 Documentaire : De Gaulle ou l'Eternel Défi Déchirures algériennes.
21.00 Documentaire : Allemagne, Allemagne.
22.35 Cinéma : Sensô. ■■ Film italien de Luciano Visconti (1954).
FRANCE-CULTURE
20.30 Tire ta langue. Du bon usage de la parodie.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Histoires fantastiques, d'après Edgar Allan Poe.
22.40 Les nuits magnétiques. Quand le jardin s'effondre...
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Rock père et fils.
FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concerts d'archives (donné le 1^{er} mars 1952) : A. Lauront, ouverture, de Schumann ; Symphonie n° 5 en mi mineur op. 64, de Tchaïkovski, par l'Orchestre de la NBC, dir. Guido Camelli ; (donné le 3 mars 1948) : Béatrice, ouverture, de Haendel ; Symphonie n° 3 en ré mineur D 200, de Schubert ; Ma mère l'Oye, suite, de Ravel, par l'Orchestre de la NBC, dir. Erich Kleiber.
23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club. En direct des Alligators à Paris : le pianiste Laurent de Wilde avec Thomas Bramerie, contrebasse, et Jean-Pierre Arnaud, batterie.

L'offensive des instituteurs au sein de la fédération enseignante

M. Yannick Simbron est évincé de la direction de la FEN

Quatre mois après sa réélection, M. Yannick Simbron, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) depuis 1987, a été démis de ses fonctions par le bureau exécutif, réuni lundi 10 juin. Dans un communiqué, les dirigeants de la FEN constatent que « des incompréhensions s'étaient progressivement développées » avec le secrétaire général. Le remplaçant de M. Simbron sera désigné prochainement samedi 15 juin. M. Guy Le Néouanic assure l'intérim.

Affaibli par la perte de quarante-deux mille adhérents en trois ans, paralysé par la crainte d'une rupture avec sa minorité proche des communistes et miné par de fortes tensions internes, c'est ainsi qu'était apparue la FEN à l'issue de son dernier congrès, en février

dernier, à Clermont-Ferrand. M. Yannick Simbron était certes resté à la tête de la fédération. Mais la majorité socialiste de la FEN, réunie dans la tendance UID (Union, indépendance et démocratie), subissait un sérieux revers lors du vote d'orientation. Elle n'obtenait plus, en effet, que 54,02 % des voix contre 60,63 % en 1988.

Trois ans après le mot d'ordre « Travailler autrement » lancé à La Rochelle lors du congrès de 1987, et qui n'avait guère réussi à mobiliser des enseignants déçus par les maigres retombées de la révolution, M. Yannick Simbron, en février dernier, tentait une autre stratégie : faire de la « recomposition syndicale » le thème central de ce nouveau congrès, l'axe fort d'une fédération à la recherche d'un nouveau souffle.

Pour préparer le terrain, l'idée avait été lancée par le secrétaire général dès le mois de janvier 1990 (le Monde du 5 janvier 1990). Mais, un an plus tard, à la veille du congrès de Clermont-Ferrand, la perspective concrète d'une « reconstitution avec d'autres forces du mouvement syndical français » semblait s'être égarée. Comme le soulignait M. Simbron lui-même à la veille du dernier congrès, Le secrétaire général prenait acte de son échec, qui mettait à nu l'autre versant de son programme : le remodelage des structures internes de la FEN, et laissait le champ libre à une « cuisine » d'appareil.

Le principe d'un congrès extraordinaire, destiné à mettre en œuvre cette réforme, était obtenu à l'arraché par une courte majorité (52,23 %) et la tenue de ce congrès

reportée à une date lointaine, fin 1992, sans que le projet soit véritablement clarifié.

Ce le temps presse pour la direction de la FEN, qui visiblement fait payer le prix de ces ajournements à son secrétaire général. L'antagonisme se creuse en effet, au sein de la fédération, entre ses deux piliers : le SNI-PEGC, qui regroupe les instituteurs, et le SNES, qui syndique les enseignants du second degré. En recul de huit points aux élections professionnelles depuis 1987, le SNI-PEGC est menacé par la relative bonne santé du SNES, porté par l'augmentation mécanique des effectifs d'enseignants dans les lycées et leur mauvaise croissance face aux bouleversements du paysage scolaire.

C'est sans doute l'enjeu central de la crise actuelle. Un enjeu vital pour la majorité socialiste de la FEN, qui ne pourra plus, à terme, compter sur la seule force numérique des instituteurs.

M. Jean-Claude Tricoche, chef de file de la majorité fédérale au sein du SNETAA (enseignement technique), semble ainsi, pour certains observateurs, bien placé pour remplacer M. Yannick Simbron.

C'est sans doute pour la direction de la FEN de récupérer les gros bataillons de l'enseignement technique, majoritaire au sein de la nouvelle tendance Autrement, créée fin 1990. Et, pour le SNI, de rendre

plus discrète son offensive sur la FEN. A moins, comme l'analysent certains, que le syndicat des instituteurs ait décidé de prendre directement le pouvoir à la tête de la fédération. Annoncé par la désignation, lundi 10 juin, de M. Guy Le Néouanic, jusqu'ici chargé du dossier de la fédération, au poste de secrétaire général par intérim, ce serait le prélude à son accession définitive à la tête de la fédération.

A Clermont-Ferrand, M. Martine Le Gall, secrétaire nationale du SNI - dont on évoquait alors la nomination éventuelle à la tête de la FEN - et M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du SNI, semblaient être prêts à consommer définitivement le divorce avec le SNES. « Que valons-nous en commun qui justifie qu'on reste ensemble dans la FEN ? », demandait M. Barabant aux représentants du syndicat ennemi, leur proposant une « mise à plat ». Il s'agit, expliquent les responsables du SNI aujourd'hui, de défendre « la FEN contre tout ». Autrement dit, la stratégie de reconstitution, portée par M. Simbron, semble déjà dans l'immédiat.

On ne pouvait cependant imaginer une démonstration plus éclatante du désarroi et de la situation de faiblesse d'une fédération présentée il y a peu comme la « forteresse enseignante ».

CHRISTINE GARIN

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Clébards de banlieue

FUREUR à la Chambre. Le gouvernement veut faire passer en force un train de mesures sur la santé publique. Séance houleuse. Les élus montent au créneau. C'est une horde de vauriens à neuf heures d'affilée des débats de cette importance. Oh croyez-vous qu'on soit là ?

A l'Assemblée nationale pour décider de l'avenir de la médecine libérale en France ? Quelle idée ! C'est pas au Parlement d'en décider. Si les soignants sont pas contents, ils n'ont qu'à descendre gueuler dans la rue, pas les soigner. Avec les soignants, on risque pas ! Ils sont trop patriotes pour protester.

Non, on est aux Communes et il s'agit d'une affaire autrement grave qui déchire l'opinion depuis des mois. Faut-il museler ou pas les chiens méchants ? Et plus particulièrement les pit-bulls menaçants. Il y a quelques semaines, de la peine capitale par ce bourreau de Meior. Le FLA, le Front de libération des animaux a montré les crocs. Scandaleuses, ces discriminations raciales ! De quel droit rétablirait-on la peine de mort pour les chiens et pas pour les humains ?

C'est vrai, à qui la faute, s'ils le font, s'ils déchirent, les pauvres immigrés qu'on a fait venir des Etats-Unis pour se débarrasser du sale boulot de chien de garde ou de combat ? A la société. Question d'éducation et de milieu, voilà tout. On ne va quand même pas s'occuper aux premières victimes du grand malaise des banlieues. Ces clébards n'ont pas eu les mêmes chances, au départ, que les toutous de Buckingham Palace. Est-ce qu'on les a poursuivis, eux, quand ils ont mordu le main de la Queen ? Non, bien sûr !

Accusé de promouvoir une justice de classe, Meior s'est vu contraint et forcé - les élections, c'est peut-être pour demain, attention ! - de tolérer un projet de loi adopté sans que les représentants du peuple, indignés, aient eu véritablement le loisir de l'examiner. Les terriers pit-bulls et les tasses japonaises ont jusqu'au 30 novembre pour aller se déclarer au commissariat de leur quartier, se munir d'une muselière, d'une laisse et se faire stériliser. Beaucoup moins sévères, le Football Supporters Act, destiné à lutter contre les hooligans, a été favorablement comparé hier à cet inacceptable Dangerous Dog Bill.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Education : « Universités, l'Etat mais aussi les régions », par Alain Touraine ; Lycées : « La demi-réforme de M. Jospin », par Guy Coq ; Revues : « Guérir l'humanité... », par Frédéric Gaussen... 2

Le président

de l'Assemblée nationale cambodgienne à Paris. Un entretien avec M. Chea Sim, numéro un du Phnom-Penh... 7

La métamorphose

de l'Organisation des Etats américains... 8

Misére et violence

dans une banlieue de Rio. Record de criminalité à La Bata-de-Fumense... 9

Les travaux parlementaires

Débats sur l'aide juridique à l'Assemblée et sur l'administration territoriale au Sénat... 12 et 13

Banlieues

Un entretien avec le maire de Mantes-la-Jolie... 14

Diagonales

« Balles perdues », par Bertrand Poirot-Delpech... 15

Le Musée d'Aquitaine

à Bordeaux... 16

SCIENCES • MÉDECINE

• L'homme indéterminé • Des mégapoles en mégapoles • Nos ancêtres les forgerons • Point de vue : « Sida, la faute des politiques », par Frédéric Edelmann... 19 à 21

SECTION B

Le marché européen

de l'électricité. Bruxelles plaide pour une libéralisation complète du marché... 24

CHAMPS ÉCONOMIQUES

• La France à la recherche d'une politique industrielle • La chronique de Paul Fabre • A travers les revues, par Michel Beaud... 25 à 28

Les difficultés de FR 3

Mobilisation des syndicats contre le « plan Bourges »... 32

Sicav monétaires

en baisse... 34

Services

Abonnements... 24
Carnet... 32-33
Chronologie... 36
Marchés financiers... 34-35
Météorologie... 37
Mots croisés... 30
Radio-Télévision... 37
Spectacles... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » fort de 1 à XXXII, comprenant les annonces classées.

Le numéro du « Monde » daté 11 juin 1991

a été tiré à 512 474 exemplaires.

En voyage en Champagne-Ardenne

M. Mitterrand fait l'éloge de l'apprentissage

TROYES

de notre envoyée spéciale

Arrivé à Troyes (Aube) en milieu de matinée mardi 11 juin pour une visite d'une journée en Champagne-Ardenne, M. François Mitterrand a donné le ton de son voyage en annonçant à « la volonté citoyenne » et au « sentiment que l'on gagne quand on veut » car « la France, qui dispose de grands atouts, n'en subit pas moins les effets d'une crise qui n'en finit pas de s'achever, qui retarde, qui freine le nouveau départ (qu'il appelle de ses vœux).

Visitant un centre d'apprentissage, le chef de l'Etat a déclaré : « Il faut choisir le meilleur modèle pour généraliser l'expérience (de l'apprentissage) sans abandonner les raisons pour lesquelles l'école a vu son rôle destiné au cours de ces dernières années. (...) Il ne s'agit pas de substituer le système de l'apprentissage à celui de l'école, mais d'harmoniser les deux pour que chacun apporte le meilleur de ce qu'il peut apporter. Il a alors indiqué que « le modèle de l'enseignement par alternance doit être développé. (...) Il faut renforcer les liens entre l'école et l'entreprise, c'est une des clés pour l'emploi des jeunes ».

M. Mitterrand a aussi assuré que, sur l'enseignement par alternance, « la question n'est pas de savoir si un débat doit être ou non engagé, (...) il l'a été par une voix très autorisée, celle de M. le premier ministre ». Puis il a ajouté que le débat était clos car la décision était prise et qu'il attendait du Parlement qu'il aide le gouvernement dans cette orientation : « C'est l'élément fondamental de la politique industrielle souhaitée par M. Edith Cresson que l'encouragement dans ses efforts, que je soutiens sans réserve » pour mettre la France « en état de supporter, et même de gagner la compétition » de 1993.

ANNE CHAUSSEBOURG

POLOGNE

M. Walesa réclame

les pouvoirs spéciaux

pour le gouvernement

Le président Walesa vient de réclamer les pouvoirs spéciaux pour le gouvernement afin que celui-ci puisse légiférer par décret dans le domaine de l'économie. Dans une lettre adressée au premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki, le président de la République, constate « la nécessité de mesures visant à améliorer rapidement le fonctionnement de l'économie ». Il s'est également adressé au président de la Diète (Chambre basse), M. Mikolaj Kozakiewicz, pour demander que le Parlement accorde à l'exécutif les pouvoirs spéciaux qu'il réclame.

La Diète polonaise est accusée de retarder le processus législatif, indispensable à la poursuite des réformes économiques, alors que la situation sociale ne cesse de se dégrader dans le pays.

Le président Walesa a d'autre part persuadé, lundi 10 juin, les 200 contrôleurs aériens polonais de suspendre une grève qui avait paralysé le trafic sur l'ensemble du pays pendant douze heures. Alors que le gouvernement refusait de négocier, le chef de l'Etat a proposé aux grévistes de venir discuter mercredi de leurs revendications. Outré par une réclamation de heures de travail et une retraite anticipée, ils réclament une multiplication par dix de leurs salaires. (Reuters, AFP, AP)

■ M. Roland Dumas, à Kiev. - Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, se rendra, jeudi 13 juin, à Kiev pour inaugurer le consulat général de France dans la capitale ukrainienne, a annoncé le Quai d'Orsay. La décision d'ouvrir un consulat général à Kiev, en échange de l'ouverture d'un consulat général soviétique à Strasbourg, a été prise en 1989. (Reuters)

Chaque année

Paris doit nettoyer

800 000 mètres carrés de graffitis

Selon une estimation des services de la Ville de Paris, 800 000 mètres carrés qu'il faut annuellement nettoyer pour effacer les graffitis qui peuplent l'univers quotidien des Parisiens. Les arrondissements les plus touchés sont les 3^e, 5^e, 6^e, 11^e, 12^e, 13^e, 17^e, 18^e, 19^e et 20^e. L'opération de nettoyage n'a été faite pour savoir quels sont des immeubles privés ou municipaux, les plus atteints par l'imaginaire coloré des bandes nocturnes.

Mais, selon la municipalité « il est certain que les 3^e et 5^e, riches en bâtiments publics bien entretenus et nettoyés très régulièrement, attirent les taggers qui trouvent là des supports propres ». Les établissements scolaires du second degré sont eux aussi très souvent « bombardés » par les « artistes » de l'éphémère. Ce qui confirme, selon les

spécialistes qu'« il s'agit d'une occupation des jeunes de douze à dix-huit ans ».

Pour lutter efficacement contre la prolifération de ces dessins sauvages, la mairie estime qu'ils doivent être effacés aussi vite qu'ils sont tracés. Il faut donc que les employés municipaux soient plus persévérants que les « taggers », « afin que les seconds se lassent avant les premiers ».

La Ville propose, désormais, des « contrats propreté » aux propriétaires privés pour nettoyer les façades sales moyennant un forfait annuel. Demain, elle pourrait imposer aux bâtisseurs de construire la partie basse des immeubles en matière facilement nettoyable. Ou exiger une protection anti-graffiti.

J. P.

ITALIE

Attentats anti-espagnols

à Milan et à Bologne

Deux attentats à la bombe contre des intérêts espagnols ont fait, mardi 11 juin à l'aube, quatre blessés à Milan et à Bologne. Une bombe de forte puissance a dévasté les bureaux milanais de la compagnie aérienne Iberia, blessant légèrement trois policiers et un carabinier. Un autre attentat avait endommagé dans la nuit le portail du collège espagnol de Bologne, ne faisant que des dégâts matériels. Ce double attentat, non encore revendiqué, pourrait être le fait des séparatistes basques de l'ETA. (Reuters)

Nouvelles Collections

DE LA SIMPLE RETOUCHE

AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie

d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE

à partir de 2 400 F

PANTALONS 830 F VESTONS 1 600 F

3 000 tissus

Luxueuses draperies

anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

COSTUMES D'ÉTÉ

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-81

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

SCIENCE & VIE MICRO

SVM

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

HORS SÉRIE

PC : LE GUIDE DE L'UTILISATEUR

Si vous travaillez sur PC, ce guide est fait pour vous. Le GUIDE DE L'UTILISATEUR 1991 vous dit tout ce qu'il faut savoir pour bien connaître et maîtriser vos logiciels. Avec ce N° HORS SÉRIE de SVM vous irez plus loin avec : WORD 5, WORD POUR WINDOWS, WORDPERFECT, EXCEL, LOTUS 1-2-3 v. 2.2., 1-2-3 v. 3.1, QUATTRO PRO, DBASE IV, PARADOX, WORKS 2. Le GUIDE DE L'UTILISATEUR PC vous explique aussi comment maîtriser Windows et vous donne plus de 100 trucs de professionnels pour tirer le maximum de votre micro ordinateur.

SUR MINITEL :

3615 SVM ou 3625 0158